

Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION
BOURSE

QUARANTE-QUATRIÈME ANNÉE — N° 13334 — 4,50 F Fondateur : Hubert Beauve-Méry Directeur : André Fontaine SAMEDI 12 DÉCEMBRE 1987

Sommet « historique » à Washington

Faut-il se montrer déçu par les résultats du sommet soviéto-américain ? Le bilan dont ont fait état MM. Reagan et Gorbatchev sur tous les sujets autres que le désarmement historique « traité de Washington » sur les missiles à moyenne portée pourrait amener à cette conclusion : qu'il s'agisse des armements stratégiques, des forces conventionnelles et chimiques, de l'Afghanistan ou des droits de l'homme, rien de ce qui a été dit dans la capitale américaine à l'issue des entretiens, jeudi 10 décembre, n'est vraiment nouveau.

On ne saurait cependant oublier que la tâche des chefs d'État n'est pas de conduire des négociations et que les sommets les plus réussis ont rarement été marqués par autre chose que par des signatures solennelles. Le grand moment de la rencontre « historique » entre Nixon et Brejnev, en mai 1972 à Moscou, avait été la signature du premier accord SALT de limitation des armements stratégiques, lequel avait été préparé des mois durant à Genève par les diplomates des deux camps. On ne se souvient guère aujourd'hui des autres résultats acquis à cette occasion.

D'autres précédents furent plus faibles. En 1974, Brejnev et le président Ford conclurent à Vladivostok, toujours à propos des armements, un arrangement qui fut en fin de compte ignoré par le second accord SALT, signé à Vienne cinq ans plus tard. Quant au sort de ce dernier, jamais ratifié par les États-Unis et en tout état de cause largement dépassé aujourd'hui, il a confirmé la relativité des engagements pris par les gouvernements du moment.

La grande exception avait été le sommet de Reykjavik, il y a un peu plus d'un an. Le monde entier, les participants eux-mêmes avaient été alors surpris par l'ouverture de leurs esprits sur toutes sortes de sujets, et c'est en fait dans la capitale islandaise que furent arrêtées les grandes lignes du traité signé cette semaine à Washington. Il est vrai que les bureaucraties des deux camps, ainsi que les membres des alliances respectives, avaient eu du mal à digérer la nouveauté qui en était résultée. Ces réticences ont pu inciter les deux dirigeants à se montrer plus prudents cette fois.

On hésite également à voir dans ce sommet le point de départ d'une nouvelle ère de coopération entre les deux superpuissances, à l'instar de ce qui s'était produit après le sommet de 1972. Il n'a pas été autant question qu'alors des relations bilatérales, mais peut-être était-ce moins nécessaire : les échanges de toutes sortes se sont largement développés depuis un an entre l'URSS et les États-Unis.

En outre, et à moins qu'une mauvaise volonté nouvelle n'apparaisse à Washington ou à Moscou, ces contacts ne pourront que se renforcer à l'occasion des innombrables visites d'inspecteurs en tout genre prévues par le traité sur les missiles intermédiaires. N'a-t-on pas vu, fait inouï, le chef d'état-major général des forces armées soviétiques franchir l'enceinte du Pentagone et s'entretenir cordialement avec ses homologues américains ? Ce petit geste en dit plus long à lui tout seul que les efforts « médiatiques » rapportés par le couple Gorbatchev à Washington.

(Lire nos informations pages 3 et 4.)



Nouveau déficit record du commerce extérieur américain

Les banques centrales s'efforcent de ralentir la chute du dollar

L'annonce, le jeudi 10 décembre, d'un déficit du commerce extérieur américain en octobre de 17,63 milliards de dollars, très supérieur à leur attente, a ébranlé à nouveau les marchés.

La Réserve fédérale américaine et des banques centrales européennes, relayées, le vendredi 11 décembre, par la Banque du Japon, s'efforcent de ralentir la chute

du dollar. Le billet vert passait sous la barre des 130 yens, pour clôturer à 128,75 yens à Tokyo, et s'échangeait, dans la matinée, à Paris, à 128,70 yens, 1,6320 deutschemarks et 5,545 FF (voir la rubrique « marchés financiers » page 34). Toutefois, le vote par le Sénat américain d'une hausse des impôts apportait un répit.

Des marchés groggy

Le choc a été rude. Les marchés attendaient un déficit commercial américain de 12 à 15 milliards de dollars pour octobre. C'est un solde négatif de 17,63 milliards qu'ils ont découvert sur leurs écrans le jeudi 10 décembre, à 14 h 30, heures françaises.

Le petit jeu des anticipations, particulièrement absurde lorsqu'il s'agit d'un indice aussi aléatoire que celui des échanges commerciaux sur un mois, secouait les marchés boursiers et monétaires. Lentement, le vendredi 11 décembre, à Tokyo, la Banque du

Japon intervenait pour limiter les dégâts ; le dollar pour la première fois passait la barre psychologique des 130 yens. Mais, si chacun commentait cette « très mauvaise surprise », nul ne se laissait gagner — cette fois — par un mouvement de panique.

Il y a deux mois, l'annonce d'un déficit de 15,7 milliards de dollars pour août, supérieur de quelques centaines de millions seulement à l'attente des opérateurs, avait provoqué le mouvement de baisse et le krach du 19 octobre à Wall Street. Tel un boxeur sonné, les opérateurs seraient-ils aujourd'hui en période de récupération ?

Cette relative modération dans la réaction aurait l'avantage de rappeler aux gouvernements des principaux pays industriels la nécessité d'accélérer le processus toujours laborieux de mise en œuvre d'une stratégie de coopération internationale.

Les parlementaires américains, qui détiennent toujours le dernier élément du puzzle permettant de réunir un groupe des sept, principales puissances économiques mondiales, entendent-ils cette mise en garde ?

FRANÇOISE CROUGNEAU.
(Lire la suite page 30.)

Un entretien avec M. Jacques Delors

« Les Américains n'échapperont pas à une phase d'austérité »

A la suite de l'échec du sommet des Douze à Copenhague, M. Jacques Delors, président de la Commission européenne, a répondu aux questions de notre correspondant à Bruxelles.

« Les chiffres du commerce extérieur américain, rendus publics jeudi 10 décembre, relancent le débat entre les nations industrialisées. Quel enseignement pour l'Europe ?

— Les problèmes de fond demeurent : nervosité financière, instabilité monétaire, poids de l'endettement... telles sont les causes de la crise boursière à quoi s'ajoute le fait que l'économie dominante, celle des États-Unis, vit au-dessus de ses moyens. En d'autres termes, les Américains n'échapperont pas à la nécessité d'une phase d'austérité pas plus qu'à leur devoir de stabiliser le

dollar, qui est la monnaie de base du système actuel. Au Japon et à l'Europe de le relayer pour éviter une récession mondiale. Et, pour ce qui concerne ces perspectives de croissance, et si elle regarde autour d'elle, l'Europe ne peut compter que sur ses propres efforts.

« C'est ce que je me suis efforcé d'expliquer à leur demande aux chefs de gouvernement des Douze à Copenhague.

— Il serait fallu un peu plus de passion, avec-vous constaté au soir de Copenhague. Est-ce à dire que la réunion s'est déroulée dans l'indifférence, sans véritable souci d'aboutir ?

— La volonté politique ne manquait pas. Cependant, la préparation du conseil européen avait laissé à désirer, et la faute en incombe aux capitales. Si chaque

gouvernement avait réalisé en son sein les arbitrages nécessaires, alors que nos propositions sont sur la table depuis février, il eût été possible de ne laisser aux chefs de gouvernement que les points les plus difficiles.

— Pour aboutir au prochain sommet de Bruxelles, les Allemands devront-ils accepter davantage qu'à Copenhague en matière agricole ?

— Il n'y a pas un pays qui soit responsable de l'échec. Selon les sujets que l'on abordait, l'agriculture, les politiques d'accompagnement du grand marché, les sources et le montant des financements, c'était l'un, puis l'autre, qui n'était pas d'accord avec notre projet.

Propos recueillis par
PHILIPPE LEMAITRE.
(Lire la suite page 32.)

Le dessaisissement de M. Grellier

L'arrêt de la Cour de cassation inquiète les juges d'instruction

Bien qu'il soit déjà arrivé à la Cour de cassation de dessaisir un juge d'instruction « dans l'intérêt d'une bonne administration de la justice », les arrêts qu'elle a rendus le 10 décembre pour confier au tribunal de Rennes le dossier de l'affaire Radio-Courtoisie provoquent des inquiétudes chez les juges d'instruction. Ces décisions ont pour origine une requête et une plainte de M. Michel Droit contre le juge Grellier, qui l'avait inculpé de forfaiture le 27 octobre. (Lire pages 2 et 21.)



Attentat meurtrier en Espagne

Au moins sept morts, dont trois enfants, à Saragosse

PAGE 6

La crise dans l'acier

Deux cent mille sidérurgistes manifestent dans la Ruhr

PAGE 31

Mort du violoniste Jascha Heifetz

Le musicien était âgé de 86 ans.

PAGE 36

Le Monde

SANS VISA

Sous la Nouvelle-Angleterre, la vieille France

■ Escapes. ■ Gastronomie : les élus du « Bottin » ; la semaine gourmande. ■ Jeux.

Pages 15 à 19

LE MONDE DU VIN

Réponses aux questions 41 à 48

PAGE 14

Le sommaire complet se trouve page 36

Des textes soumis aux députés

Le suicide et la loi

L'Assemblée nationale est saisie de deux propositions de loi tendant à réprimer l'incitation et l'aide au suicide. L'une a été adoptée par le Sénat, l'autre est présentée par M. Jacques Barrot, député de Haute-Loire, secrétaire général du CDS.

Quelques mots simples et sobres, dans le carnet du Monde cette semaine : « Odette Thibault a choisi de se donner une mort douce le 2 décembre 1987. » L'annonce aura bouleversé les amis de cette journaliste scientifique de soixante-sept ans, mais sans les étonner vraiment : Odette Thibault, membre de l'Association pour le droit de mourir dans la dignité (ADMD), n'avait jamais caché qu'elle mettrait fin à ses jours, sereinement, si la malade ou la souffrance lui ren-

daient la vie impossible. Personne ne sera accusé de l'avoir incité au suicide.

On imagine sans peine, en revanche, la douleur et la révolte de ceux qui ont découvert avec stupeur, à côté du corps inerte de leur fils, de leur fille ou de leur conjoint, le livre *Suicide, mode d'emploi*, de Claude Guillon et Yves Le Bonniec, publié en 1982 par l'éditeur Alain Moresau. C'est cet ouvrage, indiquant les moyens les plus efficaces de se supprimer sans douleur, qui est à l'origine des propositions de loi, après avoir déclenché des polémiques et provoqué des poursuites judiciaires.

Les partisans d'une loi parlent d'un « fléau social ». Ils n'ont pas tort : avec douze mille décès par an environ, le suicide provoque en

France plus de morts que les accidents de la route. Et encore ne s'agit-il que des cas déclarés, sans compter les tentatives qui, elles, sont dix fois plus nombreuses.

Depuis 1975, la courbe du suicide augmente d'année en année, notamment chez les jeunes. Mais une loi peut-elle l'enrayer ?

Contrairement à d'autres pays européens (Autriche, Espagne, Italie, Pays-Bas ou Suisse), la France se trouve devant un vide juridique. Depuis la Révolution, le suicide n'est plus punissable : on n'inflige — heureusement ! — ni sanction posthume au suicidé ou à sa famille, ni sanction à celui qui aurait échoué dans sa tentative.

ROBERT SOLÉ.

(Lire la suite page 22.)

Antoine Riboud

Modernisation, mode d'emploi

Rapport au Premier ministre

« A la fois pragmatique, innovateur et ambitieux »

LE MONDE

« 6 clés pour réussir »

LES ÉCHOS

1018

A L'ÉTRANGER : Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,50 dir. ; Tunisie, 500 m. ; Allemagne, 2 DM ; Autriche, 18 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,75 AS ; Côte d'Ivoire, 315 F CFA ; Danemark, 10 kr. ; Espagne, 165 pes. ; G.-B., 80 p. ; Grèce, 185 dr. ; Hongrie, 80 p. ; Italie, 1.700 L. ; Liban, 0,400 DL. ; Luxembourg, 30 F. ; Norvège, 12 kr. ; Pays-Bas, 2,25 fl. ; Portugal, 130 esc. ; Sénégal, 335 F CFA ; Suisse, 1,50 S. ; USA, 1,50 \$; USA (West Coast), 1,75 \$.

صكنا من الاجل

2 La Monde • Samedi 12 décembre 1987 •

Débats

Justice et politique

Les limites du far-west judiciaire

par LAURENT COHEN-TANUGI (*)

RADIO-COURTOISIE. Radio-Nostalgie : d'une fréquence à l'autre se sont succédés, ces dernières semaines, des événements judiciaires revêtant, de l'avis des professionnels, un caractère exceptionnel. Ces deux affaires ont notamment en commun l'utilisation, par une personne impliquée dans une enquête judiciaire, d'une stratégie de contre-offensive contentieuse à l'égard de ses juges. Superficiellement, une telle démarche et la médiatisation qui l'accompagne, inhabituelle en France, pourraient rappeler le far-west judiciaire sous les traits duquel nos concitoyens aiment à se représenter la scène juridique américaine. Mais qu'on applaude ou qu'on déplore l'américanisation de nos mœurs juridico-politiques en cours depuis quelques années, le parallèle nous semble erroné, pour plusieurs raisons.

La première est que tant la démarche de M. Michel Droit (requête en « suspicion légitime » aux fins de dessaisissement du juge Grellet) que celle de M. Deschamps (plainte pour « atteinte à la liberté individuelle ») visent l'institution judiciaire elle-même et mettent en cause son fonctionnement, attitude contrastant avec la révérence dont les Américains témoignent à l'égard de leurs tribunaux et qui ne fait d'ailleurs pas obstacle à ce que les décisions judiciaires américaines soient objet de débat public. Les stratégies juridiques offensives s'exercent aux Etats-Unis entre les parties au procès, dans le cadre d'une procédure accusatoire qui se déroule souvent hors de l'enceinte du tribunal ; elles sont rarement dirigées contre le pouvoir judiciaire.

Loin de refléter la pratique américaine, nos récents westerns judiciaires nous renvoient en réalité à l'inefficacité de nos propres institutions et procédures : M. Droit ne trouve d'autre parade contre les méfaits de l'inculpation et contre l'archaïque incrimination de « forfaiture » que de s'employer à discréditer son juge ;

M. Deschamps, lui, a recours à un texte de portée générale pour tenter de faire la transparence sur les dessous de son singulier séjour au palais de justice de Lyon. Dans les deux cas, le remède est à l'image du mal.

Médiatisation...

Les affaires judiciaires récentes contrastent avec la pratique américaine sur un autre point essentiel : la confirmation de l'inclination française à écarter la justice de tout enjeu politique, économique ou social d'importance. Si une telle volonté d'exclusion provient souvent de l'exécutif (invocation du secret défense ou des impératifs de la diplomatie...), les acteurs économiques et sociaux n'en sont pas toujours innocents. Ainsi de l'étrange position selon laquelle il n'appartiendrait pas aux juges d'apprécier le caractère raisonnable ou non d'une grève. A qui d'autre une telle prérogative reviendrait-elle donc dans un Etat de droit ? Et comment protester sérieusement contre le dessaisissement d'un juge dans un domaine de la régulation sociale si l'on refuse en bloc la compétence de l'autorité judiciaire ailleurs ?

A contester un jour la compétence du Conseil constitutionnel, un autre celle du Conseil d'Etat, et aujourd'hui celle du tribunal de Bobigny, dernière incarnation du « gouvernement des juges », on encourage la « suspicion légitime » généralisée à l'égard du juge, précisément dans des domaines – ceux du droit public et de la régulation sociale – où son autorité doit être la plus ferme.

La médiatisation du judiciaire est un troisième sujet de débat où la référence américaine est source de confusion. Certes, les Etats-Unis sont le pays de la transparence et des auditions télévisées, celui où la presse et la justice sont les plus puissantes ; certes, la presse américaine s'est illustrée à l'occasion de maintes affaires

politico-judiciaires. Mais ces phénomènes ont peu à voir avec les violations du secret de l'instruction fréquemment constatées en France, qui sont plus rares aux Etats-Unis, où les juges parlent peu à la presse.

Les grands *hearings* télévisés américains, que la France a récemment inaugurés avec bonheur avec la commissions de la nationalité, s'inscrivent dans un cadre parlementaire, même si, compte tenu de la culture dominante, le style en est quasi judiciaire. La phase pénale intervient éventuellement dans un second temps. En matière pénale, l'intervention des médias dans les procès fait, outre-Atlantique, l'objet d'une jurisprudence constitutionnelle fournie, résultat d'âpres batailles juridiques entre le troisième et le quatrième pouvoir. De nombreuses condamnations ont été annulées en raison du préjudice causé à l'accusé par les excès médiatiques et du risque de partialité du jury.

Politisation

Il ne viendrait en revanche à l'esprit de personne, outre-Atlantique, de mettre en cause le journalisme d'investigation comme une usurpation des prérogatives de la justice, et cela pour la bonne raison que l'enquête pénale, n'est pas du ressort du juge, mais du procureur ou du jury. Conformément à la séparation des pouvoirs et à l'esprit de la procédure accusatoire, l'exécutif n'est qu'une partie au procès (représentant certes les intérêts de la société, mais le défendeur incarne, lui, les libertés individuelles). Le ministère public est soumis, à armes égales, à la contradiction de la défense et à la concurrence de la société civile (journalistes et autres « procureurs privés »). Le juge demeure

(*) Avocat international, auteur de l'essai *Le Droit sans l'Etat* (PUF, 3^e éd. 1987).

au-dessus de ces batailles, et par conséquent à l'écart des effets, pressions ou tentations médiatiques, ou politico-administratives.

Les affaires récentes ne reflètent-elles pas en effet, au moins autant que la médiatisation du judiciaire, l'excessive politisation de la vie publique, donc des médias, en France ? Si la CNCL n'était pas un enjeu politique à court terme, l'inculpation de M. Michel Droit aurait-elle fait la une des journaux ? Cette affaire, qui est par nature un fait divers administratif, n'appelle-t-elle pas avant tout une enquête précise sur le fonctionnement concret de la CNCL ? A cela, les médias rétorqueront à bon droit : « La régulation de la communication touche à un enjeu essentiel de la démocratie, et nous pouvons d'autant moins nous en désintéresser que l'instruction en France n'est ni transparente ni à l'abri de pressions en ces matières ; de telles enquêtes devraient se dérouler d'abord dans un cadre parlementaire, administratif ou civil, afin que nous puissions exercer pleinement notre mission d'information du public. »

Où l'on en revient au point de départ. Dès que la justice touche au fonctionnement de l'Etat ou de la vie politique, l'engrenage de la politisation et de l'insécurité du droit s'engage, et le mal organique qui affecte le statut de l'autorité judiciaire en France – l'éternel soupçon de la subordination des juges – finit toujours par dissoudre le débat juridique dans des eaux politiques. Les termes de la fameuse remarque toquevilienne sur le système américain paraissent s'inverser chez nous : il n'est presque pas de question judiciaire qui ne se résolve tôt ou tard en question politique. Reconnaissons toutefois en la circonstance au moins un mérite à l'irrépressible passion de nos concitoyens pour la politique (et les belles lettres) : la mise en exergue des carences institutionnelles et procédurales du système français. Il faudra davantage que des procès pour y remédier.

« MM. Lazard Frères et Cie », d'Anne Sabourat

Le secret écorné

On s'étonne naïvement de voir nombre des plus beaux esprits de la fonction publique – de droite ou de gauche – gagner les bureaux : Simon Nora chez Shearson, Lehman ou Jean-Charles Naouri comme associé chez Rothschild. Mais il y a bien longtemps que Lazard Frères et Cie (1) a fait de ce genre d'embauche son pain quotidien.

« Avoir les meilleurs » – non seulement les intelligences les mieux formées mais aussi les meilleurs caractères d'adresses – a toujours été une règle d'or de la discrète maison du boulevard Haussmann, longtemps sis rue Fillet-Wil, Christian Valensi, le second de Jean Monnet dans l'organisation des Forces françaises libres, n'a-t-il pas été conseiller d'Etat avant de devenir associé-gérant en 1949, Jean Guyot – un autre proche de Jean Monnet – inspecteur des finances, et deux des plus récents associés, François de Combret et David Dautremont, membres de la Cour des comptes ? Un système qui marche aussi à Lazard New-York, où l'on n'hésite pas à embaucher l'ancien secrétaire d'Etat à la défense.

Comme le montre fort bien cette *Saga de la fortune*, d'Anne Sabourat, il y a deux manières d'être banquier : avec de l'argent ou avec des idées (et l'argent des autres). Lazard a choisi de vivre de son ingéniosité financière, ce qui permet d'ailleurs à la banque de gagner des « fees » (commissions) importantes : pour ne parler que de la période récente, 7,5 millions de dollars pour l'opération CCE-ITT, entre 6 et 7 millions de dollars pour la reprise de Big Three par l'Air liquide. « Nous n'acceptons jamais une affaire qui ne dégage pas au moins 100 % de profit, nous ne gérons jamais une fortune inférieure à 3 millions » (et encore celles-ci sont-elles, dit-on, mal traitées car dérisoires), reconnaît Michel David-Wail, l'homme de la quatrième génération, tout en ayant aimé la formule « l'argent, voilà l'ennemi ».

Il n'a fallu des idées pour sauver le franc en 1924 à la demande de Poincaré mais contre l'établissement de la Banque de France, pour lancer aux Etats-Unis, dans les années 50, les premiers « raids » (achats sauvages d'entreprises) ou pour marier récemment Moët-Hennessy et Louis Vuitton, CGE et ITT, voire pour aider vainement Jedis BSN contre Saint-Gobain et négocier les Cherguans contre Pruvost, sans que les perdants ne valaient à leur conseil.

Il n'a fallu des relations, pour gérer la fortune de John

Kennedy, être reçu – comme André Meyer – vingt-deux fois à la Maison Blanche, ou pour faire remonter en France de 500 millions à 1 milliard de francs, en 1981, la barre des dépôts au-dessus de laquelle une banque était nationalisable et éviter ainsi le couperet.

La survie se réjouit sans doute de cette saga de Simon Lazard, juif émigré de Bohême, embarqué au Havre contre l'avis de ses parents pour La Nouvelle-Orléans. Il en hérita bien à boutons dorés pour avoir bonne contenance en arrivant, puis, de là, pour la Californie, où la première banque Lazard sera créée à San-Francisco en 1876. Il s'émancipera de ce système familial fermé – on ne dépense pas la fortune et l'on épouse si nécessaire sa cousine germaine – d'où naissent cette puissance et un goût du beau qui pousse à Michel David-Wail à acheter « un objet d'art par jour » et permet à Michel d'être aujourd'hui président du conseil d'administration de la médiation culturelle. Il prendra conscience des risques que fait peser sur les associés-gérants la structure de société de personnes quand, comme en 1928, la filiale bruxelloise fait faillite.

Les « rois secrets de Paris »

Le financier, qui exerce le rôle essentiel que jouent les banquiers d'affaires pour mettre de l'huile dans les rouages d'une société croissante, restera au sein. On n'apprend guère plus que ce que l'on savait déjà sur les entreprises récentes de Lazard Frères et Cie, et l'auteur reste bien tendre sur le rôle de la banque dans des opérations comme le rachat (puis la revente) d'American Motors par Renault.

On raconte que la banque a très mal vécu la publication de ce livre comme une enquête compromettante de l'Expansion. Pour les « rois secrets de Paris », comme les appelle Bazzac, dont la puissance est pour partie fondée sur le mystère, c'est un péché que de chercher à faire briller sur leurs activités. Désormais seul l'un d'eux ose, à Paris, à pouvoir pour parler aux journalistes. Mais que les associés-gérants se rassurent : malgré le travail d'Anne Sabourat, le secret de Lazard n'est encore qu'écorché.

BRUNO DETHOMAS.

(1) *MM. Lazard Frères et Cie. Une saga de la fortune* d'Anne Sabourat, aux éditions Olivier Orban, 286 pages, 110 F.

La mort d'un historien de l'économie

Jean Bouvier ou le sens du dialogue

Les amis de l'historien Jean Bouvier devaient se retrouver le vendredi 11 décembre à l'hôpital Paul Brousse à Villejuif pour lui rendre un dernier hommage. (le Monde du 11 décembre)

IL avait ce parler vrai, cette pensée libre et cette extrême attention aux autres qui distinguent les grands esprits. Fils de commerçant, né à Lyon en 1920, il avait appris à la boutique l'art de peser les choses et les êtres ; il méprisait les mercantis et réservait aux bons artisans l'honneur de son exigeante amitié. Dans le cercle parfois distendu des historiens français, Jean Bouvier avait ainsi acquis l'autorité morale de la franchise recueillie.

L'homme avait payé l'engagement au prix fort. Le petit bourgeois de la République élevé dans le culte d'Edouard Herriot avait découvert l'histoire au lycée, mais

sans jamais consentir à ce qu'elle fût une machine à broyer les humbles ; il sera communiste comme on est boy-scout, à quinze ans, à la veille du Front populaire et dans les bagarres de rue.

En 1943, secrétaire de la cellule des étudiants en lettres, toujours à Lyon, il gagne vers Nanterre un maquis de l'armée secrète, à défaut d'avoir eu le bon contact avec les FTP : courrier d'état-major, homme de renseignement, brave au feu, il y vit de fort près le mélange trop humain de la foi et des œuvres, épuration comprise, et en retire sans doute cet éclair de tristesse qui voltait parfois son optimisme de raison. Après la Libération, replongé dans ses chères études, jeune agrégé, il renonce à la carrière parisienne qu'on lui promettait, non sans avoir en 1954 signé avec son ami Jean Gascou un petit livre,

La Vérité sur 1939, qui justifiait sans nuances la version soviétique de la signature en 1939 du pacte avec Hitler.

Il restera à jamais brûlé par cette hantise de la fausse vérité imprécatrice : l'Intellectuel Bouvier, qui comptait avec le communisme par étapes, en 1956 puis en 1968, nourrit à ce remords une soif de rectitude minutieusement établie dont ses étudiants, ses thésards et ses « chers collègues » subiront le fer, à la virgule près et en vraie correction fraternelle. Mais l'homme, toujours un peu promis au lit de Procuste, eut tout au long la pudeur de cette longue déchirure dont il avait tiré la force de marcher droit.

Ainsi se forgea un vrai « pédagogue », dont la force de l'impact a marqué des générations d'étudiants, à Rennes, à Lille, à Vincennes puis à la Sorbonne ; qui a retourné tant de séminaires et de colloques en quelques phrases à l'eau lourde ; qui a rassemblé autour de son exigence nombre de jeunes chercheurs dont il n'a jamais voulu faire « l'école Bouvier » : comme tant d'autres honnêtes gens, ils ont appris le B.A.-Ba dans son *Initiation* au vocabulaire et aux mécanismes économiques contemporains (SEDES) ; ils lui ont offert son dernier livre, le *Capitalisme français, 19-20^e siècle* (Fayard).

La banque et les banquiers

L'enseignant hors pair adorait la recherche en commun, qu'il concevait comme une occupation du terrain par l'infanterie : les revues d'histoire savent le prix de cette obstination-là, des *Annales* de Marc Bloch et de Braudel, auxquelles il vouait l'admiration des pionniers, à *Vingtième siècle*, dont il guida si joyeusement les premiers pas, en passant par cent autres lieux de rencontre et d'abord, son cher *Mouvement social*.

Historien de l'économie, et parmi les plus grands, il eut une

double obsession : pousser le dialogue, si difficile, avec les économistes en pointant du doigt leur travers économique qui gomme les hommes ; ne jamais distendre l'économie du social, du politique et du culturel, en cultivant le rêve fou et pourtant nécessaire d'une « histoire totale ».

Il avait fait ses classes du côté de la banque et des banquiers, avec sa thèse publiée en 1961 sur *Naissance d'une banque : le Crédit Lyonnais* (Flammarion), ses *Rothschild* (Complexe), *Un siècle de banque française* (Hachette) et dix autres livres et articles : chers banquiers, disait-il, *plus acteurs que thésauriseurs*, drainant du dépôt et conquérant les places mondiales, mais « plus soumis à l'environnement que capables d'en inventer un nouveau » ! Puis il avait ouvert l'objectif, scruté à la loupe le rôle de l'Etat dans la croissance, dit la part des mentalités dans les blocages, brassant d'innombrables lectures et jetant le sel du bon sens dans les derniers volumes de l'*Histoire économique et sociale de la France* (PUF), dont il fut un des animateurs. Mais toujours avec ce scrupule de la vérification et ce sens du dialogue qui ont fait merveille aux côtés de François Bloch-Lainé dans la *France restaurée* (Fayard).

Il abominait l'exclusivité assassine et le monocolore : à ceux qui disaient « d'abord », il répondait « aussi ». Ses maîtres, « le Vieux » (Marx, bien sûr) et Simiand, Labrousse et Vilar, les a réversés comme des protecteurs contre tout impérialisme intellectuel.

Jean Bouvier, ce sage fourment, avait découvert que toute réalité, la banque ou le capital, l'impérialisme ou la croissance, le talon de fer du profit et la peine des hommes, est aussi un problème d'histoire, « dont le caractère spécifique tient, au bout du compte, à la chronologie de son destin ». Petite phrase à postériorité.

JEAN-PIERRE RIOUX.

OPERA
PARFUMS
COSMETIQUES
MAROQUINERIE
BRIQUETS
STYLOS
CADEAUX

• bijoux
• chromisierie
• cravates
• foulards
• montres

raoul & curly
raoul & curly s.a. 47, av. de l'Opéra 75002 Paris
Tél. : 47 42 50 10
TOUTES LES GRANDES MARQUES

GRAND PRIX
TAX FREE
SHOP

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 09
Tél. MONDIPAR 656572 F
Tél. MONDIPAR (1) 45-55-91-92
Tél. : (1) 42-47-97-77

Edité par la S.A.R.L. Le Monde
Gérant :
André Fontaine,
directeur de la publication
Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauriol (1969-1982)
André Lemaire (1982-1985)

Durée de la société :
cent ans à compter
de 10 décembre 1944.
Capital social :
620 000 F

Principaux associés de la société :
Société civile
« Les Rédacteurs de Le Monde »,
Société anonyme
des lecteurs de Le Monde,
Le Monde-Editions,
MM. André Fontaine, gérant,
et Hubert Beuve-Méry, fondateur.
Administrateur général :
Bernard Wauters.
Rédacteur en chef :
Daniel Vernet.
Correspondant en chef :
Claude Salas.

Le Monde
PUBLICITE

5, rue de Montmorency, 75007 PARIS
Tél. : (1) 45-55-91-92 ou 45-55-91-71
Tél. MONDIPUB 206 136 F

ABONNEMENTS
BP 507 09
75422 PARIS CEDEX 09
Tél. : (1) 42-47-98-72

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE
354 F 672 F 954 F 1 200 F
TOUTS PAYS ÉTRANGERS
PAR VOIE NORMALE
607 F 1 337 F 1 952 F 2 530 F
ÉTRANGERS (par mandat)
1. - BELGIQUE-LUXEMBOURG
PAYS-BAS
399 F 762 F 1 089 F 1 390 F
2. - SUISSE, TUNISIE
364 F 727 F 1 044 F 1 300 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.
Changements d'adresse définitifs ou
provisaires : nos abonnés sont invités à
formuler leur demande deux semaines
avant leur départ. Joindre la dernière
bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez nous l'obligeance d'indiquer
tous les noms propres en capitales
d'imprimerie.

Le Monde
TÉLÉMATIQUE
Composés 28-16 - Tapes LEMONDE

Reproduction interdite de tous articles
sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux
et publications, n° 57437
ISSN : 0395 - 2037

ABONNEMENTS PAR MINITEL
36-15 - TAPÉZ LEMONDE
365 jours par an, 24 heures sur 24

La fin du sommet américano-soviétique de Washington

MM. Reagan et Gorbatchev se reverront au printemps à Moscou

M. Gorbatchev devait regagner Moscou dès vendredi soir, 11 décembre, après avoir rendu compte de ses entretiens avec le président Reagan devant les dirigeants des pays du pacte de Varsovie, réunis à Berlin-Est. Le secrétaire général du PC soviétique avait quitté Washington, jeudi soir, après avoir donné une conférence de presse au cours de laquelle il avait exprimé sa satisfaction. Le même sentiment inspirait l'allocution prononcée dans la soirée par le président Reagan et adressée au peuple américain.

A Bruxelles, les ministres des affaires étrangères des pays membres de l'OTAN devaient entendre, vendredi et samedi, les explications du secrétaire d'Etat américain, M. George Shultz, sur le traité concernant l'élimination des missiles intermédiaires signé mardi à Washington. M. Shultz se rendra ensuite au Danemark, en Norvège, en Allemagne fédérale et en Grande-Bretagne.

WASHINGTON de nos envoyés spéciaux

Officiellement, tout le monde est satisfait. Certes, ambiguïtés et profondes divergences subsistent sur de nombreux sujets, et pas des moindres (« guerre des étoiles », Afghanistan et droits de l'homme notamment), mais là n'est pas l'essentiel, ont expliqué, le jeudi soir 10 décembre, chacun à sa manière, MM. Reagan et Gorbatchev.

Ni l'un ni l'autre, bien sûr, n'ont oublié de souligner une nouvelle fois l'importance de l'accord signé, mardi, sur le démantèlement des missiles intermédiaires (FNI). Que ce soit sur les pelouses de la Maison Blanche pour de la cérémonie de départ du secrétaire général, au cours d'une conférence de presse tenue un peu plus tard par M. Gorbatchev dans les locaux de la nouvelle ambassade soviétique, ou à la télévision, au cours d'un discours à la nation, pour ce qui concerne le président Reagan, ce texte a été amplement salué une fois de plus comme un pas en avant décisif, historique et capital.

Ce n'est sans doute pas faux puisqu'il prévoit, pour la première fois, la destruction de toute une catégorie d'armes et qu'il met en place un système de vérification du respect des engagements pris qui fera effectivement date. Il n'en demeure pas moins que l'accord était « bonifié » pour l'essentiel avant le sommet, et qu'on peut difficilement le considérer comme un résultat. Reste donc à trouver les raisons exactes de la satisfaction affichée à l'issue de leur troisième rencontre par MM. Reagan et Gorbatchev.

À écouter l'un comme l'autre, à relire leurs déclarations, on peut en dégager plusieurs. La première peut paraître banale tant elle a servi dans le passé à masquer l'absence de résultats concrets dans ce genre de réunion : les dirigeants des deux superpuissances ont appris

de la première moitié de 1988, au mois de mai ou de juin. Aussi bien du côté américain que du côté soviétique, on précise clairement que cette rencontre aura lieu, qu'un traité sur une réduction de 50 % des armes stratégiques offensives (START) soit prêt ou non à être signé. C'est un autre résultat concret des entretiens de Washington.

Il est dit à une concession — à moins que ce ne soit une suprême habileté — soviétique. Bien qu'il s'en soit défendu, sans trop de conviction, tout au long de la conférence de presse (en fait, un discours de plus d'une heure suivi d'un bref échange de questions-réponses), M. Gorbatchev a, en effet, accepté de mettre sous le boisseau l'épineuse question de la « guerre des étoiles », qui avait fait échouer notamment les entretiens de Reykjavik. La déclara-

tion commune publiée à l'issue du sommet dit seulement à ce propos : « Les deux dirigeants ont donné comme instructions à leurs négociateurs de Genève de mettre au point un accord engageant leurs deux pays à respecter le traité antibalistique (ABM) tel qu'il a été signé en 1972, tout en poursuivant recherches, développement et expérimentations nécessaires, qui sont autorisés par ce même traité ; les deux pays s'engagent aussi par cet accord à ne pas démanteler le traité antibalistique pendant une période de temps indéterminée. »

Cette prose baroque mérite quelques explications. Pour en saisir toute la saveur, il faut savoir que l'URSS entend jusqu'à jeudi utiliser le traité ABM, interprété dans un sens « étroit », pour interdire aux Etats-Unis toute expérimentation dans l'espace d'armements défensifs qui auraient été mis au point dans le cadre de l'initiative de défense stratégique (IDS). Les

Etats-Unis se sont toujours opposés à cette prétention au nom d'une interprétation « large » du traité ABM, et n'entendent, au demeurant, respecter le traité que pendant sept ans alors que Moscou voudrait que cette période soit de dix ans. Force est de constater que la formulation sibylline finalement acceptée par M. Gorbatchev ne va pas contre leur thèse et qu'un officiel américain « déstabilisant l'anonymat » pouvait déclarer jeudi soir : « Nous avons conservé le droit d'effectuer les expérimentations, la recherche et le développement que nous estimons nécessaires ».

M. Gorbatchev ne s'est pas franchement inscrit en faux contre cette affirmation : il a certes réaffirmé son opposition à la « guerre des

minutes avant une cérémonie de départ de M. Gorbatchev gâchée par un méchant crachin, ne doit pas masquer quelques autres progrès dans le domaine de la réduction des armements stratégiques. C'est ainsi que MM. Reagan et Gorbatchev sont tombés d'accord pour qu'un futur traité START fixe à quatre mille neuf cents le nombre des ogives nucléaires autorisées sur les missiles balistiques (le nombre total y a eu aussi accord pour décider que les missiles de croisière tirés à partir de la mer ne seraient pas compris dans ce total et feraient l'objet d'une procédure de vérification qui reste à négocier.

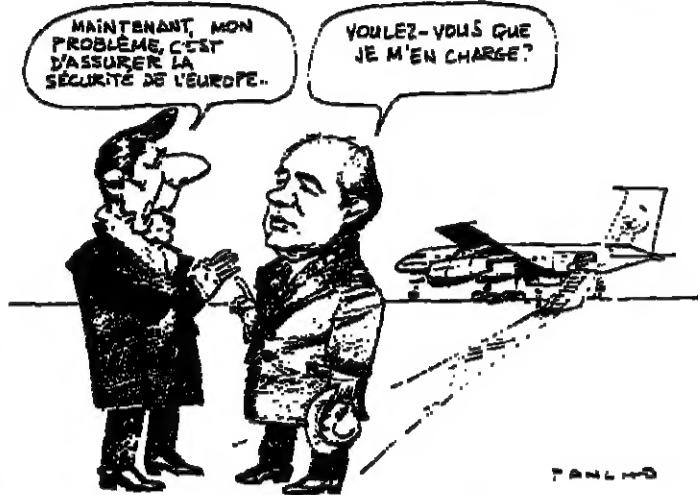
fait insuffisant par la Maison Blanche. Rien de nouveau n'a été dit à propos des autres conflits régionaux. Même si la situation en Amérique centrale, en Afrique australe et au Cambodge a été rapidement abordée, aucune mention précise n'en a été faite. En ce qui concerne le projet de conférence internationale sur le Proche-Orient, son évocation fut apparemment plus rituelle que sérieuse. A propos de la guerre du Golfe et de l'embargo éventuel sur les livraisons d'armes à l'Iran, M. Gorbatchev a déclaré que la question lui paraissait prématurée. Certes, a-t-il reconnu, l'URSS a bien voté la résolution prévoyant des sanctions à l'égard du pays qui refusait d'obtenir l'ordre de cessez-le-feu, mais « toutes les possibilités offertes par ce texte n'ont pas été encore épuisées ».

... et les droits de l'homme

Les droits de l'homme, même si M. Reagan en a beaucoup parlé et s'il a déclaré espérer prochainement certaines mesures ponctuelles, n'ont guère inspiré M. Gorbatchev. Il a reproché, à cette occasion, à la presse de toujours lui poser les mêmes questions et lui a conseillé d'effectuer sa propre « perestroïka » (restructuration). C'est, à l'évidence, ce qui l'irrite de plus en plus et qui l'a conduit, au moins à trois reprises, à s'emporter en public. Il estime sans doute suffisantes les nombreuses libérations qu'il a fait effectuer. Toujours est-il qu'après une nouvelle vraie-fausse colère, il a affirmé, jeudi, qu'il ne restait plus que vingt-deux prisonniers d'opinion dans les camps soviétiques et que seuls deux cent vingt-deux dissidents étaient interdits de sortie d'URSS pour connaissance de secrets militaires. Il avait omis sans doute qu'une demi-heure plus tôt, il qualifiait de progrès extrêmement favorable de désarmement le fait qu'il n'y ait plus aujourd'hui de secret militaire qui vaille. « La connaissance est une grande chose », avait-il affirmé d'un ton sentencieux, avant de recommander la création d'un comité international de scientifiques qui serait chargé notamment de donner des conseils en matière de vérification des traités de désarmement.

Il n'est décidément pas facile pour M. Gorbatchev de concilier tous ses visages, celui de réformateur, celui de libéral, celui de polémiste et celui de secrétaire général du Parti communiste de l'Union soviétique.

JACQUES AMALRIC et JAN KRAUZE



tion commune publiée à l'issue du

Les deux dirigeants ont donné comme instructions à leurs négociateurs de Genève de mettre au point un accord engageant leurs deux pays à respecter le traité antibalistique (ABM) tel qu'il a été signé en 1972, tout en poursuivant recherches, développement et expérimentations nécessaires, qui sont autorisés par ce même traité ; les deux pays s'engagent aussi par cet accord à ne pas démanteler le traité antibalistique pendant une période de temps indéterminée.

Cette prose baroque mérite quelques explications. Pour en saisir toute la saveur, il faut savoir que l'URSS entend jusqu'à jeudi utiliser le traité ABM, interprété dans un sens « étroit », pour interdire aux Etats-Unis toute expérimentation dans l'espace d'armements défensifs qui auraient été mis au point dans le cadre de l'initiative de défense stratégique (IDS). Les

« étoiles », expliquent que son pays était prêt à prendre des contre-mesures qui coûteraient cent fois moins cher que l'IDS, mais a ajouté qu'il était effectivement possible « de mener des recherches compatibles avec le traité ABM ».

Ce qu'il n'a pas dit mais que tout le petit monde de la recherche militaire sait à Washington, c'est qu'aucune expérimentation particulièrement significative n'est prévue pour les deux prochaines années dans le cadre de l'IDS et qu'il y a de fortes chances pour que le prochain président des Etats-Unis, qu'il soit républicain ou démocrate, ne fera pas la même fixation que M. Reagan sur la « guerre des étoiles », déjà très mal vue par le Congrès qui va encore réduire les crédits qui lui sont affectés. Pourquoi, dans ces conditions, M. Gorbatchev aurait-il poursuivi la bataille ? Ne vaut-il pas mieux pour lui jouer la montre ?

Ce flou artistique qui a été mis au point jeudi en fin de matinée, quel-

Pour le président américain, un bilan largement positif

WASHINGTON de nos envoyés spéciaux

« Le sommet est clairement un succès ». Le contentement affiché par le président Reagan peut sembler un peu forcé, vu la minceur des résultats concrets de sa troisième rencontre avec M. Gorbatchev, mais il est, de toute évidence, sincère et, les premières réactions en font foi, paraît assez largement partagé par la classe politique et le public américains. Dès jeudi soir, la Maison Blanche faisait état de sondages réalisés pendant le sommet selon lesquels 73 % des Américains approuveraient la manière dont le président gère les relations des Etats-Unis avec l'URSS.

Ce sommet, M. Reagan ne l'avait pourtant guère abordé dans de bonnes conditions. Affaibli par toute une série d'épreuves, il devait affronter un homme de vingt ans son cadet, devenu la coqueluche de la presse américaine et qui, laissant entendre, ne ferait qu'une bouchée de ce président réduit à l'ombre de lui-même. Circonstance aggravante, M. Reagan devait, la veille de la rencontre, faire face à une révolte des conservateurs, tandis que le unité FNI suscitait de sérieuses réserves dans une bonne partie du camp républicain.

Aujourd'hui, alors que M. Gorbatchev vient de quitter le sol américain, le paysage apparaît sous un jour assez différent. D'abord M. Reagan, tout au long de ces trois journées, a tenu son rang. Certes les médias ont surtout braqué leurs objectifs sur M. Gorbatchev et trouvé « extraordinaires » toutes ses prestations, y compris les plus médiocres (sa conférence de presse, par exemple), mais M. Reagan a lui aussi fait bonne figure.

La signature solennelle du traité sur l'élimination des missiles intermédiaires a d'autre part créé un choc psychologique dans l'opinion. Les membres du Congrès, qui ont en ce domaine des antennes très sensibles, sont décidés à en tenir compte.

Désormais la grande majorité d'entre eux estiment très probable que le traité sera ratifié.

D'autre part, sur l'accord FNI comme sur le reste, M. Reagan a pu faire valoir qu'il n'avait pas modifié ses positions, manière de dire que les Soviétiques ont fait les concessions les plus importantes. En particulier qu'il n'a toujours pas cédé sur l'initiative de défense stratégique, même si la Maison Blanche va vite en besogne quand elle affirme que le président a remporté un tel succès.

Les progrès réalisés sur les START (la négociation sur les armements stratégiques) sont trop fragmentaires et trop techniques pour pouvoir être présentés comme une réelle réussite par la Maison Blanche. Mais du moins, la encore, les Etats-Unis n'ont-ils pas reculé. Le résultat est beaucoup moins satisfaisant sur les questions régionales, en particulier sur l'Afghanistan, mais les responsables américains avaient depuis longtemps préparé le terrain, expliquant qu'en tout état de cause si M. Gorbatchev devait faire des concessions sur ce sujet très délicat, il ne pourrait les faire qu'après son retour à Moscou, sous peine de perdre la face et de compromettre sa position devant ses pairs.

C'est paradoxalement sur les droits de l'homme jugés particulièrement chers au président Reagan que le bilan peut apparaître le plus maigre. Déjà les commentaires soulignent l'extrême brièveté du passage qui leur est consacré dans le communiqué commun (vingt-deux mots) et remarquent que la question de l'émigration (l'essentiel pour les médias américains) n'est même pas mentionnée. C'est d'ailleurs un sujet sur lequel M. Gorbatchev a voulu marquer des limites après avoir fait ces mois derniers un certain nombre de concessions.

Au total pourtant, le bilan de ces trois journées apparaît pour M. Reagan largement positif, au point d'avoir complètement balayé, jeudi soir, les nouvelles pourtant fort mau-

vais venues du département du commerce et de Wall Street. Le sénateur démocrate Sam Nunn, président de la commission de la défense du Sénat, et homme très écouté, a déclaré que, si M. Gorbatchev avait fait une brillante prestation, on pouvait aussi bien considérer que « le président Reagan avait gagné ».

Le lyrisme des meilleurs jours

Cela ne suffira sans doute pas à faire renaitre le phénix de ses cendres, mais la perspective d'un quatrième sommet à Moscou constitue pour lui un aboutissement précieux, d'autant que le président n'a pas le contour sous la gorge. Il pourra aller en URSS même si d'ici là un accord sur les START n'est pas conclu, ce qui lui permettra d'éviter de se voir reprocher de faire des concessions pour que ce quatrième sommet puisse avoir lieu.

Ainsi M. Reagan semble désormais assuré de continuer à « exister » politiquement puisqu'il restera en charge d'une affaire de première importance, alors même que la campagne électorale battra son plein. Les candidats devront en tenir compte. Accessoirement, tout cela est une excellente affaire pour le vice-président, M. Bush, qui a de longue date pris clairement position en faveur de l'accord FNI et a eu jeudi un assez long entretien avec M. Gorbatchev tandis que son principal rival, le sénateur Dole, a trop donné l'impression d'attendre de voir de quel côté le vent soufflerait. Cela dit, le président Reagan reste un personnage très fragile, une porcelaine fêlée provisoirement consolidée à la colle Gorbatchev. Mais c'est assez pour qu'il ait retrouvé son lyrisme des meilleurs jours quand il s'est adressé jeudi soir à la nation américaine. Tout le répertoire reaganien y était : la liberté, le rêve américain, Dieu, l'espoir et l'optimisme. Et comme oublieux de ses débâcles passées, M. Reagan a eu l'élégance de remercier le peuple américain pour le soutien qu'il lui a toujours

Moscou :

« Une percée qualitative »

MOSCOU de notre envoyé spécial

La Pravda a donné, le vendredi 11 décembre, une première appréciation très positive de l'ensemble du sommet de Washington. « Le dialogue de Washington, écrit l'organe du parti communiste soviétique, n'a pas seulement été un autre sommet, mais un élément qualitativement nouveau dans le développement des relations soviéto-américaines. »

Pour les correspondants de la Pravda aux Etats-Unis, les possibilités d'un désarmement réel « se sont concrétisées pour la pre-

mière fois. Même si le traité signé à Washington ne concerne que les missiles à portée intermédiaire, cela suffit pour le qualifier dans l'histoire de premier pas concret vers le désarmement nucléaire. (...) Une percée qualitative s'est produite dans les relations soviéto-américaines dont le cœur est constitué par les problèmes de sécurité. » La Pravda tient ainsi à saluer « l'Amérique réaliste » mais rappelle que « les adversaires du dialogue soviéto-américain » existent toujours : ce sont MM. Alexander Haig, Caspar Weinberger et Richard Perle, pour n'en citer que quelques-uns, mais aussi « quelque vingt sénateurs qui menacent de faire échouer la ratification du traité. Il ne faut pas sous-estimer cette situation ».

Les Izvestia, pour leur part, se sont attachées, dès la signature du traité, à convaincre leurs lecteurs que l'URSS n'avait pas fait plus de concessions que les Etats-Unis. Expliquant en détail le système « courageux » de vérification, le quotidien soviétique écrivait le 9 décembre : « Le lecteur se demandera sans doute : n'allons-nous pas trop loin, ne faisons-nous pas trop de concessions ? Mais nous n'allons pas plus loin que la partie adverse. »

L'agence Tass a quelque peu rompu, jeudi, avec le concert de louanges en évoquant les conflits régionaux : « Un fossé de taille apparaît lorsque l'on compare les paroles et les actes des Etats-Unis à ce sujet », écrit l'agence soviétique, s'interrogeant sur les intentions « constructives » de Washington en la matière. Sans citer l'Afghanistan dans ce commentaire, Tass prend plus particulièrement l'exemple du Proche-Orient pour conclure : « La politique de l'administration américaine ne traduit aucune volonté de règlement du Proche-Orient. »

S. K.

CLAUDE MANCERON

les hommes de la liberté

le sang de la Bastille

1787/1789

ROBERT LAFFONT

سكزا من الامل

4 Le Monde • Samedi 12 décembre 1987 •

Diplomatie

La fin du sommet américano-soviétique de Washington

La déclaration conjointe Vers un traité sur les armements stratégiques

Washington (AFP). — Voici les principaux extraits de la déclaration conjointe publiée à l'issue du sommet de Washington :

« Les conversations ont été franches et constructives, reflétant à la fois la continuité des différences entre les deux parties et leur compréhension que ces différences ne sont pas des obstacles insurmontables au progrès dans les domaines d'intérêt commun. »

MM. Reagan et Gorbatchev « ont réaffirmé leur solide engagement à l'égard d'un dialogue s'étendant à l'ensemble des rapports. »

« Ils continueront d'être guidés par leur conviction solennelle qu'une guerre nucléaire ne peut être gagnée et ne doit jamais être menée. Ils sont déterminés à éviter toute guerre entre les Etats-Unis et l'Union soviétique, qu'elle soit nucléaire ou conventionnelle. Ils ne chercheront pas à parvenir à une supériorité militaire. »

« Reconnaissant que les zones d'accord et de désaccord sont inscrites en détail dans le texte du projet conjoint de traité [sur les armements stratégiques], ils sont convenus de donner instruction à leurs négociateurs d'accélérer la solution des problèmes dans le texte du projet conjoint de traité, y compris un accord rapide sur des clauses de vérification efficace. »

Ils sont convenus d'un plan d'ordre de quatre mille neuf cents sur le nombre global d'ogives ICBM et SLBM au sein d'un total de six mille.

« Prenant en compte la préparation du traité sur les armes stratégiques offensives, les leaders des deux pays ont aussi donné instruction à leurs délégations, à Genève, d'élaborer un accord qui obligerait les deux parties à observer le traité ABM, tel que signé en 1972, tout en menant leurs recherches, mises au point et essais comme nécessaire, qui sont permises par le traité ABM, et à ne pas se retirer du traité ABM pour une période de temps spécifiée. Des discussions intensives sur la stabilité stratégique ne commenceront pas plus tard que trois ans avant la fin de la période spécifiée, après laquelle, au cas où les deux parties n'en seraient pas convenues autrement, chaque partie sera libre de décider de son cours d'action. »

Les deux dirigeants « ont réaffirmé le besoin de négociations intensifiées vers la conclusion d'une convention véritablement globale et véritable s'étendant à tous les Etats capables de fabriquer des armes chimiques. » Le président et le secrétaire général ont discuté l'importance de la tâche de réduction du niveau de la confrontation

militaire en Europe dans le domaine des forces armées et des armements conventionnels. Les deux dirigeants ont parlé en faveur d'un achèvement rapide du travail effectué à Vienne sur le mandat pour des négociations sur ce problème, de manière que des négociations de substance puissent commencer le plus rapidement possible en vue d'élaborer des mesures concrètes. »

« Droits de l'homme : [MM. Reagan et Gorbatchev] « ont mené une discussion franche et complète des droits de l'homme, des questions humanitaires et de leur place dans le dialogue américano-soviétique. »

« Problèmes régionaux : [Les deux dirigeants] « ont pris note de sérieux différends mais sont convenus de l'importance de leurs échanges de vues réguliers. »

« Le but du dialogue entre les Etats-Unis et l'Union soviétique sur ces problèmes devrait être d'aider les parties aux conflits régionaux à trouver des solutions pacifiques qui fassent progresser leur indépendance, leur liberté et leur sécurité. »

« Le prochain sommet à Moscou : [Le secrétaire général Gorbatchev] « a renouvelé l'invitation qu'il avait faite au président Reagan lors du sommet de Genève de se rendre en visite en Union soviétique. Le président a accepté avec plaisir. La visite aura lieu au premier semestre 1988. »

La réunion du pacte de Varsovie à Berlin-Est se tient en l'absence de M. Ceausescu

BERLIN-EST
de notre envoyée spéciale

C'est à Berlin-Est que M. Gorbatchev a choisi de faire draper au retour, le vendredi 11 décembre, pour rendre compte aux dirigeants des pays membres du pacte de Varsovie des entretiens qu'il vient d'avoir avec le président américain.

M. Honecker, le chef de l'Etat et du Parti communiste est-allemand, a donc passé une bonne partie de l'après-midi de jeudi dans un confort d'air glacial sur une piste de l'aéroport de Schoenefeld, pour accueillir successivement MM. Jivkov, Kadar, Jaruzelski, Husak, ainsi que M. Tota, ministre roumain des affaires étrangères. Si M. Ceausescu n'a pas jugé l'événement assez « historique » pour venir recueillir en personne les réflexions qu'il inspire au numéro un soviétique, c'est sans doute parce que l'accaparent les préparatifs du congrès extraordinaire du Parti communiste roumain prévu pour le 14 décembre à Bucarest, se bornaient à faire remarquer, jeudi, les officiels est-allemands qui, il est vrai, n'excellent pas, d'une façon générale, dans l'art du commentaire.

En vertu de l'usage socialiste selon lequel on ne peut pas parler d'une réunion qui n'a pas encore eu lieu, rien n'a filtré quant à la teneur prévisible du congrès extraordinaire du Parti communiste est-allemand, et la rumeur a donc occupé le terrain : M. Gorbatchev, aurais-tu de sa gloire américaine, ne va-t-il pas vou-

loir frapper un peu plus fort les opinions publiques par de nouvelles propositions, en annonçant, par exemple, le retrait d'une partie des quatre cent mille soldats soviétiques stationnés en RDA ? Cette rumeur avait déjà circulé à la veille des précédentes réunions du pacte de Varsovie. Elle se fonde cette fois sur le caractère particulièrement propice du moment et du lieu. M. Honecker n'a-t-il pas proposé lui-même, à différentes reprises, un allègement du dispositif militaire dans les zones frontalières entre les deux alliances ?

Quoi qu'il en soit, et même si la réunion de vendredi n'est que d'information, selon une pratique inaugurée par M. Gorbatchev au lendemain des sommets de Genève et de Reykjavik, le choix de Berlin-Est est particulièrement apprécié en RDA où il apparaît comme une sorte de satisfait donné à M. Honecker pour son action dans les questions de désarmement pour sa politique de dialogue avec l'Ouest.

Le sommet de Washington a évidemment été abondamment couvert par les médias est-allemands : le texte du traité sur l'élimination des FNI occupait jeudi plusieurs pages des journaux ; toutes les interventions de M. Gorbatchev ont été reproduites, et une interview à la télévision américaine intégralement retransmise.

CLAIRE TRÉAN.

Les visions du prix Nobel de littérature

Le « un pour cent » poétique

STOCKHOLM
de notre correspondant

L'explosion démographique, si elle donne des cauchemars à beaucoup, ouvre, en revanche, des perspectives encourageantes... pour la poésie. C'est ce qu'a constaté Joseph Brodsky, lauréat du prix Nobel de littérature, à l'issue du banquet officiel du Nobel, le 9 décembre, à Stockholm.

« Il est rare, a-t-il dit, que plus de 1 % de la population lise de la poésie. Mais ne serait-ce que le quart de 1 % des individus qui naissent actuellement, cela fait une masse impressionnante de lecteurs. » Brodsky a ensuite rendu un hommage élogieux à l'Académie suédoise puis a évoqué Leningrad — qu'il appelle encore Pétersbourg — où il a grandi, pas si loin de la Suède... « Cela me satisfait a-t-il dit à ses hôtes suédois, de penser que nous avons respiré le même air,

mangé le même poisson, que nous avons été moulés par la même pluie — radioactive par exemple — que nous avons nagé dans la même mer et que nous avons eu accès à ces sempiternelles forêts de conifères. Selon la direction du vent, vous aviez déjà vu le même nuage que je voyais de ma fenêtre, et vice versa. Cela me réjouit de penser que nous avons eu quelque chose en commun avant de nous retrouver ici dans cette salle. » « Bien sûr, a ajouté Joseph Brodsky, souriant en coin, il y a un sacré bout de chemin entre Pétersbourg et Stockholm. La ligne droite est peut-être la chemin la plus court d'un point à un autre. Mais pour un homme de mon métier, c'est un fait qui a perdu depuis longtemps son attrait. C'est pour cela que je suis heureux de pouvoir dire que la géographie est, elle aussi, en mesure, à sa façon, de rendre une certaine justice poétique. »

FRANÇOISE NIETO.

A Oslo

Le président du Costa-Rica a reçu le prix Nobel de la paix

Oslo. — Le président du Costa-Rica, M. Oscar Arias Sanchez, lauréat du prix Nobel de la paix 1987 pour son initiative en faveur de la paix en Amérique centrale, a reçu officiellement sa récompense, le mercredi 10 décembre, à Oslo, au cours d'une cérémonie solennelle dans le grand hall de l'université de la capitale norvégienne. Dans son allocution d'ouverture, le président du comité Nobel, M. Egil Aarvik, a souligné que M. Arias, âgé de quarante-six ans, était « l'un des plus jeunes lauréats » et qu'il avait « l'expérience pour continuer le travail en faveur de la paix » au Amérique centrale.

S'adressant aux « membres de la communauté internationale », le président costaricien leur a demandé « avec la plus grande urgence » de « laisser les Centro-Américains décider de l'avenir [de cette région]. Envoyez à nos peuples des charmes plutôt que des épées ». A la veille de la cérémonie, M. Arias avait annoncé qu'il consacrerait le mon-

tant de son prix (environ 2,2 millions de francs) à la création d'une fondation au Costa-Rica « pour venir en aide aux plus pauvres et aux plus déshérités ». — (AFP.)

(Le Monde a publié le 14 octobre un portrait du nouveau lauréat.)

« RDA : M. Honecker au janvier à Paris. — M. Erich Honecker, président du conseil d'Etat est-allemand, se rendra en visite officielle en France du 7 au 9 janvier, premier voyage dans l'une des trois puissances occidentales participant à l'administration de Berlin depuis la fin de la deuxième guerre mondiale. Cette visite, annoncée le mois dernier, mais sans indication de date, répond à une invitation du président François Mitterrand. M. Laurent Fabius, alors premier ministre, avait effectué une visite à Berlin-Est en 1985. — (Reuters.)

Un séminaire indépendant sur les droits de l'homme à Moscou « Fermé pour cause de désinfection »

MOSCOU
de notre envoyée spéciale

« Fermé pour cause de désinfection » : l'explication a fait sourire les organisateurs du séminaire indépendant sur les droits de l'homme (le Monde du 11 décembre), qui ont trouvé, le jeudi 10 décembre, porte close à la salle de réception qu'ils avaient louée pour la réunion, dans un quartier du nord de Moscou. L'hypothèse avait, bien sûr, été envisagée, et les organisateurs, membres de l'association indépendante Press Club Glasnost, presque tous d'anciens détenus politiques, ont laissé les policiers en civil battre la semelle sur la trottoir enneigé, et refait en sens inverse le trajet d'une vingtaine de kilomètres pour ouvrir leur séminaire dans l'appartement d'un sympathisant.

Cet incident et ceux qui l'ont précédé, a estimé M. Timofeev, l'un des organisateurs du séminaire, « sont révélateurs de la profonde incapacité des autorités à mener un dialogue constructif avec des organisations sociales indépendantes (...). Voyez-vous, pour le KGB et la milice, il n'y a pas de sommet. Sommet ou pas, ils font leur boulot. L'Occident a parfois tendance à croire ce qu'il a envie de croire. »

Plusieurs dissidents connus comme M^{me} Larissa Bogoraz, veuve d'Anatoli Martchenko, mort en prison il y a un an, Sergueï Grigoriants, Viktor Fuldin, Sergueï Kovalev, le Père Glib Yakovlev, Alexandre Ogorodnikov, le Géorgien Merab Kostava, ainsi que plusieurs juifs soviétiques, étaient là. Mais pas l'académicien Andréï Sakharov : « Nous lui avons soumis les docu-

ments du travail du séminaire et il les a trouvés intéressants, a indiqué M. Kovalev, mais il nous a dit que son intuition lui commandait de ne pas participer au séminaire, et nous avons respecté son sentiment. » Les représentants du ministère des affaires étrangères invités ne sont pas venus non plus. La presse soviétique était toutefois représentée en la personne d'un journaliste du magazine le plus partisan de la glasnost, Ogoniok, qui a affirmé être venu « de sa propre initiative ».

Dehors, les autorités avaient déployé de grands efforts pour célébrer « leur » journée des droits de l'homme selon un rituel désormais familier : la place Pouchkine à 18 heures avait été prise d'assaut par quelque quatre cents « manifestants » déversés par des autobus de la milice, et hermétiquement fermés aux passants par la police.

SYLVIE KAUFFMANN.

Note de frais.

LE METRO, C'EST LE SENS DES AFFAIRES.

RATP

NATIONS UNIES

Les dossiers disparus de criminels de guerre ont été retrouvés

Les responsables de l'ONU respirent : les quelque quatre cent dossiers mystérieusement disparus des archives des Nations unies sur 35 000 criminels de guerre nazis de la seconde guerre mondiale ont presque tous été retrouvés. Selon une source officielle, les dossiers manquants, dont certains portaient sur M. Kurt Waldheim d'après le New York Post, se trouvaient en fait dans des boîtes dont le contenu n'avait pas encore été examiné par les archivistes de l'ONU (le Monde du 10 décembre).



146, boulevard de Grenelle et 23, rue Frémicourt à Paris 15ème, du vendredi 11, 16 heures au samedi 12 décembre 1987 16 heures, Darl'mat fête l'ouverture de sa Peugeot Talbot Boutique (pièces de rechange, accessoires et gadgets).

24 heures de course aux prix les plus bas. Exemple : 3 heures du matin, une Peugeot 405 à prix coûtant (prix d'achat effectif Darl'mat).

24 heures d'animation et jeux concours permanents avec Radio Tour Eiffel (95.2).

Toute la nuit, buffet non-stop aux stands de ravitaillement sur le circuit interne des 24 heures Darl'mat. Darl'mat vous attend.

Darl'mat

Le concessionnaire dans la course 45 75 62 80

MARCHÉ

LE BON MARCHÉ

VOUS FAIT CADEAU DE DEUX DIMANCHES.

OUVERT LES DIMANCHES 13 ET 20 DÉCEMBRE DE 10H À 18H30.

Grande Epicerie de 9H à 18H30.



حزب من الامل

Afrique

La quatorzième conférence franco-africaine

La dette et le Tchad au centre des débats

ANTIBES
de notre envoyé spécial

A la veille du discours d'ouverture du quatorzième sommet franco-africain, qu'il devait prononcer vendredi 11 décembre en fin de matinée à Antibes, le président Mitterrand a décliné l'invitation des pays riches à l'égalité des discussions. « Quand on pense, a-t-il déclaré, que l'Etat est en situation de crise économique, que la dette des pays en voie de développement, on s'aperçoit à quel point les pays riches sont incohérents ».

Suivant une tradition maintenant bien établie, la séance d'ouverture solennelle a été précédée jeudi 10 décembre d'une réunion à huis clos des chefs d'Etat des pays francophones au cours de laquelle ont été évoqués les grands thèmes à retenir pour la conférence. Les questions économiques et le Tchad ont été au centre de cette rencontre d'une heure et demie en présence de M. Chirac.

Les présidents Mobutu (Zaire), Eyadéma (Togo) et Bongo (Gabon) ont évoqué avec une certaine véhémence les exigences du FMI et de la Banque mondiale à l'égard des pays africains engagés

dans un programme d'assainissement de leur économie. M. Bongo a exprimé sa préoccupation devant la perspective que l'Europe se donne une monnaie commune après la création du marché intérieur en 1992, et il s'est demandé quelle serait alors la garantie de la France à l'égard de monnaies des pays appartenant à la zone franc.

M. Mobutu a souligné que l'on ne separe pas le problème des matières premières de celui de la dette. Cette question lui tient tellement à cœur qu'il avait l'intention de faire un discours lors de la séance inaugurale, ce qui n'était nullement prévu au programme.

M. Mitterrand a fait valoir que l'élargissement du marché intérieur européen ne signifiait pas l'intégration monétaire à court terme. Il a dit que l'actuel directeur français du FMI était capable de comprendre les problèmes des Africains. Tout en exprimant son souci de prendre en compte les doléances africaines en matière économique, il a rappelé que la conjoncture mondiale imposait des efforts.

Répondant à une intervention du président des Comores, M. Ahmed Abdallah, qui s'inquiète de la partition de l'archipel, M. Chirac a dit, pour sa part, qu'il n'avait pas l'intention de figer la situation en faisant de l'île de Mayotte un département français.

M. Bongo a repris la parole pour faire le point sur les travaux du comité ad hoc de l'OUA chargé du

contentieux tchado-libyen qu'il préside. Il a indiqué que Tripoli avait fait parvenir à ce jour quatre-vingt-huit documents à l'appui de ses revendications sur la bande d'Azou. Après qu'ils auront été examinés et « authentifiés », une réunion des ministres des affaires étrangères de ce comité ad hoc se tiendra à Libreville le 7 janvier.

Pendant vingt minutes, M. Hénoc Haïr a exposé « les sujets de préoccupation qui ne lui manquent pas » : violations de l'espace aérien du Tchad par l'aviation libyenne depuis le cessez-le-feu, « recrutement de mercenaires par Kadhafi en Algérie, en Syrie, au Yémen du Nord et au Yémen du Sud ». A la conférence d'Antibes, il a dit son intention de s'expliquer avec le représentant du Soudan qui soutient qu'aucun élément libyen ne menace le Tchad dans la province soudanaise du Darfour.

Les Français doutent diplomatiquement que leur hôte soudanais « soit bien renseigné », et M. Chirac a dit au président tchadien, lors du déjeuner qu'il a eu avec lui jeudi, que la participation des Algériens aux entreprises libyennes n'était pas non plus indiscutablement avérée.

JEAN DE LA GUÉRIÈRE

● **TCHAD** : dix-huit « mercenaires » libyens auraient été tués. Les forces tchadiennes ont tué dix-huit « mercenaires » qui tentaient de forcer la frontière du Tchad venant du Soudan, a annoncé, le jeudi 10 décembre, Radio-N Djemena capitale par la BBC à Londres. La radio a diffusé un communiqué militaire mettant en garde le Soudan de ne pas donner asile à des mercenaires appuyés par le Libye. « En dépit du cessez-le-feu proclamé par chaque partie et en dépit des leçons des récents combats, la ligne idéologique de Kadhafi est revenue à l'attaque », déclare le communiqué. — (Reuters.)

● **Rectificatif** : Des erreurs dues à une mauvaise transmission se sont glissées dans l'article de notre envoyé spécial en Ethiopie, publié le 9 décembre. La famine menace au moins 3 millions de personnes (et non 5). Les ports d'Assab et de Mekele ainsi que le chemin de fer Djibouti-Adele n'ont pu traiter que 800 000 tonnes et non 800 tonnes. Quant à la ration alimentaire par tête d'habitant, elle a diminué en dix ans de 22 % et non de 2 %.

M. Mitterrand réaffirme la responsabilité déterminante des pays industrialisés

M. François Mitterrand a affirmé, vendredi 11 décembre à Antibes, la « solidarité » de la France à l'égard de l'Afrique, frappée par une crise économique sans précédent, et a mis les pays industrialisés devant leur « responsabilité déterminante » pour venir en aide à un continent qui « connaît les difficultés ». « La seule presse, le concours de toutes les énergies en Afrique et hors d'Afrique est indispensable », a-t-il déclaré, dans ses longs discours d'ouverture du quatorzième sommet franco-africain. Le chef de l'Etat a par ailleurs évoqué le conflit tchadien en insistant que la France « contribuera à apporter son

concours dans tous les domaines nécessaires au Tchad ».

Soulignant que, si « ce n'est plus la guerre, ce n'est pas encore la paix » au Tchad, M. Mitterrand a rendu hommage à l'action du comité ad hoc de l'OUA, animé par le président gabonais Omar Bongo, qui, a-t-il dit, « a permis de faire les premiers pas sur la cheminée indigne d'un règlement pacifique du différend qui oppose la Libye au Tchad ». « Nous ne pouvons pas nous résigner à l'injustice qui est faite au Tchad », a ajouté M. Mitterrand, qui a réitéré la « détermination de la France à aider » ce pays.

Asie

JAPON

Incident aérien soviéto-japonais

L'Union soviétique a présenté ses excuses, le jeudi 10 décembre, pour la violation par l'un de ses appareils de l'espace aérien japonais la veille. Mercredi, des chasseurs japonais avaient tiré des coups de canon contre un bombardier soviétique Badger Tu-16 au-dessus d'Okinawa. Il s'agissait du premier incident de ce type entre les deux pays depuis la fin de la seconde guerre mondiale. L'île japonaise d'Okinawa, dans le sud du Japon, abrite un certain nombre de bases aériennes américaines. C'est la deuxième fois de l'année que l'intrusion d'un appareil soviétique dans l'espace aérien japonais est signalée. — (Reuters.)

BANGLADESH

Libération des deux chefs de l'opposition

Libérés jeudi 10 décembre dans la soirée, les deux chefs de l'opposition ont réaffirmé sur-le-champ leur volonté de contraindre le chef de l'Etat, le général Ershad, à la démission et ont réitéré leur refus de participer à des élections tant que celui-ci sera au pouvoir. Les deux femmes, Sheikh Hasina Wajed, présidente de la Ligue Awami (gauche nationale), et la bégum Khaleda Zia, chef de file du Parti nationaliste du Bangladesh (PNB, droite), avaient été placées en résidence surveillée le 11 novembre. Le gouvernement a annoncé que dix-sept autres détenus politiques avaient été libérés jeudi après-midi. Officiellement, il y a eu 5 013 arrestations depuis le 25 novembre. — (AFP.)

● **CORÉE DU SUD** : l'épave de l'avion de la KAL retrouvée. — L'épave de l'avion de ligne de la compagnie coréenne KAL, disparu le 29 novembre dernier à la suite d'un attentat, aurait été repérée par un appareil de la marine américaine au large d'Andaman au large de la Birmanie, a-t-on appris, vendredi 11 décembre à Séoul. Les autorités soupçonnent un couple d'Australiens — qui ont tenté de se suicider à Bahraïn après avoir été arrêtés — d'être les auteurs de l'attentat. L'homme est mort, la femme devrait être extradée vers la Corée du Sud, qui les soupçonne d'avoir agi à l'instigation du Nord.

CAMBODGE

Quand le prince Sihanouk remet les pendules à l'heure

La marée était sans doute trop belle. L'opinion s'enthousiasme, au lendemain des entretiens de l'ère-en-Tardanois entre le prince Sihanouk et M. Hun Sen, premier ministre de Phnom-Penh, si volé en éclats. En posant des conditions à une nouvelle rencontre, prévue en janvier en France (le Monde du 11 décembre), le prince Sihanouk a choisi de mettre les choses à plat, allant même, dans une note remise à la presse jeudi 10 décembre, jusqu'à qualifier M. Hun Sen de « violeur » des Vietnamiens. Il lui a également reproché d'être venu à l'ère-en-Tardanois « les mains vides » pour « mener sa propagande ».

Mais Norodom Sihanouk a affirmé qu'il ne s'agit pas de « sa part d'une rupture » et, apparemment, son attitude n'a qu'à moitié surpris ceux qui suivent de près la négociation. Quel calcul peut-il y avoir de la part du prince ? A-t-il voulu faire la part moins belle à M. Hun Sen, inconnu hier et projeté sur le devant de la scène aujourd'hui ? Entend-il ainsi rappeler aux Vietnamiens qu'il entend négocier un

véritable compromis et non l'insubordination d'une solution provisoire ?

La prince Sihanouk a de bonnes cartes dans sa manche. Aucun accord sur le Cambodge ne peut recevoir l'approbation internationale sans sa participation. Il le sait. Il en profite pour rappeler à ses amis chinois qu'il est un négociateur efficace. Il invite, par la même occasion, le seul dirigeant khmer rouge acceptable — M. Khieu Samphan — à se joindre aux discussions. Et il rappelle à tous — à sa façon — la marge de manœuvre dont il dispose. Les Chinois sont donc condamnés à « soutenir les efforts » du prince en faveur d'un Cambodge « véritablement neutre ». M. Khieu Samphan est mis en demeure de s'associer à ces « efforts » ou de devenir le mauvais joueur. Et les Vietnamiens, trop engagés dans cette négociation pour faire marche arrière, vont sans doute poursuivre un dialogue qui s'annonce plus ardu. Mais qui n'est pas rompu.

J.-C. POMONTI

AFGHANISTAN

Un journaliste italien serait détenu à Kaboul

Porté disparu depuis la mi-novembre, un journaliste italien pourrait être détenu à Kaboul, a-t-on annoncé, de bonne source, à Peshawar (est du Pakistan), le jeudi 10 décembre. Agé de vingt-six ans, Fausto Biloslavo effectuait son premier reportage en Afghanistan pour le compte de l'agence italienne Albatros.

D'autre part, une polémique s'est ouverte sur le sort de Thierry Niquet, journaliste français porté disparu en novembre 1986 alors qu'il circulait en Afghanistan avec un groupe de résistants appartenant au mouvement Hezbi Islami. Ce mouvement a catégoriquement démenti mercredi avoir assassiné Thierry Niquet, ainsi que l'avaient

affirmé, lundi, deux mouvements de soutien à la résistance, Amicitie franco-afghane (Afrane) et la Guilde européenne du raid. Le Hezbi Islami affirme que Thierry Niquet a été victime d'un bombardement. Des informations indépendantes semblent toutefois confirmer la version de l'Afrane et de la Guilde, selon laquelle Thierry Niquet aurait été abattu par un commandant local du Hezbi Islami.

Enfin, M. Diego Cordovez, médiateur de l'ONU dans le conflit, se rend vendredi à Washington avant de gagner Moscou, Kaboul et Islamabad pour tenter de relancer les négociations de Genève entre l'Afghanistan et le Pakistan. — (AFP.)

GUY SORMAN

Par une enquête fouillée, digne d'un grand reporter, émaillée d'anecdotes savoureuses et significatives, de portraits saisissants et de formules percutantes, Guy Sorman pourfend bien des idées reçues.

Alain Peyrefitte - Le Figaro

Son mérite est d'avoir été « au charbon » et surtout d'avoir interrogé non seulement ceux qui étaient favorables à ses thèses mais ses contradicteurs avérés.

Pierre Drouin - Le Monde

On attend la réponse des tiers-mondistes, des idéologues et des dirigistes. La démonstration de Sorman, appuyée sur des témoignages concrets, va les obliger à être en grande forme.

Jean-Gabriel Fredet - Le Nouvel Observateur

Le mérite de Sorman c'est qu'il est le contraire d'un doctrinaire et qu'il porte sur chaque cas particulier des jugements extrêmement nuancés et dictés par les seuls faits.

Jean-François Revel - Le Point

Un chef-d'œuvre de réflexion et de journalisme... Un gigantesque voyage autour de la planète.

Georges Siffert - Le Figaro Magazine

Et si le libéralisme n'était tout simplement que le bon sens ? C'est ce qui ressort du livre de bord tenu par Guy Sorman au cours d'un tour du monde de la pauvreté.

Jacques Brovella - Valeurs Actuelles

« La Nouvelle Richesse des Nations » est un exercice spirituel excitant... J'ai lu avec un plaisir que j'aimerais partager avec vous, les histoires édifiantes de Guy Sorman, celle du garde-frontière américain, celle de Yan Hansheng, paysan chinois, celle d'Achmed, paysan du Nil et celle de Budhram Manji, tireur de pousse-pousse à Calcutta.

Virgil Tanase - Medias

En regardant les hommes, Egyptiens ou Chiliens, Chinois ou Brésiliens, en interprétant les faits, Guy Sorman conclut qu'il n'y a qu'une cause au sous-développement. Elle n'est pas due à l'histoire, à la géographie, au climat, à la culture, mais aux excès du pouvoir de l'Etat qui écrase et corrompt l'individu.

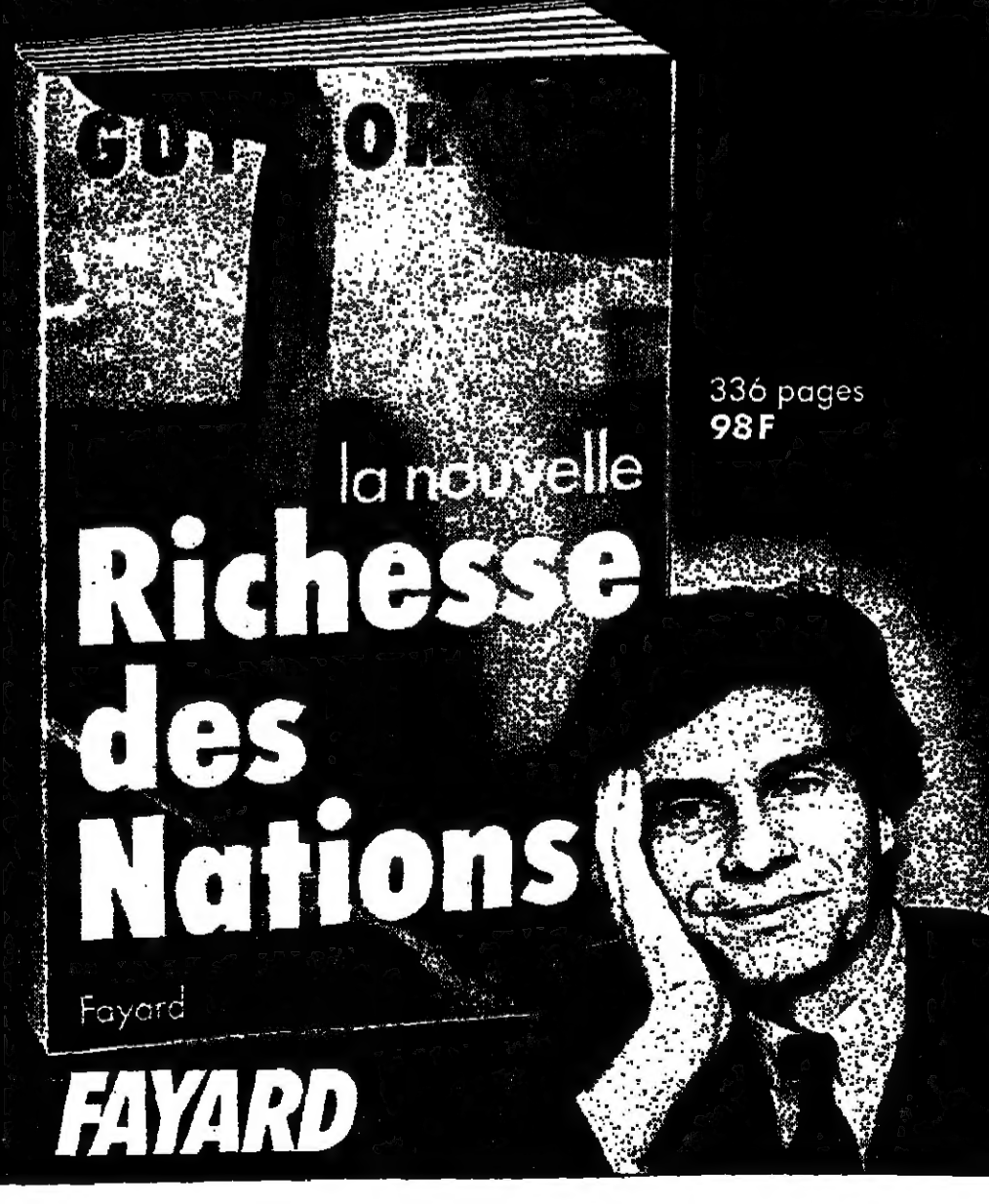
Jean-Louis English - Dernières Nouvelles d'Alsace

A la fin de ce grand voyage, beaucoup de légendes deviennent caduques et de lieux communs chers à la gauche européenne partent en miettes.

Giampiero Mughini - Europeo

« La Nouvelle Richesse des Nations » renoue avec la grande tradition des origines du libéralisme, celle du 18^e siècle qui voulait à la fois résoudre le problème de la pauvreté des masses et faire progresser la justice sociale.

Le Soleil de Dakar



336 pages
98F

حکومتی اہل

6 Le Monde • Samedi 12 décembre 1987 •

Europe

AUTRICHE

M^{me} Klarsfeld interpellée à Vienne

M^{me} Beate Klarsfeld a été interpellée, jeudi 10 décembre, par la police autrichienne parce qu'elle avait collé sur les murs de l'ancien palais impérial de Vienne des affiches demandant la démission du président Kurt Waldheim qui réside dans le bâtiment.

M^{me} Klarsfeld, qui avec son époux Serge Klarsfeld consacre sa vie à rechercher les anciens criminels de guerre nazis, a été relâchée après vérification d'identité. Ses affiches déclamaient : « 1988 : cinquantième anniversaire de l'Anschluss » (annexion de l'Autriche au Reich hitlérien) — « 1989 : centième anniversaire de la naissance de Hitler — Plus de président fédéral menteur qui figure dans des dossiers des criminels de guerre — Waldheim doit démissionner et l'Autriche doit disparaître sur la scène internationale. » — (AFP, AP.)

GRÈCE

Attentat contre la chambre de commerce d'Athènes : cinq blessés

Une bombe a explosé jeudi 10 décembre à la chambre de commerce et d'industrie d'Athènes, faisant un blessé grave et quatre blessés légers.

L'explosion s'est produite à l'heure du déjeuner dans une cafétéria située au sixième étage du bâtiment où se déroulait l'élection semestrielle du bureau de la chambre.

Peu avant l'attentat, un individu avait téléphoné à un quotidien pour prétendre de l'existence de l'explosion qui s'est produite avant l'arrivée de la police. L'attentat a été revendiqué par une organisation anarchiste, Combat anti-pouvoir (AA), qui s'était manifestée pour la première fois en mai 1987 en revendiquant un attentat à la bombe contre un succursale d'une banque grecque dans la banlieue d'Athènes. — (AFP.)

BELGIQUE : les élections législatives du 13 décembre

« Wilfried de Evidente » contre « le Spit »

Les Belges vont renouveler, le dimanche 13 décembre, leur Parlement. Il s'agit d'élections anticipées provoquées une nouvelle fois par la querelle qui oppose Flamands et francophones aux Fours.

Sur fond de difficultés sociales croissantes, le nouveau Parlement aura à adopter une révision de

la Constitution permettant un fonctionnement plus harmonieux des relations entre les diverses communautés linguistiques. Alors que les socialistes ont le vent en poupe, la campagne s'est peu à peu transformée en un véritable référendum pour ou contre le populaire premier ministre social-chrétien, M. Wilfried Martens.

BRUXELLES
de notre correspondant

Comme il est touchant, Wilfried Martens, avec son manteau de fourrure, sa chapka — il fait moins 6 degrés — et ses solides souliers, en train de faire du porte à porte dans un village de la banlieue de Gand ! Tellement modeste et tellement gentil qu'on en arrive à se demander si c'est bien le même homme dont les innombrables photos s'affichent sur les murs de tout le pays ; si c'est le même homme qui, disant ses adversaires, même son parti, le tout-puissant Parti social-chrétien flamand, d'une main de fer ; si c'est le même homme qui est parvenu — une sorte de record ici — à diriger près de huit gouvernements successifs à tel point qu'un hebdomadaire satirique l'a surnommé « Wilfried de Evidente », Wilfried l'Evident.

Notes en sommes, en effet, à Martens VIII. Pour le moment, c'est Martens XV ou XVI qui semble se préparer en distribuant des ballons aux enfants d'une école primaire, de futurs électeurs. Après tout, Martens n'a que cinquante-deux ans.

Temps fort de cette journée, après l'inévitable visite au marché : le pèlerinage dans le village natal à Siedinge, au cœur de cette meutjerland aride et prospère. « Avant, c'était très pauvre », raconte M. Martens, presque la misère. L'école était à 4 kilomètres et, tout petit, je devais y aller à pied. Mais comme nous étions des paysans, nous n'avons jamais manqué de nourriture. » La voisine, Madeleine, une robuste Flamande, veut absolument que le premier ministre et la cohorte de ses suivants viennent boire un verre de genévère — chez elle. « Je l'ai gardé quand il était tout petit », raconte-t-elle fièrement. Il en rougit, le Wilfried ! Mais il lui faut vite repartir et aller pêcher les dernières voix qui pourraient lui per-

mettre de continuer à gouverner. Pas facile : la tendance serait plutôt à une baisse de l'audience des sociaux-chrétiens. « Si nous perdons trop d'électeurs, alors je me mettrai en réserve », conclut Martens.

Les socialistes vent en poupe

C'est que les socialistes ont le vent en poupe, surtout en Wallonie où ils pourraient atteindre la majorité absolue. Ce soir-là, à Charleroi, bastion du pays noir, le PS a ramené le ban et l'arrière-ban des militants de Wallonie pour accueillir le numéro un du parti, Guy Spitaels, dit « le Spit », bien que ce surnom péjoratif colle mal à cet austère professeur d'économie sociale d'une éléance raffinée. Les militants ont bien fait les choses : le palais des Beaux-Arts est plein à craquer. La « chorale des femmes prévoyantes socialistes », robes rouges et écharpes blanches, entonne martèlement une chanson de Jean Ferrat, ou lit un message de Pierre Mauroy, le voisin, et le secrétaire de la section locale s'adresse au peu de la fin de la crise, ironise : « On me disait : mais José, fais un effort, dis quelques mots de flamand, eh bien, si j'avais suivi ces conseils je ne serais plus là, et Martens, lui, serait encore en place. » Hapart met aussi en garde les socialistes : la victoire est plus dure à assumer que la défaite car elle rend responsable. Traduire : si demain les socialistes reviennent au pouvoir, ils auront aussi à compter avec moi.

C'est pas dans nos manières de laisser tomber ceux qui ont mené le combat avec nous », lui répond comme en écho Guy Spitaels. « Ce soir, il est bon le Spit », commente un vieux militant. Tour à tour caustique et même un brin vulgaire : « le camembert, quand il est trop

dur, il coule de partout », dit-il à propos du gouvernement actuel ; libéral : « Il y a quelque chose de pourri au royaume de l'argent » ; pugnace : « Il y a un jour où David résiste à Goliath » (allusion au combat des Wallons) ; professoral : « Quelle ignorance, Antoinette ! », décrit-il à l'attention de la présidente du Front des francophones, Antoinette Spak... et même un petit peu socialiste, quand il critique la réforme fiscale : Spitaels termine son discours par un vibrant appel aux chrétiens de gauche « car nous devons aller au-devant de tout le monde ».

La salle applaudit à tout rompre et entonne une vibrante Internationale. Les quelques militants n'ont pas tout à fait compris l'écœurement de leur président. La salle a tout juste fini de chanter qu'ils s'empressent de crier tous en chœur : « A bas les calottes ! »

JOSÉ-ALAIN FRALON.

Les Belges âgés de plus de dix-huit ans inscrits sur les listes électorales et qui, se trouvant en France le 13 décembre prochain, ne pourront participer au scrutin devront faire connaître au juge de paix du canton de leur domicile en Belgique leur motif d'abstention. La loi ne détermine pas les modes de preuve à fournir. Il s'agit que l'absence au vote soit justifiée par tous les moyens, à l'appréciation du juge de paix. Une simple lettre peut suffire, de même qu'une attestation d'une mairie, d'une gendarmerie ou d'un commissariat de police du lieu de résidence en France.

A défaut d'obtenir cette attestation d'une autorité française, les électeurs pourront se présenter dans un poste diplomatique ou consulaire belge, aux jours et heures d'ouverture des bureaux, entre le 14 et le 23 décembre, pour y recevoir un certificat de présence à l'étranger, moyennant paiement d'une taxe consulaire de 9 FF. L'ambassade à Paris et les consulats seront fermés le 13 décembre.

ESPAGNE : un attentat meurtrier

Au moins sept morts dont trois enfants dans l'explosion d'une voiture piégée à Saragosse

Au moins sept personnes, dont trois enfants et un garde civil, ont été tués dans un attentat à la voiture piégée commis, vendredi matin 11 décembre, contre une caserne de la garde civile à Saragosse (300 km au nord-est de Madrid). Une trentaine d'autres ont été blessées et un nombre non précisé se trouvaient encore sous les débris provoqués par l'explosion alors que se poursuivaient les travaux de déblaiement.

L'attentat s'est produit à 6 h 15. Un véhicule garé devant la caserne a explosé, provoquant l'effondrement d'une partie du bâtiment. Toutes les vitres des immeubles ont été brisées dans un rayon de 200 mètres.

La zone de l'attentat a été isolée par la police tandis que toutes les ambulances de la ville étaient dépêchées sur les lieux. Tous les pompiers disponibles ont été convoqués d'urgence.

L'attentat n'avait pas été revendiqué en début de matinée mais était attribué par la police à l'organisation

indépendantiste basque ETA. La violence politique en Espagne, notamment liée à la question basque, a fait quarante-six morts depuis le début de l'année.

Un attentat à la voiture piégée avait déjà fait deux morts et trente-six blessés, le 30 janvier, à Saragosse. Il faut remonter à l'attentat contre un supermarché de Barcelone, le 19 juin, qui avait fait quinze morts et trente-cinq blessés, pour trouver un bilan aussi lourd.

Il s'agit de l'attentat le plus meurtrier depuis les coups sévères portés au mouvement indépendantiste basque par les polices française et espagnole, au cours de l'automne. Il marque également une rupture de la trêve tacite observée depuis quarante jours en Espagne, et que l'on pensait liée aux pourparlers secrets qui ont lieu en Algérie entre des représentants du gouvernement espagnol et de ses membres de l'organisation séparatiste. — (AFP, Reuter.)

TCHÉCOSLOVAQUIE : à l'appel de la Charte 77

Plusieurs centaines de personnes ont manifesté à Prague pour les droits de l'homme

Plus d'un millier de personnes, répondant, jeudi 10 décembre, à l'appel de la Charte 77, ont manifesté sur la place de la vieille ville de Prague la Journée internationale des droits de l'homme de l'ONU. Cette manifestation publique, la première organisée par le mouvement tchécoslovaque des droits de l'homme depuis sa création, avait été interdite par les autorités.

Les principaux dirigeants de la Charte 77, qui avait appelé à un « rassemblement pacifique », ont été empêchés eux-mêmes par la police de venir au rendez-vous. Sur place, les forces de l'ordre, omniprésentes, se sont contentées de procéder à de nombreux contrôles d'identité. Elles ont également fait diffuser de la musique à pleine puissance par la sonorisation installée à l'occasion

des fêtes de Noël pour empêcher toute prière de parole.

À l'issue de l'après-midi, plusieurs opposants au régime avaient manifesté en plein centre ville en faveur de la libération des prisonniers politiques. Quatre d'entre eux s'étaient enchaînés à un échafaudage avant d'être emmenés par la police. Deux autres jeunes de Wrocław (nouveau de la Tchécoslovaquie) ont escaladé l'échafaudage pour accrocher une immense banderole exprimant la même revendication et lancer des tracts. La foule des passants n'a cessé de leur exprimer sa sympathie, beaucoup d'entre eux faisant leurs slogans en cœur. Mardi dernier, déjà, près de cinq cents jeunes avaient manifesté dans les rues de la capitale tchécoslovaque pour commémorer la mort de John Lennon, l'ancien chanteur des Beatles. — (AFP, UPI.)

Azzedine Alaïa

Pierre Arditi

Jean-Paul Aron

Henri Atlan

Barbara

Jean Benguigui

Pierre Bergé

Michel Berger

Richard Berry

Rony Brauman

Daniel Buren

Le groupe Carte de Séjour

Patrice Chéreau

Saskia Cohen Tanugi

Véronique Colucci

Constantin Costa-Gavras

Philippe Druillet

Marguerite Duras

Gérard Fromanger

Hippolyte Girardot

Bernard Giraudeau

Speedy Graffito

Dominique Jamet

Arthur Joffé

Claude Hagège

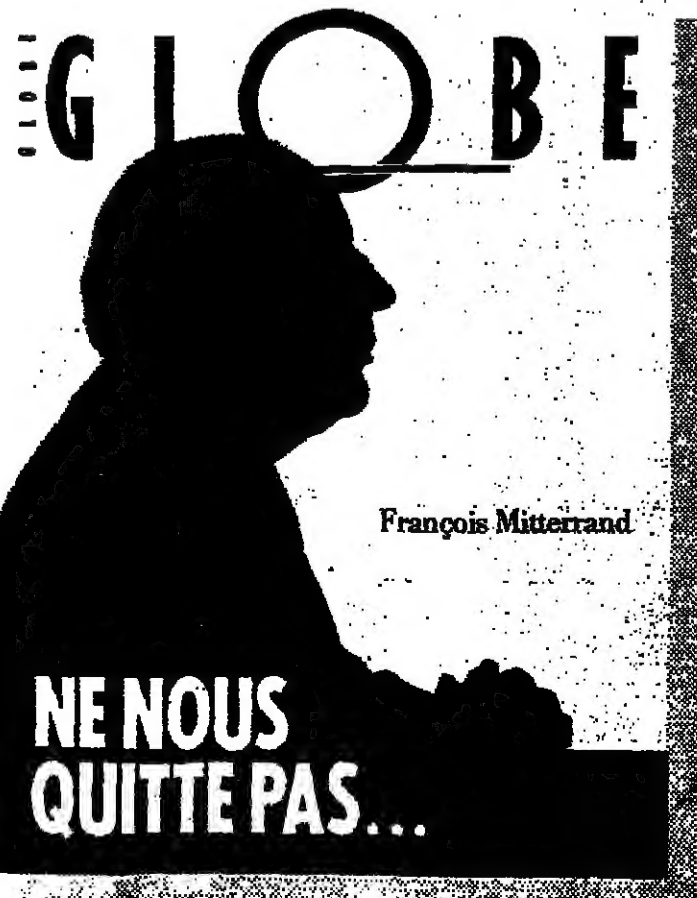
Jean Lacouture

Michel Leiris

Me Thierry Lévy

Lio

Ils lui disent tous dans Globe : “Ne nous quitte pas.”



Globe, le magazine du temps qui pense.

Jean-Pierre Lyonnet

André Lwoff

Françoise Mallet-Joris

Claude Mauriac

Elli Meideros

Yves Mourousi

Thierry Müglér

Le groupe Niagara

Jean Nouvel

Dr Olievenstein

Isabelle Otero

Kiki Picasso

Renaud

Bertrand Renouvin

Maurice Rheims

Dominique Rocheteau

Etienne Roda-Gil

Jules Roy

Françoise Sagan

Guy Scarpetta

Jacques Séguela

Alain Senderens

Jeanloup Sieff

Yves Simon

Philippe Starck

Daniel Teseau du Planier

Michel Tournier

Charles Trenet

Zabou

Amériques

NICARAGUA

Le dialogue entre le gouvernement et l'opposition légale est rompu

MANAGUA.
de notre correspondant
en Amérique centrale

Les négociations politiques entre le gouvernement sandiniste et les quinze partis d'opposition réunis à Managua depuis le 3 octobre, dans le cadre d'un « dialogue national », ont été interrompues. Le jeudi 10 décembre, à la suite de profond désaccords sur le processus de modification de la Constitution. Dénonçant les « manœuvres » du gouvernement « pour retarder ou empêcher la discussion sur les réformes constitutionnelles », les partis d'opposition — des conservateurs au petit parti communiste pro-soviétique — ont décidé d'une formation marxiste-léniniste — estimant que « la poursuite du dialogue national n'a plus de sens ». Ils reprochent au gouvernement de ne pas respecter l'esprit du plan de paix signé le 7 août à Guatemala par cinq pays d'Amérique centrale.

Dans une lettre adressée au gouvernement, l'opposition écrit que les sandinistes, en signant le plan de paix, s'étaient engagés « implicitement » à amender la Constitution en vigueur, depuis le début de l'année, pour supprimer certaines « dispositions antidémocratiques ». Elle demande notamment qu'il soit mis fin à la confusion entre le front sandiniste et l'Etat (comme leur nom officiel l'indique, l'armée et la police sont « sandinistes », alors qu'elles devraient être « nicaraguayennes »). L'opposition exige aussi le rétablissement de l'indépendance de la justice et la suppression des tribunaux militaires qui jugent sommairement les délinquants accusés d'activités « contre-révolutionnaires ».

Le gouvernement ne s'est pas ouvertement opposé à ces revendications mais il a ordonné, par l'intermédiaire du président de l'Assemblée nationale, le commandant Carlos Nuñez, la suspension de « dialogue national » pendant quinze jours pour étudier les propositions constitutionnelles. Selon l'opposition, ce report vise tout simplement à empêcher l'adoption d'un projet de réforme et d'une nouvelle loi électorale qui d'après la Constitution doivent avoir été votés en première lecture par l'Assemblée nationale avant le 21 décembre pour entrer en vigueur à temps pour le prochain scrutin (le plan de paix prévoit l'élection d'un Parlement

centro-américain au cours du premier semestre de 1988).

Depuis quelques jours, l'opposition mène une intense campagne contre le gouvernement sandiniste, qu'elle accuse de vouloir « tromper l'opinion publique internationale » en faisant croire que le Nicaragua a entamé un véritable processus de démocratisation. Dans une série de communiqués et de mises au point, les partis affirment que le gouvernement n'a pas respecté les engagements pris à Guatemala. Il n'a toujours pas déclaré d'amnistie générale (les quatre autres pays de la région l'ont fait), ni levé l'état d'urgence en vigueur depuis 1982, ni rétabli la liberté de presse et d'association, entre autres.

D'autre part, les négociations engagées par l'intermédiaire du cardinal Obando entre le gouvernement et la guérilla antisandiniste sont au point mort. Depuis la première prise de contact, les 3 et 4 décembre, dans la capitale de la République dominicaine, les parties n'ont pas même réussi à s'entendre sur le lieu de la prochaine réunion.

BERTRAND DE LA GRANGE.

● GUATEMALA : une tentative de coup d'Etat a été déjouée. Le président du Guatemala, M. Viesca Cerezo, a annoncé, le jeudi 10 décembre, qu'une tentative de coup d'Etat, qui devait avoir lieu vendredi, avait été déjouée grâce aux services de renseignement de « pays amis ». Il a indiqué que des personnes « proches de l'armée, et des milieux très conservateurs du secteur privé », avaient réuni des dizaines de millions de dollars pour tenter de le renverser, « voire même de m'assassiner ». Il a toutefois démenti l'armée — qui a décliné le pouvoir de 1954 à janvier 1986, date de son élection — de toute responsabilité dans cette tentative. — (AFP, Reuters.)

● SALVADOR : un militant des droits de l'homme assassiné. — Le chef d'un bureau régional de la commission officielle des droits de l'homme du Salvador, M. René José Cardenas, jugé de paix, a été tué par deux inconnus, le jeudi 10 décembre, à San-Miguel, à 115 kilomètres à l'est de San-Salvador. Le président de la commission — non officielle — des droits de l'homme, M. Herbert Anaya, avait été tué dans des circonstances semblables, le 25 octobre dernier. — (AFP, Reuters.)

Proche-Orient

Après l'expulsion des Iraniens vers le Gabon

Les « doutes » et les « réserves » de M. Malhuret

L'expulsion vers le Gabon de quatre Iraniens et trois Turcs supposés constituer une menace pour l'ordre public, selon les explications données au Haut Commissariat aux réfugiés (HCR) par le gouvernement français, a suscité, jeudi 10 décembre, de nouvelles protestations, en France et à l'étranger, pour la façon expéditive dont elle a été menée. Cette fois, la critique est venue d'un membre du gouvernement, M. Claude Malhuret, secrétaire d'Etat aux droits de l'homme, qui a fait part de son désaccord avec M. Charles Pasqua.

Tout en précisant qu'il ne démissionnerait pas, M. Malhuret a exprimé les « doutes » et les « réserves » que lui inspiraient ces expulsions et souligné qu'une discussion, mercredi, avec le ministre de l'Intérieur n'avait pas dissipé ses inquiétudes. Il a rappelé, devant la

commission nationale consultative des droits de l'homme (CNCDH), que « nombre de réfugiés menant une activité militante parfois encouragée par les pouvoirs publics », citant le cas des réfugiés des pays de l'Est et d'Amérique latine.

Outre la gêne visible de M. Malhuret devant ce qui apparaît — malgré les démentis officiels — comme un nouvel élément de la « normalisation » engagée avec l'Iran, indiscutable de la libération des trois otages français au Liban, l'expulsion des opposants iraniens — on considère comme tels par Paris — a attiré à la France la protestation de quarante-deux députés britanniques et neuf représentants américains.

A Amman où se déroule le sommet franco-arabe, cette affaire, nous signale notre envoyé spécial, a fait l'objet d'un entretien de M. Jac-

ques Foccart, conseiller de M. Chirac pour les affaires africaines, avec le président Bongo en présence du général Imbot, directeur de la DGSE. Sans écarter totalement l'hypothèse que les expulsés repartent un jour du Gabon pour une autre destination, on assure de source française qu'ils pourraient chercher un emploi à Libreville à condition « de se tenir tranquilles ».

Les intéressés ne semblent pas a priori séduits par une telle perspective et, lors de rares communications téléphoniques avec leurs familles restées en France, certains d'entre eux ont indiqué qu'ils avaient fait l'objet de brutalités de la part des policiers français au cours de leur transfert en avion de France au Gabon. Batus, attachés aux sièges à l'aide de menottes, selon ces témoignages, ils se sont plaints du séjour qui leur est imposé à Libreville. Si des déclarations officielles font état de leur « liberté de mouvement » dans la capitale gabonaise, il n'en reste pas moins pratiquement impossible de les joindre au téléphone dans leur hôtel, Monte de Cristal, où l'on affirme régulièrement qu'aucun Iranien ne figure parmi les clients de l'établissement.

Par ailleurs, après la réponse que le Quai d'Orsay a fournie jeudi à sa demande de précisions sur ces expulsions, le HCR a « signalé » au ministre des affaires étrangères le cas de deux Iraniens expulsés manu militari vers le Gabon, alors qu'ils bénéficiaient du statut de réfugié, l'un en Grande-Bretagne et l'autre en Suède. Selon le bureau parisien des Moudjahidines du peuple, ces deux personnes étaient de passage à Paris pour y rencontrer leur famille.

Malgré l'assurance donnée par le gouvernement français que les expulsés n'étaient, au Gabon, menacés ni dans leur vie ni dans leur liberté, l'un au moins de ces derniers a exprimé auprès de sa famille la crainte de se voir renvoyer en Iran, où il serait exposé à de très graves dangers. Les Moudjahidines du peuple, dont ils sont supposés être membres ou sympathisants, font, en effet, l'objet d'une répression impitoyable de la part des autorités iraniennes.

A Paris, cent quinze Iraniens ont, d'autre part, demandé jeudi au HCR de leur trouver un pays d'accueil autre que la France et leur sécurité ne peut plus être garantie. Ils estiment que « la France est en train de renier ses engagements internationaux (...) lorsqu'elle prend les réfugiés en otage pour les utiliser en monnaie d'échange ».

M. Chirac a informé l'Irak des pourparlers franco-iraniens

Bagdad (AFP). — Le président irakien, M. Saddam Hussein, a reçu, jeudi 10 décembre, un message du premier ministre français, M. Jacques Chirac, portant sur les « pourparlers en cours entre la France et l'Iran et sur la position française à l'égard du conflit irako-iranien ». A l'indiqué, vendredi, l'agence irakienne de presse INA. Selon l'INA, M. Chirac a affirmé que les « pourparlers en cours entre Paris et Téhéran n'ont pas pour objectif de fournir des armes françaises à l'Iran » et souligné qu'il « n'affecteront pas les relations d'amitié de la France avec l'Irak et les pays arabes ».

ISRAËL : dans les territoires occupés

Cinq morts, quarante blessés au cours d'affrontements entre étudiants et forces de l'ordre

JÉRUSALEM
de notre correspondant

Deux manifestants tués et une quarantaine d'autres blessés par balles : les territoires occupés ont de nouveau été le théâtre de violents affrontements, ces derniers quarante-huit heures, entre de très jeunes manifestants et les forces de l'ordre.

C'est à Gaza, petite enclave à la frontière avec l'Egypte, que les incidents ont été les plus graves. Mercredi 9 décembre, un étudiant de dix-sept ans était tué dans un camp de réfugiés de Jabaliya, au nord du territoire, lors d'un affrontement avec l'armée. Une trentaine d'autres étudiants étaient blessés par balles, dont l'un serait dans un état grave.

Ces incidents, qui prirent l'allure d'une véritable petite émeute, ont éclaté lorsqu'une centaine de jeunes gens attaquaient une patrouille et un poste de l'armée à coups de pierres. Ils entendaient protester, après un accident de la route qui avait eu lieu quelques heures plus tôt : quatre Palestiniens avaient été tués lors d'une collision entre leur véhicule et un camion militaire.

La violence de la réaction des jeunes manifestants témoigne de la tension qui règne depuis plusieurs mois à Gaza (où un Israélien avait été poignardé à mort dimanche dernier) : les affrontements ont repris : barrages de pneus enflammés sur les routes, étudiants affrontant les patrouilles de l'armée à coups de pierres et de cocktails Molotov — ceux autres manifestants blessés par balles.

Ces violences se déroulent sur fond de polémique entre le premier ministre et chef de la droite, M. Shamir, et son ministre des

affaires étrangères, le travailliste Shimon Peres. Devant la commission de la défense de l'Assemblée, ce dernier a appelé cette semaine à une « délimitation » de Gaza, dans le cadre d'un accord international, et un « démantèlement » des implantations juives qui y sont installées. M. Shamir a répliqué en accusant M. Peres de « défaire Israël » et de vouloir « découper Israël au scalpel, pour abandonner Gaza aujourd'hui, puis, demain, la Judée et la Samarie » (la Cisjordanie).

Les manifestations de Gaza ont en jeudi leur corollaire en Cisjordanie. De jeunes manifestants ont affronté l'armée. Là encore, trois personnes, dont une jeune fille, ont été tuées, jeudi et vendredi, par des tirs de soldats israéliens, notamment dans le camp de réfugiés de Balata, près de Naplouse. Cependant, un militaire était frappé à coups de barre de fer.

ALAIN FRACHON.

Un militaire israélien tué au large du Liban

Jérusalem (AFP). — Un sous-lieutenant israélien a été tué, jeudi 10 décembre, lors d'un accrochage en mer entre une vedette israélienne et un canot armé au large de l'embouchure du Litani (entre Tyr et Sidon) au Liban du sud, a-t-on appris, vendredi 11 décembre, de source militaire israélienne. Les quatre hommes, qui se trouvaient à bord du canot pneumatique, ont tiré des rafales d'armes automatiques légères et une roquette RPG sur la vedette israélienne, qui effectuait une « patrouille de routine ». La vedette a riposté et coulé le canot avec son équipement, apprend-on de même source.

La guerre du Golfe

M. Perez de Cuellar baisse les bras

M. Perez de Cuellar baisse les bras. Après de longues tractations ces dernières semaines avec les dirigeants iraniens et irakiens, le secrétaire général de l'ONU a implicitement dressé, jeudi 10 décembre, un constat d'échec de ses efforts pour tenter de mettre fin à la guerre Irak-Iran en remettant le dossier aux mains du Conseil de sécurité. Sans prononcer le mot de « sanctions », M. Perez de Cuellar n'a pas caché qu'il était maintenant impuissant à contraindre les deux belligérants à respecter la résolution 598 leur enjoignant de mettre un terme à leur conflit.

Au moment où M. Perez de Cuellar estimait que le Conseil de sécurité devait « imprimer un nouvel élan » aux tentatives de l'ONU, les bombardements se sont poursuivis sur le terrain, sur terre et dans le Golfe, où l'Irak maintient sa pression sur les exportations de pétrole irakien. L'aviation irakienne a intensifié au cours des derniers jours ses attaques contre des pétroliers affrétés par l'Iran. Elle en a notamment touché deux, mardi et

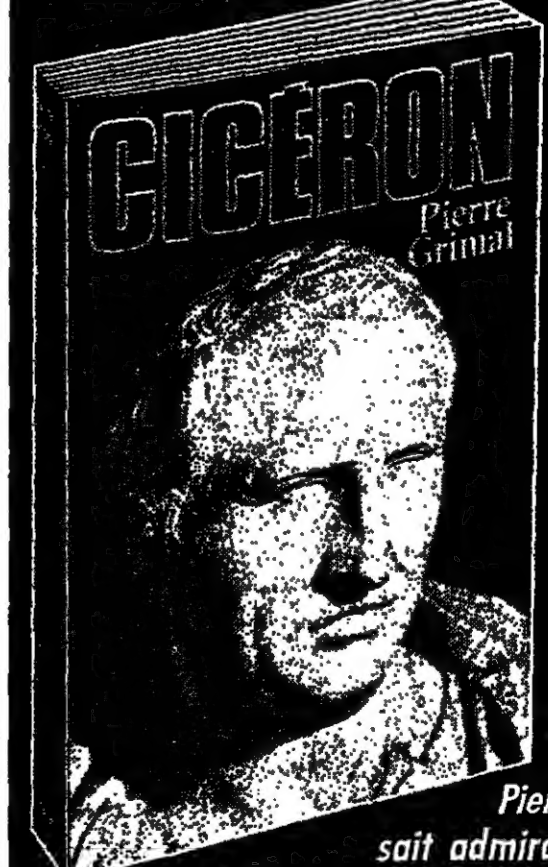
mercredi, et revendiqué un nouveau raid jeudi.

Des contacts seraient d'autre part en cours entre pays arabes en vue de constituer une force conjointe de dissuasion, affirme le journal *Al Itihad*, des Emirats arabes unis. Ce-ci écrit que l'Egypte se serait décidée prête à mettre quinze mille hommes à la disposition de cette force. Cette question aurait notamment été évoquée par le président Moubarak et le roi Hussein de Jordanie lors de leur rencontre, la semaine dernière au Caire.

Le ministre français des affaires étrangères, M. Jean-Bernard Raimond, a pour sa part réaffirmé jeudi que la politique française « de coopération et d'amitié avec l'Irak » resterait « inchangée ». Interrogé à France-Inter, M. Raimond s'est toutefois abstenu de confirmer ou de démentir les informations sur la prochaine livraison de douze nouveaux avions Mirage-F1 à l'Irak. Il a en revanche rappelé que le gouvernement français avait fait savoir à l'Irak qu'il ne lui vendrait pas d'armes. — (AFP, Reuters.)

L'HISTOIRE chez Fayard

PREMIER PRIX GOBERT DE L'ACADEMIE FRANÇAISE
PRIX DES AMBASSADEURS 1987



480 pages
120 F

Pierre Grimal sait admirablement, autour d'un homme qu'il aime, nous faire vivre une époque. Grimal est le dernier Romain. Il sait Rome, comme Louis XV savait sa noblesse, et Einstein la physique.

Pierre Chaunu, de l'Institut



PICARD

La clé en moins, la sécurité en plus.

Parade

La serrure automatique sans clé

Liste des installateurs agréés (1) 42 33 44 85


(Publicité)

salons en cuir, copies


Principaux et multiples sont le plus souvent vendus 3 fois leur prix d'achat, puis écoulés par des salons de copies et autres formes de dépit vers les travailleurs 40 % moins chers dans les 3000 m² d'exposition du dépôt-vente de Paris, 51, rue de Lagny (20). - Tél. : 43-72-13-91. - M^{rs} Paris-Vincennes. - Sélectionné par « PARIS PAS CHER ».

(Publicité)


Le Consulat général du Pérou à Paris informe la colonie péruvienne et le public en général que, à partir du 7 décembre 1987, ses nouveaux locaux se trouvent au 30, rue Marbeuf, 75008 Paris, tél. : 42-89-30-13 (à partir du 17 décembre 1987)




Multi-poches. 1800 F



Cuir façon croco. 499 F



Pins chèvre toutes teintes. 550 F



750 F

11, fg Saint-Hippolyte, Paris 8^e.
12, rue Tronchet, Paris 8^e.
41, rue du Four, Paris 6^e.
Tour Montparnasse, Paris 15^e.
74, rue de Passy, Paris 16^e.
Parly 2.
Lyon, La Part-Dieu.

LA BAGAGERIE

Jean-Baptiste

PHILIPPE GALONI

LONGTEMPS JE ME SUIS LEVÉ DE BONNE HEURE

Tout à la fois galerie de portraits et manifeste têtue en faveur d'un journalisme sans concession, *Longtemps, je me suis levé de bonne heure* fait alterner plans-séquences et brefs flash-back. Tour à tour colérique ou inquiète, paillard ou tendre, truculente ou grave, émouvante ou incrédule, désinvolte ou nostalgique, cette mosaïque de choses vues, vécues et entendues constitue l'itinéraire intellectuel et affectif d'un virtuose de l'information.

belfond



PHOTO: C. GIBBY

Fauve

YVAN AUDOUARD

50 ANS D'IMPERTINENCE

Avec Yvan Audouard nous sommes en présence d'un cas de narcissisme assez exceptionnel. On peut même dire d'un cas limite. L'auteur manifeste pour sa personne une très profonde affection. Il ne sait parler que de lui, surtout quand il fait semblant de s'intéresser aux autres. En plus, il voudrait sincèrement devenir l'ami de tous ceux qu'il a éreintés.

LE PRÉ AUX CLERCS



PHOTO: L. MONIER

YVAN AUDOUARD EST L'INVITÉ
DE BERNARD PIVOT À APOSTROPHES
LE VENDREDI 11 DÉCEMBRE

حکومتی اصلاحی

10 Le Monde • Samedi 12 décembre 1987 •

Politique

La réunion du comité central du RPR

L'« acte de foi » de M. Charles Pasqua

Le comité central du RPR se réunit, le samedi 12 décembre, à Paris à l'initiative de M. Jacques Toubon, secrétaire général du mouvement. M. Jacques Chirac, son président, y prendra la parole dans l'après-midi. La séance du matin sera consacrée à un dialogue entre les députés et trois membres du gouvernement, MM. Charles Pasqua, qui traitera de politique générale, Philippe Séguin et Edouard Balladur.

M. Toubon devrait présenter dans son discours le bilan de l'action du gouvernement à la fois comme la réalisation d'un programme de la majorité RPR-UDF élue en 1986 et comme une « bonne base de départ pour ouvrir les voies de l'avenir ».

Le secrétaire général devrait en conséquence insister sur la nécessité de « ne pas changer de monture au milieu du gué », c'est-à-dire — évidemment — de ne pas empêcher

l'actuel premier ministre d'« engager le pays pour les sept années à venir dans la voie du redressement, du progrès et de la prospérité », une voie dont la direction a été esquissée depuis deux ans.

Les instances du RPR ne s'étaient pas réunies depuis le comité central du 9 mai dernier et depuis les Assises nationales de la porte de Versailles, les 23 et 24 mai 1987, au cours desquelles M. Chirac avait réaffirmé son souci exclusif de gouverner sans préoccupations électorales. Le comité central du 12 décembre ne devrait pas donner le signal de l'entrée en campagne électorale. Du moins pas formellement.

Celle-ci ne s'ouvrira officiellement pour le RPR que lors de la réunion d'un congrès extraordinaire qui suivra aussitôt l'annonce par M. Chirac de sa candidature. En même temps que celle-ci, le premier ministre précisera qu'il cesse d'exercer son mandat de président du RPR qui sera provisoirement rem-

placé par un triumvirat composé du secrétaire général et des présidents des deux groupes parlementaires, MM. Messier et Romani, comme cela s'était passé en 1981.

La date de la déclaration publique de candidature de M. Chirac n'est toujours pas arrêtée. Elle pourrait se situer à la mi-février, après le sommet européen de Bruxelles où il souhaite apparaître aux côtés de M. Mitterrand exclusivement comme premier ministre et non comme candidat. En effet, si M. Chirac ne veut pas lier sa propre décision à celle que prendront les autres postulants, il veut aussi conserver jusqu'au dernier moment la liberté d'apprécier l'opportunité de cette annonce en fonction des circonstances concernant son action de chef du gouvernement.

Dans son discours aux membres du comité central, M. Chirac insistera sur les indices tout récents — sondages et élections partielles — selon lesquels « les Français enregistrent de façon plus favorable les résultats de l'action du gouverne-

ment et de sa fermeté face aux difficultés », tout en précisant que cela ne doit pas porter au « triompheisme ».

Comme l'a dit, jeudi 10 décembre, son porte-parole, M. Denis Baudouin, « la majorité doit éviter un seul danger, celui du dérapage et des zézaiements qui provoqueraient sa division ».

Un signe révélateur

M. Chirac rappellera sa détermination de « tenir fermement la barre jusqu'au bout » et énumérera ses actions prioritaires : « la maîtrise des conséquences de la crise boursière, la libération des otages, la transformation du système éducatif, la réforme de la Sécurité sociale, la réduction du chômage, les difficultés de l'Europe ». Bref, ce que M. Chirac appelle les « chantiers en cours », dont l'achèvement ne sera pas obtenu avant mai 1988.

Les cadres et les militants du RPR attendront-ils que M. Chirac

se dévoile pour entrer en campagne ? Ils ne s'y lancent sûrement pas avant la « trêve des confessions » des fêtes de fin d'année. Mais ils attendent avec impatience ce signal : tel est le sentiment recueilli par M. Toubon qui, depuis qu'il a quitté la présidence de la commission des lois de l'Assemblée nationale, se consacre davantage à la visite des fédérations départementales de son mouvement.

De ses contacts divers, des demandes qu'il reçoit, des remarques qu'il enregistre, M. Toubon retire le sentiment que, « depuis quelque temps, la tendance est porteuse pour M. Jacques Chirac, qui enregistre une montée sensible ».

M. Toubon a enregistré comme un signe particulièrement révélateur d'un « dégel » certain en faveur de M. Chirac la prise de position de M. Olivier Guichard, ancien ministre, député RPR de Loire-Atlantique, au cours d'un récent voyage dans son département.

Le président du conseil régional des Pays de la Loire, qui avait

jusqu'ici un comportement particulièrement discret, voire réservé, n'a eu effet que de se déclarer favorable à l'action de M. Chirac au gouvernement, en allant jusqu'à reconnaître : « Si la majorité n'a pas tourné, c'est parce que le chef avait un bon tour de main ». Mais surtout les militants RPR sont maintenant tout prêts de partager la conviction répétée par M. Charles Pasqua, selon lequel « quel que soit le candidat de la gauche — je dis bien quel qu'il soit — il sera battu par M. Chirac ou par M. Barre ».

Ils attendent que cet acte de foi du ministre de l'Intérieur, dont la popularité au sein du mouvement n'a jamais été aussi grande, soit transformé en un ardent appel à voter ouvertement pour M. Chirac. Nul ne doute, d'ailleurs, du rôle moteur que l'ancien président du groupe éditorial RPR jouera dans la campagne électorale... et ensuite.

ANDRÉ PASSERON.

M. Raymond Barre : Féloge des « vrais » politiques

« Je ne crois ni à la séparation de la politique et de la morale ni à la justification des moyens par la fin... c'est par cette profession de foi politique que commencent le long entretien accordé par M. Raymond Barre au quotidien la Croix daté du 11 décembre.

« L'individu comme personne libre et responsable, poursuit l'ancien premier ministre, la démocratie comme système politique, la solidarité comme principe social me paraissent des valeurs communes à l'ensemble des Français et des Européens », se réjouissant de voir réconciliés « la devise républicaine liberté, égalité, fraternité, et le message chrétien, mais nous ne pouvons pas voir se confondre les domaines d'actions et les responsabilités des autorités spirituelles et politiques ». M. Barre estime qu'à l'exception du communisme, « il n'existe plus dans l'opinion française d'aujourd'hui des systèmes de valeurs radicalement étrangers les uns aux autres ». « La fin des idéologies, constate-t-il, c'est le début de la sagesse et l'on comprend bien que la sagesse ne se réduit pas à la prudence politique mais qu'elle implique de fortes convictions ».

Interrogé sur le rôle et la place des partis politiques, M. Barre considère que « leur mission est vitale pour une démocratie », mais qu'il convient d'« éviter que ces partis ne s'approprient le débat et le pouvoir ». « Quand j'évoque sur la politique politique, se défend l'ancien premier ministre, je fais l'éloge des vrais politiques ; quand je critique les combinaisons souterraines, je défends les confrontations et les accords sages et publics ».

« Plus que mon ironie, la lecture des comptes rendus et analyses de congrès de partis ou des réunions de comités directeurs contribue à déprécier non la vie politique mais certains rites et certains jeux... Lorsqu'il m'arrive de parler du « microcosme », ce n'est ni les familles politiques ni les hommes politiques que je vise. (...) C'est l'esprit de chapelle, l'esprit de clan, l'égoïsme des ambitions et des vanités, toujours menaçant, qui conduisent à ne considérer, dans les grandes questions concernant l'avenir national, que tel ou tel intérêt tactique ou de carrière. Pour lutter contre ces travers, l'humour me paraît une arme plus efficace que l'indignation ».

Interrogé enfin « sur l'idée libérale de la concurrence et les victimes de cette concurrence », M. Barre émet cette mise en garde : « Nous devons faire comprendre à nos compatriotes que l'obligation de solidarité à l'égard de ceux qui ont le plus à souffrir de la compétition et de la crise n'est pas du domaine de la charité. Elle est aussi un impératif d'efficacité. Si nous ne prenons pas garde, en effet, à leurs difficultés, la cohésion de notre société se trouverait très vite mise en cause, des déchirures et des mouvements graves apparaîtraient, paralysant l'ensemble de notre économie ».

« Ceci, dit à l'usage des moins alertes, n'est pas exclusif de la considération due aux plus fragiles ou à moins chanceux. Ces impératifs de solidarité inspirent en nous le plus rigoureux dans la gestion sans quoi les moyens ne tarderaient pas à manquer ».

L'Info la plus événement.

Montand sur la Une!

SPECIAL QUESTIONS A DOMICILE.
AVEC ANNE SINCLAIR, J.M. COLOMBANI, A. TARTA.

SAMEDI 12 DEC. 20H30

Il n'y en a qu'une, c'est la Une.



Politique

M. Pierre Mauroy : le refus d'une « dérive » centriste

« Moi, j'aurais voté contre. Je le dis à titre personnel. » M. Pierre Mauroy, ancien premier ministre et président de la Fédération nationale des élus socialistes et républicains (FNESR), se refuse à commenter directement et, surtout, à juger le comportement des cinquante-six conseillers régionaux socialistes et MRG qui, en ne prenant part au scrutin, ont permis l'adoption du budget de l'Île-de-France (le Monde du 1^{er} décembre).

Mais il est prêt à se comporter, contrairement par le vote négatif de neuf conseillers régionaux appartenant au courant Socialisme et République (ex-CERES), n'a pas l'approbation de M. Mauroy, ni de la FNESR. La dernière réunion de la Lettre de conseillers de France, dont le maire de Lille est directeur de publication, en porte d'ailleurs la trace. Imprimée au moment même où avait lieu ce vote, cette publica-

tion comportait un article qui commentait le risque d'une « crise dans la collectivité régionale la plus importante du pays » qu'aurait seul pu entraîner le rejet du budget.

« On ne veut pas que ce se renouvelle », a toutefois indiqué, le jeudi 10 décembre au cours d'une conférence de presse, M. Mauroy qui a annoncé une prochaine réunion des responsables des groupes socialistes des différentes régions pour leur rappeler que « le contexte politique est le vote contre ». M. Mauroy ne veut pas que les « difficultés » communes en Île-de-France puissent s'aggraver.

Tirant de cet incident une leçon politique plus large, l'ancien premier ministre a d'ailleurs part déclaré : « On ne veut pas donner l'image qu'on dérive vers le centrisme ou la troisième force », en favorisant indirectement la droite classique.

M. Pierre Juquin : Rappel au « peuple communiste »

C'est sur un appel particulièrement insistant au « peuple communiste » que M. Pierre Juquin a inauguré, le jeudi matin 10 décembre, sa visite en Limousin.

C'est, a-t-il précisé, son « nouvel appel de Limoges » (en référence à ses déclarations du 21 juin 1984, à Limoges également) : « Il faut tout discuter sans tabou », qui avaient marqué les débats publics de son conflit avec ses pairs du bureau politique du PC).

Cette fois, il s'agissait pour lui de se démarquer de l'étiquette de « deuxième candidat du PS ». « Je ne suis, a-t-il dit, ni le Poullidor socialiste ni le Poullidor communiste ». Le 26^e congrès a montré que « la direction du PC reste sourde, qu'elle est impuissante à prendre en compte ce qui bouge », tandis que le PS « est un parti qui se refuse à transformer les rapports sociaux ».

De cette déclaration de principe, M. Juquin est passé au détail de son plan de campagne. Il affirme s'appuyer sur 300 comités de soutien à sa candidature et avoir la promesse de 450 signatures de maires. Coût prévisionnel de sa campagne : 10 millions de francs « dont nous n'avons pas le premier sou », il prévoit un prochain passage à la télé : « L'heure de vérité » — et il propose un face-à-face avec Raymond Barre sur la crise économique.

Quant à son argumentation : « Je n'arrive pas avec un programme bouclé, dit-il : je serai le candidat de tous ces mouvements qui veulent se faire entendre et ont tant de choses à dire », surtout « les inorganisés qui cherchent d'autres vertus dans l'action ». Seule proposition précisément affirmée : « Que la France renonce à la dissension nucléaire ».

Et pour le second tour ? « J'appellerai tous les électeurs et électrices à se mobiliser pour battre la droite ».

M. Pierre Juquin a terminé sa visite — ambassade limousine obligée — par un appel à M. Marcel Rigout : « un homme que j'admire énormément » — à ne pas rester sourd à notre appel... (Corresp.)

M. Mitterrand invite les indépendantistes de Nouvelle-Calédonie à « ne pas désespérer »

M. Jean-Marie Tjibaou, président du FLNKS (indépendantiste), repa-

ra par M. François Mitterrand le jeudi 10 décembre, a déclaré après cet entretien que le président de la République « souhaite que la justice française s'applique en Nouvelle-Calédonie comme ici ».

M. Mitterrand « m'a dit que sa porte est toujours ouverte à toutes les minorités », a indiqué M. Tjibaou, ajoutant que le chef de l'État avait exprimé le souhait « que nous ne désespérions pas de la situation » et que « son désir pour notre peuple, c'est qu'il vive pleinement ». Le président du FLNKS a déclaré encore :

« Nous avons redit que nous essayions de lancer une série de SOS à l'opinion, pour que la pression coloniale que le gouvernement

actuel exerce sur le terrain puisse un peu se relâcher, pour qu'il y ait plus de liberté pour notre peuple ».

À la suite de cette audience, M. Pierre Messmer, président du groupe RPR, a fait part de son « étonnement » puisque M. Tjibaou avait « lancé un appel au meurtre » après avoir invité ses partisans à « acheter des fusils » se met « délibérément hors la loi », ajoutant : « La caution que semble lui donner le président de la République, gardien des lois, est d'une extrême gravité » (1).

Cette rencontre, poursuit l'ancien premier ministre, « ne correspond en rien à une recherche d'apaisement. Elle ne peut que compromettre les rapprochements souhaités. Elle est une des manifestations de dédain à l'égard des Calédoniens qui sont

restés attachés à la France pendant les cinq ans du pouvoir socialiste, ou qui s'y sont ralliés au moment du référendum. C'est un acte contraire aux intérêts de la France ».

M. Bernard Pons, ministre des DOM-TOM, s'est déclaré à Nouméa « surpris » dans les mêmes termes que M. Messmer. Enfin M. Lafleur, député (RPR) du territoire, a demandé « l'arrestation » de M. Tjibaou.

(1) M. Tjibaou avait déclaré le 7 décembre : « Nous avons vu les limites de la non-violence. Nous pouvons continuer, mais ce serait envoyer les gens à l'abattoir. Si nous comprenons à dire à nos gens : il faut acheter des fusils, comprenez bien que c'est pour moi contre nature, car c'est pour les vivants et non pour les morts que nous revendiquons la liberté ».

NOUVEAUTÉS

LE CARNAVAL DES IMAGES
la fiction brésilienne
Michèle et Armand Mettelart. INA

la formation du dispositif télévisuel brésilien et ses enjeux pour les rapports télévision-société — 100F

CRISE ET MUTATION DU DOMAINE MUSICAL
Alain Le Diberder et Sylvie Pflieger
120F

LA DOCUMENTATION FRANÇAISE
29-31, quai Voltaire, Paris 7^e

NOUVEAUTÉS

PORTRAITS ÉCONOMIQUES DE LA CULTURE
Alain Busson et Yves Evrard

Pour comprendre le jeu économique et les logiques d'action du champ culturel.
Notes et Etudes Documentaires 48F

ÉCONOMIE ET CULTURE
volume 1
Xavier Dupuis et François Rouet
Les outils de l'économiste à l'épreuve
130F

LA DOCUMENTATION FRANÇAISE
29-31, quai Voltaire, Paris 7^e

NOËL A HAUSSMANN, MÊME LE DIMANCHE.



GALERIES LAFAYETTE, PRINTEMPS, MARKS & SPENCER, BOUCHARA, MONOPRIX, PRISUNIC, SERONT OUVERTS LES 13 ET 20 DÉCEMBRE.

Galleries Lafayette, Printemps, de 10h à 18h30.
Marks & Spencer, Bouchara, de 10h30 à 18h30. Monoprix, Prisunic, de 10h à 19h.

Noël

du vendredi 11 au jeudi 24 décembre

-30%

SUR TOUS LES PRIX
Cet escompte sera effectué à nos caisses

FOURRURES GEORGE V
40, Av. George V, Paris
MAGASIN OUVERT DE 10h à 19h30 SANS INTERRUPTION

ouverture exceptionnelle
DIMANCHE 13 décembre
METRO George V



A vintage computer system consisting of a CRT monitor, a desktop unit, and a keyboard. The monitor displays a 3D bar chart with five bars of different heights. The desktop unit is a dark, rectangular box with a floppy disk drive on the left side. The keyboard is a standard QWERTY layout with a numeric keypad on the right. The entire setup is presented in a high-contrast, black and white image.

Depuis sa création au début des années 80, la société COMPAQ® a accumulé les succès. Le secret de cette réussite ? Une gamme d'ordinateurs toujours plus performants qui ont systématiquement reçu un accueil triomphal des utilisateurs.

encore plus loin en présentant la deuxième génération de micro-ordinateurs 80386 avec le COMPAQ DESKPRO 386/20 et le COMPAQ PORTABLE 386, créant de fait le nouveau standard de référence.

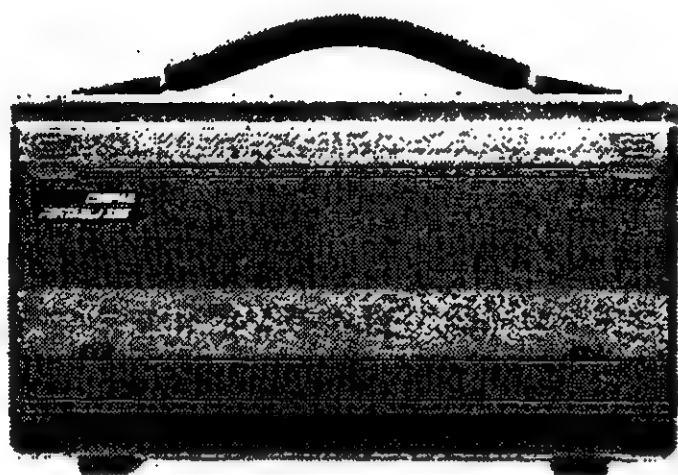
Des performances exceptionnelles. Ces deux nouveaux micro-ordinateurs fonctionnent à la vitesse inouïe de 20 MHz (3 à 4 fois plus rapides que les ordinateurs de type AT à 8 MHz).

fait, nous avons créé une nouvelle architecture en bus parallèles qui assure la meilleure performance globale sans sacrifier la compatibilité avec les périphériques au standard établi. Tous deux possèdent la fonction cache-disque pour diminuer les temps d'accès au disque dur. Ils détiennent aussi, chacun dans leur catégorie, le record absolu de capacités de mémoire et de stockage. Et en plus, grâce au nouveau DOS 3.3 de COMPAQ®, un seul fichier peut contenir jusqu'à 300 Mo de données.

line facile d'entretien.
Quand puis-je vous en parler ?

EURS
S

ET AILLEURS.



LE NOUVEAU COMPAQ PORTABLE 386™ 20 MHz

Une facilité d'utilisation surprenante. Souris, fenêtres, icônes, menus déroulants, fonctions multi-tâches, graphiques VGA: Windows/386 (déjà disponible) et OS/2® (pour bientôt) vont révolutionner l'utilisation des ordinateurs dans l'entreprise. En anticipant le standard du futur, les nouveaux micro-ordinateurs COMPAQ® exploiteront totalement ces nouvelles fonctionnalités, tout en préservant les investissements en matériel, en logiciels et en formation déjà effectués par les utilisateurs.

Quand puissance équivaut à flexibilité. Ces performances, couplées à un

grand choix d'options et une architecture ouverte, permettent une intégration parfaite de ces micro-ordinateurs dans des environnements aussi variés que sophistiqués: grands systèmes, réseaux locaux, réseaux télécom, pour n'en citer que quelques-uns. Tout ceci n'est qu'un aperçu des deux nouveaux micro-ordinateurs venant compléter une gamme de produits qui, COMPAQ® oblige, sont les plus rapides et les plus perfectionnés dans leur catégorie.

Pour obtenir plus de détails sur ces deux nouveaux micro-ordinateurs et toute la gamme COMPAQ®, le réseau des Reven-

deurs Agréés COMPAQ® est à votre disposition. Ce sont plus de 200 professionnels spécialement formés sur ces produits. Ils sont vraiment les mieux placés pour vous les faire découvrir. Contactez-nous pour les connaître. Ils vous aideront à identifier la meilleure solution. Appelez-nous au 16 (1) 64.46.36.25 ou écrivez à: COMPAQ, 5 avenue de Norvège, 91953 Les Ulis Cedex.

COMPAQ™

حکذا من الامل

14 Le Monde • Samedi 12 décembre 1987



Raoul, je t'adore.
Carte Noire, Carte Rouge, Rosé. Tu m'en fais voir de toutes les couleurs, mon petit Collet. Mais moi, j'aime ça. Tel homme, tel champagne. Tendre et bien charpenté. Voilà, comment tu me plais. Même ton millésimé a la saveur du terroir. Authentique comme toi. Et je sais maintenant où le trouver, ton champagne. Tous les bons professionnels le connaissent !

Champagne Raoul Collet, 400 vignerons l'ont signé.
Documentation sur simple demande à : Champagne Raoul Collet, B.P. 8, Ay-Champagne 51160.

CONCOURS

LE MONDE DU VIN

LES RÉPONSES

aujourd'hui : Questions 41 à 48

QUESTION N° 41

Un décret publié en septembre dernier définit les conditions de production d'une nouvelle appellation d'origine contrôlée. Laquelle ?

RÉPONSE N° 41 : Pessac-Leognan (le Monde du 31 octobre).

QUESTION N° 42

Une nouvelle mention figurera de manière obligatoire cette année sur les bouteilles de beaujolais nouveau ?

RÉPONSE N° 42 : Le millésime.

QUESTION N° 43

Un seul cépage est autorisé dans la production de jasnieres. Duquel s'agit-il ?

RÉPONSE N° 43 : chenin.

QUESTION N° 44

Au XVII^e siècle, une rumeur largement répandue disait que le vin d'Orléans était interdit à la table royale. Un médecin du roi, dans un traité de médecine et d'histoire médiévale paru en 1606, a largement nourri cette rumeur. Quel était son nom ?

RÉPONSE N° 44 : Du Chesne.

QUESTION N° 45

Le malbec est un des principaux cépages du Bordelais. Quel nom lui donne-t-on généralement dans la région de Cahors ?

RÉPONSE N° 45 : Auxerrois.

QUESTION N° 46

Les vins d'appellation Bourgueil sont presque toujours des vins issus d'un cépage unique : le cabernet franc. Une disposition réglementaire permet encore de revendiquer cette appellation pour les vins produits dans les exploitations qui possèdent entre 10 % et 25 % de cabernet-sauvignon. Jusqu'à quel millésime ?

RÉPONSE N° 46 : 2000.

QUESTION N° 47

Où trouve-t-on, à proximité de la Veuve, un pressoir à vis latérale des XV^e-XVI^e siècles en parfait état de conservation ?

RÉPONSE N° 47 : Dans la Sarthe, sur la commune de Chahaignes, au château de Bénéhard.

QUESTION N° 48

(...) Vigneron et marchand de vins à la Courville. Sa maison était le réceptacle des mendiants. Un esprit de vertige a fait courir en foule le peuple, les bourgeois et le grand chez lui, au point que ce pécunier a gagné autant à se montrer que ceux qui ont des animaux rares gagnent à les montrer à la foire. De qui s'agissait-il ?

RÉPONSE N° 48 : Jean Ramponneau.
NB : d'autres orthographes sont admises

Politique

Le renvoi de M. Christian Nucci devant la Haute Cour de justice

Le malaise du Sénat

Un sentiment de malaise a plané au palais du Luxembourg tout au long du débat, le jeudi 10 décembre, sur la proposition de résolution portant mise en accusation de M. Christian Nucci devant la Haute Cour de justice.

Le premier à le reconnaître est aussi le premier à intervenir : M. Charles Jolibois, rattaché administratif (RI, Maine-et-Loire), qui n'avait manifesté nul enthousiasme pour être le rapporteur de la commission chargée d'examiner la proposition de résolution adoptée le 8 octobre dernier par l'Assemblée nationale. M. Jolibois n'est guère sorti de l'épure acquiescente par la grande majorité de la majorité : la procédure suivie est applicable, irréprochable. Pour lui, le vote de la proposition implique non pas la culpabilité de l'ancien ministre socialiste, mais simplement la poursuite de l'instruction, indispensable à la manifestation de la vérité.

Mais à l'aise, un certain nombre de sénateurs avaient décidé... d'être discrets, c'est-à-dire absents. Si d'éventuels faits d'âme ne se sont concrétisés ni au RPR ni chez les républicains et indépendants, ils étaient manifestes chez les centristes et à la Gauche démocratique dont les bancs se sont déparés tout au long de la séance. Cette « désertion » s'explique d'autant mieux qu'à la différence de l'Assemblée nationale, le règlement du Sénat ne prévoit pour ce type de procédure qu'un simple scrutin public.

Les socialistes ont usé de la procédure pour tenter de rallier à leur cause le plus grand nombre possible de sénateurs. Ils ont ainsi défendu, sans succès, une exception d'irrecevabilité, une question préalable, une motion préjudicielle et une autre de renvoi en commission, ainsi qu'une quinzaine d'amendements. Chaque initiative étant sanctionnée par un scrutin public demandé indifféremment par leurs auteurs ou par la commission, voire par le groupe RPR ou celui des républicains et indépendants.

L'argumentation socialiste présentait deux faces. L'une juridique, abondamment développée par M. Michel Dreyfus-Schmidt, l'autre plus « sentimentale », affirmée par M. André Mérie.

« Défendre un homme »

Le premier, sénateur du Territoire de Belfort a expliqué que la procédure de la Haute Cour n'est pas conforme à la convention européenne des droits de l'homme, que cette Haute Cour est « incompétente » ; que la demande de mise en accusation a été provoquée par le gouvernement aux motifs non seulement que la Haute Cour serait compétente, mais qu'elle le serait exclusivement, ce qui n'est pas selon lui soutenable ; que la demande de mise en accusation s'appuie sur des documents que nul ne devrait connaître et en ignore d'autres qui les contredisent ; que le Sénat ne peut prendre de décision sans avoir accès au dossier dont l'instruction se poursuit en droit commun ; qu'un député en exercice et en session ne peut être poursuivi sans que soit préalablement levé son immunité parlementaire ; et enfin que si la Haute Cour doit être considérée comme exclusivement compétente, les réquisitions et l'ordonnance d'incompétence, bases uniques de la demande de mise en accusation, sont frappées de nullité comme ayant été rendues par des magistrats, eux, radicalement incompétents.

L'orateur reconnaît que le Sénat « peut tout faire » y compris « bafouer les règles les plus élémentaires du droit ». C'est une raison de

plus à ses yeux pour que le Sénat « s'honore aux yeux de l'histoire en respectant un Etat de droit qui se confond avec notre démocratie et avec la République ».

Le président du groupe socialiste, lui, avait choisi un autre registre en intervenant « non pour défendre un élu socialiste mais un homme », et en adjoignant ses collègues d'échapper à des « considérations politiques ».

Le troisième et ultime scrutin de la journée sur l'ensemble de la proposition de résolution a confirmé le trouble de la majorité : sur les trois cent dix-neuf sénateurs, deux cent soixante-trois seulement ont participé au vote. Il est vrai que dix-huit membres titulaires et suppléants de la Haute Cour ne pouvaient y participer.

Quant aux trente-huit autres, ils appartenaient aux rangs de la gauche démocratique, à commencer par leur président, M. Jacques Pelletier (radicaux de gauche comme MM. Maurice Faure et François Giacobbi ou radicaux valaisiens comme M. Michel Durafour) ou à ceux de l'Union centriste. Dix-neuf d'entre eux, dont M. Alain Poirer qui présidait la séance, n'ont pas participé au scrutin : parmi eux figure M. Jean Locammet, président de l'UDF. En outre, six Union centristes se sont abstenus volontairement.

Six sénateurs ont rejoint les socialistes : MM. François Abadie et Jean-Michel Baylet, Edgar Faure et Abel Sempé, tous quatre de la Gauche démocratique, ainsi que MM. Louis Virapoulé et Daniel Miland, tous deux de l'Union centriste. Les communistes, à l'exception de M. Henri Bangou (Guadeloupe), comme à l'Assemblée nationale, ont voté avec le RPR et les RI en faveur de la proposition de résolution.

A. Ch.

L'affaire est désormais du ressort de la commission d'instruction de la Cour de cassation

L'adoption par le Sénat de la proposition de résolution portant mise en accusation de M. Christian Nucci, ancien ministre délégué chargé de la coopération et du développement, devant la Haute Cour de justice met un terme à la procédure engagée à l'Assemblée le 27 mai dernier.

A cette date, M. Pierre Messmer et deux cent cinquante-cinq de ses collègues avaient déposé une proposition de résolution que le bureau de l'Assemblée avait déclaré recevable le 3 juin. Par la suite, ce même bureau avait déclaré irrecevables plusieurs propositions de résolution émanant du groupe socialiste et visant notamment à traduire M. Charles Pasqua, ministre de l'Intérieur, devant la Haute Cour de justice pour le « faux-faux » passeport délivré par la DST à M. Yves Chalier, ancien chef de cabinet de M. Nucci.

Constituée le 9 juin, la commission chargée d'examiner la proposition de résolution du RPR, de l'UDF et du Front national l'avait le 30 juin approuvée, après l'avoir modifiée. Dans la nuit du 7 au 8 octobre, 340 députés contre 211 l'avaient votée.

Le 8 octobre, la conférence des présidents du Sénat fixait au 14 l'élection de la commission chargée d'examiner cette proposition de résolution. Après avoir entendu M. Nucci (lequel avait également été reçu par la commission au jour de l'Assemblée nationale le 23 juin), la commission sénatoriale concluait le 1^{er} décembre ses travaux par deux votes.

Sur proposition de son rapporteur, M. Charles Jolibois (RI), dix-neuf sénateurs estimaient avoir « des éléments suffisants pour renvoyer l'instruction des faits susceptibles d'être imputés à M. Christian Nucci à la commission d'instruction de la Haute Cour de justice ». Sept (les six PS et M. François Giacobbi, G. dém.) étaient d'un avis contraire. La représentante du PCF, M^{me} Marie-Claude Beaudou, n'avait pas pris part au vote, pas plus qu'au scrutin suivant, qui portait sur la proposition d'adoption de la résolution dans le texte transmis par l'Assemblée nationale.

Dans ce second vote avaient été décomptés 16 voix pour, 6 voix (les socialistes) contre et 3 abstentions (M. Jacques Habert (non ins.) et MM. Georges Lombard et Marcel Rudloff (Un. cent.)).

La conférence des présidents du Sénat inscrivait le 3 décembre l'examen de la proposition de résolution en séance publique pour le jeudi 10 décembre.

D'après le vote positif du Sénat, la voie parlementaire est désormais close. Lui succède la voie judiciaire. Le président du Sénat a communiqué la résolution au procureur général près la cour de cassation, qui doit en assurer réception sans délai.

La commission d'instruction, désormais saisie, est un organe exclusivement judiciaire qui comprend cinq membres titulaires et deux membres suppléants désignés parmi les magistrats du siège de la Cour de cassation. Son président est choisi dans les mêmes formes parmi les membres titulaires (le Monde du 8 octobre).

Dès réception de la mise en accusation, la commission d'instruction est convoquée sans délai sur l'ordre de son président. Toutefois, dans l'intervalle, ce dernier peut accomplir tous les actes d'information utiles à la manifestation de la vérité.

Il peut également décerner des mandats, que ce soit de comparution, d'amener, de dépôt ou d'arrêt, contre le ou les accusés.

Dès sa première réunion, la commission est appelée à confirmer ou à infirmer les mandats décernés par son président. Cette commission est habilitée à procéder à tous les actes d'information qu'elle juge utiles à la manifestation de la vérité. Elle exerce collégialement les pouvoirs d'un juge d'instruction si son fonctionnement répond aux règles prévues par le code de procédure pénale ; toutefois, elle y déroge sur un point. Cette dérogation consiste dans l'absence de toute voie de recours contre les actes de la commission d'instruction. Autrement dit, une décision de renvoi en Haute Cour prise par cette commission purge la procédure qu'elle aurait suivie de tous ses vices.

Une autre dérogation existe par rapport au droit commun : la loi organique interdit la constitution de partie civile. Les intérêts civils ressortissent donc de la compétence de la juridiction de l'ordre judiciaire.

Quand la procédure lui paraît complète, la commission d'instruction ordonne, s'il y a lieu, le renvoi devant la Haute Cour. Elle n'est donc pas juridiquement tenue de prendre une ordonnance de renvoi : elle peut estimer que les faits ne constituent ni un crime ni un délit, parce qu'il n'existe pas de charges suffisantes contre l'accusé ; elle peut encore déclarer qu'il n'y a pas lieu à suivre, ce qui met un terme définitif à la procédure puisque les décisions de la commission sont insusceptibles de recours ; elle peut enfin estimer que les faits constituent un crime ou un délit, ce qui la conduit à ordonner le renvoi devant la Haute Cour.

Ce n'est seulement alors que, à la requête du procureur général, le président de la Haute Cour, en l'occurrence M. Jacques Larché (RI), serait amené à fixer la date d'ouverture des débats.

ANNE CHAUSSEBOURG.

● M. Magret : le virage Hennouin. — M. Bruno Magret, directeur de la campagne de M. Le Pen a estimé, le jeudi 10 décembre, que le rapport sur le racisme de M. Michel Hennouin, député RPR de l'Aisne, marque « un virage à cent quatre-vingt degrés des orientations idéologiques » du RPR et de l'UDF. M. Magret a annoncé qu'il avait adressé une lettre à tous les députés de la majorité, dont M. Barré, afin de leur demander de se situer vis-à-vis de ce rapport. Ces réponses a-t-il précisé seront « un élément d'appréciation important » pour l'attitude du FN et de M. Le Pen, dans les échéances électorales prochaines.

Une nouvelle vente par Minitel

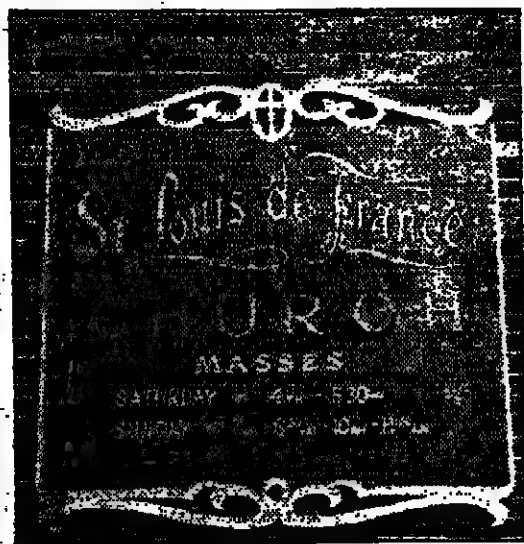
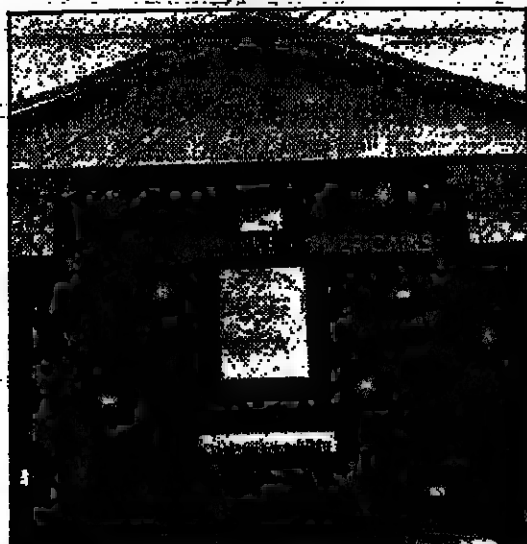
EN DIRECT
DES VIGNERONS

Pour votre cave, ou pour offrir

les « bons crus »
des régions
de France.

Bourgogne
Bordeaux
Champagne
Cahors
Cognac
Jura
Loire
Midi
Nord
Pays de la Loire
Provence
Rhône
Savoie
Vaucluse
Alsace
Lorraine
Normandie
Picardie
Flandres
Wallonie
Luxembourg
Autriche
Hongrie
Tchécoslovaquie
Pologne
Yougoslavie
Grèce
Espagne
Portugal
Italie
France
Suisse
Allemagne
Belgique
Pays-Bas
Danemark
Suède
Norvège
Finlande
Irlande
Angleterre
Ecosse
Pays de Galles
Irlande du Nord
Malte
Chypre
Turquie
Israël
Liban
Syrie
Jordanie
Arabie Saoudite
Émirats Arabes Unis
Oman
Yémen
Arabie Émirate
Bahreïn
Koweït
Qatar
Arabie Saoudite
Émirats Arabes Unis
Oman
Yémen
Arabie Émirate
Bahreïn
Koweït
Qatar

Livraison sous 8 jours



De la frontière canadienne
aux environs de New-York,
ils sont cinq cent mille
à se souvenir,
avec leurs églises,
leurs journaux,
leurs traditions,
de la France et du français.

Sous la Nouvelle-Angleterre la vieille France

Le Monde
SANS VISA

par Jean-Pierre
Péroncel-Hugoz

«RÉLISEZ Gus
Coutu au conseil
municipal! Il est
opposé à la
construction d'une
usine de transformation des
déchets. » Ordures, vandalisme
et drogues, logement illégal, man-
que de police et protection. Je
connais les problèmes et j'ai les
solutions. Écrivez-moi! Signé :
Tary Poulton. - Y a-t-il des élec-
tions à la mairie de Marseille ou
de La Grange-Colombes? Non,
à Lowell, Massachusetts, cent
mille habitants. Et ces placards
publicitaires paraissent dans le
Journal de Lowell, publié en fran-
çais depuis douze ans, en pleine
Nouvelle-Angleterre, vieille terri-
toire anglo-américain d'Amérique d'il y a
cent ans.

Dans la même feuille, le révé-
rend Armand Morissette vient
à la Grange, restaurant fran-
çais au cœur de Maynard, bourg
colonial charmant. Le
potage aux légumes y est très
nourrissant, la soupe à l'oignon
au grain parfait et la vichyssoise
un régal. Les ragouts sont
surprenants et les sautés à l'ail
insurpassables. Comme entre-
meats, vous avez des crêpes
Suzette, des fraises parisiennes,
de la crème caramel ou de la
mousse au chocolat.

Boeuf bourguignon et crêpes canadiennes

Il y en a comme cela sur deux
bonnes colonnes, qui ne se
concluent pas par une absolue
pour péché de gourmandise, mais
par la nouvelle du récent passage
approuvé à la Grange de
Mme Paulette Garnier, qui, étant
de Bordeaux, « s'y connaît à
fond ». Même les meilleurs vins
de son terroir étaient au reste pré-
sents à l'appel. Les Américains de
la côte Est n'ont plus besoin de
franchir l'Océan pour savoir ce
qu'est le plaisir du bien manger.

Quelques pages plus loin, entre
l'érection d'un monument aux
vétérans de Centralville, toujours
dans le Massachusetts, et la photo
moustache de Ray Le Blanc,
style quadragénaire avantageux
de Marmade ou Castelmendary,
quelque candidat au conseil munici-
pal de Lowell, le poète local,
Jean-Claude Boismier, ne craint
pas de célébrer « la femme bre-
tonne » qui cuisine « des crêpes
pour le marin de Cancale ».

Dans bien des boîtes aux let-
tres, le même jour, atterrit une
missive aux armes du Cercle
Jeanne-Mance, fondé en 1931
pour perpétuer le souvenir de
cette Langroise qui fut l'un des
fondateurs de Montréal.

Marthe Pelouquin-Biron,
Marielle Pétrin, Madeleine
Soncy, Jeanne Brouillard, Moni-
que Blanchette, et quelques
autres dames aux noms et pré-
noms qui fleurissent délicieusement
bon leur Maron Lescaut ou leur
Maria Chapdelaine, vous
convient à leur loterie de Noël
avec « rafle et tirage de petits bi-
lets », mais aussi à tester le ré-
sultat concret de leurs meilleures
recettes : tourtière avec corni-
chons, boeuf bourguignon avec riz
persillé et pain français, fèves au

lard avec jambon, crêpes cana-
diennes, etc.

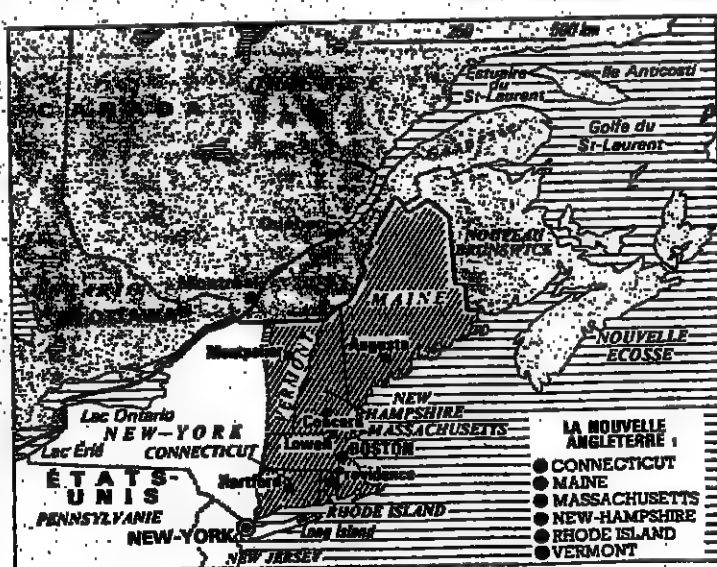
Où, frottez-vous encore les
yeux, ces sottes et ces plumes
épiscopales, ces maîtresses de
maison qui traient en enfer pour
vous régaler, ces lecteurs friands
de tout cela sont bien citoyens du
plus vaste deserts gastronomique
de la planète : les États-Unis
d'Amérique. Mais ils appartiennent
aussi à une étrange galaxie
baptisée par eux « Franco-
Américaine » et habitée par les
« Franco ».

Le territoire de cette peuplade
inconnue s'étend en villages ou
quartiers, des confins québécois
aux portes de New-York. En
1987, parmi les douze millions
d'anglophones de la Nouvelle-
Angleterre, plus marqués par la
waspérie - White Anglo-Saxon
Protestant - que par le latin, il
vivent quelque cinq cent mille
personnes de langue maternelle
française, regroupées en cinq
cent associations, entretenant des
dizaines de paroisses où l'Evan-
gile est lu avec l'accent montréalais
et déchanté à chaque sommet
francophone une seconde sour-
cilieuse et timide de religieux,
hommes d'affaires et universi-
taires aux patronymes berrichons
ou poitevins.

Citoyens des États-Unis
aujourd'hui à part entière, ils n'en
cultivent pas moins leur diffé-
rence, allant jusqu'à arborer
depuis 1983, un drapeau « offi-
ciel » où la fleur de lys franco-
québécoise forme le cœur d'une
étoile américaine. Depuis deux



La famille du photographe Urio Bourgeois vers 1908.



ans, cet emblème flotte aussi,
avec neuf autres fanions améri-
cains (louisianais, acadien, québé-
cois, franckois du Saskatchewan,
francko-manitobain, etc.) dans le
parc de l'Amérique fran-
çaise à Québec (1).

Lowell, malgré son nom
emprunté à l'un des premiers rois
de l'industrie nord-américaine a
toujours fait un peu figure, natu-
rellement contestée et jalonnée, de
capitale de cette petite nation
« française » discrètement incor-
porée sur le corps de la grande
nation « étatsunienne ». A cause
des eaux ruisselantes du fleuve
Merrimack, qui porte toujours un
nom de leur langue, les pauvres
Américains de la région, jadis,
furent vite chassés ou exterminés
par les conquérants européens; on
les remplaça par d'autres vic-

times, transportées par bateaux
entiers de la catholique et misé-
rable Irlande. De ces conjonctions
de sang et de sueur naquit l'indus-
trie textile du Nouveau Monde,
des les toutes premières décennies
du dix-neuvième siècle.

Avant même la mi-siècle, les
tisserands irlandais furent
épaulés, puis presque complète-
ment remplacés par d'autres
immigrés, tout aussi pauvres et
tout aussi papistes : des
Canadiens-Français fuyant la
rude férule des « habits rouges »
de la reine Victoria.

Ce sont ces Québécois et Aca-
diens déracinés qui, à Lowell et
dans maintes autres cités indus-
trielles de Nouvelle-Angleterre,
semèrent un peu partout des
« petits Canadas », conglomerats
riches et sombres de maisons de
bois collectives, arborant au front

la bonne tache blanc et bleu d'une
vierge; sous sa protection, les
femmes en sarrau gris et chignon
sans chichis préparaient la tour-
tière au porc, (venue, dit-on, de
Vendée) en attendant que
l'homme rentre du turbin.

Ces quartiers de valeureuse
misère ont, depuis vingt-cinq ans,
été presque tous bêtement
démolis. A Manchester (New-
Hampshire), à Lowell, ou à
Hampshire, on a réussi à
temps à sauver au moins
d'anciennes manufactures de bri-
que rouge à l'architecture conven-
tionnelle; elles regardent maintenant
les cours d'eau rendus à leur
clarté d'avant Christophe Colomb
par la décadence industrielle, au
reste suivie par une renaissance
heureusement fondée sur des pro-
ductions propres d'ordinateurs et
autres machines de pointe.
Lowell, transformée en premier
parc national urbain des États-
Unis, est enfin devenue fière de
ses origines ouvrières - et fran-
çaises. Elle a pieusement recueilli
jusqu'aux anciennes bobines à tiser
qu'elle revend, muées en stylo-
graphes, à ses visiteurs.

Deux cents écoles, trois cents
églises et autant de publications
- notamment le revendicatif *Tro-
vailleur* de Linwood, Massachu-
setts, publié pour la première fois
en 1875, et disparu sans doute
définitivement en 1976, - ainsi
que quatre cents sociétés
d'entraide furent les remparts de
paroles et de papier derrière les-
quels les Franco, durant plus
d'un siècle (1850-1960), protégè-
rent ce que l'on appelle
aujourd'hui leur « identité » (on
parlait naguère de « personna-
lité ») et se protégèrent de la dure

condescendance des « Wasp »,
prompt à lancer : « *Speak
white!* » à ces demeures qui s'ob-
tinaient à jacter français; et
encore avec l'intonation « impos-
sible » qui avait dû être celle des
paysans français de l'Ouest au
Grand Siècle!

Informatisées, devenues parfois
de puissantes banques, la Caisse
populaire Sainte-Marie de Man-
chester ou Sainte-Jeanne-d'Arc de
Lowell, la Société de secours
mutuel l'Assomption, « créée en
1903 à Waltham, Massachusetts,

pour hâler ensemble », l'Union
Saint-Jean-Baptiste d'Amérique
du Rhode-Island et bien d'autres
compagnies socio-financières aux
initiales de litanies ou de croi-
sades attestent toujours de
l'imprégnation canado-française
de la côte Est.

(Lire la suite page 16.)

(1) Le Secrétariat permanent des
peuples francophones d'Amérique du
Nord, créé en 1981, est à l'origine de
cette initiative. SPFF, 129, Côte de la
Montagne, G1K4E6, Québec, Canada.

EXPLORATOR

EXPEDITIONS

FAITES CONNAISSANCE

L'expédition c'est la rencontre d'une autre culture. Un
dépaysement total. Des paysages inouïs, des regards
inoubliables. Autant de pays, autant de découvertes.
Botswana, Bouthan, Éthiopie, Galapagos, Guatemala,
Ladakh, Mongolie, Patagonie, Penjab, Rwanda, Sahara,
Tibet, U.S.A., Yémen...

Brochure sur simple
demande à :
EXPLORATOR
10, place de la Madeleine
75000 Paris
Tél. (1) 42.58.88.24

(Suite de la page 15.)

ESCALES

Voyage en Bourse

Etant donnée la conjoncture, Jean Seraqui, directeur de la Lettre hebdomadaire de gestion boursière, et le groupe hôtelier Royal Monceau ont eu une... riche idée : organiser, à partir de janvier 1988, des « week-ends boursiers », à l'intention des particuliers.

Tout savoir, en deux jours, sur les marchés boursiers, les modes de cotation, les ordres, les produits boursiers, les courtages, etc. Tout connaître de l'analyse boursière et des stratégies qui en découlent, en faisant, de surcroît, le tour des places financières, de Wall Street à Tokyo.

Pas plus de trente-cinq personnes par séminaire. Trois cadres raffinés, en alternance : l'hôtel Royal Monceau à Paris (tél. : 45-61-98-00), l'hôtel Miramar à Biarritz (tél. : 59-24-85-20) et l'hôtelier du Moulin de la Roque, près d'Avignon (tél. : 90-82-14-62). Le prix du séjour varie, selon les établissements, de

1 750 F à 2 680 F par personne en chambre double et de 2 120 F à 3 420 F en chambre individuelle. Il comprend deux nuits, deux petits déjeuners, deux déjeuners, les pauses-café, les cours de Jean Seraqui, l'expertise confidentielle du portefeuille du participant et... le champagne à l'arrivée, le vendredi soir. Se renseigner directement, notamment sur les dates, auprès de la direction de chaque hôtel.



PASCAL AUC/SPA PRESS

Neige canadienne

A 80 kilomètres au nord de Montréal, le domaine du Mont-Castor : un complexe de sports d'hiver, près de Sainte-Agathe-des-Monts, dans la région des Laurentides, au Québec. On loge dans des chalets de bois, confortables et bien équipés (cuisine et télé), au milieu des sapins. Un paradis pour le ski de fond (plus de 100 kilomètres de chemins balisés). Avec aussi la possibilité de pratiquer le ski alpin (y compris en nocturne !), les promenades en raquettes, en traineau ou en motoneige (skidoo), et le patinage. Forfaits proposés pour les équipages et les remonte-pentes. Excursions à Montréal ou Laval.

Pour sept nuits, il en coûte 3 385 F par personne pour un chalet occupé par quatre personnes, prix comprenant le transport aérien aller-retour, les transferts, le linge de maison. Les repas, non inclus, peuvent être pris dans le restaur-

ant du complexe, pour un prix très modéré (autour de 50 F). Un produit proposé par Air Canada (24, boulevard des Capucines, 75009 Paris. Tél. : 47-42-21-21), mais également par Canadian National (1, rue Scribe, 75009 Paris. Tél. : 47-42-76-50), dont le forfait de huit jours (le vol charter, le chalet, la demi-pension et l'équipement) coûte 3 700 F par personne, jusqu'en mars 88.

La Côte à cent ans

Un écrivain méconnu, Stephen Liégard, a, le premier, en 1888, rebaptisé la Riviera « Côte d'Azur ». Les organisateurs du carnaval de Nice 1988, qui a lieu du 11 au 24 février, ont donc choisi pour thème de leur manifestation : « La Côte d'Azur à cent ans ». Des chars évoquant le Festival de Cannes, le Rallye de Monte-Carlo, la baie des Anges, l'hippodrome de Cagnes-sur-Mer, etc., côtoient celui de Sa Majesté Carnaval, qui prendra pour l'occasion le



MARTINE FRANCO/MAGNUM

titre de « roi de la Côte d'Azur ».

Le carnaval 1988 durera deux semaines au lieu de trois, afin d'offrir un programme plus dense : le nombre des festivités ne sera pas réduit. Il a été fixé pendant les vacances scolaires pour permettre aux élèves des trois académies régionales concernées de participer notamment, au carnaval des enfants, prévu le lundi 15 février. Le prix des places varie de 20 F à 80 F pour les cors et de 30 F à 85 F pour les batailles de fleurs. Le vendredi 12 février aura lieu, au Palais des congrès de Nice, un spectacle télé-

visé pour élire la « reine des reines de carnivals ». Prix des places : 120 F, 150 F et 200 F.

Renseignements : Comité des fêtes, des arts et des sports, 5, promenade des Anglais, 06000 Nice ; tél. : 93-87-16-28.

Réveillon à l'abbaye

Fondée en 1101 par Robert d'Arbrissel au carrefour de l'Anjou, de la Touraine et du Poitou, l'abbaye de Fontevraud abrita un ordre mixte dirigé par une abbesse qui commandait religieuses et moines. Elles furent ainsi

trante-six, dont la moitié de sang royal, à gouverner ce lieu déserté à la Révolution et transformé en prison par Napoléon. Ce qu'elle resta jusqu'en 1963.

Superbement restaurée, l'abbaye propose à l'occasion du réveillon de fin d'année, pour un prix très abordable, un séjour du 31 décembre au 3 janvier. On loge dans les anciennes cellules des moniales du prieuré Saint-Lazare, on petit-déjeune dans l'ancien réfectoire à voûtes et on réveillonnera avec un menu gastronomique régional concocté par Michel Raffault.

Figurent également au programme : une messe chantée, une visite des lieux et de la région, notamment de caves de dégustation des vins du Saumurois, de villages troglodytiques et du château de Saumur. Un week-end qui s'achève par un dîner médiéval. Il en coûte 1 850 F par personne en chambre double, tout compris. Informations auprès de l'agence Multitour, à Paris, (42-60-82-09), ou à Fontevraud (Laurent Poggi au 41-51-73-16).

COPENHAGUE

Capitale des Fêtes

LE DANEMARK

vous accueille chaleureusement en long week-end à Copenhague à partir de 2.000 F (sejour/hôtel/petit déjeuner)

En février à partir de 1.700 F.

Documentation gratuite sur simple demande à l'OFFICE NATIONAL DU TOURISME DU DANEMARK 142, Champs-Élysées - 75008 Paris (01) 45 62 17 02

☐ Restaurants gastronomiques à Copenhague.

☐ Liste des hôtels au Danemark

☐ Documentation générale Danemark

NOM _____

Adresse _____

Code postal _____ (90)

DANEMARK

- à vous de tout cœur -

AIR HAVAS

EN EXCLUSIVITE

LA REUNION 3 700 F

Pour les départs 3-10-17-24 janvier, 6-13 mars 1988.

Extension possible Ile Maurice.

Vente et transport soumis à des conditions particulières. Prix au 01.11.87

En vente à la boutique AIR HAVAS 15, avenue de l'Opéra - 75001 Paris - Tél. 42 96 97 34 et dans les 375 agences HAVAS-VOYAGES.

Conditions générales dans le catalogue AIR HAVAS.

Havas Voyages : faites la différence

ACCESS VOYAGES

LES AMERIQUES AU MEILLEUR PRIX

	42	48	45	48
NEW YORK	1790 F	2080 F	1700 F	2050 F
ANCHORAGE	2080 F	2380 F	1990 F	2290 F
ATLANTA	1620 F	1920 F	1630 F	1930 F
BALTIMORE	1790 F	2080 F	1630 F	1930 F
BOSTON	1620 F	1920 F	1630 F	1930 F
CHICAGO	1620 F	1920 F	1630 F	1930 F
CLEVELAND	1620 F	1920 F	1630 F	1930 F
DALLAS	1620 F	1920 F	1630 F	1930 F
DENVER	1620 F	1920 F	1630 F	1930 F
DETROIT	1620 F	1920 F	1630 F	1930 F
HOUSTON	1620 F	1920 F	1630 F	1930 F
LAS VEGAS	1620 F	1920 F	1630 F	1930 F
LOS ANGELES	1620 F	1920 F	1630 F	1930 F
MADRID	1620 F	1920 F	1630 F	1930 F
NEW ORLEANS	1620 F	1920 F	1630 F	1930 F
ORLANDO	1620 F	1920 F	1630 F	1930 F
PHILADELPHIE	1620 F	1920 F	1630 F	1930 F
PHOENIX	1620 F	1920 F	1630 F	1930 F
PITTSBURGH	1620 F	1920 F	1630 F	1930 F
PORTLAND	1620 F	1920 F	1630 F	1930 F
SAINT LOUIS	1620 F	1920 F	1630 F	1930 F
SAN DIEGO	1620 F	1920 F	1630 F	1930 F

ET ENCORE D'AUTRES DESTINATIONS

REDUCTION POSSIBLE EN 1^{re} CLASSE ET CLASSE AFFAIRES

Toute soumission sans prise en compte des restrictions peut s'appliquer.

ACCESS VOYAGES

6, rue Pierre-Lescot - 75001 PARIS - Métro et RER Châtelet-Les Halles

Tél. (1) 40 13 02 02 ou 42 21 46 94

et en exclusivité

1500 villas de vacances à louer en Toscane, Ombrie...

Amoureux de la Toscane, Ombrie, Venétie, Sicile... Cuendet vous propose un choix de plus de 1500 fermes, villas et résidences de caractère, tout équipées et merveilleusement situées en Italie.

Demandez dès maintenant le nouveau catalogue Cuendet 1988 (40 F). Toutes les villas y sont présentées en couleur et décrites en détail !

Pour obtenir le catalogue Cuendet, envoyez un chèque de 40 F à l'ordre de Cuendet à :

Destination CUENDET - M4 10, rue de Vauvillers - 75001 PARIS - Tél. 42.33.38.16

OTU LE SKI PAS CHER !

HÔTEL : SEJOUR AVEC ANIMATION

VARS BARDONECCHIA pension complète à partir de **950 F** tout compris à partir de **1690 F**

LOCATION : FORFAIT REMONTEES INCLUS

LA PLAGNE REALLON à partir de **1192 F** à partir de **515 F**

OTU-VOYAGE : 43 29 12 88

137, boulevard St Michel 75005 PARIS

EN PROVINCE : dans les CROUS et les CLOUS

"PARTEZ A LA RENCONTRE D'AUTRES PERSONNES : JESUS, SAINT-PAUL..."

NDS D'AUTRES VOYAGES.

Chacun dans sa vie ressent la nécessité d'aller vers d'autres lieux, de faire d'autres rencontres. Parler vers ceux qui ont fait notre histoire, bâti notre Foi, c'est le sens même du pèlerinage.

De Jérusalem à Saint Jacques de Compostelle, vers tous ces lieux où souffle l'esprit, NDS depuis 115 ans propose des pèlerinages en petit groupe, en avion, en bateau et même à pied. Dans une ambiance conviviale, revivrez les grands pèlerinages.

C'est possible dès aujourd'hui avec NDS et vers toutes les destinations.

Pour faire des rencontres extraordinaires il y a un catalogue, celui de NDS, demandez-le.

8 JOURS EN TERRE SAINTE 4950 F tout compris (du 14 au 21 janvier 1988)

NDS D'AUTRES VOYAGES.

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Code Postal _____ Téléphone _____

Desire recevoir, sans engagement, le catalogue NDS 88. Pour toute information supplémentaire, appelez également sur Minitel au 5614

NDS

5, rue Saint-Roman, 75008 PARIS

Tél. (1) 45 49 20 30

Paris Bangkok en 12h30 tous les jours. A partir du 5 Décembre 1987.

Plein ciel avec Thai. tous les jours au départ de Paris.

123, av. des Champs-Élysées 75008 PARIS - Tél. 47.20.86.15 - 6, av. de Suède, Park Hotel 06012 NICE - Tél. 93.16.27.77

ARC

سكز من الامل

JEUX

échecs

N° 1258

DEUX STYLES

(Dernière partie du match de championnat du monde, Séville, 23 novembre 1987)
Blancs : E. KASPAROV
Noirs : A. KARPOV
Partie anglaise.

1. e4 e5 2. Cf3 Cc6 3. Cc3 Cf5 4. g3 Fd4 5. Fg2 0-0 6. 0-0 Td8 7. d3 (b) Fc7 8. bxc3 9. Cc4 (d) h6 10. dxc4 (e) Cx4 11. Dc2 12. cxd5 13. Fxg7 14. F3 Cx6 15. Fd3 16. Fg3 17. Ff3 18. Td1 19. f4 20. e5 (k) Fg6 21. Cf5 (l) Dd6

NOTES

a) Dans cette variante des quatre C., les Blancs disposent également de deux autres continuations, 6... Fxc3 et 6... Fd4. b) 7. Cc5 est plus connu et donne lieu à une position équilibrée; par exemple, 7... Cxd5 (meilleure que 7... e4; 8. Cc1, d6; 9. d3, Fxé1; 10. Txe1, dxc3; 11. Fg5, dxc2; 12. Txe2, Txe2; 13. Dxe2, Ff6; 14. Cxh6+, gxf6; 15. Fh4 et les Blancs exercent une forte pression sur l'aile - R comme dans la partie Stryanov-Mestel, Hastings 1973 et plus acide que 7... Ff8; 8. d3, h6; 9. Fd2, d6; 10. Fc3, Cxd5; 11. exd5, Cx7; 12. d4, g6; 13. dxc4, Cx6; 14. d4 - Stein-Baron, 1972 -;

8. exd5, Cx4; 9. Cc1, g6; 10. d3, Cx5; 11. d3, Cx7; 12. Cx2, Ff8; 13. dxc6 (Petrovian-Kuzmin, Moscou, 1974). On peut aussi entrer dans la variante 7. Cc1, Fxc3; 8. dxc3, 64. c) Simple et efficace. Le coup préventif h6 peut encore attendre. Sur 7... h6 on se souvient de la belle démonstration de Petrosian contre Gheorghiu à Moscou en 1966 : 8. Cc5, Ff8; 9. Cxf6+, Dxf6; 10. Cx2, d6; 11. Cc4, Dd8; 12. Cc3, Fd7; 13. b4, Dd8; 14. Td1, Fd3; 15. d4, Fxg2; 16. Rxc2, g6; 17. d4, Fg7; 18. h5, g5; 19. Cc5, Cx4; 20. Cx3, F5; 21. Fd2, Fx4; 22. dxc4, D6; 23. F3, b5; 24. exb5, Dxc2; 25. Dd3, Dd2; 26. Dxc2, Cx2; 27. Cx5, Tg8; 28. Td1 et les Blancs gagnent facilement. d) On 9. Cc5, dxc3; 10. dxc3, h6 on décline que 9. Cc1, d5. e) 10. Cx6 est à examiner : 10... dxc6; 11. dxc4, Dxd1; 12. Txd1, Cx4; 13. Fx4, Txe4; 14. Td4+, Rb7; 15. Fg3 avec un bon jeu pour les Blancs; cependant, 10... bxc6 est aussi digne d'attention pour les Blancs (ou aussi 10... dxc6; 11. dxc4, Dd7; 10. g5 est digne de 10... dxc3; 11. Dxd3, Cx5; 12. Dc2, Dd7; 13. Fd3, Cx4 (Stein-Hasson, 1972). Une partie Miles-Plesch de 1983 se poursuivait ainsi : 10. Dd2, Dd7; 11. Cx5, Dd5; 12. Cx3, d6; 13. Cx5, dxc3; 14. dxc3, Cx5; 15. exd5, Cx4; 16. exb5, Dxc1; 17. Fb2, Dxc2 (17... Dd1); 18. Dc3, f6; 19. Td1, abandon. f) Les Blancs semblent tout à fait à leur aise dans cette ouverture qui ne leur a

demandé jusqu'à ce huit minutes de réflexion. g) Quel est le bon plan pour les Blancs ? Le champion du monde réfléchit ici trente-six minutes. h) Le plus solide selon Tal qui jonglait dans le sillage de la presse avec la variante 13. Td1; Ff5; 14. F3, Cx2; 15. d4, Cxd1. i) Pour la première fois dans cette partie, Karpov se plonge dans une longue méditation; il lui faut, en effet, prévoir la future expansion des pions blancs e et f soutenus par les F3 et F5. Arriver la première menace 14. e4 (si 14... Cxd4; 15. exd4, Dxd4; 16. Fb2) et forger un plan défensif sérieux. Le contrôle de la case g4 est le premier élément d'une très jolie construction. j) Et non 18... g5; 19. Cx3. k) Les Blancs occupent le terrain et avancent leurs pions, activant ainsi leurs F; les Blancs ont une structure de pions intacte; chaque adversaire a probablement la position qu'il espérait. l) Si 21... Td4, Dd7 (menaçant 22... b5); 22. f5, g5 avec des complications favorables aux Blancs. m) Si 22. Cx4, Fxd1; 23. Cx6, Fxc2 et les Blancs gagnent une pièce. n) La D noire se déplace avec prudence. L'échange des T était plutôt favorable aux Blancs. o) Karpov a toujours besoin d'initiative et d'attaque; la défense rampante n'est pas dans son style; devant le monstre 24... g5 (23. Cx5, Ff5), il a résisté pas et se lance dans une entreprise audacieuse, sacrifiant un pion pour un autre choix ?

p) Si 27. Df4, Cx3. q) Menaçant les pions f5 et g5. r) La position imaginée par Karpov. Le pion f6 est dangereux, le Cx5 est bon jeu, le Fg2 et la Td1 sont actifs, bref, une position qui comporte suffisamment de possibilités pour compenser le pion perdu. s) Mais voici que Karpov trouve immédiatement la défense la plus précise, malgré le résultat. t) Si 35. Df5, Dd6. u) Dans cette partie, les C ont dominé les F. v) Les deux joueurs ne disposent plus que d'une minute avant l'ajournement. Les Blancs sont perdus et ne résistent pas la partie. Les Blancs, admirablement contraincis, n'ont aucun mal à gagner, entre leur pion de plus. Par exemple, 41... Td3; si 42. Fg2, Dd5+; 43. Rg1, Td2. Une belle victoire du challenger. Sélection de l'étude n° 1257. V.A. Karpov (1937). (Blancs : Ra2, Cc5 et 68, Fd7, d7, g7. Noirs : Rh5, Fg6 et 65, Cc2, Fd3, c2, g4.) Après 1. Cc4-f7, Rh4; 2. d5-d6 les Blancs menacent d'un échec à la déesse verte mais les Blancs font mat par 2... g5-Cx1; 3. Ra1, Cx3+; 4. Cx4+; 5. Rh4; 6. Cx6+; 7. Cx6+; 8. Rh4; 9. Cx6+; 10. Rh4; 11. Cx6+; 12. Rh4; 13. Cx6+; 14. Rh4; 15. Cx6+; 16. Rh4; 17. Cx6+; 18. Rh4; 19. Cx6+; 20. Rh4; 21. Cx6+; 22. Rh4; 23. Cx6+; 24. Rh4; 25. Cx6+; 26. Rh4; 27. Cx6+; 28. Rh4; 29. Cx6+; 30. Rh4; 31. Cx6+; 32. Rh4; 33. Cx6+; 34. Rh4; 35. Cx6+; 36. Rh4; 37. Cx6+; 38. Rh4; 39. Cx6+; 40. Rh4; 41. Cx6+; 42. Rh4; 43. Cx6+; 44. Rh4; 45. Cx6+; 46. Rh4; 47. Cx6+; 48. Rh4; 49. Cx6+; 50. Rh4; 51. Cx6+; 52. Rh4; 53. Cx6+; 54. Rh4; 55. Cx6+; 56. Rh4; 57. Cx6+; 58. Rh4; 59. Cx6+; 60. Rh4; 61. Cx6+; 62. Rh4; 63. Cx6+; 64. Rh4; 65. Cx6+; 66. Rh4; 67. Cx6+; 68. Rh4; 69. Cx6+; 70. Rh4; 71. Cx6+; 72. Rh4; 73. Cx6+; 74. Rh4; 75. Cx6+; 76. Rh4; 77. Cx6+; 78. Rh4; 79. Cx6+; 80. Rh4; 81. Cx6+; 82. Rh4; 83. Cx6+; 84. Rh4; 85. Cx6+; 86. Rh4; 87. Cx6+; 88. Rh4; 89. Cx6+; 90. Rh4; 91. Cx6+; 92. Rh4; 93. Cx6+; 94. Rh4; 95. Cx6+; 96. Rh4; 97. Cx6+; 98. Rh4; 99. Cx6+; 100. Rh4; 101. Cx6+; 102. Rh4; 103. Cx6+; 104. Rh4; 105. Cx6+; 106. Rh4; 107. Cx6+; 108. Rh4; 109. Cx6+; 110. Rh4; 111. Cx6+; 112. Rh4; 113. Cx6+; 114. Rh4; 115. Cx6+; 116. Rh4; 117. Cx6+; 118. Rh4; 119. Cx6+; 120. Rh4; 121. Cx6+; 122. Rh4; 123. Cx6+; 124. Rh4; 125. Cx6+; 126. Rh4; 127. Cx6+; 128. Rh4; 129. Cx6+; 130. Rh4; 131. Cx6+; 132. Rh4; 133. Cx6+; 134. Rh4; 135. Cx6+; 136. Rh4; 137. Cx6+; 138. Rh4; 139. Cx6+; 140. Rh4; 141. Cx6+; 142. Rh4; 143. Cx6+; 144. Rh4; 145. Cx6+; 146. Rh4; 147. Cx6+; 148. Rh4; 149. Cx6+; 150. Rh4; 151. Cx6+; 152. Rh4; 153. Cx6+; 154. Rh4; 155. Cx6+; 156. Rh4; 157. Cx6+; 158. Rh4; 159. Cx6+; 160. Rh4; 161. Cx6+; 162. Rh4; 163. Cx6+; 164. Rh4; 165. Cx6+; 166. Rh4; 167. Cx6+; 168. Rh4; 169. Cx6+; 170. Rh4; 171. Cx6+; 172. Rh4; 173. Cx6+; 174. Rh4; 175. Cx6+; 176. Rh4; 177. Cx6+; 178. Rh4; 179. Cx6+; 180. Rh4; 181. Cx6+; 182. Rh4; 183. Cx6+; 184. Rh4; 185. Cx6+; 186. Rh4; 187. Cx6+; 188. Rh4; 189. Cx6+; 190. Rh4; 191. Cx6+; 192. Rh4; 193. Cx6+; 194. Rh4; 195. Cx6+; 196. Rh4; 197. Cx6+; 198. Rh4; 199. Cx6+; 200. Rh4; 201. Cx6+; 202. Rh4; 203. Cx6+; 204. Rh4; 205. Cx6+; 206. Rh4; 207. Cx6+; 208. Rh4; 209. Cx6+; 210. Rh4; 211. Cx6+; 212. Rh4; 213. Cx6+; 214. Rh4; 215. Cx6+; 216. Rh4; 217. Cx6+; 218. Rh4; 219. Cx6+; 220. Rh4; 221. Cx6+; 222. Rh4; 223. Cx6+; 224. Rh4; 225. Cx6+; 226. Rh4; 227. Cx6+; 228. Rh4; 229. Cx6+; 230. Rh4; 231. Cx6+; 232. Rh4; 233. Cx6+; 234. Rh4; 235. Cx6+; 236. Rh4; 237. Cx6+; 238. Rh4; 239. Cx6+; 240. Rh4; 241. Cx6+; 242. Rh4; 243. Cx6+; 244. Rh4; 245. Cx6+; 246. Rh4; 247. Cx6+; 248. Rh4; 249. Cx6+; 250. Rh4; 251. Cx6+; 252. Rh4; 253. Cx6+; 254. Rh4; 255. Cx6+; 256. Rh4; 257. Cx6+; 258. Rh4; 259. Cx6+; 260. Rh4; 261. Cx6+; 262. Rh4; 263. Cx6+; 264. Rh4; 265. Cx6+; 266. Rh4; 267. Cx6+; 268. Rh4; 269. Cx6+; 270. Rh4; 271. Cx6+; 272. Rh4; 273. Cx6+; 274. Rh4; 275. Cx6+; 276. Rh4; 277. Cx6+; 278. Rh4; 279. Cx6+; 280. Rh4; 281. Cx6+; 282. Rh4; 283. Cx6+; 284. Rh4; 285. Cx6+; 286. Rh4; 287. Cx6+; 288. Rh4; 289. Cx6+; 290. Rh4; 291. Cx6+; 292. Rh4; 293. Cx6+; 294. Rh4; 295. Cx6+; 296. Rh4; 297. Cx6+; 298. Rh4; 299. Cx6+; 300. Rh4; 301. Cx6+; 302. Rh4; 303. Cx6+; 304. Rh4; 305. Cx6+; 306. Rh4; 307. Cx6+; 308. Rh4; 309. Cx6+; 310. Rh4; 311. Cx6+; 312. Rh4; 313. Cx6+; 314. Rh4; 315. Cx6+; 316. Rh4; 317. Cx6+; 318. Rh4; 319. Cx6+; 320. Rh4; 321. Cx6+; 322. Rh4; 323. Cx6+; 324. Rh4; 325. Cx6+; 326. Rh4; 327. Cx6+; 328. Rh4; 329. Cx6+; 330. Rh4; 331. Cx6+; 332. Rh4; 333. Cx6+; 334. Rh4; 335. Cx6+; 336. Rh4; 337. Cx6+; 338. Rh4; 339. Cx6+; 340. Rh4; 341. Cx6+; 342. Rh4; 343. Cx6+; 344. Rh4; 345. Cx6+; 346. Rh4; 347. Cx6+; 348. Rh4; 349. Cx6+; 350. Rh4; 351. Cx6+; 352. Rh4; 353. Cx6+; 354. Rh4; 355. Cx6+; 356. Rh4; 357. Cx6+; 358. Rh4; 359. Cx6+; 360. Rh4; 361. Cx6+; 362. Rh4; 363. Cx6+; 364. Rh4; 365. Cx6+; 366. Rh4; 367. Cx6+; 368. Rh4; 369. Cx6+; 370. Rh4; 371. Cx6+; 372. Rh4; 373. Cx6+; 374. Rh4; 375. Cx6+; 376. Rh4; 377. Cx6+; 378. Rh4; 379. Cx6+; 380. Rh4; 381. Cx6+; 382. Rh4; 383. Cx6+; 384. Rh4; 385. Cx6+; 386. Rh4; 387. Cx6+; 388. Rh4; 389. Cx6+; 390. Rh4; 391. Cx6+; 392. Rh4; 393. Cx6+; 394. Rh4; 395. Cx6+; 396. Rh4; 397. Cx6+; 398. Rh4; 399. Cx6+; 400. Rh4; 401. Cx6+; 402. Rh4; 403. Cx6+; 404. Rh4; 405. Cx6+; 406. Rh4; 407. Cx6+; 408. Rh4; 409. Cx6+; 410. Rh4; 411. Cx6+; 412. Rh4; 413. Cx6+; 414. Rh4; 415. Cx6+; 416. Rh4; 417. Cx6+; 418. Rh4; 419. Cx6+; 420. Rh4; 421. Cx6+; 422. Rh4; 423. Cx6+; 424. Rh4; 425. Cx6+; 426. Rh4; 427. Cx6+; 428. Rh4; 429. Cx6+; 430. Rh4; 431. Cx6+; 432. Rh4; 433. Cx6+; 434. Rh4; 435. Cx6+; 436. Rh4; 437. Cx6+; 438. Rh4; 439. Cx6+; 440. Rh4; 441. Cx6+; 442. Rh4; 443. Cx6+; 444. Rh4; 445. Cx6+; 446. Rh4; 447. Cx6+; 448. Rh4; 449. Cx6+; 450. Rh4; 451. Cx6+; 452. Rh4; 453. Cx6+; 454. Rh4; 455. Cx6+; 456. Rh4; 457. Cx6+; 458. Rh4; 459. Cx6+; 460. Rh4; 461. Cx6+; 462. Rh4; 463. Cx6+; 464. Rh4; 465. Cx6+; 466. Rh4; 467. Cx6+; 468. Rh4; 469. Cx6+; 470. Rh4; 471. Cx6+; 472. Rh4; 473. Cx6+; 474. Rh4; 475. Cx6+; 476. Rh4; 477. Cx6+; 478. Rh4; 479. Cx6+; 480. Rh4; 481. Cx6+; 482. Rh4; 483. Cx6+; 484. Rh4; 485. Cx6+; 486. Rh4; 487. Cx6+; 488. Rh4; 489. Cx6+; 490. Rh4; 491. Cx6+; 492. Rh4; 493. Cx6+; 494. Rh4; 495. Cx6+; 496. Rh4; 497. Cx6+; 498. Rh4; 499. Cx6+; 500. Rh4; 501. Cx6+; 502. Rh4; 503. Cx6+; 504. Rh4; 505. Cx6+; 506. Rh4; 507. Cx6+; 508. Rh4; 509. Cx6+; 510. Rh4; 511. Cx6+; 512. Rh4; 513. Cx6+; 514. Rh4; 515. Cx6+; 516. Rh4; 517. Cx6+; 518. Rh4; 519. Cx6+; 520. Rh4; 521. Cx6+; 522. Rh4; 523. Cx6+; 524. Rh4; 525. Cx6+; 526. Rh4; 527. Cx6+; 528. Rh4; 529. Cx6+; 530. Rh4; 531. Cx6+; 532. Rh4; 533. Cx6+; 534. Rh4; 535. Cx6+; 536. Rh4; 537. Cx6+; 538. Rh4; 539. Cx6+; 540. Rh4; 541. Cx6+; 542. Rh4; 543. Cx6+; 544. Rh4; 545. Cx6+; 546. Rh4; 547. Cx6+; 548. Rh4; 549. Cx6+; 550. Rh4; 551. Cx6+; 552. Rh4; 553. Cx6+; 554. Rh4; 555. Cx6+; 556. Rh4; 557. Cx6+; 558. Rh4; 559. Cx6+; 560. Rh4; 561. Cx6+; 562. Rh4; 563. Cx6+; 564. Rh4; 565. Cx6+; 566. Rh4; 567. Cx6+; 568. Rh4; 569. Cx6+; 570. Rh4; 571. Cx6+; 572. Rh4; 573. Cx6+; 574. Rh4; 575. Cx6+; 576. Rh4; 577. Cx6+; 578. Rh4; 579. Cx6+; 580. Rh4; 581. Cx6+; 582. Rh4; 583. Cx6+; 584. Rh4; 585. Cx6+; 586. Rh4; 587. Cx6+; 588. Rh4; 589. Cx6+; 590. Rh4; 591. Cx6+; 592. Rh4; 593. Cx6+; 594. Rh4; 595. Cx6+; 596. Rh4; 597. Cx6+; 598. Rh4; 599. Cx6+; 600. Rh4; 601. Cx6+; 602. Rh4; 603. Cx6+; 604. Rh4; 605. Cx6+; 606. Rh4; 607. Cx6+; 608. Rh4; 609. Cx6+; 610. Rh4; 611. Cx6+; 612. Rh4; 613. Cx6+; 614. Rh4; 615. Cx6+; 616. Rh4; 617. Cx6+; 618. Rh4; 619. Cx6+; 620. Rh4; 621. Cx6+; 622. Rh4; 623. Cx6+; 624. Rh4; 625. Cx6+; 626. Rh4; 627. Cx6+; 628. Rh4; 629. Cx6+; 630. Rh4; 631. Cx6+; 632. Rh4; 633. Cx6+; 634. Rh4; 635. Cx6+; 636. Rh4; 637. Cx6+; 638. Rh4; 639. Cx6+; 640. Rh4; 641. Cx6+; 642. Rh4; 643. Cx6+; 644. Rh4; 645. Cx6+; 646. Rh4; 647. Cx6+; 648. Rh4; 649. Cx6+; 650. Rh4; 651. Cx6+; 652. Rh4; 653. Cx6+; 654. Rh4; 655. Cx6+; 656. Rh4; 657. Cx6+; 658. Rh4; 659. Cx6+; 660. Rh4; 661. Cx6+; 662. Rh4; 663. Cx6+; 664. Rh4; 665. Cx6+; 666. Rh4; 667. Cx6+; 668. Rh4; 669. Cx6+; 670. Rh4; 671. Cx6+; 672. Rh4; 673. Cx6+; 674. Rh4; 675. Cx6+; 676. Rh4; 677. Cx6+; 678. Rh4; 679. Cx6+; 680. Rh4; 681. Cx6+; 682. Rh4; 683. Cx6+; 684. Rh4; 685. Cx6+; 686. Rh4; 687. Cx6+; 688. Rh4; 689. Cx6+; 690. Rh4; 691. Cx6+; 692. Rh4; 693. Cx6+; 694. Rh4; 695. Cx6+; 696. Rh4; 697. Cx6+; 698. Rh4; 699. Cx6+; 700. Rh4; 701. Cx6+; 702. Rh4; 703. Cx6+; 704. Rh4; 705. Cx6+; 706. Rh4; 707. Cx6+; 708. Rh4; 709. Cx6+; 710. Rh4; 711. Cx6+; 712. Rh4; 713. Cx6+; 714. Rh4; 715. Cx6+; 716. Rh4; 717. Cx6+; 718. Rh4; 719. Cx6+; 720. Rh4; 721. Cx6+; 722. Rh4; 723. Cx6+; 724. Rh4; 725. Cx6+; 726. Rh4; 727. Cx6+; 728. Rh4; 729. Cx6+; 730. Rh4; 731. Cx6+; 732. Rh4; 733. Cx6+; 734. Rh4; 735. Cx6+; 736. Rh4; 737. Cx6+; 738. Rh4; 739. Cx6+; 740. Rh4; 741. Cx6+; 742. Rh4; 743. Cx6+; 744. Rh4; 745. Cx6+; 746. Rh4; 747. Cx6+; 748. Rh4; 749. Cx6+; 750. Rh4; 751. Cx6+; 752. Rh4; 753. Cx6+; 754. Rh4; 755. Cx6+; 756. Rh4; 757. Cx6+; 758. Rh4; 759. Cx6+; 760. Rh4; 761. Cx6+; 762. Rh4; 763. Cx6+; 764. Rh4; 765. Cx6+; 766. Rh4; 767. Cx6+; 768. Rh4; 769. Cx6+; 770. Rh4; 771. Cx6+; 772. Rh4; 773. Cx6+; 774. Rh4; 775. Cx6+; 776. Rh4; 777. Cx6+; 778. Rh4; 779. Cx6+; 780. Rh4; 781. Cx6+; 782. Rh4; 783. Cx6+; 784. Rh4; 785. Cx6+; 786. Rh4; 787. Cx6+; 788. Rh4; 789. Cx6+; 790. Rh4; 791. Cx6+; 792. Rh4; 793. Cx6+; 794. Rh4; 795. Cx6+; 796. Rh4; 797. Cx6+; 798. Rh4; 799. Cx6+; 800. Rh4; 801. Cx6+; 802. Rh4; 803. Cx6+; 804. Rh4; 805. Cx6+; 806. Rh4; 807. Cx6+; 808. Rh4; 809. Cx6+; 810. Rh4; 811. Cx6+; 812. Rh4; 813. Cx6+; 814. Rh4; 815. Cx6+; 816. Rh4; 817. Cx6+; 818. Rh4; 819. Cx6+; 820. Rh4; 821. Cx6+; 822. Rh4; 823. Cx6+; 824. Rh4; 825. Cx6+; 826. Rh4; 827. Cx6+; 828. Rh4; 829. Cx6+; 830. Rh4; 831. Cx6+; 832. Rh4; 833. Cx6+; 834. Rh4; 835. Cx6+; 836. Rh4; 837. Cx6+; 838. Rh4; 839. Cx6+; 840. Rh4; 841. Cx6+; 842. Rh4; 843. Cx6+; 844. Rh4; 845. Cx6+; 846. Rh4; 847. Cx6+; 848. Rh4; 849. Cx6+; 850. Rh4; 851. Cx6+; 852. Rh4; 853. Cx6+; 854. Rh4; 855. Cx6+; 856. Rh4; 857. Cx6+; 858. Rh4; 859. Cx6+; 860. Rh4; 861. Cx6+; 862. Rh4; 863. Cx6+; 864. Rh4; 865. Cx6+; 866. Rh4; 867. Cx6+; 868. Rh4; 869. Cx6+; 870. Rh4; 871. Cx6+; 872. Rh4; 873. Cx6+; 874. Rh4; 875. Cx6+; 876. Rh4; 877. Cx6+; 878. Rh4; 879. Cx6+; 880. Rh4; 881. Cx6+; 882. Rh4; 883. Cx6+; 884. Rh4; 885. Cx6+; 886. Rh4; 887. Cx6+; 888. Rh4; 889. Cx6+; 890. Rh4; 891. Cx6+; 892. Rh4; 893. Cx6+; 894. Rh4; 895. Cx6+; 896. Rh4; 897. Cx6+; 898. Rh4; 899. Cx6+; 900. Rh4; 901. Cx6+; 902. Rh4; 903. Cx6+; 904. Rh4; 905. Cx6+; 906. Rh4; 907. Cx6+; 908. Rh4; 909. Cx6+; 910. Rh4; 911. Cx6+; 912. Rh4; 913. Cx6+; 914. Rh4; 915. Cx6+; 916. Rh4; 917. Cx6+; 918. Rh4; 919. Cx6+; 920. Rh4; 921. Cx6+; 922. Rh4; 923. Cx6+; 924. Rh4; 925. Cx6+; 926. Rh4; 927. Cx6+; 928. Rh4; 929. Cx6+; 930. Rh4; 931. Cx6+; 932. Rh4; 933. Cx6+; 934. Rh4; 935. Cx6+; 936. Rh4; 937. Cx6+; 938. Rh4; 939. Cx6+; 940. Rh4; 941. Cx6+; 942. Rh4; 943. Cx6+; 944. Rh4; 945. Cx6+; 946. Rh4; 947. Cx6+; 948. Rh4; 949. Cx6+; 950. Rh4; 951. Cx6+; 952. Rh4; 953. Cx6+; 954. Rh4; 955. Cx6+; 956. Rh4; 957. Cx6+; 958. Rh4; 959. Cx6+; 960. Rh4; 961. Cx6+; 962. Rh4; 963. Cx6+; 964. Rh4; 965. Cx6+; 966. Rh4; 967. Cx6+; 968. Rh4; 969. Cx6+; 970. Rh4; 971. Cx6+; 972. Rh4; 973. Cx6+; 974. Rh4; 975. Cx6+; 976. Rh4; 977. Cx6+; 978. Rh4; 979. Cx6+; 980. Rh4; 981. Cx6+; 982. Rh4; 983. Cx6+; 984. Rh4; 985. Cx6+; 986. Rh4; 987. Cx6+; 988. Rh4; 989. Cx6+; 990. Rh4; 991. Cx6+; 992. Rh4; 993. Cx6+; 994. Rh4; 995. Cx6+; 996. Rh4; 997. Cx6+; 998. Rh4; 999. Cx6+; 1000. Rh4; 1001. Cx6+; 1002. Rh4; 1003. Cx6+; 1004. Rh4; 1005. Cx6+; 1006. Rh4; 1007. Cx6+; 1008. Rh4; 1009. Cx6+; 1010. Rh4; 1011. Cx6+; 1012. Rh4; 1013. Cx6+; 1014. Rh4; 1015. Cx6+; 1016. Rh4; 1017. Cx6+; 1018. Rh4; 1019. Cx6+; 1020. Rh4; 1021. Cx6+; 1022. Rh4; 1023. Cx6+; 1024. Rh4; 1025. Cx6+; 1026. Rh4; 1027. Cx6+; 1028. Rh4; 1029. Cx6+; 1030. Rh4; 1031. Cx6+; 1032. Rh4; 1033. Cx6+; 1034. Rh4; 1035. Cx6+; 1036. Rh4; 1037. Cx6+; 1038. Rh4; 1039. Cx6+; 1040. Rh4; 1041. Cx6+; 1042. Rh4; 1043. Cx6+; 1044. Rh4; 1045. Cx6+; 1046. Rh4; 1047. Cx6+; 1048. Rh4; 1049. Cx6+; 1050. Rh4; 1051. Cx6+; 1052. Rh4; 1053. Cx6+; 1054. Rh4; 1055. Cx6+; 1056. Rh4; 1057. Cx6+; 1058. Rh4; 1059. Cx6+; 1060. Rh4; 1061. Cx6+; 1062. Rh4; 1063. Cx6+; 1064. Rh4; 1065. Cx6+; 1066. Rh4; 1067. Cx6+; 1068. Rh4; 1069. Cx6+; 1070. Rh4; 1071. Cx6+; 1072. Rh4; 1073. Cx6+; 1074. Rh4; 1075. Cx6+; 1076. Rh4; 1077. Cx6+; 1078. Rh4; 1079. Cx6+; 1080. Rh4; 1081. Cx6+; 1082. Rh4; 1083. Cx6+; 1084. Rh4; 1085. Cx6+; 1086. Rh4; 1087. Cx6+; 1088. Rh4; 1089. Cx6+; 1090. Rh4; 10

LA TABLE

Les élus du Bottin

SEMAINE GOURMANDE

La Cagouille

La Cagouille s'est transportée de la rue Deguerre à la place Brancusi. Ne la demandez point aux chauffeurs de taxi, ils l'ignorent. De l'avenue du Maine, il faut prendre la rue de l'Ouest. Demandez celle-ci à l'agent qui verbalisait un automobiliste en deuxième file, il m'a répondu : « Vous y êtes. » En fait j'étais dans la rue Jean-Zay, voisine.

En bien ! malgré toutes ces complications, La Cagouille était pleine de clients ! On s'en réjouit car la cuisine de Gérard Allendou, Charentais bon teint, est superbe ici comme elle l'était rue Deguerre. Meilleure encore peut-être car il dispose en cuisine de beaucoup plus de place. En salle aussi, aux tables de marbre, à l'ambiance familière. Et quelle carte ! Quelques huit entrées (portailles d'anguilles, moules de bouchot « brûlé doigts », filets de maquereaux aux herbes, anchois et persil frits, coques à la vapeur, côtes frites, autant de poissons, des fromages du pays (et de lait de chèvre) et de bons desserts. Une carte des vins intelligente et quelques choses comme une cinquantaine de cognacs. La Cagouille étrenne la nouvelle d'adresse est l'événement de la saison gourmande. Comptez 250/300 F.

● LA CAGUILLE, 10/12, place Brancusi (14^e). Tél. : 43-22-09-01. Fermé dimanche et lundi, service jusqu'à 24 heures. Parking gratuit, 10, rue Vercingétorix. Selon quatorze couverts.

Duquesnoy

Depuis des lustres, on s'était habitué au cadre charmant, douillet, de La Bourgogne, créé par un grand cuisinier, Robert Monseigneur, avec sa cuisine robuste et sage, la grande table-exposition des frais produits de la saison, le personnel familial et sûr (les amis Julien, derniers propriétaires en date, n'avaient-ils pas célébré au début de l'année les vingt ans de présence d'une servante amie de tous ?).

J'ai trop écrit que, pour moi, le plaisir d'un restaurant tient peu au cadre pour m'effrayer de ce que la vieille Bourgogne (devenue, du nom du nouveau propriétaire, Duquesnoy) nous propose un cadre anonymement moderne et compassé. Passons.

Nous nous trouvons ici devant un chef de talent.

Certes, la petite gelée de lapin et ris de veau au vinaigre de xérès, marmelade d'oignons et oranges confites (ouf !) est excellente (100 F), de même que l'andouillette en croûte légère sauce Choron, pommes d'or aux oignons (90 F). Voir le mille-feuille léger de saumon fumé au caviar (très peu de caviar, pas assez pour le goût mais suffisamment pour le coût : 140 F). Comptez donc 400/500 F. Mais on aimerait que, pour ce prix-là, l'ambiance et l'accueil fussent plus chauds. Même si les fondateurs de pied de porc et foie gras (110 F) sont, selon un confrère qui ne saurait être mon frère en gueule, un plat « bodybuildé » (Si vous savez ce que cela veut dire, écrivez-moi !).

● DUQUESNOY, 8, avenue Bosquet (7^e). Tél. : 40-28-47-49. Fermé samedi midi et dimanche. C.B. - A.E.

Le Monde des chimères

Là encore, changement de direction (la dernière en date, mieux vaut n'en pas parler !). Mais cette vieille enseigne, encore tout imprégnée du charme de Janine Courau, son ange-gardien, vient d'être reprise par une vraie cuisinière de famille, notre concube de radio et de télévision Cécile Libane. Alors, à lire sur la carte la soupe « à trompe chat » (soupe à l'oignon au lait !), cufis en meurettes, pissenilles aux rillettes d'oie, boudin, brandade du Tricastin en feuilleté, aile de raie aux câpres, filet de porc canelle à l'embourée de chou, navarin, poulet aux quarante gousses d'ail, côtelettes Champvallon, on se prend à rêver : la vraie cuisine serait-elle de retour ?

Et encore, au bar, déjeunettes gourmandes - de terrines : 115 F, de la mer : 120 F, des confits : 125 F. Terrines, confits « maison » bien entendu. Bons petits vins en cave, service féminin charmant et ce qui devrait figurer sur toutes les cartes des étoiles et toques : « Ni congelé ni surgelé, bien sûr ! ». Compter 250/300 F, mais avec un menu : entrée, palette aux lentilles, fromage et tarte aux pommes à 145 F.

● LE MONDE DES CHIMÈRES, 69, rue Saint-Louis-en-l'Île (4^e). Tél. : 43-54-45-25. Parking : Pont-Marie.

COMME chaque année, le Bottin gourmand se veut le premier des guides gastronomiques... Du moins par sa date de parution. Ce millésime 88 donc, en vente cette semaine, ouvrage de 1 464 pages, relié sous couverture rigide lavable, imprimé sur papier simili-bible et en 4 couleurs, coûtera 160 francs. Il répertorie 7 720 hôtels et restaurants, soit 1 670 changements, dont 622 nouveaux et 582 supprimés, pour 3 242 localités (avec une centaine de cartes routières touristiques). Avec 2 100 maisons où l'on peut, convenablement, faire un repas, vin et service compris, pour 120 francs et moins.

Mais, naturellement, c'est pour les promotions, les étoiles nouvelles ou supprimées que la gent restauratrice et les lecteurs des guides se passionnent.

Alors, en avant-première, croyez-en mon petit doigt et notez que les 4 étoiles sont à présent 14 : 3 sur Paris et 11 en province, une de plus couronnant le restaurant Louis XV de l'Hôtel de Paris (Monte-Carlo), tandis que les 3 étoiles s'enrichissent de 7 promus, dont Issautier à Saint-Laurent-du-Var, le Chapon fin à



Bordeaux et Greuze à Tournus (promotions qui m'enchantent).

En vérité, il en est du Bottin gourmand comme de ses concurrents : il se laisse quelquefois manœuvrer par l'engouement médiatique du bluff à la mode. Ainsi, on peut se réjouir de voir donner 2 étoiles à Patrick Lendire mais pourquoi en laisser une aux Jardins Lendire d'où Patrick est

parti ? Pourquoi donner une étoile de plus à Duquesnoy qui a déménagé sans s'améliorer le moins du monde ? Et pourquoi en retirer une sur deux au Céladon (dont le nouveau chef vaut largement l'ancien, kidnappé par le Vefour) ou à Pierre Vedel ? En quoi Laurent et son nouveau chef ne valent-ils point les 3 étoiles données à d'autres ?

Etoiles nouvelles sur Paris, entre autres, pour Abélard, le Bellecour (qui la méritait depuis longtemps), le Bacchus gourmand, Pfister, Chez Fernand et Alain Morel, dont mes lecteurs savent le bien que j'en pense.

Nouveaux venus au guide, le Saint-Amour (2^e arrondissement), l'Epicurien et le Fleuron du Quercy (6^e), le Maupertuis et le Balisier (7^e), le Bacchus gourmand, Jean-Charles et ses amis, la Fontaine, Savy et la Vigneron fromager (8^e), la Bouche brèche et les Bacchantes (9^e), le Moulin de beurre et le Château Briquet (14^e), l'Aubergade, Filoche et le Moulin (15^e), le Bistrot du 20^e enfin. Toutes maisons dont j'ai pu dire, au fil des derniers mois, le bon que j'en pensais.

En province, enfin, notons entre autres l'étoile des Trois Marmites à Royan, celle de Pain, Adour et Fantaisie à Grenade-sur-Adour, du Rivage à Gien, du Foch à Reims, de la Flamèche à Roze ainsi que la deuxième étoile bien méritée de la Boule d'or à Versailles.

Il y a bien d'autres promotions, changements et disgrâces. Vous les découvrirez en « gastronomisant » à travers ces 1 464 pages. LA REYNIÈRE.

Aux quatre coins de France

Vins et alcools

MONTLOUIS A.O.C.

Pour connaisseurs
Vin blanc sec. 1/2 sec.
Mouilloux et méthode champenoise.
Tartifs sur demande.
A. CHAPEAU, vigneron,
15, rue des Aulnes, Huisseau
37270 MONTLOUIS-SUR-LOIRE.

CLOS LABARDE

SAINT-ÉMILION GRAND CRU
Tarif et documentation sur demande à :
Jacques BAILLY, propriétaire-vigneron,
« BERGAT », 33330 SAINT-ÉMILION
Tél. 57-74-40-26 et 57-74-43-39.

CHATEAU ROSE SAINTE-CROIX

LISTRAC MÉDOC
Directeur de la propriété.
Tél. 56-72-04-00.
Conditions spéciales
pour commandes groupées.
PH. PORCHERON
33460 MARGAUX

COTES DU ROUSSILLON

et MUSCAT DE RIVESALTES.
Vins directs du DOMAINE ST-LUC.
Tarif sur demande à :
Luis-José TALUT, viticulteur,
66300 PASSA.

L'ART
ET LA MANIÈRE
DE FAIRE
UN BON CHOCOLAT

salavin
CHOCOLATIER - PARIS

- 21, bd Montmartre, 2^e
- 16, rue Tronchet, 8^e
- 140, fg St-Honoré, 8^e
- 96, bd du Montparnasse, 14^e
- 93, av. du Gal-Leclerc, 14^e
- 95, av. Victor-Hugo, 16^e
- 4, av. des Termes, 17^e
- 76, rue Ordener, 18^e
- 96, rue de Flandres, 19^e

LE BON CHOCOLAT
PRES DE CHEZ VOUS

Et dans les aéroports d'Orly Sud et Ouest

Un seul Lipp

Lipp est bien protégé. Roger Cazes a remporté une victoire posthume en faisant condamner en première instance par le tribunal de Paris pour contrefaçon une « Brasserie de la Poste » qui, dans un quartier chic de Paris mais bien éloigné du célèbre 151, boulevard Saint-Germain, avait eu l'outrecuidance de reproduire sur son enseigne le célèbre « grand boc de bière moussue » et surtout l'illustré « carte » recto-verso de format allongé. Le tribunal a même estimé que certains clients du « père Cazes » pourraient « être amenés à penser qu'il avait ouvert un établissement secondaire sur la rive droite ».

Les voilà mis en garde : la concurrence était déloyale et les habitués seront rassurés : il n'y a qu'un seul Lipp. Qu'on se le dise ! D'ailleurs qui s'y tromperait ? La brasserie littéraire et politique du boulevard Saint-Germain a survécu à la mort au printemps dernier du fils de son fondateur auvergnat.

Sa nièce, M^{me} Annie Perrochon, en devenant le PDG, n'y a pas apporté la révolution. Les cousins Michel et Jean y accueillent toujours les fidèles avec une complicité à la Roger Cazes. La carte évolue en douceur sans jamais prétendre au modernisme gastro-

nomique et la clientèle ne boudie pas le décor délicieusement rétro. Au contraire ! Seuls quelques rares esprits chagrins oseraient céder à un partisanisme de circonstance out cru de bon ton de faire la moue. Ils sont désormais prévenus : même sans eux, Lipp sera toujours chez Lipp.

ANDRÉ PASSERON.

LES SALONS
BATIMAT ET
INTERCLIMA

● Ambiance musicale - Orchestre - P.M.R. : prix moyen de repas - L. H. : ouvert jusqu'à 1 heure

DINERS

RIVE DROITE

PHARAMOND F. dim. lundi midi
24, rue de la Grande-Tranquillité, 1^{er} 42-33-46-72

DEJ. dîner aux HALLES dans un cadre 1900 AUTHENTIQUE. Spéc. de TRIPES, POISSONS, GRILLADES au feu de bois. SALONS de 5, 7 et 16 couverts.

LE MAHARAJAH 43-54-26-07
GRILLE D'OR 86 de la gastro. indienne

DEJ. ou Dîner... en INDE... au 72, bd Saint-Germain, 5^e M^{me} Maubert. CADRE LUXUEUX 7 j. sur 7. SERVICE NON-STOP de 12 h à 23 h 30, ven., sam., j. 1 h.

COPENHAGUE F. dim.
au 1^{er} étage

142, Champ-Élysées, 8^e, 43-59-20-41, de 12 heures à 22 h 30
SPÉCIALITÉS DANOISES et SCANDINAVES

FLORA DANICA Tous les jours
au rez-de-chaussée

HORS-D'ŒUVRE DANOIS, MIGNON DE RENNE AU VINAIGRE DE PIN
CANARD SALÉ, SAUMON MARINÉ À L'ANETH

VACANCES-TOURISME

HÔTELS

Côte d'Azur

06500 MENTON
HOTEL DU PARC***
Tél. : 93-57-66-66.
Près mer, Centre-ville, Parking, Grand jardin. Cais. réputée. Dépliants sur dem.

Forfait soleil à l'HOTEL-VILLA NEW-YORK***
Tl. conf. Tél. direct. TV coul. Jardin. Park. clim. A part. de 1150 F pour 7 jrs en 1/2 pers.
Tél. 93-55-78-69

NICE

HOTEL LA MALMAISON
Majord. East Western***
Hôtel de charme près mer, calme, grand confort.
TV COULEUR PAR SATELLITE
Restaurant de qualité.
48, boulevard Victor-Hugo, 06000 NICE
Tél. 93-87-82-55 - Tél. 478-410.

HOTEL VICTORIA***

33, boulevard Victor-Hugo, 06000 NICE
Tél. 93-88-35-60
Plais. centre-ville. Calme.
Petit parking, grand jardin, chambre, TV couleur.
Tél. direct, minibar.

Montagne

GUIDE 1988 :
« HOTELS D'ALTITUDE »
Conçu pour vos séjours à la montagne. Etc. comme hiver, il regroupe des hôtels sélectionnés de une à trois étoiles. Le Guide contre 3 timbres, 220 F.
LES HOTELS D'ALTITUDE
B.P. 23, 13420 CEMENOS
ou consultez le Minitel au 3615 code BA.

LES GETS (Haute-Savoie)

HOTEL MONT CHERY***
Tél. 50-79-74-55
Au pied des pics. Pension + forfait sk. Ch., bain, w.c., télé couleur. Spécial 2 ou 3 jrs. 2755 F. Cénacle offert.
Spécial Noël 19 au 26 décembre, 3270 F.

06390 MOLINES-EN-QUEYRAS

Station village des Hautes-Alpes
1750-2500 m
Dans un parc régional naturel, 300 jours de soleil par an. Ski alpin, ski de randonnée, ski de fond. Hôtels-restaurants, location chalets et gîtes.
Rens. OFFICE DU TOURISME
Tél. (16) 92-45-83-22

MOLINES-EN-QUEYRAS

7 jours pens. compl., remontée mécan. + assur., de 1800 F à 2170 F. Réduces. juv. et groupes (sem. 2 comp. fond ou alpin).
HOTEL LE COGNAREL***
(16) 92-45-81-03

VALLÉE DU QUEYRAS

Ski de fond, ski alpin, réduction janvier, détente soleil, vue panoramique.
HOTEL LE CHAMOIS***
LOGIS DE FRANCE
05350 MOLINES-EN-QUEYRAS
Tél. (16) 92-45-83-71

73710 PRALOGNAN-LA-VANOISE

Skis, promenades, centre aqua-récréatif
HOTEL LES AIRELLES**
Pl. sad. Conf. Cuis. de femme. 7 jrs pens.
Noël 1750 F. Janv. 1500 F. Fév. 1900 F.
Tél. 79-08-70-32

05490 SAINT-VÉRAN

(Hautes-Alpes, Queyras)
Parc rég. Site classé. Stat. village. Piste, fond. Plus hte comm. d'Europe, 2040 m.
LE VILLARD, tél. 92-51-03-31
Chamb. - studio - cuisine-grill.
Depuis 450 F/pers./semaine.
BEAUREGARD, tél. 92-45-82-62
Pensions de 1617 F à 1848 F sem.
Demi-pens. de 1267 F à 1617 F.

Italie

VENISE

HOTEL LA FENICE
ET DES ARTISTES
(près du Théâtre la Fenice)
5 minutes à pied de la place St-Marc.
Atmosphère intime, tout confort.
Prix modérés.
Réservation : 41-52-32-333 VENISE.
Tél. : 411150 FENICE I.
Directeur : Denise Apollonio.

Suisse

LEYSIN (Alpes vaudoises)

1300-2200 m, 4 x 4 x 30 de Paris par TGV. Station familiale et sportive.
Micro-climat : bénéfique except. Promenades au soleil, détente. Qualité + accueil suisses à prix avantageux malgré le change : forfait semaine HOTEL 1/2 pers. + ski de 430 FS à 985 FS.
Renseignements et offres :
OFFICE DU TOURISME, CH-1854 LEYSIN.
Tél. 456164. Tél. : 19-41/25/34-22-44 ou ONST, 11 bis, rue Scriba, PARIS-9.

HOTEL-CHALET PAIX**

Familial, tranqu. gourmand. 1 min. gare.
Tél. 19-41/25/34-13-75.

HOTEL DU SOLEIL***

40 chambres tout confort, salles conférence. Bar, restaurant style chalet suisse, cuisine soignée. Pens. compl. 71-83 FS selon saison (seu. 284-340 FF).

TOURISME

Ferme de la Besse XV^e siècle

SÉJOUR SKI DE FOND

Sur le haut plateau ardéchois

7 jours pension + encadrement + matériel 1200 à 2000 F

DOCUM. GRAT. sur demande.
Tél. : 75-38-80-64 - MEJEAN Gérard,
07510 USCLADES REUTONIX.

SKI DE FOND

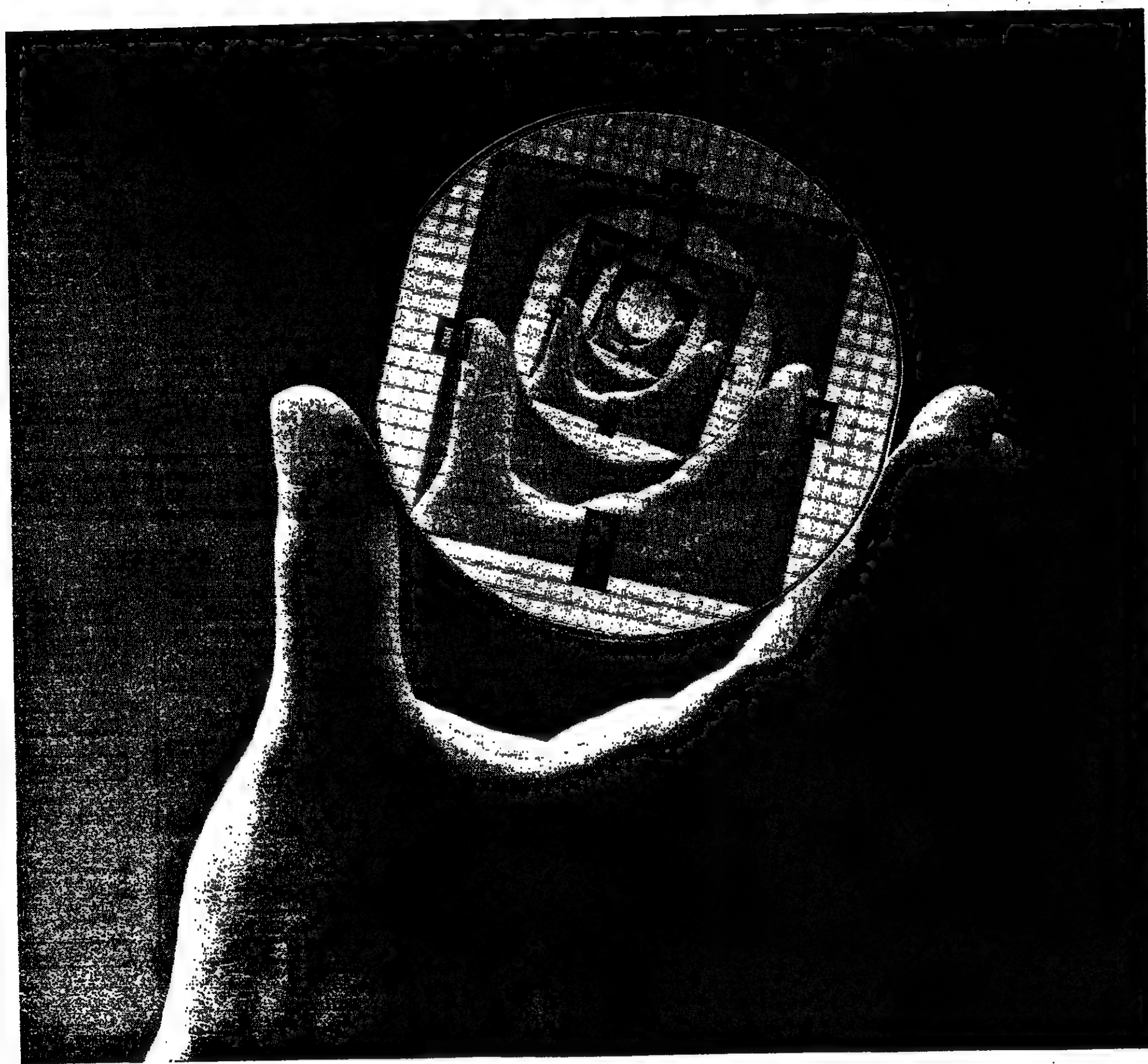
(HAUT-JURA)

Ves et Liliane, la quarantaine, vous accueillent (12 personnes maxi.) dans une ancienne ferme du XVIII^e siècle confortablement rénovée. Chambres avec salle de bain, table d'hôtes, cuisine et pain maison, ambiance sympa. Tarif tout compris : pension complète + vin + thé à 17 heures + matériel et matériel de ski, de : 2050 F à 2480 F personne/semaine, selon période.
Tél. (16) 81-38-12-51.

هكذا من الاجل

20 Le Monde • Samedi 12 décembre 1987 •

La volonté de savoir



A sa naissance, l'être humain reçoit en cadeau la volonté de savoir.

Ensuite, cette volonté le guide pendant toute sa vie.

Tantôt elle l'aide dans les petites choses de la vie, tantôt elle lui fait découvrir des choses qui profitent à l'humanité tout entière.

Chez Nokia, la volonté de savoir est une ressource quotidienne.

Cela fait partie de notre façon de travailler, et l'on connaît les résultats aux quatre coins du monde.

Pensez à des noms de produit comme Mobira, Sonolor et Océanic.

Ou bien au fait que Nokia est le troisième industriel européen dans le domaine de la télévision.

Leader mondial des téléphones cellulaires, Nokia a non

seulement vendu des téléphones à plus de 15 pays, mais également des réseaux complets, avec toutes les pièces.

Tout cela a été rendu possible par la volonté de savoir de nos remarquables chercheurs.

Plus de 30.000 personnes, dont 1.400 en France, sont au service de Nokia et contribuent à son renom.

Le chiffre d'affaires de Nokia est de plus de 18 milliards de francs et la part des filiales françaises, qui n'est pas négligeable – 1,5 milliard environ – est en progression constante.

NOKIA

SODIPAN-NOKIA S.A., B.P. 202
76304 SOTTEVILLE-LES-ROUEN

NOKIA, ENTREPRISE AUX ACTIVITÉS MULTIPLES, EST PRÉSENTE EN FRANCE DEPUIS PLUS DE VINGT ANS.

حکومتی اہل

22 Le Monde • Samedi 12 décembre 1987 •

Société

REPÈRES

Espace

Accord entre la NASA et le Canada

Le ministre canadien des sciences, M. Frank Oberle, et l'administrateur de la NASA, M. James Fletcher, ont signé, jeudi 10 décembre, à Washington, un accord sur les conditions d'utilisation de la future station spatiale américaine. Le Canada doit fournir pour cette station un système de service robotique d'une valeur de 3,5 milliards de francs. Cet accord intervient alors que les Européens et les Américains traversent une nouvelle période de tension. Une réunion à propos de la station spatiale est prévue, en principe, à Paris la semaine prochaine.

Etudiants

Manifestations à Paris et en province

De nouvelles manifestations étudiantes et lycéennes ont eu lieu le jeudi 10 décembre à Paris et en province : 6 000 à 7 000 jeunes dans la capitale, 3 000 à 4 000 à Toulouse, 2 000 à Lyon et à Besançon, et des cortèges moins importants à Rennes, Nantes, Rouen, Tours ou Nancy. Regroupant principalement des lycéens, ces manifestations ont une nouvelle fois dénoncé la « pénurie » dans l'éducation nationale et l'« insuffisance » du budget de l'enseignement supérieur.

M. Jacques Valade, ministre délégué chargé de l'enseignement supérieur a reçu l'un après l'autre, le 10 décembre, les syndicats étudiants : proches de la majorité comme l'UNI (anti-maoïste) le CELF (libéraux) et le CNEF (corpos), ou proches de l'opposition comme l'UNEF-ID (animée par des socialistes) et l'UNEF-SE (animée par des communistes).

Information

Un journaliste britannique

menacé d'emprisonnement

Cinq juges de la Chambre des Lords, la plus haute instance judiciaire au Royaume-Uni, ont décidé

jeudi 10 décembre qu'un journaliste financier devait révéler aux inspecteurs du ministère du commerce et de l'industrie les sources de deux de ses articles. Un juge de la Haute Cour doit maintenant décider quelle condamnation – prison ou amende – va être infligée à M. Jeremy Warner, chroniqueur du journal *l'Independent*, qui avait révélé des scandales concernant l'utilisation illégale d'informations privilégiées dans le domaine financier.

C'est la première fois que ce type d'affaire était examiné par la Chambre des Lords, devant laquelle le journaliste, condamné en première instance, avait fait appel en indiquant qu'il ne donnerait pas le nom de ses contacts, quelle que soit la condamnation prononcée contre lui. Les Lords ont estimé que, si le Parlement avait reconnu aux journalistes le droit de taire leurs sources, il avait précisé toutefois que ce droit cessait de s'appliquer lorsque leur divulgation « était nécessaire à la prévention de la criminalité ». Les deux enquêteurs du ministère ont apporté la preuve que les informations que M. Warner se refusait à communiquer « étaient réellement nécessaires », ont précisé les Lords. — (AFP.)

SIDA

Le dépistage systématique vivement critiqué

Les mesures de dépistage systématique et obligatoire du SIDA de même que les contrôles aux frontières réclamés le 9 décembre par M. Jacques Crozamarie, président de l'ARC (Association pour la recherche sur le cancer) (*le Monde* du 11 décembre) sont vivement critiqués. M. Daniel Defert, président de l'association Aides, a qualifié ces déclarations d'« irresponsables » et d'« inutilement alarmistes ». Pour le professeur Jean Bernard, président du Comité national d'éthique, « il faut s'en tenir aux mesures très raisonnables prises par M^{me} Michèle Barzach », tandis que le docteur Louis René, président du conseil de l'ordre des médecins, a affirmé : « Ceux qui demandent ces mesures inutilement vexatoires le font pour des raisons de réclame personnelle et répandent ainsi une théorie dangereuse, car la répression engendre la fuite et la clandestinité. »

(Suite de la première page.)

Cet acte n'étant pas punissable, il n'est pas possible – en vertu du principe juridique de la « complicité criminalisée d'emprunt » – de sanctionner les tiers qui l'auraient favorisé ou provoqué.

La prévention du suicide n'est combattue que par la bande. C'est ainsi que la loi restreint les ventes d'armes ou de stupéfiants, qu'elle interdit toute publicité donnée aux suicides de mineurs et punit la non-assistance à personne en danger. Jusqu'à présent, dans l'affaire *Suicide, mode d'emploi*, seul Yves Le Bonnier a été condamné (à six mois de prison avec sursis et 10 000 francs d'amende). Mais pas en tant que coauteur du livre : c'est un échange de correspondance avec un candidat au suicide, lui demandant des précisions techniques, qui lui a valu une condamnation pour non-assistance à personne en danger, le 28 novembre 1986, à Paris.

Légitimer sur le suicide n'est pas facile. Les sénateurs et les députés s'en sont vite aperçus en discutant de ces propositions de loi.

D'abord, comment démontrer le lien de cause à effet entre une incitation présumée et l'acte de se donner la mort ? Les raisons d'un suicide sont souvent complexes. Ce n'est pas forcément parce qu'elle trouve un médicament efficace à portée de la main qu'une personne désespérée met fin à ses jours.

On commence l'incitation au suicide ? Avec une loi, on pourrait, à la limite, se retourner contre l'enseignant qui aurait sanctionné trop sévèrement un élève, ou le directeur d'un supermarché qui aurait humilié en public un jeune pris en flagrant délit de chantage. Et devant le suicide d'un enfant dans une famille déchirée, l'un des parents divorcés pourrait engager des poursuites contre l'autre, ne serait-ce que pour libérer sa conscience.

Question d'un autre ordre : peut-on empêcher des écrivains, des cinéastes ou d'autres artistes de traiter du suicide ? Cela reviendrait à censurer plus d'une œuvre célèbre. D'autre part, le simple fait de rendre compte de manière détaillée d'un suicide,

Des textes en discussion à l'Assemblée nationale

Le suicide et la loi

dans un journal ou à la télévision, pourrait être passible de poursuites.

Une dernière difficulté n'a pas échappé aux parlementaires : en légiférant sur le suicide, ne risque-t-on pas de réprimer de manière indirecte l'euthanasie ? Or celle-ci relève d'un autre débat : c'est une aide à la mort et non une incitation au suicide.

Une efficacité à démontrer

La commission des lois de l'Assemblée nationale a donc jugé nécessaire de réviser les deux propositions. Il n'est plus question de réprimer l'« incitation » mais la « provocation » au suicide, que celui-ci soit « tenté ou consommé ». Toute référence à l'« aide au suicide » est supprimée. Les peines encourues étaient de 5 000 F à 200 000 F d'amende et de deux mois à trois ans d'emprisonnement

(cinq ans si le délit a été commis à l'égard d'un mineur de quinze ans). Les mêmes peines seraient applicables à « ceux qui auront fait de la propagande ou de la publicité, quel qu'en soit le mode, en faveur de produits, d'objets ou de méthodes préconisées comme moyens de se donner la mort ». Dans tous les cas, les documents écrits, visuels ou sonores ayant servi à réaliser l'infraction – pourraient être saisis, confisqués et même détruits.

L'efficacité d'une telle loi reste à démontrer. Paradoxalement, le livre qui l'a provoquée, *Suicide, mode d'emploi*, échapperait aux sanctions – à moins que ne paraissent de nouvelles éditions modifiées – puisqu'il n'y a pas d'effet rétroactif. Mais les parisiens d'une loi font valoir que celle-ci pourrait, au moins, empêcher les imitations de ce best-seller et une banalisation de ce genre de

recettes. Il ne s'agit pas seulement, selon eux, de limiter le nombre de suicides mais d'empêcher que ne réussissent de simples tentatives qui ne sont qu'un appel désespéré à vivre. Yves Le Bonnier et Claude Guillon répliquent : « Cet acharnement législatif aura pour effet de contraindre désormais les suicidants à ne recourir qu'à des méthodes violentes... »

Il ne faudrait pas perdre de vue que le suicide a de nombreuses causes, sociales ou psychopathologiques. Sa prévention n'est pas facile. Les spécialistes distinguent généralement entre la prévention primaire (qui concerne toute la population), la prévention secondaire (groupes à risque) et la prévention tertiaire (récidivistes). Une loi visant la provocation au suicide ne saurait être qu'un élément de prévention parmi beaucoup d'autres, et certainement pas le plus important.

ROBERT SOLÉ

POINT DE VUE

La bonne conscience

par Alain Moreau

Littérature

L'Élégiste aspire à réprimer « la provocation au suicide tenté ou consommé » défini comme propagande ou publicité, quel qu'en soit le mode, en faveur de produits, d'objets, de méthodes préconisées comme moyen de se donner la mort. Coïncidence ? Les rédacteurs de ce texte se sont directement inspirés de la loi du 28 juillet 1984 réprimant « les menées anarchistes », ce qui n'est pas tout à fait sans pertinence étant donné l'engagement libertaire des auteurs de *Suicide, mode d'emploi*.

Il se réfèrent également à la loi de 1920 contre l'avortement, et cela non plus n'est pas sans signification. C'est, en quelque sorte, l'affirmation qu'elle bouge encore, la parenté sanglante qui combattra autrefois la

législation sur la contraception et l'avortement... lui préférant les aiguilles à tricoter dans le ventre des femmes.

Qui ne se souvient que, parmi d'autres choses, ces deux lois ont permis d'innombrables tentatives à la liberté et des progrès grandissements ? Qui n'a pas vu, il y a de cela, en fait, le présent texte. N'oublions pas que l'on peut très bien, au regard du droit pénal, « provoquer » par la parole.

Aujourd'hui, provoquer des militaires à la désobéissance ; demain, au suicide ! Ainsi, au gré d'une conversation, il suffit d'un témoin pour engager des poursuites et par malheur l'un des interlocuteurs met fin à ses jours. La « prévention », dont se gargarisent les censeurs, a encore de beaux jours devant elle.

Quant au suicide, nos législateurs feignent d'ignorer que les trois quarts

des décès suicidaires sont dus à des méthodes violentes, par nature irréversibles, alors que l'immédiate médication permet le mieux, en raison du délai de plusieurs heures entre la genèse suicidaire et la mort, les ravissements du suicidaire et les réanimations autoritaires. Autrement dit, la censure par la loi de *Suicide, mode d'emploi*, où seul était traité le suicide par ingestion de médicaments, fait perdre à nombre de suicidants une chance de survie. Ayez bonne conscience, bonnes âmes !

Au surplus, faire croire que puisse être dissuadé le fait de restreindre le choix du suicidaire à l'alternative rail de pitié, raseur, déféction, décharge de chevroton ou mort-aux-rites est indigne. Et cela contredit les faits. Mais, au fond, qui s'en soucie ? Il s'agit de morale, et l'ordre moral ne s'embarrasse pas des faits qu'il prétend contraindre.

SCIENCES

Le colloque de Palaiseau

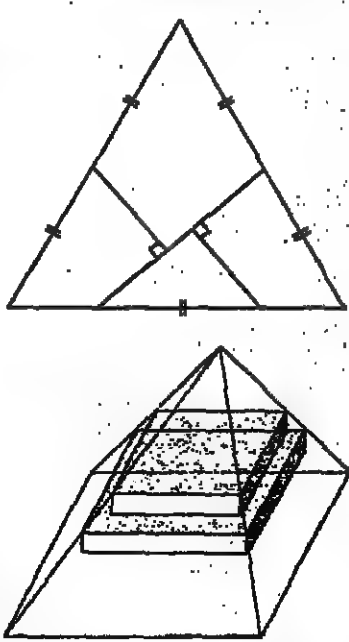
Les mathématiciens ne cessent d'élargir leurs théories

Le colloque sur les mathématiques qui s'est tenu les mercredi 9 et jeudi 10 décembre à l'Ecole polytechnique, à Palaiseau, a montré que les mathématiques n'évoluent que par l'élargissement de leurs théories. Ce colloque se poursuivra par la publication d'un livre blanc et la création d'un groupe de réflexion sur l'enseignement scientifique. Des débats sur cette discipline, associant parents d'élèves et enseignants, seront organisés dans cinquante lycées.

L'objet du colloque n'était pas la diffusion de résultats mathématiques nouveaux. Une semaine n'y suffirait pas puisqu'il se publie environ 200 000 théorèmes par an ! La réunion de Palaiseau, à laquelle ont participé environ mille personnes qui n'étaient pas toutes, loin s'en faut, des mathématiciens, était plutôt comme une réflexion collective des mathématiciens sur ce qu'ils sont, sur leur rôle social et sur leur devenir. La communauté mathématique se sait, à la fois, indispensable et menacée (*le Monde* du 10 décembre). Elle souhaitait y réfléchir et y faire réfléchir les autres.

Si beaucoup de « tables rondes » ont porté sur l'environnement des mathématiques – leur rôle dans l'enseignement, leurs applications industrielles, la place qu'y tiennent les femmes... – il a aussi été question des mathématiques les plus actuelles à travers la présentation de quelques grands problèmes. On appelle ainsi une question généralement ancienne qui n'a été résolue que récemment ou n'a pas encore trouvé de solution, mais qui a engendré, à travers la débâche d'idées pour la résoudre, des théories mathématiques vastes et puissantes.

Exemple : quand on a dessiné un polygone sur une feuille de papier, on peut le découper en quelques morceaux qui s'assemblent pour former un carré et calculer ainsi sa surface. Si on pose le problème dans l'espace et non dans le plan, la situation change du tout au tout. Pour calculer le volume d'une pyramide, Archimède n'avait trouvé qu'une solution : la découper en une infinité de tranches infinitésimales, puis assembler ces tranches pour constituer un cube. Et personne n'a fait mieux depuis.



On peut découper un triangle en quatre morceaux qui s'assemblent en un carré. En revanche, la seule manière de transformer une pyramide irrégulière en cube est de la couper en une infinité de tranches infinitésimales, comme le suggère la figure.

En 1900, au congrès international des mathématiciens qui se tenait à Paris, l'allemand David Hilbert présentait une liste de 26 problèmes. Près d'un siècle plus tard, dix d'entre eux sont toujours l'objet d'actives recherches. Le troisième problème de Hilbert était justement celui qu'on vient d'exposer. Etant donné un polyèdre quelconque, est-il possible de le découper en un nombre fini de morceaux qui s'assemblent en un cube ? La confirmation de l'impossibilité d'un tel découpage ne vint que dans les années 60. Le principe en est le suivant. Quand on découpe un polyèdre en morceaux et qu'on agence ceux-ci différemment, le volume ne varie évidemment pas. Mais il existe un autre invariant qui est une combinaison des nombres de faces, d'arêtes et de sommets. Trente ans ont été nécessaires pour démontrer qu'il était le seul qu'on puisse concevoir, ce qui était nécessaire à la démonstration.

Un problème géométrique de découpage avait été ainsi ramené à un problème beaucoup plus général, celui de la recherche des invariants dans un ensemble fini de transformations. Cela a conduit à des développements dans des domaines comme l'algèbre homologique et la K-théorie qui constituent l'extrême pointe des mathématiques. Et l'on découvre maintenant que ces développements sont utiles pour classer les particules fondamentales de la physique. Ironie de l'histoire : il y a quatre siècles, Kepler découvrit les lois correctes du mouvement des planètes, mais bâtit autour de celles-ci une théorie complètement fautive, autour, justement, des polyèdres réguliers.

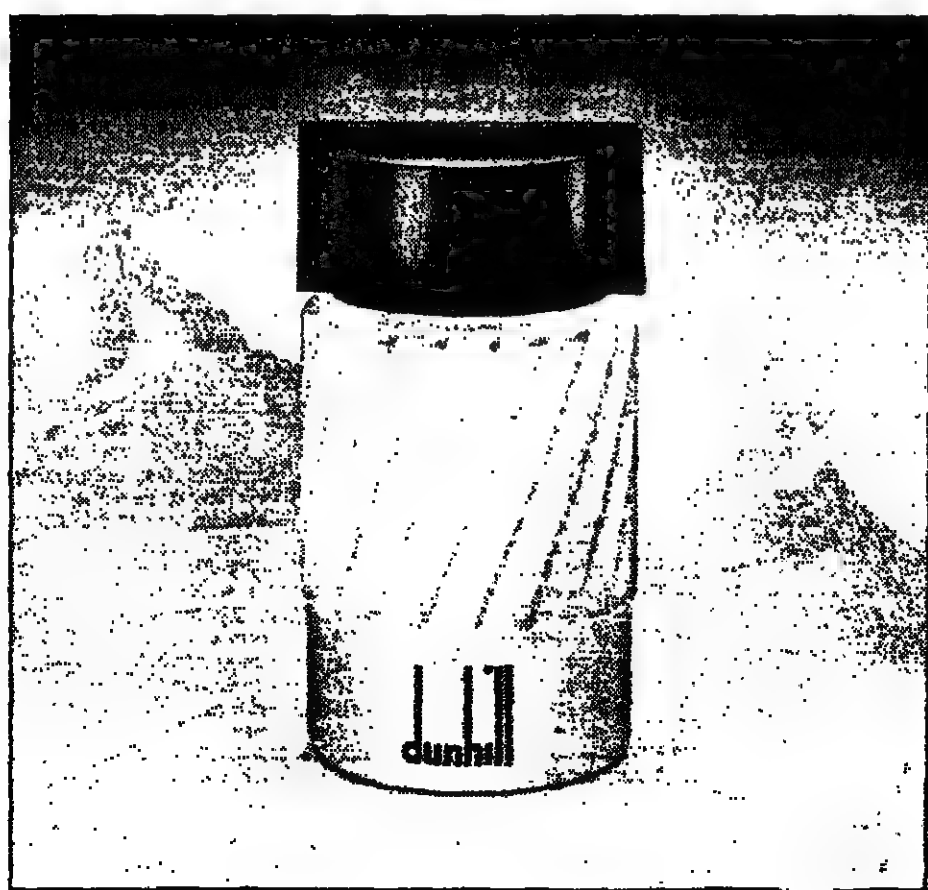
La Lune, la Terre et le Soleil

D'autres questions célèbres ont été évoquées au colloque. Par exemple, le problème mécanique des trois corps. On sait, depuis Kepler et Newton, analyser complètement le mouvement de la Terre autour du Soleil si l'on suppose que ces deux objets existent seuls dans l'espace. Si l'on rajoute un troisième corps – la Lune par exemple – le problème devient tellement ardu qu'on ne sait le résoudre que par approximations successives. Une bonne part de la géométrie actuelle est issue des travaux d'Hémi Poincaré sur le problème des trois corps. Mais celui-ci résiste toujours.

Comme l'a indigné M. Alain Connes, professeur au Collège de France et lauréat de la médaille Fields, l'arithmétique et la physique sont d'énormes pourvoyeurs de problèmes introuvables. Mais les mathématiciens ne les peuvent attaquer avec succès que lorsqu'ils ont construit une théorie dans laquelle le problème s'insère de façon naturelle. M. Connes a montré comment un chercheur marseillais, Jean Bessis, vient d'utiliser dans ses propres travaux, la très difficile théorie des algèbres non commutatives, pour expliquer l'effet Hall quantique, un phénomène physique surprenant qui valut il y a quelques années le prix Nobel à ses inventeurs. Et un passage, Alain Connes a donné une information intéressante : on peut montrer que l'espace a bien trois dimensions – ou quatre si l'on inclut le temps. C'est presque une information nouvelle, car plusieurs théories à la mode supposent un espace à dix ou à vingt-six dimensions.

MAURICE ARVONIN.

POUR NOËL, DES CADEAUX RAFFINÉS SIGNÉS ALFRED DUNHILL.



Parfum Dunhill Edition.

ALFRED DUNHILL
15 rue de la Paix, Paris 75002
Tél. 42.61.57.58

dunhill

Le Monde SPORTS

FUNBOARD : Coupe du monde

Finies les vacances !

Après une semaine de compétitions, le quadruple champion du monde de planche à voile, l'Américain Robby Naish, est dominé dans la finale de la Coupe du monde de funboard en Guadeloupe par le jeune Hispano-Hollandais de dix-huit ans, Bjorn Dunkerbeck. Mais plus

encore que ce résultat qui n'empêchera pas l'Hawaïen de conserver son titre au terme de cette sixième épreuve, le dimanche 13 décembre, c'est l'avenir de la Coupe du monde de funboard qui est au centre de toutes les conversations dans la baie de Saint-François.

SAINT-FRANÇOIS (Guadeloupe)
de notre envoyé spécial

QUEL paradoxe ! Alors que la finale de la cinquième Coupe du monde de funboard a lieu dans des conditions de rêve, ce sport tout jeune traverse une crise si profonde que son existence même est menacée.

Entre les épreuves, disputées dans les alizés, c'est autour d'un tapis vert que les représentants des coureurs planchent de longues heures pour tenter de mettre au point la compétition des années prochaines. Les coureurs ont appris en octobre dernier que le pool des fabricants de planches à voile, qui, depuis cinq ans, assurait l'organisation et le financement de la Coupe du monde, a décidé de ne pas se contenter désormais d'apporter sa caution officielle aux épreuves de funboard.

La rupture est venue du pool est couramment venue des marques qui ont sans doute le plus profité des retombées de cette compétition. Par exemple, Robby Naish, le quintuple champion du monde, « légende vivante » de la planche à voile, ne représentant de ce sport à être un peu connu du grand public, a assuré le succès de Mistral.

Mais la plupart des fabricants ont connu cette année de graves difficultés financières. Leurs actionnaires acceptent difficilement qu'une période de crise des jeunes gens passe à l'âge d'or d'années des « vacances » de rêve dans les plus beaux endroits du monde.

Un calcul à court terme selon les marques Bie et Tige. Patrick Desrosiers, PDG de Tige, regrette la Coupe du monde : « Notre équipe a permis de positionner notre image, et, surtout, la compétition a été un formidable laboratoire de recherche et de mise au point pour nos modèles ».

Bref, les coureurs devront financer eux-mêmes leur saison : un budget d'environ 300 000 à 500 000 francs. Quelques-uns seulement, pour des sommes

relativement modestes, salariés des marques. Tous devront trouver des sponsors autres que les fabricants pour assurer leurs déplacements et leur inscription aux épreuves.

D'abord décontenancés - ils n'ont guère plus d'une vingtaine d'années et ont presque tous toujours bénéficié de l'assistance de véritables coachs, - les quarante-huit garçons et les seize filles du circuit mondial ont décidé de créer en Guadeloupe une association : la PWA (Professional Wind-surfers Association, association des coureurs professionnels sur planche à voile).

La majorité des délégués sont américains et hawaïens. Les six coureurs français sont représentés par la jeune Héroïne Nathalie Le Lièvre, triple championne du monde. Elle participe à toutes les réunions qui tentent de mettre au point une épreuve de remplacement : « L'idée qui ressort actuellement serait de créer un circuit mondial de douze à quinze épreuves sur tous les continents. Des sponsors extérieurs au milieu de la planche à voile assureraient le financement et l'organisation de ces compétitions dotées de primes pouvant atteindre 50 000 dollars. Reste à trouver la méthode qui permettrait de déterminer un titre mondial ».

Des exploits inaperçus

Faudra-t-il que les champions participent à toutes les courses ? « Si nous lisions la Coupe du monde à cinq ou six épreuves comme aujourd'hui, nous risquons de nous mettre à la merci d'un sponsor unique et tout-puissant », estime Nathalie Le Lièvre.

Hans Wiseman, directeur pour l'Europe de Peter Stuyvesant Travel, ne cache pas qu'il est prêt à mettre sur pied un tel circuit. Mais en imposant, comme à la Guadeloupe, des épreuves qui sont en fait des destinations proposées par son agence de voyages et non pas des « sports » de sur.

Une orientation qui ne convient pas à Robby Naish : il ne cache pas aujourd'hui qu'il veut toucher les dividendes de ses résultats. Ses deux ou trois challengers devraient également profiter d'un circuit comportant un maximum d'épreuves. Les perspectives sont moins alléchantes pour les autres coureurs : chasseurs de primes ou bien metteurs au point.

Le Français Patrice Beibéoch, qu'une victoire sur Robby Naish à La Torche, en 1986, avait propulsé au premier plan, n'est pas inquiet : « Je vais confier à un agent le soin de me trouver des sponsors en dehors du milieu de la planche à voile ». Inconscience d'un garçon de dix-huit ans ?

Quels sponsors acceptent de financer des sportifs dont les exploits passent inaperçus ? Avec cinq épreuves par an, la Coupe du monde de funboard n'a jamais obtenu l'impact médiatique qu'aurait justifié la qualité du spectacle. Il est à craindre que, délaissé dans une dizaine d'épreuves, elle ne voit son intérêt s'amincir à cause d'un règlement compliqué et d'implacables commercial.

CHRISTOPHE DE CHENAY.

SPORTS EQUESTRES : le retour de Marcel Rozier

Professionnel pour le plaisir

A cinquante et un ans, Marcel Rozier, ancien champion olympique par équipes de saut d'obstacles, ancien entraîneur de l'équipe de France et actuel entraîneur de l'équipe d'Italie, renoue avec la compétition internationale le ven-

dredi 11 décembre à Toulouse, après six ans d'intermission. Comme un fumeur repenti qui rechute à la première cigarette, Marcel Rozier est remonté en selle. Sur un coup de tête mais sans ambition.

« Pourquoi cette brusque défection ?
- Il y a quinze jours, j'avais un week-end libre ; je me suis inscrit dans un concours national à Amiens. Pour me faire plaisir. Comme cela n'a pas trop mal marché, je me suis dit : Pourquoi ne pas continuer ?

- Tout en restant responsable de l'équipe italienne jusqu'aux Jeux olympiques de Séoul, je dispose désormais d'un peu de temps. J'ai réussi à monter mon écurie privée à Bois-le-Roi. J'ai mis le pied à l'étrier à mes fils Philippe et Thierry, qui figurent dans les dix premiers au classement FEF-Audi. De plus, j'ai de bons chevaux. Alors, j'ai décidé de me faire plaisir en remontrant pendant deux ou trois ans encore, au lieu de continuer à m'ennuyer le week-end dans les tribunes.

- S'il ne s'agissait que de se faire plaisir, pourquoi avoir repris le statut de professionnel dans l'écurie Malesan, qui emploie déjà votre fils Philippe, alors que plusieurs cavaliers cherchent en vain des sponsors ?

- Au départ, je ne le souhaitais pas. J'avais seulement demandé à Patrick Caron,

l'entraîneur national, de m'inscrire dans les concours de Toulouse et de Grenoble. Lorsqu'il l'a appris, Bernard Magrez, le PDG des vins Malesan, m'est tombé dessus. Je lui ai dit : Ne vous emballez pas, je ne suis pas à la recherche d'un sponsor. Mais il a eu des arguments auxquels je n'ai pas pu résister. Il paraît que je suis porteur... Cela m'a surpris.

- Au-delà du coup publicitaire que représente votre retour, quels sont vos objectifs sportifs ?
- Sur les deux cent quatre-vingt cavaliers français classés en première catégorie, je compte bien me glisser dans les trente premiers de l'année afin de participer aux prochains championnats de France. J'ai un très bon cheval : Oscar Minodière Malesan. Il appartient au piqueur de mon fils Philippe, qui a déjà trois chevaux de Grand Prix. Il n'a que sept ans, c'est un bon moyen de le préparer en le faisant travailler dans de grandes épreuves. Si l'entente est bonne entre lui et moi, si je trouve le bon bouton, il n'est pas impossible que je puisse viser plus loin que le niveau national. Les concours de Toulouse, cette semaine, et de Grenoble, la suivante, me serviront de tests.

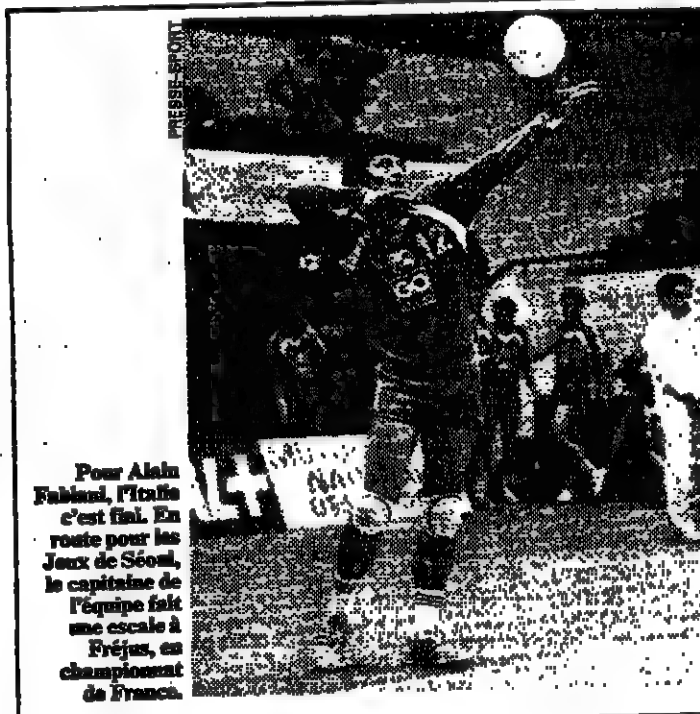
- Personne n'a repris la compétition de haut niveau après une si longue interruption. Êtes-vous prêt physiquement ?

- Après le concours d'Amiens, j'ai été très courbattu. Depuis, je n'ai guère eu le temps de m'entraîner. Tout juste trois ou quatre séances avant d'aller à Toulouse. C'est vrai que je pars un peu dans l'inconnu. Ma dernière compétition internationale date de 1981, à Bordeaux, et ma dernière Coupe des nations à Toronto, la même année. Sur le circuit, il y a bien des cavaliers de premier plan qui ont mon âge ou plus, mais eux ne se sont pas arrêtés. Toutefois, je ne me fais pas de souci. Je me sens en pleine forme, j'ai retrouvé mes sensations et puis, quand on a l'enthousiasme...

- Ne craignez-vous pas pour votre image de faire le concours de trop ?

- Non, je crois avoir réussi ma carrière. J'ai beaucoup travaillé pour cela. Je souhaite seulement passer quelques week-ends agréables et bien figurer. Si je sens que cela ne va pas, ne comptez pas sur moi pour sombrer dans le ridicule.

Propos recueillis par
JEAN-JACQUES BOZONNET.



Pour Alain Fabiani, l'Italie c'est fini. En route pour les Jeux de Séoul, le capitaine de l'équipe fait une escale à Fréjus, championnat de France.

VOLLEY-BALL

Le championnat retrouve ses prodiges

Les fils prodiges du volley-ball français sont de retour dans leurs clubs pour le championnat national, qui a débuté le mercredi 9 décembre.

Trente-trois mois passés au service de l'équipe de France leur avaient permis de devenir vice-champions d'Europe derrière les Soviétiques et d'obtenir ainsi leur qualification pour les Jeux olympiques. La préparation du tournoi de Séoul, où ils seront les seuls représentants français dans les sports collectifs, reprendra dès le 11-avril 1988. D'ici là, les internationaux vont s'efforcer de redonner un peu d'éclat et d'audience au championnat national, relégué dans la clandestinité depuis leur départ en février 1985.

Alain Fabiani et Laurent Tillie, exilés en Italie, ont dû revenir en France pour mieux préparer Séoul. Avec le retour de Fabiani et de ses deux autres internationaux, Hervé Mazzon et Eric N'Gapeth, aux côtés des Canadiens Glenn Hoag et Paul Gratton, Fréjus, le champion sortant, sera encore le grand favori pour le titre.

VOILE : préparation olympique

L'étoile de Marc Pajot

L'équipe de France de voile se prépare d'arrache-pied pour les Jeux olympiques 1988. Les résultats obtenus en 1987 laissent espérer deux médailles à Séoul. Mais la course au large monopolise les médias. La venue de Marc Pajot et la création d'une association pourraient braquer le projecteur sur les régatiers.

Pajot pour collectionner les bons points. « En 1987, dans les huit disciplines concernées (Finn, Tornado, 470 masculin, 470 féminin, Star, Soling, FD, planche à voile), nous sommes montés quatre fois sur un podium aux championnats du monde et deux fois aux championnats d'Europe », se réjouit M. Jean-Pierre Ducloy, le directeur technique national.

Discret et tenace, J.-P. Ducloy s'est efforcé de faire remarquer à son ministre de tutelle, M. Christian Bergelin, que la voile était l'une des sept fédérations sportives à avoir atteint ses objectifs. Avec 6 millions de francs, son budget 1988 est en progression de 15 %.

« Pourtant, ce ne sera pas le Pérou », note le directeur technique adjoint, M. Jean-Emile Mazer. Les voiliers olympiques sont de petits bijoux très sophistiqués. Une coque de FD revient à 100 000 F et prend la direction du cimetière marin au bout d'un an. L'industrie nautique française

dédaigne ces miniatures complexes, dont le marché se réduit comme peau de chagrin. Perfectionniste et intransigent, l'élite des régatiers s'est résignée à trouver son bonheur à l'étranger.

Entre deux cyclones

Avec ses brises régulières, le plan d'eau de Los Angeles réclamait vitesse, régularité et agilité au moment du départ. Le site de Pusan en Corée, lui, est imprévisible. Entre deux typhons, le vent varie et le courant impressionne. Il peut atteindre 10 kilomètres/heure quand les voiliers dépassent rarement 20 kilomètres/heure. Les chercheurs s'attachent les cheveux pour établir une cartographie crédible. Ils envisagent une campagne de mesures avec une vedette munie d'un positionneur par satellite ultra précis. Pusan couronnera des régatiers complets, aux nerfs d'acier, capables de digérer les mauvaises fortunes et de saisir l'occasion par les cheveux.

Les entraîneurs, les trente-deux membres de l'équipe de France et les douze espoirs se sont concertés pour définir le mode de sélection. L'unique représentant de chaque série sera désigné mathématiquement après deux ou trois épreuves du printemps prochain. En rattachant au choix arbitraire un moment envisagé, la direction technique s'efforce de la grotte des coureurs qui avait secoué la FFV lors de la précédente olympiade.

Seule pomme de discorde, la communication. Envieux de la notoriété qui inonde les skippers du large et qu'ils estiment mériter tout autant, les régatiers viennent de créer l'Association des coureurs de voile olympique (ACVO).

Le président en est Luc Pillot. Sur de lui, ce grand gaillard possède, avec son barreur Thierry Peponnet, un palmarès énorme. Sur 470, ils ont imposé leur loi en France, en Europe et dans le monde. Malgré quelques éclipses, ils règnent depuis quatre ans. La voile-spectacle leur a cligné de l'œil. Ils persévèrent. Ils veulent troquer le bronze de la médaille de Los Angeles pour de l'or à Séoul. C'est encore le meilleur moyen pour que la voile olympique soit reconnue !

LUC LE VAILLANT.

LES HEURES DU STADE

Athlétisme

Cross des Mureaux et Cross du « Provençal », dimanche 13 décembre.

Basket-ball

Championnat de France. - Première division (18^e tour aller). Samedi 12 décembre à 20 h 30, seul Cholet-Limoges à 18 h 15. (A 2, direct). Coupe d'Europe. - Limoges-IMT Belgrade en Coupe des Coupes. Real Madrid-Monaco. Racing CF-Manchester. Villeurbanne-Salonique en coupe Korac. Den Bosch-Orthez en Coupe des champions (mercredi 16 décembre).

Curling

Championnats d'Europe. - Jusqu'au 18 décembre à Oberstdorf (RFA).

Football

Coupe du monde. - Tirage au sort des groupes éliminatoires samedi 12 décembre à Zurich (A 2, à partir de 17 h 30, direct). Championnat de France. - 1^{re} division (23^e journée), samedi 12 décembre, à 20 h 30.

Handball

Challenge Michel-Parent. - Samedi 12 et dimanche 13 décembre entre Santander (Espagne), Civenka (Yougoslavie), Dunkerque et Gagny (FR 3 le 20 décembre, direct).

Jeu de paume

Open Cos d'Estournel. - Jusqu'à dimanche 13 décembre à Bordeaux.

Natation

Coupe d'Europe. - Jusqu'à dimanche 13 décembre à Monaco.

Patinage

Championnats d'Europe de sauts de barille. - Samedi 12 décembre à Paray-Vielles (Essonne).

Rugby

Championnat de France. - (2^e phase, 3^e journée) dimanche 13 décembre.

Ski acrobatique

Coupe du monde. - Jusqu'à dimanche 13 décembre à Tignes.

Ski alpin

Coupe du monde. - Slalom descente, super G dames jusqu'au 13 décembre à Leukerbad (Suisse). Descente hommes, samedi 12 décembre à Val Gardena (Italie). Géant-hommes, dimanche 13 décembre à Alta Badia (Italie).

Ski nordique

Coupe du monde. - 15 km masculin et 5 km féminin. Samedi 12 décembre à La Clusaz.

Judo

Coupe d'Europe des clubs champions. - Finale aller VFL Wolfsburg (RFA) ; US - Orléans (Fra.) le 12 décembre.

Trampoline

Coupe du monde. - A Antibes, les 11 et 12 décembre.

Inauguration du Musée d'art moderne de Saint-Etienne

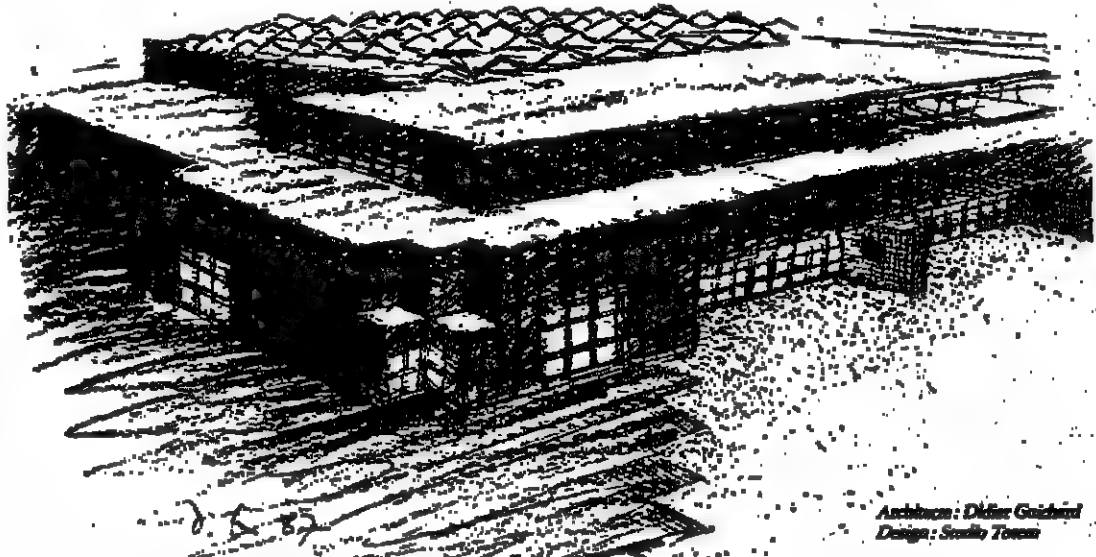
Une nouvelle étape pour la création

M. François Léotard a inauguré, jeudi 10 décembre, le nouveau Musée d'art moderne de Saint-Etienne.

Le ministre de la culture a annoncé que le traitement de faveur dont bénéficie le

musée pour ses acquisitions serait renouvelé en 1988 : 1,2 million de francs de l'Etat, somme qui, en 1987, s'est ajoutée à celle de 1,2 million de francs de la Ville et de 600 000 francs prise sur des fonds du mécé-

nat. De quoi enrichir une collection qui compte parmi les plus conséquentes pour l'art de ces trente dernières années et qui se trouvait beaucoup trop à l'étroit dans l'ancien Musée d'art et d'industrie.



Architecte : Didier Guichard
Design : Studio Toema

On le découvre légèrement en contournant la route, en quittant Saint-Etienne par le nord, direction La Terrasse. C'est loin du centre-ville, mais, en contrepartie, le nouveau musée dispose d'un terrain de 54 000 mètres carrés au croisement de grands axes routiers et autoroutiers, et pas très loin de l'aéroport. C'est un parallélogramme de béton recouvert d'une armure de carreaux de métal noir, qui n'en impose pas. On l'a voulu sobre, simple, fonctionnel, le moins coûteux possible. Et il est sobre, simple, apparemment fonctionnel et n'a pas coûté très cher : 76 millions de francs (soit environ 10 000 francs le mètre carré équipé) assumés à 40 % par la Ville, 40 % par l'Etat, 10 % par la région et 10 % par le département.

Son aspect extérieur, à vrai dire, n'appelle pas de grands commentaires esthétiques. Bien que fermé sur lui-même, le musée ne fait pas penser à un bunker. Il n'a pas assez de hauteur pour évoquer un temple ou une cathédrale, il ne ressemble donc pas aux musées d'art contemporains qui ont vu le jour depuis dix ou vingt ans. Il ne ressemble pas non plus à une maison de la culture, et n'a pas tout ce que cela implique d'un supermarché, comme on pourrait avoir envie de le dire pour jouer les gâte-sauces, en rappelant que son architecte, Didier Guichard, appartient à la famille des fondateurs géants des établissements Casino, qui d'ailleurs s'avèrent de fameux mécènes dans cette affaire culturelle en accordant sans le moindre contrôle 4 millions de francs au musée par an, pendant quatre ans (renouvelables), pour lui permettre de se développer.

Didier Guichard n'affiche aucune prétention. Collectionneur, amateur d'art contemporain — au point de recouvrir deux murs de l'entrée de carreaux blancs, comme Raymond Tapiro le fond de hall avec son Espace O — il présente son projet en termes « minimalistes », selon les besoins élémentaires d'un musée d'art contemporain. A commencer par la maintenance des œuvres : pas d'ascenseurs, pas de monte-charge, pas d'escaliers, mais des réserves qui collent aux salles d'exposition, toutes sur le même niveau (sauf pour le cabinet d'arts graphiques). Son autre souci majeur était d'obtenir un bon éclairage des salles, qui ne fasse pas de reflets. La solution : des tubes accrochés à des cadres suspendus, pour la lumière artificielle, celle-ci pouvant être doublée d'un éclairage naturel dans la partie centrale du musée. Or les cimaises hautes de 8 mètres ou de 4 mètres redécoupent l'espace en

salles carrées de 10 mètres sur 10, et peuvent au principe être déplacées. On n'est pas très loin de retrouver là l'esprit de Beaumont Newhall, cet-on mal ? A vrai dire il faudra attendre l'accrochage de la collection pour en juger, comme d'ailleurs pour raffiner l'esprit du lieu. Car enfin c'est elle qui a déterminé ce musée, c'est cette collection, forte d'œuvres d'avant-garde (notamment américaines) des années 60 à 80, dont les formats sont beaucoup plus amples que ceux des peintures et sculptures de l'exposition temporaire consacrée aux années 1945-1953 en Europe qui inaugure les cimaises.

Collaboration avec l'université

Bernard Ceysson a, en effet, voulu une grande exposition historique pour l'ouverture du musée, plutôt que de déployer la collection qui, elle, est présentée à Lyon et à Villurbanne. Malgré le grand intérêt de cette exposition, qui cherche à établir une sorte de jeu dialectique entre la chronologie du temps et ce que nous considérons aujourd'hui comme la substantifique moelle de cette période mal connue et complexe (en présentant, par exemple, Buffet et Dubuffet, Fongeron et Masson), on peut regretter ce choix inaugural. Mais aussi le comprendre comme l'affirmation d'une détermination du musée à se tenir désormais au premier rang des musées d'art moderne et contemporain d'Europe, par ses activités futures, combinées à sa politique d'acquisitions — ce qui ne pouvait être fait, bien évidemment, dans le cadre ancien du

Musée d'art et d'industrie, faute de place, faute de crédits suffisants.

Un manque de place et de crédits qui n'a cependant pas empêché un formidable travail de se faire, depuis quarante ans, à Saint-Etienne, pour la présence de l'art du vingtième siècle. Avec Maurice Allmand, conservateur du musée de 1947 à 1967, qui a été le premier à acheter des œuvres contemporaines ; puis avec Bernard Ceysson, qui, même le temps de son bref passage à la tête du Musée national d'art moderne, n'a cessé d'être de cœur avec son musée et sa ville. On peut le comprendre quand on sait que son incarner parisien a eu lieu au moment où son vieux rêve de nouveau musée prenait tournure, grâce à des apports substantiels de la Ville et du mécène, notamment pour des publications scientifiques auxquelles à Saint-Etienne on tient beaucoup. C'est une des lignes de force du musée que d'avoir depuis longtemps noué des liens étroits avec l'université, et de nourrir la présentation des collections ou des expositions temporaires de haut niveau (on peut citer « Les réalistes en Allemagne », « L'art en France dans les années 30 », « 1960 », et, plus récemment, « Après le classicisme » par des colloques dont Jean Lande a été longtemps l'organisateur (autour du cubisme, thème du retour à l'ordre) et qui font l'objet de publications au CIEREC (Centre interdisciplinaire d'études et de recherches pour l'expression contemporaine, qu'anime l'universitaire Louis Roux).

Cette collaboration du musée avec l'université, qui est d'ailleurs unique en France, n'est certainement pas étrangère au contenu actuel de la collection, à sa cohérence, à cette volonté de l'organiser de façon à pouvoir présenter presque sans faille les grands courants d'avant-garde depuis les années 50. Ce n'est pas une collection de collectionneur capricieux, comme il arrive souvent, y compris dans les musées, mais une collection qui est à la fois pensée pour la jouissance esthétique et l'étude. Cela aussi est à peu près unique en France, hors de Paris. Aussi ne peut-on que se réjouir de voir l'ouverture du musée qui va permettre à l'équipe des conservateurs de poursuivre dans cette voie. Avec les 7 190 mètres carrés de surfaces utiles dont ils disposent désormais, qui englobent une excellente bibliothèque (dédiée à Jean Lande), un auditoire, des salles pour les activités pédagogiques, une cafétéria, dont l'aménagement a été confié au groupe Totem, comme d'ailleurs l'aménagement du parc et l'ensemble du mobilier de bureau, et qui amène la note colorée un peu folle dans ce bel outil de travail. Qui n'excite évidemment pas le plaisir de la contemplation. Il faudra y revenir prochainement.

GENEVIÈVE BRENETTE

* L'art en Europe : les années décisives 1945-1953, livre-catalogue publié aux Editions Skira, 420 F. Etudes de Bernard Ceysson, Gérard Mordant, Jacques Benfante, Maurice Frechette, Jean-Luc Daval, Jean-François Cherrier, Catherine Bompuy.

La mort de Robert Filliou

Robert Filliou est décédé d'un cancer le 2 décembre, là où il avait décidé de se retirer depuis quelque temps, aux Eyzies-de-Tayac, en Dordogne. Artiste singulier, mais artiste à sa façon, ni peintre, ni sculpteur, ni photographe, et capable d'user de toutes les disciplines à la fois, Filliou était l'hyper-dadiste par excellence.

Né en 1926 dans le Gard, résistant, élève en économie politique à Los Angeles au début des années 50,

économiste ensuite, au Japon et en Corée, professeur un peu plus tard, Filliou n'était entré « en art » que vers 1960, mais pour pratiquer l'anti-art, la dérision universelle et le happening outrancier. Membre du groupe Fluxus dès le premier festival de cette phalange de mal-pensants — en septembre 1962 — en compagnie de Nam June Paik, l'ex-« homme sérieux » converti au dachauisme à multiplier par la suite les actions et démonstrations par l'absurde.

Il fut de la sorte l'inventeur de la boutique de la cédille qui sourit, qui avait la particularité de ne jamais ouvrir, puis le fondateur d'une « République générale », dont il fut le plus éminent citoyen. Très logiquement, car ce démolisseur avait l'esprit rigoureux. — Filliou glissa de ce dadisme ironique à une position très proche de celle des conceptuels américains. Son Principe d'équivalence bien fait, mal fait, pas fait, postulait — en 1968 — que l'exécution de l'œuvre importe peu et qu'en somme le mot vaut pour la chose, qui ne vaut pas grand-chose elle-même.

Devenu figure célèbre et presque historique, objet de rétrospectives et d'expositions à partir des années 70, Filliou s'était détaché quelque peu de cette période héroïque pour s'intéresser de plus en plus au bouddhisme.

Philippe Dagen

MUSIQUE

Le « Requiem » de Berlioz à Saint-Roch

Le grand souffle du romantisme

Pour le 150^e anniversaire de sa création, Jean-Pierre Loré et l'association Musica Opera Sacra ont programmé à l'église Saint-Roch le « Requiem » de Berlioz.

Depuis leur fondation en 1980, par Jean-Pierre Loré et l'association Musica Opera Sacra, les Grands concerts de Saint-Roch ont entretenu les chefs-d'œuvre de la musique religieuse tout en s'attachant à sortir de l'ombre des ouvrages injustement délaissés de Saint-Saëns, César Franck, Schumann, etc. A raison de deux à trois concerts par mois, en moyenne, la programmation est extrêmement variée, et plutôt attrayante ; mais comme tout se passe bien, à l'écart des modes et du végétarisme, la presse oublie un peu ces manifestations discrètes au profit de tant d'autres qui font beaucoup plus de bruit.

En programmant cinq cent cinquante « monstres » du Requiem de Berlioz pour le 150^e anniversaire, jour pour jour, de sa création aux Invalides, les Grands concerts de Saint-Roch ont tenté ce qu'on appelle un peu brutalement une opération médiatique. Cela se conçoit, étant donné l'importance de l'effort déployé et le coût de la réalisation. D'ailleurs, l'ouvrage assez rarement donné à Paris pour un tel public a été démonté.

Cependant, Jean-Pierre Loré a voulu davantage en annonçant que le Requiem serait joué tel que Berlioz l'avait souhaité. Pour cela, naturellement, il a placé les quatre orchestres de cuivres aux quatre coins de l'église et non « aux quatre angles de la masse chorale et instrumentale », comme le précise justement Berlioz — et il a fait chanter le Sanctus non par un mais par dix téneurs, solution que le compositeur proposait au cas où l'on ne disposerait pas d'un bon soliste et qu'il n'y avait pas de chœur d'hommes et de femmes. L'« obéissance » comme on le lit dans le programme.

Sans doute la disposition « étoilée » des fanfares, produisant un effet plus saisissant dans le Tulle, mais c'est au détriment de la précision rythmique et de la justesse, comme on a pu le constater malgré l'excellence du Grand Ensemble de cuivres de Gity Four-

non ; en outre c'est, peut-être, mettre trop exagérément l'accent sur un effet relativement isolé dans un ouvrage où les nuances piano et pleines sont majoritaires ; et dévaloriser une partie du public mis en appétit par un si beau commencement qui n'aura pas de suite.

Quant au Sanctus, on ne saurait prétendre que dix bons téneurs valent mieux qu'un, et l'effet de ce morceau — directement inspiré de la prière de Hon dans Oberon — perd cette magie immatérielle qui tient à l'émergence inopinée d'une voix de soliste au milieu d'une œuvre chorale. Comment ne pas regretter par ailleurs que les dix téneurs se soient abstenus de chanter partout ailleurs où leur soliste n'aurait pas été superflus pour maintenir une intonation souvent défectueuse dans cette partie si exposée du grand chœur ?

La messe, le problème des affectus gigantesques — six cents choristes à 3-4-5 annoncés — se pose de façon aiguë. Berlioz n'exige, tout en exhortant d'avance, que deux cents choristes, car l'expérience lui a appris que la puissance de l'effet dépend moins du nombre que de la qualité des voix. Sans nier la performance accomplie par les quinquante chanteurs pour la circonstance, la justice laisse beaucoup à désirer au soir de la première. Comme il y avait également quelques flottements dans l'orchestre, le souci manifeste de respecter les notions indicatives de Berlioz semblait parfois superflu en regard de l'essentiel. Ces défauts devraient s'atténuer lors des prochaines exécutions.

Ces critiques sont naturellement relatives aux ambitions d'une telle entreprise ; il serait inutile de les formuler si elle n'en valait pas la peine. Sans doute Jean-Pierre Loré a-t-il vu un peu trop grand, mais il a réussi à faire passer dans l'auditoire et sur les huit cents musiciens et choristes qu'il était littéralement tenu à bout de bras, le grand souffle de cette partition — au-delà des effets spectaculaires, il faut savoir préserver cette intensité paroxysmale et surtout l'élémentaire sens commun.

GERARD CONDÉ

* Vendredi 11 et samedi 12 décembre à 20 h 30 et dimanche 13 à 15 h 30. Tél. : 43-61-99-26. On pourra se procurer un enregistrement du Requiem aux commerces (sur disques compacts, 300 F, ou sur cassettes, 170 F) complétés par celui du Requiem inédit de 1825.

VARIÉTÉS

Les Commuhards en concert

Tintin contre le SIDA

Jimmy Sommerville et Richard Coles forment à eux deux les Commuhards. Aggravement, tout les oppose. Sommerville est un Ecossais au physique de Tintin, qui s'est d'abord fait connaître comme le chanteur à la voix haut perchée de soprano, du groupe Bronski Beat. Coles, pianiste anglais de formation classique, a la mine soignée d'un étudiant en sciences physiques.

En réalité, tous deux ont le même engagement gay et participent activement au Grand Bistrotage à la lutte contre le SIDA. Ensemble aussi, ils ont de solides convictions travaillistes et font activement partie d'une association de chanteurs britanniques (le Red Wedge opposés à la politique de Margaret Thatcher).

Le premier album des Commuhards mettait en valeur un travail harmonique superbe dans les voix et dans les instruments, mêlés avec l'art de la maitrise. Le deuxième album (Red) reste fidèle à la même veine, et les concerts, joués à gu-

chets, fermés à l'Olympia, s'ils ont les couleurs flamboyantes de la voix de Jimmy Sommerville, ne créent donc pas de surprise.

Tels que, cependant, ces concerts offrent l'étrange voix de cristal de Sommerville et la richesse mélodique réelle du groupe, paraissent différents dans un temps de vaches noires, Jimmy Sommerville et Richard Coles associent astucieusement thèmes sociaux et musicaux du TOP 50.

CLAUDE FLEQUOT

* Olympia à 20 h 30, jusqu'au 13 décembre. Albums dist. Barclay.

CHIISAKO
SOLO DE
CARLOTTA IKEDA
9 REPRESENTATIONS
EXCEPTIONNELLES
DU 10 AU 20 DÉCEMBRE

Cinéma PANTHEON
13, rue Victor-Cousin, 5^e
Salle chauffée
Réunis dans une seule
séance, les premiers
films de
Jean-Luc GODARD
François TRUFFAUT
Maurice BIALAT
Jean ROUCH
François REICHENBACH
et
LA PARTIE DE CAMPAGNE
de Jean RENOIR

CONCERTS/ATELIERS
9 compositeurs
à découvrir
Samedi 12 décembre 20 h 30
ATELIER - LECTURE
Dimanche 13 décembre 17 h
ATELIER - LECTURE
Lundi 14 décembre 20 h 30
CONCERT DÉCOUVERTES
ENSEMBLE
INTERCONTEMPORAIN
DIRECTION PETER BOITOV
ET KENT NAGANO
Centre Georges Pompidou
Grande Salle
Location 42 78 79 55
EXPOSITION
CONTEMPORAIN
IRCAM

POUR LA PREMIÈRE FOIS
EN FRANCE !
le groupe Israélien
KINOR DAVID
(la harpe de David)
- le 13 décembre : Aix-en-Provence
- le 15 décembre : Marseille
- le 16 décembre, à 20 h 30 : Centre RACHI, 30, bd du Port-Royal,
75005 Paris (M^o Gobelins)
- le 17 décembre, à 20 h 30 : Forum des Cholettes, Sarcelles
Pour toutes informations, Claire Chauvin, tél. : 16 (1) 43-49-43-63
Les concerts sont donnés au profit de l'association ROSH PINAH, en vue de permettre la création d'un
village d'accueil pour faciliter l'ajout de personnes âgées ou handicapées, de familles démunies.
Concerts organisés avec le concours d'associations non liées au mouvement Rachi : ACHILLES, COLETTA

THÉÂTRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES
DU 10 DÉCEMBRE
AU 10 JANVIER
MARCEL
MARCEAU
avec
Jean-Luc GALLICHE - K. Scott MALCOLM - Bogdan NOWAK
LOC. THÉÂTRE - AGENCES ET PAR TÉLÉPHONE 47.20.36.37

Culture

CINÉMA

« Promis... juré », de Jacques Monnet

Le petit Cyrano

Si le nez de Jacques Monnet avait été plus court, la face du cinéma n'en eût certes pas été changée, mais nous n'aurions pas fait la connaissance du héros de Promis... juré, petit Cyrano franchouillard qui lui ressemble sans doute beaucoup.

C'est la guerre, et Pierre-Marie Tézat a douze ans. Il a un sobriquet, Fend-la-bise, devinez pourquoi. Son meilleur copain est un bibendum trouillard surnommé Gros Lard. Pour les beaux yeux d'une Roxanne de son âge, Pierre-Marie va accomplir les petits mensonges et collectionner les grosses bêtises. Ce qui, en période de conflit mondial, n'est pas sans conséquences. Ainsi tenté-il notamment de faire sauter un pont (qui finit par sauter vraiment), vole des bas de soie pour les troquer contre du chocolat, etc.

En récompense de ses exploits, Pierre-Marie se fait talocher par son père (Roland Giraud) qui barytonne frileusement en attendant d'être meilleur et le troisième enfant que sa femme (Christine Pascal) lui tricote. Deux grands-mères sentencieuses et plûtes

zigolotes complètent cette belle famille française à l'heure allemande. Les petits garçons, pas géniaux mais mignons (Michel Morin et Stéphane Legros), s'écroulent les genoux et s'insultent beaucoup : « pétochard », « coquille molle »...

Tout ça ne casse pas trois pattes à un officier de la Luftwaffe. Il y en a un, justement, qui meurt d'envie de s'élever et qui supplie Pierre-Marie de le faire prisonnier. L'occupant finira la guerre dans la cave des Tézat, se livra avec Pierre-Marie à un primatutier concours de pets, ce créa des liens. Nous sommes plus près de la Guerre des boutons que d'An revoir, les enfants, les collabos sont braves, les résistants sont bêtes, bon, quoi, c'est une comédie...

Filmé avec soin, bien photographié, un peu lourd, souffrant d'un manque flagrant d'innocence, parvenant péniblement à retrouver une certaine grâce d'enfance, le film de Jacques Monnet se laisse néanmoins voir sans ennui. Juré. Promis.

DANIEL HEYMAN

Le Prix Louis-Delluc décerné à Jean-Luc Godard et Louis Malle

Fait unique dans ses annales, le Prix Louis-Delluc destiné à découvrir le meilleur film français de l'année et qui récompense d'habitude un jeune réalisateur a été attribué à deux auteurs en acte cinématographique : Jean-Luc Godard pour *Soigne ta droite* et Louis Malle pour *An revoir les enfants*. Ce dernier l'avait d'ailleurs déjà obtenu, il y a exactement trente ans avec *Ascenseur pour l'échafaud*.

« Ce palmarès traduit l'immolation totale du jury quant aux films de l'année, a déclaré le président du jury, Maurice Beay. Nous n'avons pas trouvé cette fois de nouveau meilleur au même degré du Prix Delluc. » De passage à Paris, Louis Malle a noté qu'« il était drôle qu'on donne en 1987 le Prix Delluc à deux cinéastes de la Nouvelle Vague ».

Et Jean-Luc Godard, de Suisse, a estimé que l'attribution de ce prix ex-aequo avec Louis Malle soulignait la réconciliation des anciens et des modernes. « Le jury, a-t-il ajouté, a trouvé deux jeunes films à défaut de jeunes réalisateurs. »

Sous le soleil de Satan, de Maurice Pialat, et les Innocents, d'André Téchiné, étaient en course pour cette récompense, qui a été attribuée l'an passé à *Mauvaise sang*, de Léos Carax.

THEATRE DE ROCHE - Tel. 45 48 92 97

MA CHÈRE ROSE...
de JOSÈP BOUQUA et MARIE GATARD
IMMANUELLE RIVA SUZEL GOFFRE
PRIZ DE LA FONDATION JOHNSON
Deux cotisations d'exception: Rose et Bouc.
M. Cournot LEMONDÉ
21h Salle II
Dernière le 20 Décembre

INSTITUT

A la séance publique annuelle de l'Académie française

Défense de la francophonie et éloge de la vertu

M. Bertrand Poirot-Delpech présidait jeudi la séance publique annuelle de l'Académie française. Il lui revenait donc de prononcer l'éloge traditionnel de la vertu, proclamation indispensable de la proclamation des prix Montyon. Auparavant, M. Maurice Druon, secrétaire perpétuel, devait commenter et louer les principaux prix littéraires décernés par la compagnie au cours de l'année, et, surtout, sujet qui lui tient à cœur, faire le point de l'état de la langue française, à la défense et à l'illustration de laquelle est vouée l'Académie.

C'est en virtuose que Bertrand Poirot-Delpech s'est montré vertueux dans l'accomplissement de sa tâche sur un thème qui a déjà fait l'objet, avant le sien, de cent soixante-cinq discours académiques. Une fois de plus a donc été prononcé en prime le panegyrique de M. de Montyon, ce philanthrope qui, en Suisse pendant son exil, avait trouvé le moyen de déjouer sa fortune et prouvé ainsi que « la charité paie ». Et l'orateur d'ajouter : « On pourrait dire des bienfaiteurs de l'humanité ce qui se murmure sur les producteurs de cinéma : on en connaît de ruinés, on n'en connaît pas de pauvres. »

Après l'histoire du testateur, après l'exégèse de pas mal de lieux communs, voici l'histoire et l'exégèse des prix Montyon : « Le choix du premier prix veut jurisprudence. A un passant qui avait tiré deux enfants de la Seine, le jury a préféré une garde-malade bénévole à l'impulsion qui sauve, l'abnégation qui prolonge. La vertu serait-elle affaire de durée, de vieille fille ou de somme ? Le renoncement, en

tout cas, face à la détresse, entériné d'une manière que les palmiers du dix-neuvième siècle ne cessent d'affirmer. C'est le temps de l'affairisme triomphant et de son allié moral : les dames d'aujourd'hui. Et plus d'un siècle plus tard, « On s'extasiait encore en 1936 de ce qu'un enfant réclamait l'honneur de descendre à la mine à... douze ans, avec seulement quelques mois d'avance sur l'âge légal, pour prendre la place de son père mort d'un coup de grison ! Si c'est cela l'honneur, malheur aux pays qui l'exaltent ! Si c'est cela, la vertu, malheur aux institutions qui lui tressent couronne ! »

Mais le vice ? Qu'on ne compte pas sur l'orateur « pour jouer les pères-la-pudeur (...). Je fais partie d'une génération jetée dans la guerre en culottes courtes, que les adultes de tous bords, en se surpassant dans la barbarie ou la lâcheté au nom des grands principes, ont rendue à jamais méfiante envers les paroles non gagées en actes (...). Est-ce à dire que l'éloge du vice trait mieux de soi ? (...) De Bandolère et d'André à Bandolère et d'André, d'innombrables poètes ont admis qu'une certaine volupté postulait le plaisir de faire le mal. Au fond, la vertu est un vice comme un autre, avec seulement un peu moins de charme. » Les femmes honnêtes respirent la vertu, disait Feytaud, mais elles s'essouffent vite !

Citant Sade qui soutenait que la vertu n'est que convention datée et régionale, notre collaborateur constate que « le Bien change plus vite de nos jours que le Beau, pourtant fugace. Il suit le rythme trié des modes vestimentaires, des ourlets de jupes ». En multiplie les exemples.

Et le discours s'achève sur un ton plus grave. Cherchant ce qui pourrait répondre à la définition de Kierkegaard, « le contraire du vice, ce n'est pas la vertu, c'est la foi ». M. Bertrand Poirot-Delpech a « réuni le geste fou et sublime de Léa Feldblum, rapporté au procès Barbie. Léa Feldblum est cette juive polonaise, monitrice à Suresne, que le gendarme de Drancy était sur le point de libérer, sur la foi de ses jolis papiers, et qui, voyant les enfants partir pour Auschwitz, les bras tendus vers elle, a décliné sa véritable identité pour partager leur supplice, comme ça, sans idée d'héroïsme, tout naturellement, ignorant que l'humanité, par elle, ressuscitait ».

J.-M. D.

TSAREVITCH
DINER-SPECTACLE
à partir de 21h
MALVAULT et ses Tziganes
1 rue des COLONELS-RENAUD
(tél) 171 45.74.72.99

RESTAURANT DE NUIT
CARAVELLE
Spécialités Russes
Charmante réception
de 19h à l'aube
4, Rue Arène-Housaye
43.59.14.55

7 décembre - 31 décembre
CATHERINE ANNE
UNE ANNÉE SANS ÊTRE
« JOURNÉE D'ASPIRANT ACTEUR ET DE COLLEGE DE RIVER MARY BUKA »
« Vouds au théâtre dont l'écriture et la mise en scène nous maintient comme disait à la sortie une spectatrice, en état de deuil. Catherine Anne, sans fioriture, ni décors, raconte l'éclosion d'un poète. TÉLÉRAMA »
THÉÂTRE ARTISTIC - ATHEVAINS
45, rue Richard-Lenoir
75011 PARIS (Métro Voltaire)
Tél. 42 96 12 27 - 46 06 36 02

Communication

La majorité parlementaire divisée sur le télé-achat

Le gouvernement veut renvoyer le débat devant la CNCL

L'Assemblée nationale n'a pas eu le temps d'examiner dans la nuit du 10 au 11 décembre la proposition de loi visant à interdire le télé-achat sur les chaînes hertziennes. Un répit que le gouvernement va mettre à profit pour tenter de surmonter les divisions de la majorité en renvoyant la balle dans le camp de la Commission nationale de la communication et des libertés. Ce feuilleton politique cache l'affrontement de groupes de pression autour d'un enjeu non négligeable : la vente directe d'objets aux téléspectateurs pourrait représenter d'ici à 1990 un chiffre d'affaires de 1,2 milliard de francs.

Premier acte : malgré quatre avertissements de la CNCL, TF1 décide de programmer le « Magazine de l'Objet » présenté par Pierre Bellemare. Canal Plus emboîte le pas avec « La boutique ». La Commission estime ne pas avoir assez de garanties juridiques pour interdire les émissions. Les treize « sages » se retournent vers le Parlement pour obtenir une nouvelle loi.

Deuxième acte : M. Michel Pelchat (PR) et un groupe de députés de la majorité proposent un texte interdisant le télé-achat sur les chaînes nationales à l'exception de Canal Plus, des réseaux câblés et de certaines expériences sur les télévisions locales. Mais TF1 qui fait aujourd'hui 500 000 francs de chiffre d'affaires à chaque « Magazine de l'Objet », ne reste pas inactif. Son directeur général M. Patrick Lelay, écrit aux députés pour défendre sa cause. Il trouve un allié inattendu en la personne de M. Ladislav Poniatowski, député UDF-PR de l'Eure,

qui n'hésite pas à contrer la proposition de loi de M. Pelchat. Pour M. Poniatowski, l'interdiction du télé-achat est « un combat d'arrière-garde » et la proposition de loi frôle l'« inconstitutionnalité » en avançant Canal Plus au détriment des autres chaînes.

Troisième acte : la confusion est à son comble dans les rangs de la majorité quand le gouvernement, qui avait pourtant accepté la proposition de loi, décide à son tour de l'amender. L'interdiction du télé-achat serait étendue à toutes les chaînes... mais pour un mois seulement. La CNCL devrait mettre ce délai à profit pour réglementer ces nouvelles émissions. La consommation, lui, serait protégée par les dispositions classiques sur la vente à distance.

Le gouvernement souhaite, à l'évidence, renvoyer aux treize « sages » le délicat arbitrage entre les groupes de pression : d'un côté les hypermarchés et les sociétés de distribution veulent obtenir la libéralisation du télé-achat ; de l'autre, la presse écrite, qui craint un détournement publicitaire, s'y oppose fermement. Un conflit d'intérêt trop sensible à quelques mois de l'élection présidentielle. « La CNCL a été instituée par la loi pour réglementer l'arrivée des nouveaux médias dans l'intérêt général, commente un député de la majorité. Il n'y a aucune raison pour que le Parlement remplisse cette mission à sa place. »

JEAN-FRANÇOIS LACAN

Après FMI, RMC audiovisuel et VDM

La SOFIRAD cherche à vendre Radio-Caraïbes internationale

Fidèle à la stratégie définie après mars 1986, la holding d'Etat SOFIRAD continue à vendre toutes ses participations dans l'audiovisuel national. Certes, la privatisation de Radio-Montecarlo et Télé-Montecarlo est reportée après l'élection présidentielle, mais les dernières semaines ont vu la cession de nombreux actifs. Le Journal officiel du 10 décembre a officialisé la vente de France-Média International, société de commercialisation de programmes de télévision vers l'étranger. L'affaire avait été conclue en juin avec la Compagnie de navigation mixte.

La SOFIRAD s'est désengagée du secteur du dessin animé en vendant RMC audiovisuel et sa filiale France-Animation. C'est le cas de la politique de relance de l'animation française, décidée par M. Jack Lang, ces deux sociétés ont produit

et fabriqué deux séries : les Mondes engloutis avec Antenne 2 et Rahan avec Canal Plus et TF 1. Elles ont été reprises par Initial Groupe, un producteur privé déjà actif en télévision et en cinéma.

Dans le domaine des industries techniques, la SOFIRAD vient de céder les 25% qu'elle détenait dans le capital du laboratoire Vidéo, Duplication Maintenance. Cette société spécialisée dans la vidéo mais qui contrôle aussi les laboratoires cinématographiques LTC, est désormais détenue à 80% par ses dirigeants.

Enfin, la holding publique procède à l'évaluation de Radio-Caraïbes internationale. Cette radio a trois antennes, en Martinique, en Guadeloupe et à Sainte-Lucie. Seules les deux premières seraient vendues à des intérêts locaux.

Pour payer les salaires de novembre

« Le Matin de Paris » a besoin de 1,5 million de francs

Le Matin de Paris traverse à nouveau une passe difficile. Le lancement de sa nouvelle formule accompagnée d'une relance rédactionnelle, à la mi-novembre, n'ont pas dissipé les difficultés du journal. La diffusion à Paris, au cours de la première semaine de relance, a d'abord augmenté de 12 500 à 14 500 exemplaires, mais se stabilise actuellement entre 13 000 et 14 000 exemplaires. De plus, les 10 millions de francs de capital réunis par les « dix », ces salariés du Matin devenus propriétaires du titre en août, sont épuisés.

La centaine de salariés du quotidien de gauche n'ont toujours pas reçu leur salaire de novembre (soit 1,5 million de francs). Le jeudi 10 décembre, deux assemblées générales du personnel ont eu lieu à l'appel de l'intersyndicale (CGT, Syndicat national des journalistes, FO, CFDT). Les salariés ont cependant refusé de suivre le mot d'ordre de grève de deux heures préconisé par les syndicats. En effet,

selon les « dix », le journal est victime des hésitations d'actionnaires potentiels (comme le Crédit agricole) et de problèmes de trésorerie, la banque du journal refusant le moindre crédit. Mais selon eux, « le Matin est sauvé, il faut maintenant assurer sa relance et permettre des investissements ».

Dans la soirée, les actionnaires du journal se sont réunis afin d'examiner la situation et de rassembler les 10 millions de francs nécessaires pour passer le cap de la fin d'année (salaires de novembre et décembre, fournitures, papier, etc.) et renforcer le développement du journal. Quelques actionnaires (APRES, Fox Trot Productions, Editions En Direct) ont accepté à nouveau de dépanner le journal. Des discussions continueront avec de nouveaux actionnaires potentiels et une société des lecteurs devrait être lancée très prochainement.

Y.-M. L.

Après l'échec des négociations avec M. Goldsmith

M. Tesson cherche de nouveaux partenaires pour « le Quotidien de Paris »

Au terme de quatre mois de négociations, Sir James Goldsmith, l'ancien patron de la Générale occidentale et de l'Express, a donc préféré renoncer au rachat du Quotidien de Paris (le Monde du 9 novembre). M. Goldsmith et M. Philippe Tesson, directeur du journal, ont échangé des courriers en ce sens, ces deux derniers jours. La pomme de discorde entre les deux hommes est notamment due au nombre de licenciements exigés - M. Goldsmith en réclamait une trentaine sur un total de cent vingt salariés, M. Tesson refusait de dépasser la moitié de ce chiffre - mais aussi sur une conception journalistique divergente à propos de certaines rubriques du quotidien. M. Tesson, pour faire face aux difficultés de son journal qui présentera en fin d'année un déficit de 19 millions de francs pour un chiffre d'affaires de 80 millions et une diffusion de l'ordre de 30 000 exemplaires, va, dès janvier, se mettre en quête de nouveaux partenaires.

TAPIS VERT:
ENTREZ DANS LE JEU!

1. MISEZ
la somme de votre choix, à partir de 2 Francs.

2. COCHEZ
4 cartes, une par couleur.

3. C'EST FAIT!
Avant de valider votre bulletin, n'oubliez pas de choisir le nombre de tirages auquel vous participez.

C'EST AMUSANT:
vous savez le soir même à la télévision si vous avez gagné.
(tous les jours à 20h30 sur TF1)

TAPIS VERT:
Tous les jours
ça paie
jusqu'à
mille fois
la mise.

* Dans tous les points de vente signalés TAPIS VERT

Radio-télévision

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément de samedi dans le monde. Signification des symboles : > Signalé dans le monde radio-télévision. O Film à l'écran. On peut voir > Ne pas manquer > > Chef-d'œuvre ou classique.

Vendredi 11 décembre

TF 1
20.30 Variétés : Sardon suit de l'Une. Avec Michel Sardon, Bernard Blier, Alain Delon, Vérahaïm, Raymond Devos, Charles Aznavour, Catherine Lara, Jackie Sardou, Guy Bedos, Bernard Blier, 22.30 Feuilleton : Le joyau de la Couronne. De Christopher Moulton et Jim O'Brien. D'après le roman de Paul Scott (8 épisodes). 22.30 Journal et Bourse. 23.40 Magazine : Rapido. Emission d'actualité de Cécile. Invité : le groupe 3 Mustaphas : Mustapha, Orange Juice, Joe Datta, David Gilman.

A 2
20.30 Feuilleton : Bonjour maître. De Denis de La Patellière (6 épisodes). 21.25 Apostrophe. Magazine littéraire de Bernard Pivot. Sur le thème : "Quel rôle pour l'écrivain ?". Invité : Yves Andouard (Chiquito ou l'impressionnisme). André Bruneau (Gabriel). Bernard Chapuis et Herman Herscher (Ombelle ou l'objet d'un roman). Dominique Labrousse (Paris-Hollywood). Feynot (De tout cœur). Michel Platel (en collaboration avec Patrick Mahé : Ma vie comme un match). 22.30 Club-club : M. Verdoux, un film américain de Charlie Chaplin (1946). Avec Charlie Chaplin, Mady Ravier, Alison Rodan, Robert Lewis. 0.55 Extraits sans frapper.

FR 3
20.35 Feuilleton : Guillaume Tell (21^e épisode). 20.57 Le jeu de la semaine. 21.00 Feuilleton : Guillaume Tell (22^e épisode). 21.30 Magazine :

Canal Plus
20.30 Série : Le retour de Mike Hammer. 21.15 Cinéma : Fantasia n° 1. Film français de Jean Vigo (1934). Avec Michel Simon, Dita Parlo, Jean Dasté, Louis Lefèvre. 22.30 Flash d'informations. 22.35 Les superstars du catch. 23.30 Cinéma : L'homme impossible. 23.55 Cinéma : Les insectes de feu. Film américain de Jeanot Swarc (1972). Avec Bradford Dillman, Joanna Miles, Richard Gilliland. 1.30 Cinéma : Les insectes de feu. Film américain de James L. Brooks (1983). Avec Shirley Maclaine, Debra Winger, Jack Nicholson (v.a.). 3.35 Cinéma : Mase (classé X). Film français de Michel Baudouin (1981).

LA 5
20.30 Téléfilm : Pas mon enfant. De Michael Turner. Avec George Segal, Richard Channing, 22.10 Let's sport. Foot en jazz. Présenté par Michel Hidalgo. 22.45 Série : L'inspecteur Derrick. Une trilogie fin. 23.30 Magazine : Rains de midi. Présenté par Thierry Ardisson. 1.00 Série : Max le meunier (rediff.). 1.25 Feuilleton : Le temps des canards. 1.50 Les deux dernières minutes. Paris 15 nuit (rediff.).

M 6
20.30 Série : Le Saint. Un vieil ami. 21.20 Feuilleton : La clinique de la Forêt-Noire (15^e épisode). 22.10 Journal. 22.20 Météo. 22.25 Soirée post-chèvre : Les profits ne meurent jamais. Présenté par Guy Marchand. Série : Peter Gunn. Mr. Lucky. 23.45 Magazine : Chansons (rediff.). 0.15 Musique : Boulevard des clips.

FRANCE-CULTURE
20.30 Radio-archives. Son voyage Raymond Roussel. 21.30 Musique : Black and blue. Jimmy Giuffrè, clarinette, saxophone américain. 22.40 Nuits magiques. Les pieds-noirs (dernière partie). 0.05 Du jour au lendemain. 0.50 Musique : Coda.

FRANCE-MUSIQUE
20.00 Concert (sa direct de studio). Symphonie concertante pour violon, violoncelle, basson, basson et orchestre en a bini major, de Haydn : A Child of our time, oratorio de Tippett, par l'Orchestre symphonique de la radio de Stuttgart et le Chœur du Siedrunk. Dir. Norbert Martin. 22.30 Premières. Hommage à Joseph Bonaventura. Guitare de Bixie : Marquis, une sonnerie pour de Saint-Saëns. Le jardin clair, opéra de Fauré. 23.00 Les enfants qui n'ont plus de maison, de Debussy : Deux duos, de Fauré : extraits de Mozart, Brummel, Chabouat, de Liszt. 23.07 Club de la musique ancienne. Work in progress, avec le Concert français. 0.30 Archives. Cycle Joseph Krips et l'Orchestre national. Chœur de Weber : Suite du Bourgeois gentilhomme, de R. Strauss.

Samedi 12 décembre

TF 1
13.45 La Une est à vous. Les téléspécialistes choisissent un téléfilm à la carte. 13.50 Série : Matt Houston. Requête pour une blonde. 14.50 La Une est à vous (suite). 15.45 Théo à l'école. 16.00 La Une est à vous (suite). 16.05 Théo à l'école. 16.10 Théo à l'école. 16.15 Théo à l'école. 16.20 Théo à l'école. 16.25 Théo à l'école. 16.30 Théo à l'école. 16.35 Théo à l'école. 16.40 Théo à l'école. 16.45 Théo à l'école. 16.50 Théo à l'école. 16.55 Théo à l'école. 17.00 Théo à l'école. 17.05 Théo à l'école. 17.10 Théo à l'école. 17.15 Théo à l'école. 17.20 Théo à l'école. 17.25 Théo à l'école. 17.30 Théo à l'école. 17.35 Théo à l'école. 17.40 Théo à l'école. 17.45 Théo à l'école. 17.50 Théo à l'école. 17.55 Théo à l'école. 18.00 Théo à l'école. 18.05 Théo à l'école. 18.10 Théo à l'école. 18.15 Théo à l'école. 18.20 Théo à l'école. 18.25 Théo à l'école. 18.30 Théo à l'école. 18.35 Théo à l'école. 18.40 Théo à l'école. 18.45 Théo à l'école. 18.50 Théo à l'école. 18.55 Théo à l'école. 19.00 Théo à l'école. 19.05 Théo à l'école. 19.10 Théo à l'école. 19.15 Théo à l'école. 19.20 Théo à l'école. 19.25 Théo à l'école. 19.30 Théo à l'école. 19.35 Théo à l'école. 19.40 Théo à l'école. 19.45 Théo à l'école. 19.50 Théo à l'école. 19.55 Théo à l'école. 20.00 Théo à l'école. 20.05 Théo à l'école. 20.10 Théo à l'école. 20.15 Théo à l'école. 20.20 Théo à l'école. 20.25 Théo à l'école. 20.30 Théo à l'école. 20.35 Théo à l'école. 20.40 Théo à l'école. 20.45 Théo à l'école. 20.50 Théo à l'école. 20.55 Théo à l'école. 21.00 Théo à l'école. 21.05 Théo à l'école. 21.10 Théo à l'école. 21.15 Théo à l'école. 21.20 Théo à l'école. 21.25 Théo à l'école. 21.30 Théo à l'école. 21.35 Théo à l'école. 21.40 Théo à l'école. 21.45 Théo à l'école. 21.50 Théo à l'école. 21.55 Théo à l'école. 22.00 Théo à l'école. 22.05 Théo à l'école. 22.10 Théo à l'école. 22.15 Théo à l'école. 22.20 Théo à l'école. 22.25 Théo à l'école. 22.30 Théo à l'école. 22.35 Théo à l'école. 22.40 Théo à l'école. 22.45 Théo à l'école. 22.50 Théo à l'école. 22.55 Théo à l'école. 23.00 Théo à l'école. 23.05 Théo à l'école. 23.10 Théo à l'école. 23.15 Théo à l'école. 23.20 Théo à l'école. 23.25 Théo à l'école. 23.30 Théo à l'école. 23.35 Théo à l'école. 23.40 Théo à l'école. 23.45 Théo à l'école. 23.50 Théo à l'école. 23.55 Théo à l'école. 0.00 Théo à l'école. 0.05 Théo à l'école. 0.10 Théo à l'école. 0.15 Théo à l'école. 0.20 Théo à l'école. 0.25 Théo à l'école. 0.30 Théo à l'école. 0.35 Théo à l'école. 0.40 Théo à l'école. 0.45 Théo à l'école. 0.50 Théo à l'école. 0.55 Théo à l'école. 1.00 Théo à l'école. 1.05 Théo à l'école. 1.10 Théo à l'école. 1.15 Théo à l'école. 1.20 Théo à l'école. 1.25 Théo à l'école. 1.30 Théo à l'école. 1.35 Théo à l'école. 1.40 Théo à l'école. 1.45 Théo à l'école. 1.50 Théo à l'école. 1.55 Théo à l'école. 2.00 Théo à l'école. 2.05 Théo à l'école. 2.10 Théo à l'école. 2.15 Théo à l'école. 2.20 Théo à l'école. 2.25 Théo à l'école. 2.30 Théo à l'école. 2.35 Théo à l'école. 2.40 Théo à l'école. 2.45 Théo à l'école. 2.50 Théo à l'école. 2.55 Théo à l'école. 3.00 Théo à l'école. 3.05 Théo à l'école. 3.10 Théo à l'école. 3.15 Théo à l'école. 3.20 Théo à l'école. 3.25 Théo à l'école. 3.30 Théo à l'école. 3.35 Théo à l'école. 3.40 Théo à l'école. 3.45 Théo à l'école. 3.50 Théo à l'école. 3.55 Théo à l'école. 4.00 Théo à l'école. 4.05 Théo à l'école. 4.10 Théo à l'école. 4.15 Théo à l'école. 4.20 Théo à l'école. 4.25 Théo à l'école. 4.30 Théo à l'école. 4.35 Théo à l'école. 4.40 Théo à l'école. 4.45 Théo à l'école. 4.50 Théo à l'école. 4.55 Théo à l'école. 5.00 Théo à l'école. 5.05 Théo à l'école. 5.10 Théo à l'école. 5.15 Théo à l'école. 5.20 Théo à l'école. 5.25 Théo à l'école. 5.30 Théo à l'école. 5.35 Théo à l'école. 5.40 Théo à l'école. 5.45 Théo à l'école. 5.50 Théo à l'école. 5.55 Théo à l'école. 6.00 Théo à l'école. 6.05 Théo à l'école. 6.10 Théo à l'école. 6.15 Théo à l'école. 6.20 Théo à l'école. 6.25 Théo à l'école. 6.30 Théo à l'école. 6.35 Théo à l'école. 6.40 Théo à l'école. 6.45 Théo à l'école. 6.50 Théo à l'école. 6.55 Théo à l'école. 7.00 Théo à l'école. 7.05 Théo à l'école. 7.10 Théo à l'école. 7.15 Théo à l'école. 7.20 Théo à l'école. 7.25 Théo à l'école. 7.30 Théo à l'école. 7.35 Théo à l'école. 7.40 Théo à l'école. 7.45 Théo à l'école. 7.50 Théo à l'école. 7.55 Théo à l'école. 8.00 Théo à l'école. 8.05 Théo à l'école. 8.10 Théo à l'école. 8.15 Théo à l'école. 8.20 Théo à l'école. 8.25 Théo à l'école. 8.30 Théo à l'école. 8.35 Théo à l'école. 8.40 Théo à l'école. 8.45 Théo à l'école. 8.50 Théo à l'école. 8.55 Théo à l'école. 9.00 Théo à l'école. 9.05 Théo à l'école. 9.10 Théo à l'école. 9.15 Théo à l'école. 9.20 Théo à l'école. 9.25 Théo à l'école. 9.30 Théo à l'école. 9.35 Théo à l'école. 9.40 Théo à l'école. 9.45 Théo à l'école. 9.50 Théo à l'école. 9.55 Théo à l'école. 10.00 Théo à l'école. 10.05 Théo à l'école. 10.10 Théo à l'école. 10.15 Théo à l'école. 10.20 Théo à l'école. 10.25 Théo à l'école. 10.30 Théo à l'école. 10.35 Théo à l'école. 10.40 Théo à l'école. 10.45 Théo à l'école. 10.50 Théo à l'école. 10.55 Théo à l'école. 11.00 Théo à l'école. 11.05 Théo à l'école. 11.10 Théo à l'école. 11.15 Théo à l'école. 11.20 Théo à l'école. 11.25 Théo à l'école. 11.30 Théo à l'école. 11.35 Théo à l'école. 11.40 Théo à l'école. 11.45 Théo à l'école. 11.50 Théo à l'école. 11.55 Théo à l'école. 12.00 Théo à l'école. 12.05 Théo à l'école. 12.10 Théo à l'école. 12.15 Théo à l'école. 12.20 Théo à l'école. 12.25 Théo à l'école. 12.30 Théo à l'école. 12.35 Théo à l'école. 12.40 Théo à l'école. 12.45 Théo à l'école. 12.50 Théo à l'école. 12.55 Théo à l'école. 13.00 Théo à l'école. 13.05 Théo à l'école. 13.10 Théo à l'école. 13.15 Théo à l'école. 13.20 Théo à l'école. 13.25 Théo à l'école. 13.30 Théo à l'école. 13.35 Théo à l'école. 13.40 Théo à l'école. 13.45 Théo à l'école. 13.50 Théo à l'école. 13.55 Théo à l'école. 14.00 Théo à l'école. 14.05 Théo à l'école. 14.10 Théo à l'école. 14.15 Théo à l'école. 14.20 Théo à l'école. 14.25 Théo à l'école. 14.30 Théo à l'école. 14.35 Théo à l'école. 14.40 Théo à l'école. 14.45 Théo à l'école. 14.50 Théo à l'école. 14.55 Théo à l'école. 15.00 Théo à l'école. 15.05 Théo à l'école. 15.10 Théo à l'école. 15.15 Théo à l'école. 15.20 Théo à l'école. 15.25 Théo à l'école. 15.30 Théo à l'école. 15.35 Théo à l'école. 15.40 Théo à l'école. 15.45 Théo à l'école. 15.50 Théo à l'école. 15.55 Théo à l'école. 16.00 Théo à l'école. 16.05 Théo à l'école. 16.10 Théo à l'école. 16.15 Théo à l'école. 16.20 Théo à l'école. 16.25 Théo à l'école. 16.30 Théo à l'école. 16.35 Théo à l'école. 16.40 Théo à l'école. 16.45 Théo à l'école. 16.50 Théo à l'école. 16.55 Théo à l'école. 17.00 Théo à l'école. 17.05 Théo à l'école. 17.10 Théo à l'école. 17.15 Théo à l'école. 17.20 Théo à l'école. 17.25 Théo à l'école. 17.30 Théo à l'école. 17.35 Théo à l'école. 17.40 Théo à l'école. 17.45 Théo à l'école. 17.50 Théo à l'école. 17.55 Théo à l'école. 18.00 Théo à l'école. 18.05 Théo à l'école. 18.10 Théo à l'école. 18.15 Théo à l'école. 18.20 Théo à l'école. 18.25 Théo à l'école. 18.30 Théo à l'école. 18.35 Théo à l'école. 18.40 Théo à l'école. 18.45 Théo à l'école. 18.50 Théo à l'école. 18.55 Théo à l'école. 19.00 Théo à l'école. 19.05 Théo à l'école. 19.10 Théo à l'école. 19.15 Théo à l'école. 19.20 Théo à l'école. 19.25 Théo à l'école. 19.30 Théo à l'école. 19.35 Théo à l'école. 19.40 Théo à l'école. 19.45 Théo à l'école. 19.50 Théo à l'école. 19.55 Théo à l'école. 20.00 Théo à l'école. 20.05 Théo à l'école. 20.10 Théo à l'école. 20.15 Théo à l'école. 20.20 Théo à l'école. 20.25 Théo à l'école. 20.30 Théo à l'école. 20.35 Théo à l'école. 20.40 Théo à l'école. 20.45 Théo à l'école. 20.50 Théo à l'école. 20.55 Théo à l'école. 21.00 Théo à l'école. 21.05 Théo à l'école. 21.10 Théo à l'école. 21.15 Théo à l'école. 21.20 Théo à l'école. 21.25 Théo à l'école. 21.30 Théo à l'école. 21.35 Théo à l'école. 21.40 Théo à l'école. 21.45 Théo à l'école. 21.50 Théo à l'école. 21.55 Théo à l'école. 22.00 Théo à l'école. 22.05 Théo à l'école. 22.10 Théo à l'école. 22.15 Théo à l'école. 22.20 Théo à l'école. 22.25 Théo à l'école. 22.30 Théo à l'école. 22.35 Théo à l'école. 22.40 Théo à l'école. 22.45 Théo à l'école. 22.50 Théo à l'école. 22.55 Théo à l'école. 23.00 Théo à l'école. 23.05 Théo à l'école. 23.10 Théo à l'école. 23.15 Théo à l'école. 23.20 Théo à l'école. 23.25 Théo à l'école. 23.30 Théo à l'école. 23.35 Théo à l'école. 23.40 Théo à l'école. 23.45 Théo à l'école. 23.50 Théo à l'école. 23.55 Théo à l'école. 0.00 Théo à l'école. 0.05 Théo à l'école. 0.10 Théo à l'école. 0.15 Théo à l'école. 0.20 Théo à l'école. 0.25 Théo à l'école. 0.30 Théo à l'école. 0.35 Théo à l'école. 0.40 Théo à l'école. 0.45 Théo à l'école. 0.50 Théo à l'école. 0.55 Théo à l'école. 1.00 Théo à l'école. 1.05 Théo à l'école. 1.10 Théo à l'école. 1.15 Théo à l'école. 1.20 Théo à l'école. 1.25 Théo à l'école. 1.30 Théo à l'école. 1.35 Théo à l'école. 1.40 Théo à l'école. 1.45 Théo à l'école. 1.50 Théo à l'école. 1.55 Théo à l'école. 2.00 Théo à l'école. 2.05 Théo à l'école. 2.10 Théo à l'école. 2.15 Théo à l'école. 2.20 Théo à l'école. 2.25 Théo à l'école. 2.30 Théo à l'école. 2.35 Théo à l'école. 2.40 Théo à l'école. 2.45 Théo à l'école. 2.50 Théo à l'école. 2.55 Théo à l'école. 3.00 Théo à l'école. 3.05 Théo à l'école. 3.10 Théo à l'école. 3.15 Théo à l'école. 3.20 Théo à l'école. 3.25 Théo à l'école. 3.30 Théo à l'école. 3.35 Théo à l'école. 3.40 Théo à l'école. 3.45 Théo à l'école. 3.50 Théo à l'école. 3.55 Théo à l'école. 4.00 Théo à l'école. 4.05 Théo à l'école. 4.10 Théo à l'école. 4.15 Théo à l'école. 4.20 Théo à l'école. 4.25 Théo à l'école. 4.30 Théo à l'école. 4.35 Théo à l'école. 4.40 Théo à l'école. 4.45 Théo à l'école. 4.50 Théo à l'école. 4.55 Théo à l'école. 5.00 Théo à l'école. 5.05 Théo à l'école. 5.10 Théo à l'école. 5.15 Théo à l'école. 5.20 Théo à l'école. 5.25 Théo à l'école. 5.30 Théo à l'école. 5.35 Théo à l'école. 5.40 Théo à l'école. 5.45 Théo à l'école. 5.50 Théo à l'école. 5.55 Théo à l'école. 6.00 Théo à l'école. 6.05 Théo à l'école. 6.10 Théo à l'école. 6.15 Théo à l'école. 6.20 Théo à l'école. 6.25 Théo à l'école. 6.30 Théo à l'école. 6.35 Théo à l'école. 6.40 Théo à l'école. 6.45 Théo à l'école. 6.50 Théo à l'école. 6.55 Théo à l'école. 7.00 Théo à l'école. 7.05 Théo à l'école. 7.10 Théo à l'école. 7.15 Théo à l'école. 7.20 Théo à l'école. 7.25 Théo à l'école. 7.30 Théo à l'école. 7.35 Théo à l'école. 7.40 Théo à l'école. 7.45 Théo à l'école. 7.50 Théo à l'école. 7.55 Théo à l'école. 8.00 Théo à l'école. 8.05 Théo à l'école. 8.10 Théo à l'école. 8.15 Théo à l'école. 8.20 Théo à l'école. 8.25 Théo à l'école. 8.30 Théo à l'école. 8.35 Théo à l'école. 8.40 Théo à l'école. 8.45 Théo à l'école. 8.50 Théo à l'école. 8.55 Théo à l'école. 9.00 Théo à l'école. 9.05 Théo à l'école. 9.10 Théo à l'école. 9.15 Théo à l'école. 9.20 Théo à l'école. 9.25 Théo à l'école. 9.30 Théo à l'école. 9.35 Théo à l'école. 9.40 Théo à l'école. 9.45 Théo à l'école. 9.50 Théo à l'école. 9.55 Théo à l'école. 10.00 Théo à l'école. 10.05 Théo à l'école. 10.10 Théo à l'école. 10.15 Théo à l'école. 10.20 Théo à l'école. 10.25 Théo à l'école. 10.30 Théo à l'école. 10.35 Théo à l'école. 10.40 Théo à l'école. 10.45 Théo à l'école. 10.50 Théo à l'école. 10.55 Théo à l'école. 11.00 Théo à l'école. 11.05 Théo à l'école. 11.10 Théo à l'école. 11.15 Théo à l'école. 11.20 Théo à l'école. 11.25 Théo à l'école. 11.30 Théo à l'école. 11.35 Théo à l'école. 11.40 Théo à l'école. 11.45 Théo à l'école. 11.50 Théo à l'école. 11.55 Théo à l'école. 12.00 Théo à l'école. 12.05 Théo à l'école. 12.10 Théo à l'école. 12.15 Théo à l'école. 12.20 Théo à l'école. 12.25 Théo à l'école. 12.30 Théo à l'école. 12.35 Théo à l'école. 12.40 Théo à l'école. 12.45 Théo à l'école. 12.50 Théo à l'école. 12.55 Théo à l'école. 13.00 Théo à l'école. 13.05 Théo à l'école. 13.10 Théo à l'école. 13.15 Théo à l'école. 13.20 Théo à l'école. 13.25 Théo à l'école. 13.30 Théo à l'école. 13.35 Théo à l'école. 13.40 Théo à l'école. 13.45 Théo à l'école. 13.50 Théo à l'école. 13.55 Théo à l'école. 14.00 Théo à l'école. 14.05 Théo à l'école. 14.10 Théo à l'école. 14.15 Théo à l'école. 14.20 Théo à l'école. 14.25 Théo à l'école. 14.30 Théo à l'école. 14.35 Théo à l'école. 14.40 Théo à l'école. 14.45 Théo à l'école. 14.50 Théo à l'école. 14.55 Théo à l'école. 15.00 Théo à l'école. 15.05 Théo à l'école. 15.10 Théo à l'école. 15.15 Théo à l'école. 15.20 Théo à l'école. 15.25 Théo à l'école. 15.30 Théo à l'école. 15.35 Théo à l'école. 15.40 Théo à l'école. 15.45 Théo à l'école. 15.50 Théo à l'école. 15.55 Théo à l'école. 16.00 Théo à l'école. 16.05 Théo à l'école. 16.10 Théo à l'école. 16.15 Théo à l'école. 16.20 Théo à l'école. 16.25 Théo à l'école. 16.30 Théo à l'école. 16.35 Théo à l'école. 16.40 Théo à l'école. 16.45 Théo à l'école. 16.50 Théo à l'école. 16.55 Théo à l'école. 17.00 Théo à l'école. 17.05 Théo à l'école. 17.10 Théo à l'école. 17.15 Théo à l'école. 17.20 Théo à l'école. 17.25 Théo à l'école. 17.30 Théo à l'école. 17.35 Théo à l'école. 17.40 Théo à l'école. 17.45 Théo à l'école. 17.50 Théo à l'école. 17.55 Théo à l'école. 18.00 Théo à l'école. 18.05 Théo à l'école. 18.10 Théo à l'école. 18.15 Théo à l'école. 18.20 Théo à l'école. 18.25 Théo à l'école. 18.30 Théo à l'école. 18.35 Théo à l'école. 18.40 Théo à l'école. 18.45 Théo à l'école. 18.50 Théo à l'école. 18.55 Théo à l'école. 19.00 Théo à l'école. 19.05 Théo à l'école. 19.10 Théo à l'école. 19.15 Théo à l'école. 19.20 Théo à l'école. 19.25 Théo à l'école. 19.30 Théo à l'école. 19.35 Théo à l'école. 19.40 Théo à l'école. 19.45 Théo à l'école. 19.50 Théo à l'école. 19.55 Théo à l'école. 20.00 Théo à l'école. 20.05 Théo à l'école. 20.10 Théo à l'école. 20.15 Théo à l'école. 20.20 Théo à l'école. 20.25 Théo à l'école. 20.30 Théo à l'école. 20.35 Théo à l'école. 20.40 Théo à l'école. 20.45 Théo à l'école. 20.50 Théo à l'école. 20.55 Théo à l'école. 21.00 Théo à l'école. 21.05 Théo à l'école. 21.10 Théo à l'école. 21.15 Théo à l'école. 21.20 Théo à l'école. 21.25 Théo à l'école. 21.30 Théo à l'école. 21.35 Théo à l'école. 21.40 Théo à l'école. 21.45 Théo à l'école. 21.50 Théo à l'école. 21.55 Théo à l'école. 22.00 Théo à l'école. 22.05 Théo à l'école. 22.10 Théo à l'école. 22.15 Théo à l'école. 22.20 Théo à l'école. 22.25 Théo à l'école. 22.30 Théo à l'école. 22.35 Théo à l'école. 22.40 Théo à l'école. 22.45 Théo à l'école. 22.50 Théo à l'école. 22.55 Théo à l'école. 23.00 Théo à l'école. 23.05 Théo à l'école. 23.10 Théo à l'école. 23.15 Théo à l'école. 23.20 Théo à l'école. 23.25 Théo à l'école. 23.30 Théo à l'école. 23.35 Théo à l'école. 23.40 Théo à l'école. 23.45 Théo à l'école. 23.50 Théo à l'école. 23.55 Théo à l'école. 0.00 Théo à l'école. 0.05 Théo à l'école. 0.10 Théo à l'école. 0.15 Théo à l'école. 0.20 Théo à l'école. 0.25 Théo à l'école. 0.30 Théo à l'école. 0.35 Théo à l'école. 0.40 Théo à l'école. 0.45 Théo à l'école. 0.50 Théo à l'école. 0.55 Théo à l'école. 1.00 Théo à l'école. 1.05 Théo à l'école. 1.10 Théo à l'école. 1.15 Théo à l'école. 1.20 Théo à l'école. 1.25 Théo à l'école. 1.30 Théo à l'école. 1.35 Théo à l'école. 1.40 Théo à l'école. 1.45 Théo à l'école. 1.50 Théo à l'école. 1.55 Théo à l'école. 2.00 Théo à l'école. 2.05 Théo à l'école. 2.10 Théo à l'école. 2.15 Théo à l'école. 2.20 Théo à l'école. 2.25 Théo à l'école. 2.30 Théo à l'école. 2.35 Théo à l'école. 2.40 Théo à l'école. 2.45 Théo à l'école. 2.50 Théo à l'école. 2.55 Théo à l'école. 3.00 Théo à l'école. 3.05 Théo à l'école. 3.10 Théo à l'école. 3.15 Théo à l'école. 3.20 Théo à l'école. 3.25 Théo à l'école. 3.30 Théo à l'école. 3.35 Théo à l'école. 3.40 Théo à l'école. 3.45 Théo à l'école. 3.50 Théo à l'école. 3.55 Théo à l'école. 4.00 Théo à l'école. 4.05 Théo à l'école. 4.10 Théo à l'école. 4.15 Théo à l'école. 4.20 Théo à l'école. 4.25 Théo à l'école. 4.30 Théo à l'école. 4.35 Théo à l'école. 4.40 Théo à l'école. 4.45 Théo à l'école. 4.50 Théo à l'école. 4.55 Théo à l'école. 5.00 Théo à l'école. 5.05 Théo à l'école. 5.10 Théo à l'école. 5.15 Théo à l'école. 5.20 Théo à l'école. 5.25 Théo à l'école. 5.30 Théo à l'école. 5.35 Théo à l'école. 5.40 Théo à l'école. 5.45 Théo à l'école. 5.50 Théo à l'école. 5.55 Théo à l'école. 6.00 Théo à l'école. 6.05 Théo à l'école. 6.10 Théo à l'école. 6.15 Théo à l'école. 6.20 Théo à l'école. 6.25 Théo à l'école. 6.30 Théo à l'école. 6.35 Théo à l'école. 6.40 Théo à l'école. 6.45 Théo à l'école. 6.50 Théo à l'école. 6.55 Théo à l'école. 7.00 Théo à l'école. 7.05 Théo à l'école. 7.10 Théo à l'école. 7.15 Théo à l'école. 7.20 Théo à l'école. 7.25 Théo à l'école. 7.30 Théo à l'école. 7.35 Théo à l'école. 7.40 Théo à l'école. 7.45 Théo à l'école. 7.50 Théo à l'école. 7.55 Théo à l'école. 8.00 Théo à l'école. 8.05 Théo à l'école. 8.10 Théo à l'école. 8.15 Théo à l'école. 8.20 Théo à l'école. 8.25 Théo à l'école. 8.30 Théo à l'école. 8.35 Théo à l'école. 8.40 Théo à l'école. 8.45 Théo à l'école. 8.50 Théo à l'école. 8.55 Théo à l'école. 9.00 Théo à l'école. 9.05 Théo à l'école. 9.10 Théo à l'école. 9.15 Théo à l'école. 9.20 Théo à l'école. 9.25 Théo à l'école. 9.30 Théo à l'école. 9.35 Théo à l'école. 9.40 Théo à l'école. 9.45 Théo à l'école. 9.50 Théo à l'école. 9.55 Théo à l'école. 10.00 Théo à l'école. 10.05 Théo à l'école. 10.10 Théo à l'école. 10.15 Théo à l'école. 10.20 Théo à l'école. 10.25 Théo à l'école. 10.30 Théo à l'école. 10.35 Théo à l'école. 10.40 Théo à l'école. 10.45 Théo à l'école. 10.50 Théo à l'école. 10.55 Théo à l'école. 11.00 Théo à l'école. 11.05 Théo à l'école. 11.10 Théo à l'école. 11.15 Théo à l'école. 11.20 Théo à l'école. 11.25 Théo à l'école. 11.30 Théo à l'école. 11.35 Théo à l'école. 11.40 Théo à l'école. 11.45 Théo à l'école. 11.50 Théo à l'école. 11.55 Théo à l'école. 12.00 Théo à l'école. 12.05 Théo à l'école. 12.10 Théo à l'école. 12.15 Théo à l'école. 12.20 Théo à l'école. 12.25 Théo à l'école. 12.30 Théo à l'école. 12.35 Théo à l'école. 12.40 Théo à l'école. 12.45 Théo à l'école. 12.50 Théo à l'école. 12.55 Théo à l'école. 13.00 Théo à l'école. 13.05 Théo à l'école. 13.10 Théo à l'école. 13.15 Théo à l'école. 13.20 Théo à l'école. 13.25 Théo à l'école. 13.30 Théo à l'école. 13.35 Théo à l'école. 13.40 Théo à l'école. 13.45 Théo à l'école. 13.50 Théo à l'école. 13.55 Théo à l'école. 14.00 Théo à l'école. 14.05 Théo à l'école. 14.10 Théo à l'école. 14.15 Théo à l'école. 14.20 Théo à

Economie

SOMMAIRE

- L'annonce du déficit du commerce extérieur américain pour le mois d'octobre a provoqué une chute du dollar limitée par les interventions des banques centrales (lire ci-contre).
- A Paris, les investisseurs institutionnels ont maintenu les cours boursiers en soutenant les cinquante valeurs composant l'indice CAC 40 (lire ci-contre).
- La décision de la direction de Krupp de fermer prochainement une aciérie entraîne d'importantes manifestations dans la Ruhr. La crise sidérurgique européenne n'est pas terminée (lire page 31).
- Les immatriculations d'automobiles ont augmenté en France de 18,2% en novembre par rapport à 1986 (lire ci-dessous).
- Le comité Cooke de la Banque des règlements internationaux veut harmoniser les ratios de fonds propres et de solvabilité des banques dans le monde (lire page 32).

Le déficit record du commerce extérieur américain

Les marchés groggy

(Suite de la première page.)

Les polémiques qui se poursuivent sur la façon de concrétiser l'accord de principe visant à réduire de 76 milliards de dollars en deux ans le déficit budgétaire n'inquiètent pas uniquement les marchés. Lors d'une réunion du « groupe de travail numéro trois » de l'OCDE, les 9 et 10 décembre à Paris, la délégation allemande n'a pas masqué son scepticisme en ironisant sur le « cadeau de Noël » américain qu'il conviendrait de débiter avant d'en apprécier le contenu.

Mais au-delà des marchandages qui se poursuivent jusqu'à la réunion d'un « G7 » pour déterminer à quel niveau il conviendrait de stabiliser le dollar, en échange d'efforts de relance monétaire mais surtout budgétaire au Japon et en RFA, les contradictions de la situation actuelle paraissent chaque jour plus évidentes. Les décisions arrachées ces derniers mois aux principaux acteurs de la scène économique internationale vont dans le bon sens : un peu plus de rigueur à Washington, un peu moins à Tokyo et à Bonn ; des taux d'intérêt dont l'écart s'est creusé entre les deux côtés de

l'Atlantique ; une évolution en volume des échanges plus favorable aux Américains qu'aux Allemands et aux Japonais, réduisant lentement - trop lentement - les énormes déséquilibres existant entre les déficits des États-Unis et les excédents du Japon et de la RFA.

Autant de petits pas cohérents avec la politique à long terme sur laquelle les Sept sont d'accord pour stabiliser l'économie mondiale. Les choses se gâtent lorsqu'il s'agit de définir les mesures immédiates à prendre. Chacun, gardant précieusement par devers soi les quelques cartes maîtresses dont il dispose, renvoie la responsabilité d'une situation explosive sur le voisin.

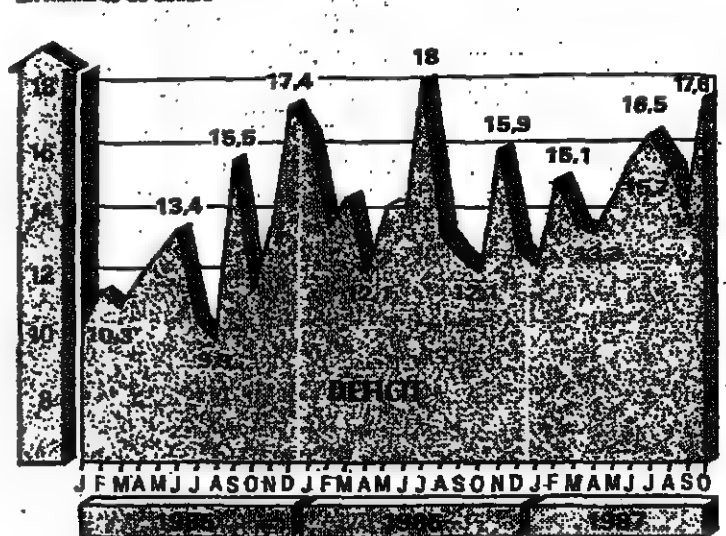
Les Américains peuvent ainsi reprocher un long immobilisme aux Allemands. Ces derniers stigmatisent l'incohérence de la politique de Washington, qui reconnaît devoir réduire les déficits du budget et de la balance des comptes courants, autrement dit limiter le train de vie de l'État et des consommateurs, tout en préconisant une croissance indispensable au bon déroulement de la campagne présidentielle.

Les principaux pays industriels courent un risque majeur : fragiliser encore les marchés, exacerber les incertitudes et par là même les anticipations les plus folles, et provoquer un dérapage incontrôlable du dollar aboutissant à un nouveau krach boursier dont on ne saurait affirmer aujourd'hui qu'il pourra être encaissé sans dommage majeur après celui du 19 octobre dernier.

Un scénario catastrophe ? Sans doute. Mais c'est peut-être en ne l'écartant pas que les gouvernements parviendront à offrir enfin un horizon plus rassurant aux investisseurs financiers ou industriels.

FRANÇOISE CROUGNEAU

En milliards de dollars



Source : département du commerce américain.

Aux États-Unis

Wall Street mortifié

NEW-YORK
de notre correspondant

« Les chiffres du mois d'octobre ne sont pas mauvais, ils sont effrayants. Pour Jerry Jasinowski, analyste auprès de la National Association of Manufacturers, le plus grand syndicat patronal américain, l'augmentation de 25 % du déficit commercial est un « défi au bon sens ». Après avoir prévu, grâce à la baisse du dollar, un tassement naturel des importations, la communauté financière new-yorkaise se dit unanimement « mortifiée » par le chiffre du mois d'octobre : 17,63 milliards de dollars de différence entre les exportations et les importations.

« Tout ce que je peux dire, c'est que ce chiffre est contraire à toute logique, c'est un choc inacceptable », ajoute Robert Brasca, analyste chez Nikko Securities. Le gouvernement, tout en admettant l'« insistance » de la situation, accuse les industriels américains : « L'augmentation du déficit est due à l'incapacité des firmes américaines à affronter la concurrence étrangère », conclut le secrétaire au commerce, M. William Verity.

Certains analystes cherchent tout de même des explications rationnelles à un phénomène qui, sans aucun doute, ne relève pas du surnaturel. Plusieurs vont affirmer que les importateurs, effrayés par la chute de la Bourse, ont probablement accéléré leur activité, afin de se prémunir contre les

effets néfastes d'une telle déflation. La plupart des hommes d'affaires ayant, dès le 19 octobre, conclu à une possible baisse du dollar à court terme, les transferts de marchandises et d'écritures ont été bouclés à la hâte - d'autant plus que le krach laissait prévoir une réaction brutale de la part du Congrès, toujours enclin à restreindre les importations. Cette logique ne pourra être vérifiée que dans un mois, lorsqu'on disposera du bilan de novembre. Une observation aide à accorder cette thèse : le fret aérien a connu, en octobre, une augmentation très remarquable, allant jusqu'à 100 %. L'utilisation de l'aviation a détriment des navires marchands indique, selon certains, que les importateurs sont pressés de remplir les entrepôts à la veille des fêtes de fin d'année...

Bien sûr, la nouvelle a secoué les marchés. Le dollar a, une fois de plus, perdu un plancher historique face au yen : 129,85 à la clôture de Tokyo. En Europe, les banques centrales allemande, française et italienne, sont intervenues le jeudi 10 décembre, afin de freiner la chute du billet vert. À Chicago, l'or livrable au février a de nouveau approché la barre fatidique des 500 dollars l'once, terminant à 497,20. Et, à New-York, l'indice Dow Jones, après un départ en flèche au milieu de la matinée, a terminé la journée par une perte de 47 points ; à 1855, réduisant ainsi tristement le gain de 135 points réalisé entre lundi et mercredi.

CHARLES LESCAUT.

A Paris

L'art de maquiller la Bourse

Le chaud et le froid ? Depuis le grand « krach » d'octobre, la Bourse de Paris connaît ce genre de phénomène climatique. Mais les écarts de températures qu'elle a eus à subir au cours de la séance du jeudi 10 décembre pourront figurer dans le grand livre des records. Tout avait été pourtant minutieusement préparé pour faire de ce 10 décembre une journée de fête. En début de matinée, M. Balladur, ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, avait, au cours de son point presse, annoncé deux bonnes nouvelles pour le marché. Elles concernaient le CEA (compte d'épargne actions) et le PER (plan d'épargne retraite) (le Monde du 11 décembre). Le ministre de l'économie avait choisi son moment. Wall Street avait fini de boucler son infame troisième journée de hausse. A Paris, après neuf séances de baisse entrecoupées d'une toute petite pause, tout le monde attendait les premiers rachats des vendeurs à découvert : 13 % de baisse en deux semaines ne se laissent pas passer. C'est le fameux « facteur technique ». Pour mettre toutes les chances de son côté, le ministre avait demandé aux investisseurs institutionnels, les « zinzins », de prêter main-forte.

Tout s'est passé comme prévu. En fin de matinée, l'indicateur instantané de tendance enregistrait une avance de 1,5 %. A 12 h 30, au début de la séance principale, des signaux de renforcement généraux (RQG) patrouillaient sous les lambris pour s'assurer que le dispositif était bien en place. Jusqu'à la clôture à

14 h 30, le thermomètre du marché ne cessa de monter pour s'élever de 3,4 %.

C'est à ce moment précis que tout bascula : grâce à l'information, la vie de la Bourse ne s'arrêta pas à 14 h 30, elle se poursuivit jusqu'à 17 heures avec le marché en continu. Or à 14 h 30, heures attendues de la publication à Washington des chiffres du commerce extérieur américain pour octobre, la nouvelle d'un déficit record tomba comme un couperet. Sous le choc, le dollar recula sur toutes les places et d'entrée de jeu Wall Street abandonnait 33 points. Rue Vivienne, l'indicateur instantané, lui, repartit en vingt minutes tout le terrain gagné, pour virer à la baisse (-1,5 %).

Mais, comme d'habitude, une demi-heure avant la fermeture, c'est-à-dire le gros des ventes passé, les « zinzins » ont commencé à racheter par lignes entières les cinquante valeurs composant l'indicateur. Ce manège dure depuis un mois. Il est commandé du haut de la Rue de Rivoli. Chaque « zinzin » a son lot de valeurs à tirer, la Caisse des dépôts prenant les plus importantes. Objectif : maquiller la Bourse pour qu'elle ne prenne pas une teinte trop cadavérique. Une consigne qu'il faudra suivre coûte que coûte jusqu'à la fin de l'année. Jeudi soir, les « zinzins » avaient une fois de plus rempli leur mission. Mais cela a encore été une mauvaise journée pour M. Balladur.

A. D.

Le poids des produits industriels

Le déficit record de 17,63 milliards de dollars enregistré en octobre par les États-Unis ne découle pas d'un fait. Renouveau du fait de l'affaiblissement du dollar, les importations ont atteint le niveau record de 39,4 milliards de dollars, une hausse de 12,3 % sur un mois et de 14,9 % par rapport à octobre 1986. Les exportations - difficiles à évaluer - du krach boursier du 19 octobre n'ont pu encore se faire sentir. Mais ces chiffres confirment un dynamisme de la consommation américaine qui préoccupe les tenants de plus de rigueur. Les exportations, pour leur part, ont été deux fois moins élevées que les achats de produits étrangers. De 21,8 milliards de dollars, elles ont enregistré une hausse insuffisante pour annuler les déficits de se creuser à 3,7 % en un mois et 11,2 % sur un an.

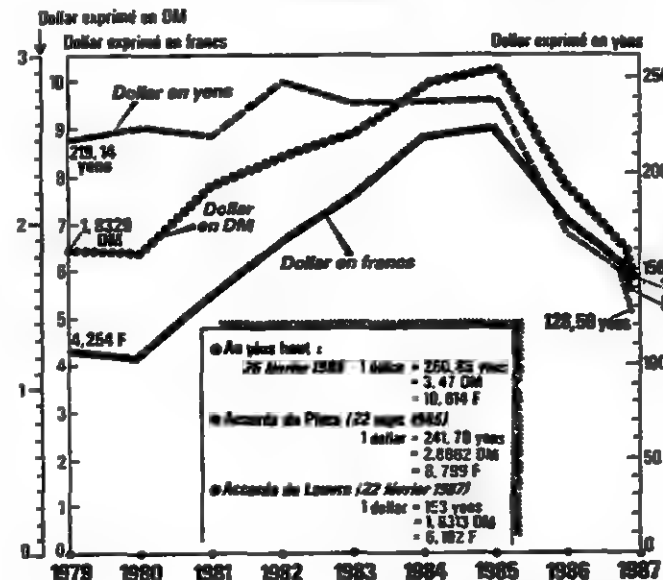
Ce déséquilibre persistant est, pour une bonne part, dû à la baisse du dollar, qui a érodé les coûts des importations étrangères en dollars américains et limite les recettes à l'exportation. Mais si les économistes soulignent à juste titre qu'en volume - c'est-à-dire sans tenir compte des prix et des taux de change - les ventes de produits manufacturés américains progressent au rythme annuel de 19 %, la structure des importations, en octobre, constitue un revers pour les États-Unis : de 25,3 milliards de dollars, les achats de produits manufacturés étrangers ont dépassé de près de 5 milliards la moyenne mensuelle enregistrée depuis le début de l'année. Ils recouvrent en outre une très forte poussée - + 37 % - des importations d'automobiles ainsi qu'un haut niveau d'entrées d'équipement, de chaussures, de pièces détachées. Apparemment, les biens d'équipement, qui permettraient d'envisager un effort d'investissement, n'ont pas joué un rôle majeur. Alors même que les Américains sont conscients, dans de nombreux secteurs, d'être à la limite de leur capacité de production et de risque sans le renfort des commandes à l'exportation. Les détroits de l'agriculture par contre sont stables.

Le cas est-il désespéré ?

Le Japon, dont l'excédent s'était amenuisé en septembre, au grand soulagement de Washington comme de Tokyo, accentue son avantage et enregistre un solde positif de 5,9 milliards de dollars. Le déficit américain double pratiquement avec la Contour d'Asie méridionale, passant de 1,4 à 2,3 milliards de dollars en octobre. Sur dix mois, les pays qui connaissent près de 40 % du solde négatif des États-Unis - Canada, Brésil, Mexique, Corée du Sud, Taïwan, Singapour, Hongkong - améliorent sensiblement leur position. Le cas américain est-il désespéré ? Tout le monde ne le pense pas. Habités à jouer un coup d'avance, les investisseurs japonais, les investisseurs américains cherchent à diversifier leur portefeuille et conviennent à acheter à Wall Street des actions de compagnies exportatrices américaines.

F. C.

Le dollar en baisse



Le Japon, fort d'une vive croissance - sans doute près de 4 % durant l'année budgétaire 1987-1988 se terminant le 31 mars prochain - et décidé à la sauvegarde par les mesures budgétaires ou monétaires qui s'imposent, peut se permettre une certaine réserve. Tel n'est pas le cas des Européens. L'évaluation des pertes de pouvoir d'achat entre monnaies est un calcul délicat et toujours controversé. Mais l'impression prévaut, sur le Vieux Continent, que la baisse persistante du dollar constitue un défi majeur à sa compétitivité. Selon les experts, le dollar serait d'ores et déjà sous-évalué de 15 % à 25 % vis-à-vis de l'ECU. Un danger pour les exportateurs de la CEE mais aussi pour l'équilibre du système monétaire européen, régulièrement secoué lorsque le mark s'apprécie trop vivement vis-à-vis de la devise américaine.

Ces impératifs immédiats ont à plus longue échéance ont été discutés au château de la Muette. Chacun est conscient du danger de la situation. En rendant « peu lisible » la stratégie internationale, comme le reconnaissait dans un doux euphémisme un haut fonctionnaire du ministère de l'économie, des finances et de la privatisation, avait, au cours de son point presse, annoncé deux bonnes nouvelles pour le marché. Elles concernaient le CEA (compte d'épargne actions) et le PER (plan d'épargne retraite) (le Monde du 11 décembre). Le ministre de l'économie avait choisi son moment. Wall Street avait fini de boucler son infame troisième journée de hausse. A Paris, après neuf séances de baisse entrecoupées d'une toute petite pause, tout le monde attendait les premiers rachats des vendeurs à découvert : 13 % de baisse en deux semaines ne se laissent pas passer. C'est le fameux « facteur technique ». Pour mettre toutes les chances de son côté, le ministre avait demandé aux investisseurs institutionnels, les « zinzins », de prêter main-forte.

Tout s'est passé comme prévu. En fin de matinée, l'indicateur instantané de tendance enregistrait une avance de 1,5 %. A 12 h 30, au début de la séance principale, des signaux de renforcement généraux (RQG) patrouillaient sous les lambris pour s'assurer que le dispositif était bien en place. Jusqu'à la clôture à

AUTOMOBILE

Le dynamisme du marché français se poursuit

Le marché automobile français est bien parti pour battre le record de 1982 (2,056 millions de voitures immatriculées) après l'annonce des résultats de novembre publiés par la Chambre syndicale des constructeurs automobiles. Avec 197 785 voitures immatriculées en novembre (+ 18,2 % sur novembre 1986), le total sur onze mois atteint 1 896 946 unités, soit une progression de 10,4 % par rapport aux onze premiers mois de 1986.

La part des étrangers s'est redressée en novembre à 36,6 % du marché grâce à une croissance plus forte que celle du marché (+ 24,9 %). Sur onze mois, leur part est cependant en recul par rapport à la même période de 1986, avec 36,1 % contre 36,9 %.

Automobiles Peugeot et automobiles Citroën sont les grands gagnants du mois de novembre, avec des progressions respectives de 45,8 % et 22 %, et des parts de marché de 22,9 % et 12,5 %. PSA progresse ainsi de 36,4 %, bénéficiant à plein de l'appartenance de la nouvelle Peugeot 405, du maintien des 206 et 309 Peugeot, et de la consolidation de la Citroën AX. Sur onze mois, le groupe privé atteint 33,4 % du marché.

En revanche, Renault enregistre, en novembre, une contre-performance avec un recul de 4,6 % et 27,9 % des immatriculations. Une évolution que le groupe nationalisé explique par la baisse sensible de R9 et R11, dans l'attente des nouvelles versions commercialisées le 1^{er} décembre. Sur onze mois, Renault occupe 30,5 % du marché.

FAITS ET CHIFFRES

● Accord de fusion Braniff-Pan Am. — Les présidents des compagnies aériennes Pan Am et Braniff ont signé, le 9 décembre, un accord de principe prévoyant la fusion de leurs entreprises, à condition que le syndicat des employés de Pan Am consente des économies salariales de 200 millions de dollars par an. Le capital de la nouvelle compagnie serait réparti ainsi : 55 % pour les actionnaires de Pan Am, de 25 % à 32 % pour les actionnaires de Braniff, de 13 % à 20 % pour les employés de Pan Am.

● British Airways fait de nouvelles propositions à British Caledonian. — Comme on pouvait s'y attendre, British Airways a amélioré, le 10 décembre, le prix qu'elle propose pour racheter son challenger British Caledonian. En juillet dernier, elle en offrait 2,3 milliards de francs. Après l'effondrement boursier, elle ramenait le prix à 1,4 milliard de

francs. Du coup, British Caledonian ouvrait à nouveau des discussions avec le scandinave SAS, au grand dam du gouvernement britannique. La manœuvre a réussi : British Airways propose désormais 2 milliards de francs, prix minimum fixé par Sir Adam, le PDG de British Caledonian.

● Une ligne Air France sur Paris-Philadelphie. — Air France a ouvert, le 5 décembre, sa ligne Paris-Philadelphie avec escale à New-York, qui avait été fermée en novembre 1973. La capitale de la Pennsylvanie est la dixième escale aux États-Unis desservie par la compagnie aérienne à partir de l'aéroport Charles-de-Gaulle. Air France, très attentive aux ambitions américaines d'UTA, cherche à consolider sa présence aux États-Unis en utilisant au maximum ses droits de trafic et en renforçant ses points d'ancrage. C'est ainsi qu'elle avait créé, fin

1986, les lignes San-Francisco et Miami et, début 1987, la ligne de Boston.

● Le PDG d'Air France refuse les revendications des pilotes en grève. — M. Jacques Friedman, président d'Air France, a adressé, le 10 décembre, un message à son personnel pour souligner son refus de satisfaire les demandes de ses pilotes, en grève pour quatre jours, afin d'obtenir de 1 000 F à 2 000 F d'augmentation salariale pour les équipages de l'A320 qui entrera en service en juin 1988. « Chacun doit comprendre, écrit-il, que, compte tenu des niveaux de rémunération dont bénéficient les pilotes français, Air France ne peut envisager d'accepter de nouvelles augmentations (...) alors que la préparation de 1982 exigeait une réduction de l'ensemble de nos coûts de production, pour les adapter à ceux de nos concurrents européens les plus performants. »

Économie

AFFAIRES

Doublant sa taille dans le textile

Chargeurs SA rachète Roudière

Le rachat par Chargeurs SA de 57,7 % de l'entreprise textile Roudière confirme la volonté de M. Jérôme Seydoux d'investir dans le textile, après sa tentative de rachat de Prouvost cet été.

LAVELANET (Ariège)
Correspondance

L'accord qu'il vient de réaliser avec la compagnie financière Matignon, en lui permettant de prendre le contrôle pour 73 millions de francs de 57,7 % du groupe Roudière, leader européen de tissés, draperies et lainages pour vêtements masculins et féminins, vient conforter la position de Chargeurs SA dans ce secteur. La transaction s'est faite sur la base de 205 F par action, soit environ une prime de 25 % sur sa cotation du 9 décembre. Chargeurs SA est disposé également à acquérir, jusqu'en 6 janvier, les actions Roudière qui lui seront présentées.

Une dizaine de filiales

La société réalisera en 1987 un chiffre d'affaires hors taxes d'environ 1,5 milliard de francs, dont plus de 50 % à l'exportation. Ses principales usines sont installées à Lavelanet, en Ariège, avec un effectif de trois mille personnes. Le groupe contrôle également une dizaine de filiales, à l'étranger et en France, dont la filature Soubré et Lassalle, installée également à Lavelanet, et Masarel et Co, filature de coton en Seine-Maritime.

Chargeurs SA, de son côté, réalise en 1987 dans le secteur textile un chiffre d'affaires hors taxes de 1,7 milliard de francs environ. Ses principaux intérêts dans ce secteur comprennent : La Lainière de Picardie, leader européen de l'exportation,

Delier, premier fabricant français de tissu sportswear pour l'habillement, ainsi que des usines de teinture et apprêts textiles à façon. En outre, Chargeurs SA a un intérêt d'environ 47 % dans Prouvost, leader mondial dans le négoce et le peignage de laine. S'il apparaît que ce regroupement permettra d'assurer des synergies, ses conséquences sur l'emploi ne sont pas connues. Pourtant, on reste optimiste en Ariège, car les investissements, grâce au plan textile ont été très importants.

P. P.

Nouvelle crise dans l'acier européen

200 000 sidérurgistes manifestent dans la Ruhr

BONN
de notre correspondant

La tension monte dans la Ruhr, après l'annonce par la direction de Krupp de la fermeture prochaine de l'aciérie de Duisbourg-Rheinhausen. Jeudi 10 décembre, plus de deux cent mille sidérurgistes de la région ont manifesté dans les principales villes du cœur sidérurgique et minier de la RFA : Duisbourg, Essen, Bochum. Les manifestants ont bloqué pendant plusieurs heures les autoroutes, créant d'immenses embouteillages. Au début de la semaine, les sidérurgistes en colère avaient déjà envahi le siège social de la firme Krupp à Bochum, et menacé de

avoir fait irruption dans le célèbre villa Hugel à Essen, ancienne demeure de la famille des fabricants de canons, où se réunissait le conseil d'administration de la société Krupp. Seuls les appels au calme du président de la confédération des syndicats ouest-allemands, M. Ernst Birel, parvenaient à calmer la fureur des ouvriers.

L'usine de Rheinhausen, qui produit des aciers profonds, emploie plus de cinq mille travailleurs. En juillet dernier, le comité d'entreprise de l'usine avait accepté un plan de réductions d'effectifs de deux mille personnes, seul moyen d'assurer la survie des trois aciéries Krupp de la région. La décision de fermeture de Rheinhausen a été ressentie comme une trahison de la direction, qui, selon les syndicats, s'était engagée à maintenir l'activité de ce centre de production. Le déficit d'exploitation de Rheinhausen, est, selon le conseil d'administration de la firme, trop important pour que l'on puisse encore envisager un sauvetage de site.

On estime, dans les milieux économiques et politiques ouest-allemands, que trente mille postes de travail devront être supprimés dans ce secteur d'ici à 1990, dans le cadre des réductions des capacités de production décidées au niveau de la Communauté européenne. Pour la Ruhr, déjà touchée par la crise du charbon, et pour la Sarre, cela signifie la mort de villes entières, vouées depuis le dix-neuvième siècle à la monoproduction de l'acier.

La situation dans ce secteur fait l'objet d'un débat politique. L'opposition social-démocrate reproche au gouvernement du chancelier Kohl d'avoir deux poids deux mesures : d'un côté on soutient l'agriculture à coups de subventions de la CEE, et de l'autre on fait valoir aux sidérurgistes que les « lois du marché » doivent jouer dans leur secteur. Le ministre du travail, M. Norbert Blum (chrétien-démocrate) s'efforce d'inciter les autres industriels de la région à embaucher en priorité les ouvriers qui vont faire l'objet de mesures de licenciement collectif. Ainsi, l'usine Bayer de Leverkusen, près de Cologne s'est déclarée prête à engager cinq cents travailleurs de chez Krupp qui accepteraient de se reconverter.

Cette crise de la sidérurgie ouest-allemande nourrit les critiques portées par les milieux d'affaires de RFA contre la Communauté européenne. Selon le *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, les gouvernements successifs ont, par leur inaction, contribué à ce que des entreprises saines soient désavantagées par rapport à leurs concurrents subventionnés en France, en Belgique et en Italie.

LUC ROSENZWEIG.

L'irresponsabilité

EN RFA, deux cent mille sidérurgistes descendent massivement dans la rue pour protester contre la fermeture d'une usine dans la Ruhr. En Italie, le groupe public Finisider affiche des pertes records pour les neuf premiers mois, qui le contraindront à réduire son capital. La crise de l'acier européen est loin d'être finie.

On comprend alors d'autant plus mal l'absence de courage politique des ministres européens, mardi 8 décembre, et leur peu d'empressement à prendre le problème des indisciplinables fermetures d'installations à bras-le-corps. Coincés entre des maîtres de forges souhaitant maintenir le confort de la production et une Commission européenne militante pour un retour au libre jeu du marché, ils ont tergiversé. Et la vraie question — quels outils utiliser dans les produits plats (plaques et tôles) — ne sera tranchée qu'à la fin de l'année.

On croit rêver quand on entend certains professionnels français contester l'ampleur des surcapacités actuelles. Tout ça parce que le mauvais fonctionnement de certains outils dans le monde ou des situations particulières ont fait repartir le marché et remonter les prix ces derniers mois. Il est tout aussi surprenant de voir le très libéral ministre français de l'Industrie, M. Madelin, plaider pour une sortie en douceur du régime actuel des quotas, pourtant fort dirigiste. On n'ose imaginer que cette attitude est dictée par le calendrier électoral en France : toute fermeture d'outil s'accompagne en effet de suppressions d'emplois. Les ministres de l'Industrie n'auront-ils pu, pour une fois, décider des restructurations à froid au lieu de prolonger un régime artificiel dont la sortie, le passé l'a démontré à maintes reprises, ne sera que plus douloureuse.

F. V.

● RECTIFICATIF. — La suppression des quotas pour l'acier européen de catégorie 1 devrait avoir lieu le 1^{er} juillet 1988, et non le 1^{er} janvier comme nous l'avons écrit par erreur dans l'article intitulé « Les ministres se retrouveront le 22 décembre » (*le Monde* du 10 décembre). Pour les catégories 2 et 3, la Commission de la CEE envisagerait de les prolonger au-delà.

16 Rue Royale Paris

AVANT TRAVAUX

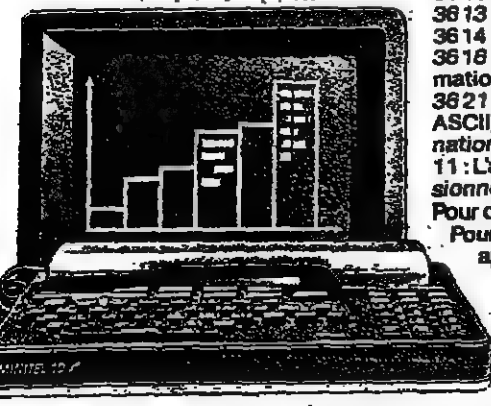
A l'occasion de la prochaine transformation de notre boutique, nous avons le plaisir de vous proposer exceptionnellement nos collections de bijoux exclusifs et de montres de marques à des conditions de prix particulièrement intéressantes.

CÉRÉSOLE
WEMPE
JOAILLIER

TELETEL PLUS QUE JAMAIS A L'HEURE PROFESSIONNELLE

7 ACCÈS PROFESSIONNELS DE 0 A 130,40 F DE L'HEURE TTC*

En un an, les applications professionnelles ont plus que doublé. Pour accompagner cette croissance, les TELECOM offrent 7 accès télématiques pour l'entreprise. Chaque accès correspond à une tarification différente adaptée aux besoins des professionnels.



- 3605: Numéro Vert Télétel (appel gratuit pour l'utilisateur).
- 3613: Services internes aux entreprises.
- 3614: Services professionnels et pratiques.
- 3616 et 3617: Services à forte valeur ajoutée et d'informations spécialisées.
- 3621: Services de téléinformatique classique (norme ASCII) permettant l'accès à des banques de données nationales et internationales.
- 11: L'annuaire électronique avec ses catalogues professionnels.

Pour découvrir la liste des services, tapez 3616 code MGS. Pour avoir plus d'informations sur la création des services, appelez gratuitement notre Numéro Vert: 05.19.40.56.

teletel

TELECOM

* TVA 18,90 % en France métropolitaine. Tarifs utilisateurs au 1.12.87

TAPER TELETEL C'EST TAPER FORT EN AFFAIRES



Vers un épanouissement individuel et social
**YOGA-ENERGIE
RELAXATION
REGENERATION**
43-31-65-88

(Publicité)

PRÉFECTURE DE LA CHARENTE-MARITIME RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

ARRÊTÉ

Déclarant d'utilité publique la réalisation du pont reliant le continent à l'ILE DE RÉ, des voies d'accès et du contournement Sud de la commune de RIVEDOUX-PLAGE, et modifiant le plan d'occupation des sols de la commune de LA ROCHELLE

Le préfet, commissaire de la République du département de la Charente-Maritime, officier de la Légion d'honneur,

VU la délibération du Conseil Général du département de la Charente-Maritime, en date du 26 avril 1974, décidant le principe de la construction d'un pont reliant le CONTINENT à l'ILE DE RÉ;

VU la délibération du Conseil Général du département de la Charente-Maritime, en date du 10 juillet 1987, adoptant le dossier d'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique, et demandant le lancement de cette enquête publique;

VU le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, notamment son article R. 11.1;

VU la loi du 3 janvier 1986 relative à l'aménagement, la protection et la mise en valeur du littoral;

VU le code de l'urbanisme, notamment son article L.123.8;

VU l'arrêté préfectoral n° 87.305 du 22 juillet 1987 prescrivant, du 17 août au 16 septembre 1987 inclus, l'enquête préalable, en vue de :

- la déclaration d'utilité publique du pont reliant le continent à l'ILE DE RÉ, de la réalisation des voies
- la mise en compatibilité du plan d'occupation des sols de la commune de LA ROCHELLE;

VU les pièces attestant que l'avis d'enquête a été régulièrement inséré dans la presse, publié et affiché dans les communes intéressées. VU le dossier soumis à l'enquête et les registres y afférents.

VU le rapport de la Commission d'Enquête déposé le 16 octobre 1987 et ses conclusions favorables.

VU le schéma directeur de LA ROCHELLE approuvé le 5 juillet 1979 par M. le Préfet de région.

VU le procès-verbal de clôture de la conférence mixte en date du 27 janvier 1986.

VU le plan d'occupation des sols de la commune de RIVEDOUX-PLAGE.

VU le plan d'occupation des sols de la commune de LA ROCHELLE.

VU le compte rendu de la réunion qui s'est tenue le 11 octobre 1987 rendant compte des travaux de l'ensemble des personnes publiques associées à la modification du plan d'occupation des sols de LA ROCHELLE.

VU l'avis du comité syndical de la région de LA ROCHELLE, en date du 9 novembre 1987.

VU le procès-verbal de la réunion de la Commission Départementale des Sites, Perspectives et Paysages de la Charente-Maritime en date du 14 octobre 1987.

CONSIDÉRANT que la réalisation d'un pont facilitera, en assurant une liaison permanente, les relations entre l'ILE DE RÉ et le CONTINENT.

CONSIDÉRANT que le coût de l'opération et les atteintes à la propriété ne sont pas excessifs eu égard à l'importance des intérêts en cause.

CONSIDÉRANT les mesures prises et les procédures engagées pour la protection de l'environnement dans l'île de Ré.

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de la Charente-Maritime :

ARRÊTÉ

Article 1^{er} : Est déclarée d'utilité publique la réalisation du pont reliant le continent à l'ILE DE RÉ, des voies d'accès et du contournement Sud de la commune de RIVEDOUX-PLAGE suivant le plan général ci-annexé.

Article 2 : Le département de la Charente-Maritime ou son mandataire sont autorisés à acquérir, au besoin par voie d'expropriation, les immeubles et droits immobiliers nécessaires à la réalisation de l'opération.

Article 3 : Les expropriations éventuellement nécessaires devront être effectuées dans un délai de cinq ans, à compter de la publication du présent arrêté.

Article 4 : Le présent arrêté emporte approbation des nouvelles dispositions du plan d'occupation des sols de la commune de LA ROCHELLE, conformément aux documents d'Urbanisme annexés au présent arrêté.

Il sera procédé, conformément à l'article R. 123.36 du Code de l'Urbanisme, à la mise à jour du plan d'occupation des sols de LA ROCHELLE.

Article 5 : Le présent arrêté sera affiché à la préfecture de la Charente-Maritime, au siège du conseil général - 2, rue de la Monnaie à LA ROCHELLE, - au siège du SIVOM de la région de LA ROCHELLE, dans les mairies de LA ROCHELLE et d'ARS-EN-RÉ, LE BOIS-PLAGE-EN-RÉ, LA COUARDE, LA FLOTTE-EN-RÉ, LOUX-EN-RÉ, LES PORTES-EN-RÉ, RIVEDOUX-PLAGE, SAINT-CLÉMENT-DES-BALEINES, SAINTE-MARIE-DE-RÉ, SAINT-MARTIN-DE-RÉ, à la diligence de leur président ou maire.

Il sera, en outre, inséré au recueil des actes administratifs de la Charente-Maritime, et publié dans les journaux ci-après désignés : *Sud-Ouest, Le Phare-de-Ré, le Monde, le Figaro.*

Article 6 : Le plan général des opérations envisagées et le document d'urbanisme modifié pourront être consultés à la Préfecture de la Charente-Maritime - Direction de la réglementation - 4^e bureau - à la Direction Départementale de l'Équipement - 5, rue de la Cloche à LA ROCHELLE - dans les bureaux du Conseil Général 2, rue de la Monnaie à LA ROCHELLE, dans les mairies de LA ROCHELLE et de RIVEDOUX-PLAGE et au siège du SIVOM de la région de LA ROCHELLE, aux heures habituelles d'ouverture des bureaux au public.

Article 7 : Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Charente-Maritime, le Président du Conseil Général de la Charente-Maritime, le Président du SIVOM de la région de LA ROCHELLE, les Maires de RIVEDOUX-PLAGE et de LA ROCHELLE, l'ingénieur en chef des Ponts-et-Chaussées, Directeur Départemental de l'Équipement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

LA ROCHELLE, le 23 novembre 1987

Le préfet, commissaire de la République

Michel GILLARD

صحة من الاجل

Social

Après les élections prud'homales

La fin des bastions

Existe-t-il encore des bastions syndicaux, des zones où une organisation est manifestement dominante ? C'est la question qui se pose après les élections prud'homales, après celles de 1983 pour le régime général de la Sécurité sociale.

La CGT domine encore dans quelques zones, mais cette domination est mise en question. En 1982, elle détenait la majorité absolue dans six départements. Il en reste cinq aujourd'hui. Mais alors qu'ils étaient concentrés sur le Limousin, le Roussillon et la Corse, ils sont aujourd'hui dispersés : Ariège, où la CGT atteint son maximum avec 63,65 % des voix ; Corrèze, Haute-Vienne, Haute-Corse et Val-de-Marne (où la CGT a monté, passant cette année la barre des 50 %).

Dans 47 départements (contre 51 en 1982), la CGT recueille entre 40 % et 50 % des voix : le pourcentage se situe souvent autour de 45-46 %, ce qui montre la solidité de

l'implantation cégétiste sur de grandes zones : le Nord, la région rhodanienne, le Sud-Ouest, le littoral méditerranéen, la petite couronne parisienne, notamment. Mais la couverture se craquelle un peu : le Nord, le Gers, l'Ain, la Corse du Sud font défection et globalement la CGT enregistre des pertes chez les ouvriers et les employés en Corse (12 points) et en Languedoc-Roussillon (3,7 points). En revanche, elle monte dans des zones et départements où elle était traditionnellement moins forte : Haute-Normandie, Auvergne (et notamment le Puy-de-Dôme), Alsace (et le Territoire-de-Belfort).

Les « bastions » de la CFDT étaient plus circonscrits, précédemment à des régions où la CGT était plus faible : l'Ouest (en particulier en Bretagne), l'Est, en particulier l'Alsace et de Doubs, l'est du Massif central. Ces zones sont

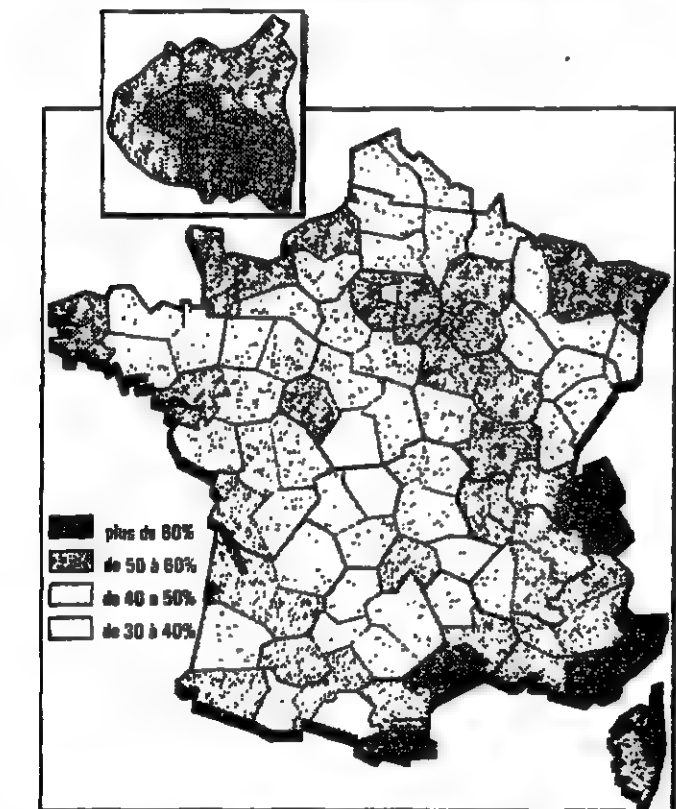
aujourd'hui un peu grignotées : à l'Ouest, la CFDT dépasse encore 40 % des voix en Vendée, et dans le Maine-et-Loire, mais elle a reculé dans le Morbihan (37,37 %), la Sarthe et la Mayenne (où elle glisse au-dessous de 30 % des voix). A l'Est, les deux départements alsaciens et le Doubs sont passés juste au-dessous de 30 %.

Parallèlement, les zones « creuses » où la CFDT restait au-dessous de 20 % des voix s'élargissent, de 30 à 34 départements. A l'Aquitaine, au Languedoc (sauf l'Aude), la Côte d'Azur, le Limousin et une bande au centre de la France, du Poitou à la Champagne, s'ajoutent notamment aujourd'hui la Somme, l'Eure, l'Eure-et-Loir, la Marne, ainsi que la Tarn-et-Garonne.

En revanche, la « carte » de FO devient de plus en plus homogène avec le renforcement de la centrale. Les départements où elle recueille 20 % à 30 % des voix sont passés de 38 à 62. A une large bande allant de la Normandie au Sud-Ouest, à la Champagne-Ardenne et à la Provence-Côte d'Azur, se sont ajoutés des départements du Limousin (Creuse, Corrèze), du Languedoc-Roussillon (Pyrénées-Orientales, Hérault), de Bretagne (Ille-et-Vilaine, Morbihan), des Pays de Loire (Vendée, Maine-et-Loire), de l'Est (Haute-Marne, Meuse, Aube), du Sud-Ouest (Lot, Gers, Aveyron, Tarn), comme du Nord-Pas-de-Calais. Ainsi FO devient-elle la centrale dont l'audience est la plus équilibrée répartie sur l'ensemble de la France.

GUY MERZLICH

Le taux d'abstention a été supérieur à 50 % dans quarante-huit départements



La carte ci-dessus illustre le taux d'abstention par département dans le collège salariés, aux élections prud'homales du 9 décembre, pour l'ensemble des sections.

M. Delors : « les Américains n'échapperont pas à une phase d'austérité »

(Suite de la première page.)

Je pense que la RFA doit comprendre qu'avec ce qu'on appelle le « set aside », c'est-à-dire la mise en jachère des terres, les aides au revenu et la priorité donnée au développement du monde rural, elle disposera des moyens qui lui sont nécessaires pour maintenir à elle le soutien des exploitations agricoles. Cela étant, un effort de clarification entre la RFA et la Commission est sans doute nécessaire.

Un compromis sur les fonds structurels, c'est-à-dire sur l'aide aux régions pauvres est-il possible ?

Il se peut y avoir de compromis que si l'on est d'accord sur la philosophie de l'acte unique. Que veut-on ? Réaliser un grand marché sans frontières en distribuant chaque année un chèque aux pays les moins riches ? Ou bien faut-il développer les politiques

communes d'une manière raisonnable afin de parvenir à la convergence progressive des économies qui seule garantira que tout le monde pourra profiter du grand marché ? C'est l'optique de la commission. Si l'on est d'accord, on doit admettre qu'un montant minimal de ressources est nécessaire pour que ces politiques aient l'impact désiré.

Sur ce terrain de la solidarité entre pays pauvres et pays riches, y a-t-il un rapprochement à Copenhague ?

Non, parce qu'on a, en fait, parlé uniquement de sous. Et puis, certaines délégations avaient le sentiment que, puisqu'on n'était d'accord ni sur l'agriculture ni sur le montant des ressources affectées à la Communauté, il était inutile de faire un pas vers les autres.

Comment faire pour concilier l'ambition de relancer l'industrie européenne de la CEE ?

Les événements qui se sont produits depuis deux mois vont avoir un impact inflationniste important. L'Europe aura dû s'engager dans l'action à Copenhague, s'entendre pour réaliser l'acte unique, accélérer la réalisation du grand marché et prendre des mesures pour lutter contre l'inflation, à certains égards, compréhensibles, des entreprises. Parmi ces mesures, j'ai proposé et je propose encore de modifier une partie de cette épargne à hauteur de 0,5 % du PNB, soit environ 18 milliards d'ECU pour donner un signe aux entreprises. C'est l'indication aux investisseurs privés, mais aussi celle aux investisseurs publics qui sont nécessaires pour assurer l'avenir.

Sombre journée pour la CGC

Pour la confédération de M. Paul Marchetti, le 9 décembre 1987, jour des élections prud'homales, peut être considéré à un mercredi noir. Non seulement la CGC a reculé de 2,21 points dans l'ensemble du collège salariés par rapport à 1982, mais elle a enregistré une chute de 12 points dans la section encadrement, là où elle avait l'ambition de devenir majoritaire face aux confédérations de salariés.

Une analyse plus affinée des résultats de la section encadrement montre que la CGC a reculé dans toutes les régions. Il n'y a pas une seule exception. Sa régression la plus faible est en Corse (- 4,49 points), la plus forte en Champagne-Ardenne (- 13,9 points).

Globalement, cette chute a profité à toutes les autres confédérations, mais leurs gains respectifs dans la section encadrement sont de dimension très réduite : + 1,81 point pour la CGT, + 1,67 pour la CFDT, + 3,8 pour la FO, qui siège à la deuxième place, et + 4,66 pour FO. Longtemps méprisée par M. Marchetti qui les traitait comme des amicales, les unions de cadres rattachées à des confédérations voient.

Dans les départements, le rapport des forces est également profondément modifié au sein de la section encadrement. Certes, la CGC demeure en tête dans 77 départements sur 96 contre 11 pour la CFDT, 3 pour la CGT, 3 pour la CFDT et 2 pour FO. Mais elle n'a obtenu le vote de plus de 30 % des exprimés, donc d'un tiers des membres de l'encadrement non abstentionnistes, que dans cinquante départements, soit un peu plus de la moitié. Elle ne dépasse les 35 % que dans dix-sept départements, avec quelques scores qui se situent au niveau de la Communauté, comme le Doubs (38,04 %), la Meuse (38,67 %), la Saône-et-Loire (38,69 %) et, surtout, le Territoire-de-Belfort.

Dans le sillon de M. Chevènement, elle obtient son meilleur score : 46,63 %. A Paris même, elle ne fait, au contraire, qu'un score modeste - 23,73 % - qui rend son influence d'autant plus limitée que 64,91 % des cadres inscrits se sont abstenus.

On n'a pas fini d'analyser ces résultats à la CGC. Pour M. Marchetti qui en attendait une réponse à la vague d'abstentionnisme, cet échec pourrait sonner l'heure des révisions déclinantes.

M. N.

Banques

Propositions d'experts internationaux sur la solvabilité des établissements financiers

Le comité Cooke de la Banque des règlements internationaux (BRI), chargé d'harmoniser les notions de solvabilité des banques, propose une norme minimale commune de 8 % pour le ratio fonds propres actifs, qui pourrait être atteint à la fin de 1992, selon un document consultatif publié jeudi 10 décembre par la Banque de France.

Deux pays sont nommés du groupe des Dix n'ont pas concouru à ce chiffre en soulignant qu'ils voulaient attendre les résultats des commissions avec leurs banques respectives.

L'un de ces pays est très probablement la France. En effet, dans une note de présentation, la Banque de France affirme que le rapport du Comité Cooke ne constitue qu'un document consultatif, « dont le contenu ne sera définitivement approuvé par les gouvernements du groupe des Dix qu'à l'issue de la période de concertation » (fin juin 1988).

Le comité des règles et pratiques de contrôle bancaire, baptisé comité Cooke du nom de son président, Christopher Cooke, sous-gouverneur de la Banque d'Angleterre, travaillait depuis des mois dans une stricte confidentialité en se réunissant régulièrement au siège de la BRI à Bâle. Son objectif était de débarrasser les banques des réglementations nationales en matière de normes de surveillance bancaire et de proposer des règles de compromis, afin d'instaurer un minimum d'harmonisation.

Dans son document consultatif, le Comité propose de définir très précisément les deux termes de ratio de solvabilité qui sont les fonds propres au numérateur, et les actifs au dénominateur.

Pour les fonds propres, le Comité propose de les composer des fonds

propres stricto sensu (capital social libéré + réserves publiques) pour 30 %, et pour les 50 % restants de fonds propres complémentaires composés des réserves occultes, des réserves de réévaluation, de certains provisions générales, d'instruments hybrides de dette et de capital (titres participatifs en France ou Gesusschreiben en RFA).

L'inclusion des provisions générales (à la condition expresse qu'elles ne soient pas affectées à des actifs spécifiques) devrait être bien accueillie par les banques françaises qui n'ont cessé de réclamer leur prise en compte. Si elles sont relativement sous-capitalisées, les banques françaises sont en effet pourvues de très importantes provisions.

Pour les actifs, le Comité a estimé « de la plus haute importance » de recenser les hors-bilan. Selon leur degré de risque, les actifs hors-bilan seront affectés d'un coefficient.

Afin de mieux harmoniser les actifs, le Comité propose également une pondération sur l'ensemble des crédits en fonction de leur qualité et de leur origine (domestique ou étrangère).

Le Comité Cooke souhaiterait imposer ses normes à l'ensemble des membres du G10 (qui sont en fait 11 : Etats-Unis, Japon, RFA, France, Grande-Bretagne, Italie, Canada, Pays-Bas, Belgique, Suède et Suisse) d'ici à la fin de 1992. Ce comité propose pour 1990 une norme transitoire de 7,25 %. A court terme, il estime que les banques sous-capitalisées devraient rapidement viser un objectif de 8 %. De plus, le montant observé au départ (fin 1987) constituera un minimum irréversible.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

CFAO

COMPAGNIE FRANÇAISE DE L'AFRIQUE OCCIDENTALE

Cher Actionnaire,

Les résultats du premier semestre 1987, qui ont fait l'objet de commentaires de presse dans la semaine suivant le conseil d'administration du 9 septembre 1987, se résument ainsi :

Le chiffre d'affaires consolidé du groupe s'élève à 7.242 milliards de francs, en progression de 4 % sur celui du premier semestre 1986.

Le bénéfice consolidé atteint 227 millions de francs (dont 205 millions de francs, part du groupe) contre 225 millions de francs à fin juin 1986.

Le profit net de la Compagnie, société holding du groupe, s'établit à 75,3 millions de francs, en légère progression sur la même période de 1986.

L'activité des filiales opère en Europe dans les secteurs de la distribution alimentaire, de l'automobile, des matériels de second œuvre du bâtiment, des transports terrestres et maritimes, en d'un bon niveau dans son ensemble. L'expansion se poursuit activement avec l'ouverture dans le cours du premier semestre 1987 de six magasins Sofim dans le Sud-Est. Deux autres créations sont programmées pour les mois qui viennent.

La société Cantelembre achève la construction à Villeneuve-sur-Lot d'un centre d'approvisionnement de 20 000 m² de surface de stockage, de bureaux et de locaux techniques. Dès le début de 1988, il desservira le réseau de magasins Sofim et Sofi en expansion qui opèrent dans le Sud-Ouest.

Deux nouvelles concessions automobiles - Mercedes à Melun et Peugeot à Chartres - viennent renforcer le groupe de garages animés par la CFAO et par la CICA. Cinq autres sociétés, en métropole et dans les départements et territoires d'outre-mer, viendront très prochainement s'ajouter à ce secteur dont l'activité est particulièrement satisfaisante en 1987. D'autres projets sont en cours de réalisation, en attendant que les sociétés européennes aient obtenu leur statut.

Le réseau Transcap, spécialisé dans les transports terrestres, maritimes et aériens, a ouvert des agences à Châlons-sur-Marne, Grenoble et Toulon et s'est implanté aux Antilles en acquérant la société Franco-Transit établie à Pointe-à-Pitre. Une nouvelle filiale, Transcap Béni, a été créée fin 1986 à Cotonou.

Le groupe d'entreprises du ressort de la société Laho (vente et location de matériels de bâtiment) bénéficie de la reprise marquée dans ce secteur d'affaires et obtient de bons résultats, en nette progression sur ceux de 1986. Un vingt-quatrième dépôt a été ouvert à Grenoble et de nouvelles installations sont construites à Nîmes.

Sharp Barotype Machines (SBM), distributeur de matériels d'information et de bureautique, étend sa zone d'activité à la Belgique.

La prise de contrôle, il y a quelques mois, de la société britannique Schofield Goodman and Sons (SGS) et de Sullivan (Schofield Islands) consolide tout l'intérêt que nous portons au développement des affaires dans le Pacifique sud.

De son côté, l'économie des pays d'Afrique noire continue à stagner. Le problème de la dette (200 milliards de dollars) ne trouve pas encore de solution durable et compromet toute perspective de décollage économique si l'Occident accède pas aux demandes des pays africains. A l'issue de la conférence de l'Organisation de l'Unité africaine, tenue le 30 novembre 1987 à Addis-Abeba, nous-ci ont souhaité obtenir une suspension de la dette jusqu'en 1990 et une rééchelonnement sur une période de cinquante ans avec un délai de grâce de dix ans.

Les conséquences cumulées de la baisse du dollar et des cours déprimés des principales matières premières (pétrole, café, cacao, coton) continuent à peser sur les revenus de ces pays provoquant une baisse générale du pouvoir d'achat et des capacités d'investissement.

Les affaires ne sont bien entendues affectées et nous avons dû procéder à des ajustements de structure pour retrouver l'équilibre d'exploitation, en particulier au Congo, au Gabon et au Cameroun.

Malgré les bonnes perspectives de réajustement de produits agricoles et les sévères mesures d'austérité mises en place au niveau des dépenses publiques, il est peu probable qu'une amélioration significative du contexte économique africain ait lieu courant 1988.

En ce qui concerne nos propres organisations, nous pensons que les mesures d'allégement prises dans le courant de 1987 permettront un retour à une rentabilité normale dès les premiers mois du prochain exercice.

Le tournant décisif n'a pas égaré notre ligne qui est restée de 2 000 francs, début octobre 1987, à 1 400 francs à fin novembre 1987.

Les ajustements individuels du portefeuille de placement et de certains titres de participation, ainsi que les variations postérieures des taux de change du dollar et des principales devises africaines par rapport au franc, ne nous permettront sans doute pas d'atteindre le résultat consolidé prévu sur l'exercice d'ensemble. Ce recul modéré des bénéfices du groupe n'affectera en rien le résultat de la société mère et n'entraînera pas de conséquence défavorable sur le dividende de l'exercice qui, comme annoncé lors de l'assemblée générale de mai 1987, devrait être maintenu au niveau de celui versé au titre de l'exercice 1986. Ce sera le centième dividende servi par la Compagnie à ses actionnaires depuis sa création en août 1987.

Vous remerciant de votre fidélité, je vous prie d'agréer, cher Actionnaire, l'assurance de ma considération la plus distinguée.

Paul PAOLLE, le président.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

ASSOCIATION ENTRE LA COMPAGNIE PARISIENNE DE RÉESCOMPTE ET LA CHARGE SCHELCHER-DUMONT-PRINCE

Ce rapprochement répond à un double souci, commun aux deux partenaires : - élargir la gamme des services proposés à leurs clients respectifs, banques et investisseurs français ou étrangers.

- tout en respectant les particularités qui ont fait leur force : compétence, discrétion et indépendance.

La COMPAGNIE PARISIENNE DE RÉESCOMPTE et SCHELCHER-DUMONT-PRINCE se sont ainsi donnés les moyens leur permettant à travers deux équipes, totalement autonomes dans leurs domaines respectifs,

d'anticiper les évolutions de leurs métiers et les besoins de leurs clients. Cette association s'appuiera sur des fonds propres supérieurs à 1,3 milliards de francs.

Développement de la gamme des services, complémentarité des équipes et accroissement des moyens d'intervention, tels sont les trois atouts qui permettront à la COMPAGNIE PARISIENNE DE RÉESCOMPTE et à SCHELCHER-DUMONT-PRINCE de répondre avec encore plus d'efficacité aux nouveaux défis des marchés financiers.

Vous parlez souvent de la nécessité d'un dialogue européen. Cela reste un propos vague. Que proposez-vous ?

Deux propositions. Poursuivre et approfondir les études au sein de l'UEO, cela pour la dimension purement stratégique, mais aussi au niveau de la Communauté, mener une action politique en se situant comme une entité indépendante et maître de ses décisions dans le cadre des rapports Est-Ouest. Pour faire une bonne politique de dialogue, il faut une bonne politique d'ensemble. Tout est lié, l'important, c'est que l'Europe se manifeste.

Vous faites allusion à votre suggestion de réunir un sommet des Douze consacré aux relations Est-Ouest ?

En effet, je pense que c'est toujours d'actualité.

Croyez-vous - après l'élection présidentielle en France - à un regroupement au centre ?

Chacun connaît mes opinions et je n'ai jamais mis mon drapeau dans une poche. Pour moi, comme pour tout le monde, il n'y a pas de service à personne et ce n'est pas prêt d'en faire. Mais, à travers des questions en forme de jeu et à travers une parabole un peu piquante, je le reconnais, j'ai voulu indiquer qu'au lendemain de l'élection, pour faire face aux défis qui sont ceux de la France, le président de la République doit absolument rechercher l'appui d'un plus grand nombre de Français. Cette conception va bien au-delà d'un certain accord entre les formations politiques. Elle concerne les citoyens.

N'est-ce pas à un point de vue assez voisin de celui que développe M. Valéry Giscard d'Estaing ?

C'est vrai, mais je vous le dis, pour respecter les citoyens, il faut affirmer cette différence, mais ne pas avoir honte de ces convergences.

Comment avez-vous réagi aux critiques des socialistes ?

Le premier secrétaire du parti socialiste a indiqué clairement mais amicalement la position du PS. Je n'ai rien à ajouter. Le reste sera pour les débats internes à mon parti lorsque le temps sera venu.

Propos recueillis par PHILIPPE LEMAITRE.

LA VRAIE VALEUR D'UNE ACTION, C'EST LA SANTÉ DE L'ENTREPRISE.

La Vie Française nouvelle formule.
Chez votre marchand de journaux
à partir de vendredi.

LA VIE FRANÇAISE

15 F. LE MAGAZINE DES AFFAIRES, DE LA BOURSE ET DES PLACEMENTS - SEMAINE DU 11 AU 17 DECEMBRE 1987.

20 ENTREPRISES QUI VALENT MIEUX QUE LEUR TITRE

Groupe Expansion

صكنا من الامم

Marchés financiers

La restructuration des charges d'agents de change

La City à Paris

Dans le cadre de la réforme de la Bourse qui prévoit l'ouverture progressive d'ici à 1990 du capital des charges d'agents de change à des établissements financiers français et étrangers, quatre nouveaux projets viennent d'être annoncés : l'entrée à hauteur de 25 % des AGF chez Oddo, l'arrivée de la Banque de l'Union européenne chez Magnin Cordelle, dont elle détient 75 % du capital, le rachat intégral de Schelcher Dumont Prince d'ici à trois ans par la Compagnie parisienne de réassurance (CPR) et l'association du britannique Barclays de Zet Wedd (BZW) avec Puget SA.

Ces alliances portent à dix-huit le nombre de projets. D'autres devraient encore être annoncés dans les jours prochains, notamment le rapprochement entre la BIAO et J.L. Champel. Au total, une vingtaine de charges sur les soixante françaises dont quarante-cinq à Paris, auront déclaré leurs intentions. Les dernières associations représentent chacune une stratégie différente. Volonté d'indépendance pour Oddo, qui cependant renforce

ses fonds propres en ouvrant 35 % de son capital. Les AGF, via la Banque générale du Phénix souscrivent à hauteur de 25 %; les 10 % restants étant réservés à deux investisseurs institutionnels. La direction et les cadres actuels de la charge gardent donc le contrôle de leurs sociétés de Bourse.

A l'inverse, la charge Schelcher Dumont Prince sera acquise totalement par la CPR. L'association de ces deux établissements renforcera les fonds propres qui atteindront 1,3 milliard de francs. L'arrivée de la BUE à hauteur de 75 % chez Magnin Cordelle devrait permettre de développer dans un « esprit de partenariat » l'activité de la charge auprès de la clientèle institutionnelle en bénéficiant de l'équipe d'analystes de la banque.

Enfin et surtout, le rapprochement de la firme de courtage Barclays de Zet Wedd avec Puget SA marque l'intérêt des Britanniques pour le « Big Bang » français. Sur cinq projets de rachats de charge par des établissements étrangers, trois d'entre eux proviennent de firmes britanniques. Après les courtiers James Capel, Warburg Securities, c'est au tour d'une filiale de la Barclays de se rapprocher d'un agent français. Il précède de peu la National Westminster Bank, qui devrait déclarer prochainement ses intentions ainsi que Kleinwort Benson. BZW va donc prendre 70 % du capital de Puget, 10 % seront acquis par des firmes françaises tandis que les 20 % seront gardés par la direction et le personnel de la charge.

DOMINIQUE GALLOIS.

● BP : le gouvernement redonne le « fil de sécurité ». — Le sauvetage de la privatisation de BP ne sera pas prolongé au-delà du 6 janvier, a indiqué le Trésor britannique. La Banque d'Angleterre s'était engagée à racheter 70 pence les titres mis en vente par l'Etat à 120 pence, mais dont le cours, avec le krach boursier, était tombé à 71,5 pence le jeudi 10 décembre. Les financiers craignent que le retrait de ce fil de sécurité ne fasse chuter le titre en deçà du seuil.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



ELECTRONIQUE SERGE DASSAULT

DÉCISIONS PRISES A L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DU 9 DÉCEMBRE 1987

L'assemblée générale mixte ordinaire et extraordinaire des actionnaires de l'Electronique Serge Dassault s'est tenue le 9 décembre 1987, sous la présidence de M. Bertrand Daugny. Cette assemblée générale mixte a approuvé deux résolutions concernant le titre ESD.

1. — L'achat par la société de ses propres actions en vue de régulariser le cours du titre. — L'utilisation de la possibilité offerte par l'article 217-2 de la loi 66-537 du 24 juillet 1966, l'assemblée générale (partie ordinaire) a donné au conseil d'administration l'autorisation, valable pendant une période de dix-huit mois, d'acheter et de vendre en Bourse des actions de la société en vue d'en régulariser le cours.

2. — Un second plan d'options de souscription d'actions ouvert aux collaborateurs de l'ESD. — En 1985, 2 361 salariés de l'entreprise ont bénéficié d'un premier plan d'options de souscription d'actions. Un second plan de 80 000 options de souscription a été approuvé par l'assemblée générale (partie extraordinaire) du 9 décembre 1987, permettant ainsi à la totalité des collaborateurs de l'ESD (4 100 personnes) de bénéficier de l'avantage offert par ces plans.

Dans une communication aux actionnaires, le président a annoncé son intention de consulter le conseil d'administration sur le transfert de la cotation du titre ESD du second marché au marché à « règlement mensuel ».

Enfin, le président Bertrand Daugny a rappelé les principales données de la situation économique et financière de la société en 1987, telles qu'elles sont connues à ce jour.

Le chiffre d'affaires total de l'exercice 1987 devrait atteindre 4 300 MF TTC (3 750 MF HT) contre 3 673 MF TTC (3 173 MF HT) en 1986.

Le carnet de commandes, qui devrait s'élever à près de 8 000 MF TTC au 31 décembre 1987, donne à la société une visibilité proche de deux ans d'activités.

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde
RADIO TELEVISION
COMMUNICATION

PHILIPS

La société a décidé de distribuer, au titre de l'exercice 1987 un acompte sur dividende de 0,60 florin par action ordinaire d'une valeur nominale de 10 florins (acompte inchangé par rapport à l'année précédente).

Interrompez l'hiver
et partez au soleil.

CHARTERECO

Paris-Dakar-Paris...Vol spécial

Prix exceptionnel :

Départs 2 et 9 janvier 88.

2400F

Hôtels, clubs, circuits-découverte

DAKAR, PETITE COTE, CASAMANCE

Nous consulter.

REPUBLIQUE TOURS

1, avenue de la République 75011 Paris

Tél. : (1) 43.45.39.30

et dans votre agence de voyages.

NEW-YORK, 10 déc. ↓

Forte baisse

L'annonce d'un déficit commercial record pour le mois d'octobre a pris Wall Street, comme les autres places, à contre-pied. Surpris par l'ampleur du gouffre, le marché américain a replongé. Vingt minutes après l'ouverture, l'indice des industriels accusait déjà 49 points de baisse. Par la suite, des rebonds du découvert parvinrent à combler l'écart. Mais ils ne durèrent pas. Le Dow rebomba lourdement, et, à la clôture, il s'établissait à 1 855,44 (-47,08 points). Le bilan de la séance a été tout aussi mauvais que ce résultat. Sur 1 978 valeurs traitées, 1 068 ont baissé, 500 ont monté et 390 n'ont pas varié.

Le pire, cependant, paraît avoir été évité. Rien de comparable avec la journée noire du 19 octobre dernier et les suivantes. Même l'activité a été relativement modérée, avec 190,26 millions de titres échangés, contre 231,43 millions. Les professionnels, qui tendaient le dos, ont été plutôt rassurés. Il semble bien que le phénomène de fait accompli ait joué. En plus, comme le faisait remarquer un banquier, si la surprise a été désagréable, l'analyse démontre qu'il s'agit d'un déficit qui s'est aggravé parce que l'activité économique a été plus forte cet automne aux Etats-Unis.

VALEURS	Cours du 9 déc.	Cours du 10 déc.
Alcoa	46	44 1/2
Amstar	70	68 1/2
A.T.T.	28 5/8	27 1/2
Borden	35 1/2	35
Chemical Bank	22 1/8	22 1/8
Du Pont de Nemours	81 1/4	81
Eastman Kodak	47 1/8	41 1/8
Exxon	38 1/2	38 1/2
Ford	75 3/4	73 1/4
General Electric	43 7/8	42 3/4
General Motors	57 1/8	57 1/8
Goodrich	53 3/4	54 5/8
IBM	113 7/8	110 7/8
Johnson & Johnson	44	44
Mobil Oil	37 7/8	36 7/8
Pfizer	44 3/8	42 1/8
Petroleum	44 1/2	44 1/2
Rockwell	32 3/4	31 7/8
Union Carbide	20 1/8	20 1/2
Westinghouse	46 5/8	46 1/8
Weyerhaeuser	54 1/8	54

LONDRES, 10 déc. ↓

Revirement

La publication du déficit commercial américain record aux Etats-Unis en octobre a provoqué un revirement spectaculaire de la tendance, le jeudi 10 décembre, au Stock Exchange. L'indice FT enregistré, à la suite de l'annonce, une perte de 34,7 points. Toutefois, la perte à l'issue de la séance était ramenée à 12,6 points, l'indice clôturant à 1 285. Le volume des transactions a augmenté à 25 469, contre 21 136 mercredi. Tous comme à Paris, l'action britannique a subi une forte baisse. Elle a perdu près de 28 % par rapport à son prix d'ouverture. Mais comment de temps ? Malgré tout, elle offre d'achat sur l'ensemble des titres de la compagnie aérienne British Caledonian.

Durant la séance, le groupe de distribution House of Fraser, qui détient notamment le grand magasin Harrod's, a annoncé avoir acquis 10 % de Sears, qui contrôle une chaîne de magasins aux Etats-Unis. La direction de Sears estime qu'il s'agit d'un investissement à long terme, qui s'annonce pas une tentative d'OPA sur le groupe. De nombreuses sociétés publient leurs résultats. Parmi elles, la baisse de 35 % du bénéfice imposable du constructeur d'hélicoptères Westland pour l'exercice terminé fin septembre 1987. On avait également la baisse de 40,5 % du résultat imposable au premier semestre de Pilkington, un des principaux fabricants de verre.

FAITS ET RÉSULTATS

● Schlumberger va racheter la 10 % de son capital. — Le conseil d'administration du groupe Schlumberger (services pétroliers) a autorisé, le 10 décembre, la société à racheter jusqu'à 20 millions de ses actions en Bourse, soit environ 7 % de son capital. Selon un porte-parole, cette décision « démontre un certain optimisme pour les résultats à venir de la firme ». La réglementation américaine prévoit, en effet, que les sociétés puissent racheter leurs titres pour ensuite les annuler et augmenter d'autant la valeur de chaque action et le dividende qui lui est lié.

● Harwayne prend le contrôle d'une société foncière la Focep. — La société suisse Harwayne, qui contrôle déjà La Continentale d'entreprises, les Kaofin du Morbihan et la Saigmag, vient d'acquiescer la quasi-intégralité (93,37 %) du capital de la Focep (Compagnie foncière du château d'eau de Paris). Cette firme, cotée au comptant, dispose de 55 853 mètres carrés utiles implantés essentiellement à Paris.

● Pechiney : pas d'émission dans l'immediat. — Le conseil de Pechiney, producteur national d'aluminium, n'a finalement pris aucune décision pour augmenter ses fonds propres. La crise boursière compromet l'exercice des bons de souscription de certificats d'investissement privilégiés (CIP), qui

PARIS, 11 décembre =

Ho ! hisse !

« Exorciser ce métier est devenu une grande souffrance », soupire un gestionnaire désemparé, au lendemain de la journée mouvementée de jeudi. Tous s'attendaient à une chute impressionnante de Wall Street, puis de Tokyo, qui aurait conduit à un « vendredi noir » à Paris. Les reculs, certes appréciables, de ces deux places internationales n'ont pas provoqué de cataclysmes... Et pour cause. Les gendarmes veillent et achètent les titres pour éviter de trop grands replis. « Le ministre des finances aurait demandé aux investisseurs institutionnels de tenir les actions composant l'indice à tout prix jusqu'à la fin de l'année », entendait-on sous les lambris. L'indicateur de tendance oscille donc aux alentours de +0,2 %, après avoir perdu en séance plus de 1 %. Les échanges, cependant, restent assez limités. Toutefois, certains investisseurs n'hésitent pas à acheter quelques « blue chips », intégralement massacrés, jeudi, après l'annonce du déficit commercial américain. Des actions comme Thomson-CSF, Peugeot et Lafarge figurent parmi les plus fortes progressions.

Eurotunnel continuait de s'enfoncer. Cette « valeur de père de famille » vendue à 35 F, descendait jusqu'à 20 F vendredi pour se stabiliser aux alentours de 25,50 F.

Mais la véritable descente aux enfers se déroulait sur le MATIF. Traumatisme par la chute du dollar, par les risques d'inflation et de hausse des taux d'intérêt, les jeunes « traders » étaient violemment épuisés. Le contrat de septembre 1988 perdait jusqu'à 1,9 %. L'adoption par le Sénat américain d'une hausse de 23 milliards de dollars des impôts et taxes en deux ans ne les a pas réconfortés.

Signe des temps, l'or continue de monter.

TOKYO, 11 déc. ↓

Un repli limité

A Tokyo, comme sur les autres places, l'annonce d'un déficit commercial record aux Etats-Unis pour octobre a fait, vendredi 11 décembre, l'effet d'une douche glacée. Mais le Nikkei-Cho a quand même résisté. Le dollar, effondré à 128,75 yens (-2,53 %). Certes, dès l'ouverture, le marché nippon décrochait de 216,10 points d'un coup. Mais l'écart ne devait guère se creuser par la suite. En clôture, l'indice Nikkei s'établissait à 23 035,81, soit à 245,03 points (-1,05 %) en dessous de son niveau précédent.

D'une façon générale, l'activité a été relativement faible, néanmoins que les investisseurs avaient gardé leur sang-froid. Mais combien de temps ? Maintenant que le dollar est tombé en dessous de la barre des 130 yens, beaucoup craignent que plus rien ne s'empêche de tomber plus bas encore.

Les actions des entreprises exportant une forte activité à l'étranger ont été les plus touchées.

VALEURS	Cours du 10 déc.	Cours du 11 déc.
Abei	1 280	1 240
Asahi	3 353	3 225
Canon	3 300	3 270
Fujitsu	2 140	2 070
Hitachi	2 140	2 070
Kenwood	1 870	1 810
Toyota	1 870	1 810

PARIS :

Second marché (adduction)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
A.G.P. S.A.	1158	921	Marshall, Média	95	96
Alain Mammion	188 20	180 70	Mérológica Internat.	273 90	272 80
Amis de l'Amazone	400	400	Mérológica	124	124
Amis de l'Amazone	210	215	M.M.B.M.	425	430
B.C.	480	480	Mollet	146 20	150
B. Dumont & Assoc.	385	391	Mollet-Dubois	515	525
B.C.M.	675	680	Oréal-Legrand	280	280
B.L.P.	410	405	Oréal-Legrand	318	318
Bouffon Technologies	685	689	Oréal-Legrand	180	180
Bouffon	581	580	Oréal-Legrand	312	330
Chânes de Lyon	680	670	Oréal-Legrand	180	146
Colson	530	470	Oréal-Legrand	100	100
Compt. Fin.	340	350	Oréal-Legrand	680	685
Compt. Fin.	870	870	Oréal-Legrand	343 90	347
C.D.M.E.	715	705	Oréal-Legrand	680	685
C.E.S.I.A.	288 50	258 50	Oréal-Legrand	131	131
C.E.S.I.A.	482	472	Oréal-Legrand	180	180
C.E.P.	195	180	Oréal-Legrand	180	180
C.E.P. Communication	805	800	Oréal-Legrand	180	180
C.E.I. Information	405	402	Oréal-Legrand	180	180
C.E.I. Information	337 50	338	Oréal-Legrand	180	180
C.E.I. Information	220	247	Oréal-Legrand	180	180
Compt. Fin.	200	202	Oréal-Legrand	180	180
Compt. Fin.	535	515	Oréal-Legrand	180	180
Dalco	161	161	Oréal-Legrand	180	180
Dalco G.T.A.	2845	2850	Oréal-Legrand	180	180
Dalco	1170	1180	Oréal-Legrand	180	180
Dalco	681	685	Oréal-Legrand	180	180
Dalco	114	110	Oréal-Legrand	180	180
Dalco	318	318	Oréal-Legrand	180	180
Dalco	14 20	14 20	Oréal-Legrand	180	180
Dalco	280	400	Oréal-Legrand	180	180
Dalco	330	330	Oréal-Legrand	180	180
Dalco	480	480	Oréal-Legrand	180	180
Dalco	781	781	Oréal-Legrand	180	180
Dalco	203	208	Oréal-Legrand	180	180
Dalco	128	128	Oréal-Legrand	180	180
Dalco	30	30	Oréal-Legrand	180	180
Dalco	102	102	Oréal-Legrand	180	180
Dalco	144	144	Oréal-Legrand	180	180
Dalco	203	203	Oréal-Legrand	180	180
Dalco	177	175	Oréal-Legrand	180	180
Dalco	247 50	247 50	Oréal-Legrand	180	180
Dalco	175	175	Oréal-Legrand	180	180
Dalco	254 40	247 30	Oréal-Legrand	180	180
Dalco	252	252	Oréal-Legrand	180	180

LA BOURSE SUR MINITEL

36-15
TAPEZ
LEMONDE

MARCHÉ DES OPTIONS NÉGOCIABLES le 10-12-87 à 17 heures

VALEURS	PRIX	EXERCICE	10 Mars	10 Juin	10 Sept.	10 Déc.	10 Mars	10 Juin	10 Sept.
Lafarge Cap.	1200	7	58	165	225	170	180	180	220
Paribas	320	1,50	30	42	—	24	41	—	—
Peugeot	1100	5	63	120	—	265	210	—	—
Thomson-CSF	920	1	40	80	—	—	—	—	—
EX-Aquilaine	280	2,80	10,4	36	—	32,5	42,9	—	—
M&M	920	95	188	—	—	10	80	—	—

MATIF

Notionnel 10 % — Cotation en pourcentage du 10 déc. 1987
Nombre de contrats : 67 474

COURS	ÉCHÉANCES			
	Déc. 87	Mars 88	Juin 88	Sept. 88
Dernier	98,70	97,30	96,70	97,25
Précédent	99	97,60	96,85	96,50

INDICES

CHANGES	BOURSES
Dollar : 5,54 F ↓	PARIS (INSEE, base 100 = 31 déc. 1986) 9 déc. 10 déc. Valeurs françaises : 69,9 69,4 Valeurs étrangères : 96,1 96,1 C° des agents de change (Base 100 = 31 déc. 1981) Indice général : 274,1 271,4
NEW-YORK (Index Dow Jones) 9 déc. 10 déc. Industrielles : 1982,52 1855,44	LONDRES (Index « Financial Times ») 8 déc. 9 déc. Industrielles : 1 297,68 1 285 Mines d'or : 324,8 324,3 Fonds d'Etat : 89,17 88,94
TOKYO 10 déc. 11 déc. Dollar (en yen) : 128,18 128,75	TOKYO 10 déc. 11 déc. Nikkei Dow Jones : 23 035,84 23 035,81 Indice général : 187,21 187,23

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVICES

	COURS DU JOUR		UN MOIS		DEUX MOIS		SEPT. MOIS	
	+ base	+ point	Rep.	+ ou décp.	Rep.	+ ou décp.	Rep.	+ ou décp.
SE-U.	5,5469	5,5499	- 15	-	- 5	+ 35	+ 125	+ 205
Sca.	4,2496	4,2554	- 28	- 18	- 25	- 22	- 128	- 51
Yen (100)	4,3026	4,3882	+ 139	+ 158	+ 276	+ 310	+ 894	+ 973
DM	3,3993	3,4026	+ 116	+ 136	+ 241	+ 291	+ 813	+ 886
FF (100)	3,0218	3,0251	+ 91	+ 103	+ 185	+ 207	+ 587	+ 634
FR (100)	16,1258	16,1598	+ 177	+ 259	+ 489	+ 550	+ 1387	+ 1786
PS	4,1715	4,1769	+ 137	+ 164	+ 304	+ 358	+ 977	+ 1058
L (1 000)	4,6806	4,6889	+ 96	+ 67	+ 285	+ 352	+ 621	+ 520
S.	10,1888	10,1991			+ 46	+ 29	+ 137	+ 137

TAUX DES EUROMONNAIES

SE-U.	6 1/8	6 7/8	8 3/8	8 1/2	8 1/8	8 1/4	8 1/8	8 1/4
DM	3 1/4	3 1/4	3 3/4	3 7/8	3 11/16	3 13/16	3 3/4	3 1/4
FR (100)	6 1/4	6 3/4	6 1/2	6 5/8	6 9/16	6 11/16	6 11/16	6 13/16
FF (100)	6 1/4	6 3/4	6 1/2	6 5/8	6 9/16	6 11/16	6 11/16	6 13/16
PS	6 1/4	6 3/4	6 1/2	6 5/8	6 9/16	6 11/16	6 11/16	6 13/16
L (1 000)	6 1/4	6 3/4	6 1/2	6 5/8	6 9/16	6 11/16	6 11/16	6 13/16
S.	6 1/4	6 3/4	6 1/2	6 5/8	6 9/16	6 11/16	6 11/16	6 13/16

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

Marchés financiers

BOURSE DU 11 DECEMBRE

[illegible]**SICAV** (selection)[illegible]

Cote des changes

MARCHÉ OFFICIEL	COURS prix.	COURS 11/12		COURS DES VALEURS	
		Achat	Vente	Achat	Vente
Esso-Usin (S 1)	5 837	5 842	6 330	5 8	5 8
ECU	339 240	7 005			
Allemagne (100 DM)	339 240	338 590	329 550	318	318
Autriche (100 S)	16 216	16 207	16 600	16 2	16 2
Belgique (100 F)	901 800	901 800	901 800	91	91
Danemark (100 kr)	81 800	81 120	84	81	81
Grèce (100 dr)	87 650	87 020	84	86	10
Irlande (100 Ir)	10 170	10 191	3 500	4	4
Italie (100 L)	4 300	4 280			
Japan (100 grammes)	10 800	10 603			
Indes (1 000 roup.)	415 100	415 980	404	96	96
Népal (100 L)	53 730	53 410	48 300	48	48
Norvège (100 N)	42 210	42 200	42 200	42	42
Portugal (100 esc)	5 023	5 024	4 750	5	5
Autriche (100 pes.)	4 163	4 155	3 650	4	4
Portugal (100 esc)	4 318	4 245	4 000	4	4
Spain (100 pes.)	4 266	4 314	4 170	4	4
Thaïlande (100 baht)					

Marché libre de l'or

MORNAIES ET DEVISES	COURS prix.	COURS 1/12
Or fin (à la on once)	88000	88700
Or fin (en lingot)	88250	88700
Pièces turques (20 fr)	542	542
Pièces turques (20 fr)	584	584
Pièces turques (20 fr)	501	501
Pièces turques (20 fr)	608	608
Pièces turques (20 fr)	523	523
Souverains	3010	3045
Pièces de 20 dollars	1570	1580
Pièces de 5 dollars	920 50	920 50
Pièces de 50 pence	530	529
Pièces de 10 pence	494 50	494
Or grec	487	487
Or Zurich	484	484
Or Hongkong	484 55	484 55
Argent Londres		

• : coupon détaché - o : offert - • : droit détaché - d : demandé - ♦ : prix précédent - ★ : marché continu

سكزا من الاصل

36 • Samedi 12 décembre 1987.

Le Monde

ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	SERVICES	MINITEL
3-4 La fin du sommet américano-soviétique de Washington. 5 Le 14 ^e sommet franco-africain. 6 Avant les élections législatives en Belgique. 7 Rupture du dialogue entre le gouvernement et l'opposition au Nicaragua.	8 La réforme de l'instruction devant l'Assemblée nationale. 10 Le comité central du RPR. 11 L'appel au peuple communiste de M. Pierre Juquin. 14 Le malaise du Sénat face au renvoi de M. Nucci devant la Haute Cour de justice.	21 Le dessaisissement du juge Grélier dans l'affaire de Radio-Courtoisie. 22 Le colloque de Palaiseau sur les mathématiques. 23 Sports équestres. DÉBATS 2 Les limites du Far-West judiciaire.	24 L'inauguration du Musée d'art moderne de Saint-Etienne. 25 A l'Académie française : défense de la francophonie et éloge de la vertu. - Communication : le gouvernement veut renvoyer le dossier du 164-achat devant la CNCL.	30 Le déficit du commerce extérieur américain. 31 Nouvelle crise de l'acier européen. 32 Après les élections prouhomales. 34-35 Marchés financiers.	Abonnements 2 Annonces classées 28 Campus 28-29 Carnet 18 Jeu 18 Météorologie 18 Mots croisés 18 Philatélie 29 Radio-télévision 27	• Grélier dessaisi : une sage décision ? DIRE • M. Tatu vous dit tout sur Reagan et Gorbatchev. DEBAT • Bourse : le bilan de la semaine. BOURSE 3615 Tapez LEMONDE Commandes vos livres sur la librairie du Monde 3616 + LM 16

Le financement des partis et l'affaire des fausses factures du PS du Rhône

Le chef de l'Etat souhaite plafonner à 100 millions les dépenses des candidats pour 1988

M. François Mitterrand a déclaré, le jeudi 10 décembre, dans un entretien accordé à Radio-France internationale, qu'il est « important » de « plafonner les dépenses dans les campagnes électorales, particulièrement pour la prochaine élection présidentielle ». Il estime qu'« au-delà de 100 millions de francs, on va vers des dépenses absolument excessives où ce sont les plus riches qui peuvent inonder la France avec des journaux, des correspondances, des coups de téléphone, enfin tout ce que l'on voudra ».

Le président de la République a refusé de « prendre position » sur les modalités de financement des partis, jugeant que ce rôle appartient aux « formations politiques, au sein des Assemblées parlementaires ». Néanmoins, il pense qu'« on ne peut pas laisser les financements privés clandestins se développer comme on le voit », car, « en

ce cas, les moins malins sont pris et les autres sont perdus ». Stigmatisant ces « pratiques générales détestables », le chef de l'Etat s'est déclaré favorable au financement public. En ce qui concerne le financement privé, M. Mitterrand estime que « c'est aux parlementaires de le décider », car « de toute manière, il faut réglementer », en ajoutant qu'il est « bien entendu toujours disposé » à signer la convocation d'une session extraordinaire du Parlement en janvier pour examiner un projet de loi sur ces questions.

Enfin, le président de la République a affirmé qu'« il serait sage, selon lui, de rendre public l'état du patrimoine des hommes publics à partir d'un certain rang ». En disant que « c'est plus scandaleux lorsqu'il y a des fautes, parce que ce sont des gens qui sont destinés à conduire la nation ».

Cinq responsables d'entreprise inculpés, dont l'un des réalisateurs de la campagne de M. Raymond Barre

LYON
de notre bureau régional

M. Jacques Hamy, doyen des juges d'instruction de Lyon, a notifié, le jeudi 10 décembre, une nouvelle série d'inculpations à cinq personnes impliquées dans l'affaire des fausses factures utilisées pour financer partiellement la campagne du Parti socialiste du Rhône pour les élections de mars 1986.

Trois des cinq personnes ont été inculpées d'abus de biens sociaux et de recel de faux en écritures commerciales. Il s'agit de MM. Fernand Galula, PDG de la Société d'édition d'information et de publicité (SEDIP), Gilbert Corbe, directeur régional de la Compagnie générale des travaux hydrauliques (SADE) (sous-filiale de la Compagnie générale des eaux), et Antoine Zacharias, directeur régional de la Compagnie générale des eaux.

Les deux autres, MM. Pierre Albert, gérant de Cap-Conseil et créateur de Radio-Nostalgie, et Frédéric Coste, directeur d'antenne de cette radio - qui sont actuellement

incarcérés suite à leur inculpation dans un dossier distinct ont été inculpés d'abus de confiance et de recel de faux en écritures de commerce.

M. Zacharias, qui, en tant que représentant de la Générale des eaux (actionnaire majoritaire avec 66 % des parts), siège au conseil d'administration de Lyon TV-Câble (société anonyme d'économie mixte locale chargée de l'exploitation du câble), présidé par M. Francisque Collob, maire de Lyon, aux côtés de plusieurs élus représentant la ville de Lyon, s'est retiré à toute déclaration à sa sortie du palais de justice, ainsi que M. Corbe.

M. Fernand Galula, qui, outre la SEDIP, préside Publiprint Province Numéro un, qui assure la régie publicitaire de l'ensemble des quotidiens du groupe Hershant sur 17 départements de la région (le Progrès, le Dauphiné libéré, Lyon matin et Lyon Figaro, notamment), a en revanche accepté de nous donner quelques précisions. « La facture de 39 730 francs, imputée à la SEDIP et retrouvée au siège de l'agence de publicité OPES, correspond à des prestations réelles de photographie et de création », explique M. Galula, qui affirme avoir réalisé l'essentiel de la campagne d'affichage pour la liste de M. Heran. Les fonds qui ont servi au règlement de cette facture correspon-
daient à un reliquat des sommes versées à la SEDIP pour l'édition du journal le Dauphiné libéré.

M. Galula, qui affirme avoir « pas de convictions » parce qu'il « connaît trop le travail politique », fait preuve d'un remarquable éclectisme, puisque la SEDIP édite notamment les bulletins municipaux de Lyon, de Villeurbanne et de la communauté urbaine de Lyon (Courty), et qu'il a d'autre part, en tant que publicitaire, réalisé l'essentiel de la campagne électorale de M. Francisque Collob pour les élections municipales de 1983 et celle de M. Raymond Barre pour les élections régionales de mars 1986.

Ces explications lui permettent de commenter l'affaire en termes vifs : « On n'a pas le droit de s'involer qu'un seul parti, c'est ridicule. Je ne conçois pas que qui que ce soit puisse être condamné pour une pratique absolument généralisée. Si on ne définit pas d'urgence de nouvelles règles, la campagne de l'élection présidentielle ne pourra pas avoir lieu. Je ne vois pas une seule agence de publicité ni une seule entreprise - sponsor - qui accepte-
rait de prendre le risque de se voir inculper ».

ROBERT BELLERET.

Enquête du tribunal de commerce. - Le tribunal de commerce de Paris a ouvert une enquête sur la situation financière de Radio-Nostalgie Paris et de Cap-Conseil, la société de M. Pierre Albert, déjà inculpé à Lyon dans l'affaire des fausses factures. Cette enquête devra établir si ces sociétés sont en cessation de paiement, condition nécessaire pour leur règlement judiciaire demandé à y a plusieurs mois par un créancier des deux sociétés.

(Publicité)
Pantalons
DOUBLES, POUR HOMME
en flanelle
189 F !...
Et 10 coloris pour la veste Harris tweed à 671 F, prix en baisse !
costume Dormeuil à partir de 990 F ! idem pour un pardessus cashmere et laine : smoking laine et mohair Dormeuil, à partir de 1.395 F (également chemises et puits). Parce que les Entrepreneurs du Marais vendent en direct les créations Guy d'Ambois vous avez ces prix et la qualité. Rayon spécial grande et forte jusqu'à 62. Métro Saint-Sébastien-Froissard, 3, rue du Pont-aux-Choux. De 10 h à 19 h, sauf lundi matin.

LE BON CÔTÉ
DE LA
DÉCORATION
CHEZ RODIN
LES PRIX !
35, CHAMPS-ÉLYSÉES - PARIS

Mort du violoniste Jascha Heifetz

Le violoniste américain Jascha Heifetz est mort, jeudi 10 décembre, à Los Angeles. Il était âgé de quatre-vingt-six ans.

Retiré pour raison de santé depuis 1973, Jascha Heifetz était devenu un mythe, l'image exemplaire du très grand violoniste, un peu à la manière d'Horowitz pour le piano, pendant ses années de silence. On l'avait entendu pour la dernière fois à Paris en septembre 1970 avec l'Orchestre national, pour un concert bien décevant où il jouait la Fantaisie écossaise, de Max Bruch, malgré la richesse intacte de sa technique.

On gardera pourtant le souvenir d'un artiste prestigieux, au physique énigmatique de prince oriental, prince des violonistes par cette sonorité qui avait la pureté d'un diamant poli à l'extrême. Il ne briguait pas le rayonnement chaleureux d'un Stern, l'impétueux lyrisme d'une Ginette Neveu, la générosité humaine d'un Enesco. Il fuyait tout ce qui pouvait paraître emphase ou confidence ; il réduisait l'ampleur des phrases expressives comme par pudeur. Mais l'on restait captivé, ému par le fil d'or de ce chant délivré de toute opacité par le scintillement étoilé de tel crescendo qui transfigurait soudain l'adagio du Concerto de Brahms en un grand crépuscule d'été, par le flamboyement spirituel du finale ou par le jaillissement d'étincelles de Tzigane, de Ravel. Chez Heifetz, au-delà de l'interprétation, c'est la sonorité qui était poésie et vérité.

J.L.
[Fils d'un violoniste juif lituanien, Heifetz était né à Vilna le 2 février 1899. Enfant prodige, il travailla avec Aser au conservatoire de Saint-Petersbourg, et, dès l'âge de seize ans, commença une fabuleuse carrière internationale. Il avait été naturalisé américain en 1925. Il joua un Guarnerius « Del Gesù » de 1742. Parmi ses élèves figure le violoniste français Pierre Amoyal.]

Le numéro du « Monde » daté 11 décembre 1987 a été tiré à 512 852 exemplaires

Le responsable d'une radio lyonnaise est écroué

LYON
de notre bureau régional

Responsable d'une radio locale lyonnaise, Radio-Un, M. Alain Sibton a été inculpé de recel d'abus de biens sociaux, escroqueries, faux et usages de faux, par M. Georges Fenech, juge d'instruction chargé du dossier Radio-Nostalgie. M. Sibton a été placé sous mandat de dépôt, jeudi 10 décembre.

Il semble que ces inculpations fassent suite à la découverte par les enquêteurs de la brigade financière de Lyon d'un « glissement financier » injustifié, portant sur une somme qui se situe entre 100 000 et 200 000 francs, de la comptabilité de Radio-Nostalgie vers celle de Radio-Un en 1985. L'enquête aurait permis également d'établir l'existence de falsification, de comptes pour l'obtention induite de subventions d'Etat en 1985 et 1986.

Membre de la commission fédérale de contrôle financier du Parti socialiste dans le Rhône, M. Alain

M. JEAN-PIERRE CHEVÈNEMENT
invité du « Grand Jury
RTL - le Monde »
M. Jean-Pierre Chevènement, ancien ministre, député socialiste et maire de Belfort, sera l'invité de l'émission hebdomadaire « Le grand jury RTL-le Monde » le dimanche 13 décembre, de 18 h 15 à 19 h 30.
M. Chevènement, qui anime au sein du Parti socialiste le courant Socialisme et République (ex-CERES), répondra aux questions d'André Passeron et de Frédéric Gassen, du Monde, et de Janine Perleminet et de Dominique Pousset, de RTL. Le débat étant dirigé par Olivier Mazzorle.

PROMOTION NOËL
Conditions Exceptionnelles
sur tous les instruments en stock
jusqu'au 31 décembre 87.
hamm
La Maison de la Musique
135-139 rue de Rennes, 75006 Paris Tel. 45 44.38.66 Parking à proximité

Secrétaires
un agenda essentiellement
pratique vient d'être créé pour vous :
**L'AGENDA
DE LA SECRETAIRE
D'ENTREPRISE**
En plus des pages Agenda habituelles claires
et bien présentées, vous y trouverez
de nombreuses informations et formulaires types
Rapports clients et fournisseurs, Législation, congés,
Banques, gestion administrative Modèles de contrats,
et financière. Convocations et notes de réunions.
et une toute d'informations facilitant votre tâche pour les différentes activités
que vous assumez (enseignement, P.T.T., calcul des taxes, etc.).
Présentation élégante. Format classique bureau.
En vente sur place
aux Editions LA VILLEGUERIN/REVUE FIDUCIAIRE
102, rue Lafayette 75010 PARIS et franco T.T.C. 120 F

Sur le vif

Dessaisie

Bravo, la Cour de cassation ! Merci, mesdames ! Vous avez fait du beau travail. Vous avez donné un camouflet au juge Grélier - pauvre petit père ! - et qui c'est qui a pris la baffe ? Bbl. Parfaitement. Je suis dessaisi de ma chronique. Décision de la conférence des chefs. Remarque, ça m'étonne qu'à moitié. Je le voyais venir. Quand la chambre criminelle a réduit, le mois dernier, les magistrats au rôle de « bouffons de la République », j'allo formule, en suspendant l'instruction du dossier CNCL, je me suis dit : ma vieille, t'es bonne comme la romaine. Le prochain coup, c'est pour toi.

Ce n'a pas manqué. Ce matin j'y ai eu. Droit.

Ouais, c'est plus possible. Il y a des plaintes de personnes haut placées. T'arrêtes pas de les inculper. T'empêches des mots qui ont mauvaise connotation. Jusqu'ici ils avaient pas trop protesté, ton Mimi, ton Jacquot et les autres, mais alors là, depuis hier, ils contre-attaquent. Requête en sursis.

Mérite : t'es pas objective, t'es des chouchous, le petit Léo, tu lui fais les yeux doux. Divulge le secret de tes billets dans tous les couloirs de la maison. Pas la peine d'envoyer les plombiers placer des racloirs dans ton placard à balais. Tu dégages à tour de bras.

C'est pas vrai, c'est pas moi ! Ça peut être n'importe qui, un gars d'étage, un correcteur, un secrétaire de rédaction ou même un...

Bon, ça va, OK, on le retiendra pas contre toi. Simple-ment, dans l'intérêt d'une bonne administration de ce journal, ta chronique, on te la retire et on la confie au correspondant de Rennes. On croit savoir qu'il jugera d'une façon plus compréhensive et plus sereine les principes qui nous gouvernent. D'ailleurs, à partir de maintenant, c'est décidé, ils auront le libre choix du plumeau amené à commenter en toute déférence leurs initiatives et leurs activités.

CLAUDE SARRAUTE.

L'expulsion des opposants iraniens Le HCR n'est pas satisfait des explications de la France

GENÈVE
de notre correspondant

Le Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) a fini par recevoir une réponse à la note verbale du 8 décembre (le Monde du 9 décembre) adressée au ministre français des affaires étrangères et demandant à être informé sur les motifs de l'expulsion et les garanties dont les opposants iraniens devraient bénéficier conformément à la convention sur les réfugiés.

Cette réponse reprend les déclarations publiques des autorités françaises. Elle n'a malheureusement pas le HCR, qui attendait une liste des expulsés et les garanties dont ils seraient assurés.

Or le texte français affirmait que les expulsés n'étaient menacés ni dans leur vie ni dans leur liberté, alors que, selon les nouvelles parvenues à Genève, ils étaient regroupés dans un hôtel sous la garde de la police gabonaise et ne pouvaient ni

sortir ni même bénéficier librement de l'usage du téléphone.

Le HCR ne cache pas son dépit devant l'ignorance dans laquelle le gouvernement français le tient quant à l'identité des expulsés. Il poursuit néanmoins ses contacts avec diverses parties afin de tenter d'apporter une protection nécessaire à ces réfugiés, qui sont sous son mandat et recherchent les moyens d'aboutir à une solution satisfaisante sur le plan humanitaire.

Le HCR confirme que MM. Reza Azamkesh et Massoud Ghorbamekash - deux des expulsés - possèdent des documents en règle leur permettant de se rendre en Suisse ou en Grande-Bretagne, pays où ils avaient obtenu le droit d'asile. On apprend par ailleurs - selon une organisation caritative de Genève - que deux autres expulsés, l'un âgé de dix-sept ans, l'autre de dix-neuf ans, ne l'ont été que du seul fait que leur père, absent au moment de leur arrestation, était vif.

ISABELLE VICHNIAC.

A B C E F G H
Où trouver le Glenturret ?
Pure single Highland Malt 12 years old scotch whisky
Jusqu'ici on ne pouvait se le procurer qu'à la distillerie (la plus ancienne d'Ecosse, fondée en 1775). Aujourd'hui on peut le découvrir chez quelques rares spécialistes, passionnés de vieux whiskies, par exemple
Le Clos St-Honoré, 98, rue St-Honoré, Paris 1^{er}.
A consommer avec modération.

SOLDES - 50% & PLUS
COLLECTIONS HIVER : ESCADA, COVERI, MAX MARA.
David Schiff, Ouvert tous les jours de 10 h à 18 h
4, RUE MARBEUF (1^{er} ÉTAGE) PARIS 8

LIQUIDATION TOTALE
GRANDES MARQUES HOMMES ET FEMMES
Jupes 300 F Pantalons 200 F
Robes 400 F Veste 500 F
Tailleurs 500 F Costumes 500 F
Ouvert tous les jours de 10 h à 18 h, dimanche inclus.
CLUB des 10
58, Fbg SAINT HONORÉ (1^{er} ÉTAGE) PARIS 8